Pour l'Alternative

*Un Projet communiste libertaire?

*Contre le libéralisme, qui fait maintenant le consensus, secret ou avoué, entre la droite «républicaine» et une gauche «responsable»...

*Contre les socialismes d'Etat. Dont la forme «réformiste» a conduit à l'impasse, d'une sociale-démocratie compromise vers une gauche molle et gestionnaire, sans projets. Et dont les formes «révolutionnaires» n'ouvrent d'autres voies que celles de sociétés bureaucratiques et totalitaires.

*Le Projet communiste libertaire cherche une démarche nouvelle, contemporaine. Offrant aux aspirations à l'autonomie personnelle et locale, à l'auto-organisation dans les luttes, au refus des oppressions étatiques et patronales, une perspective collective et subversive.

*Un but donc, une démocratie , un socialisme autogestionnaire, que le projet s'efforce de préciser. Et un chemin, l'Alternative, l'auto-organisation, un syndicalisme révolutionnaire, le Contre Pouvoir...

*A l'heure où les aspirations à «autre chose» se réveillent...

ISBN 2-9503273-0-3

78 F TTC

Le Projet Communiste Libertaire

UNION DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES LIBERTAIRES

Pour l'Alternative

LE PROJET COMMUNISTE LIBERTAIRE

LE FIL DU TEMPS

à Daniel Guérin
Ecrivain, historien, militant révolutionnaire,décédé à l'âge de 83 ans le 14 avril 1988
Militant jusqu'à ses derniers jours de l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires.

à Daniel Guérin
Ecrivain, historien, militant révolutionnaire,décédé à l'âge de 83 ans le 14 avril 1988
Militant jusqu'à ses derniers jours de l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires.

Dépôt légal novembre 1988
ISBN 2-9503273-0-3

© *Le Fil du Temps*
Imprimé en Espagne par Policrom S.A. Barcelone Novembre 1988

UNION DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES LIBERTAIRES

POUR
L'ALTERNATIVE

LE PROJET COMMUNISTE LIBERTAIRE

- LE FIL DU TEMPS -

PREFACE
à la deuxième édition*

Le Projet Communiste-Libertaire a été adopté par l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires en Mars 1986, après plusieurs années de débats collectifs.

Quelques uns des paragraphes doivent être replacés dans l'époque où ils ont été rédigés : les mobilisations de l'hiver 86-87 n'avaient pas encore secoué le paysage social et idéologique ; la gauche venait de quitter le gouvernement, battue pour deux ans par Chirac.

Le Projet parle de "crise", toujours présente. Il explique même que celle-ci pourrait connaître de nouveaux rebondissements. Pourtant le journal le "Monde", et il n'est pas le seul, suggère maintenant que **"La longue crise dans laquelle la France s'est enfoncée à partir de 1974-75 est peut-être en train de s'achever"**.

L'optimisme affiché aujourd'hui dans les allées du pouvoir, la croissance, les investissements, les carnets de commande des entreprises considérés comme satisfaisants par les patrons, tout cela traduit une nouvelle répartition de la plus-value qui a permis aux entreprises de retrouver les taux de profit d'avant la crise. Nouvelle répartition déjà évoquée dans notre document, notamment dans un chapitre sur le "Projet néo-libéral".

Mais pour la population, la situation ne s'est pas améliorée bien au contraire. Le chômage, tantôt stable, tantôt s'aggravant, tantôt décroissant, plonge une partie importante de la population dans la misère. La précarité devient le statut "normal" pour

des millions de salariés. L'évolution générale des salaires se poursuit, accroissant les inégalités et les difficultés matérielles pour les bas salaires. Les économies de la plupart des pays du Tiers-Monde sont au bord du gouffre, et leurs classes populaires y sont pressurées par des politiques ultra-libérales.

Bref, si comme certains le prétendent les politiques libérales avaient réussi à amorcer un début de "solution" à la crise, cela ne constituerait pas une "solution" pour la grande majorité de l'humanité qui s'enfonce, y compris dans tous les pays occidentaux, dans une "**crise sociale à perpétuité**". Cette situation rendra de toutes façons instables les sociétés bâties sur ce modèle. Gardons nous donc bien de croire que - même d'un point de vue capitaliste - la crise soit définitivement en cours d'extinction : les déséquilibres mondiaux, la concurrence effrénée que se mènent les multinationales, la dette du Tiers-Monde pourraient provoquer une rechute et relancer un cycle de crise.

La crise prépare bien la crise, qu'il s'agisse d'une crise générale, ou d'explosions populaires à venir, s'opposant aux conditions profondément inégalitaires d'une nouvelle croissance.

Certes, notre Projet n'a pas pour objectif de faire de la politique-fiction, d'anticiper sur l'actualité politique et sociale, fort riche en restructurations et transformations fondamentales. Certains compléments d'analyse seraient donc bienvenus pour compléter quelques chapitres de notre document. Parmi ceux-ci, tout au moins en ce qui concerne l'Europe, trois thèmes s'imposent : la réémergence de luttes offensives, souvent autogérées ; l'accélération de la construction de l'Europe des capitalistes et enfin l'amorce de transformations peut-être profondes dans les sociétés "socialistes".

Les deux dernières années ont vu renaître partout en Europe des mouvements de lutte massifs, imprégnés, à des degrés divers, d'une volonté des travailleurs de gérer eux-mêmes leur lutte, dans l'unité et la démocratie, que ce soit dans les pays de l'Est (Pologne, Yougoslavie) ou de l'Ouest (Cobas en Italie, luttes auto-organisées en Espagne, mouvement des infirmières anglaises au début de l'année 88).

La France n'y a pas échappé. En commençant par le mouvement de la jeunesse fin 86, auquel ont succédé les luttes des cheminots, des instits, puis en 88 les luttes à Chausson, à la SNECMA, à Michelin, aux chantiers navals de l'Atlantique... A travers ces luttes, la politique d'austérité est rejetée. C'est toute une logique "libérale" du chacun pour soi, du développement des licenciements, des inégalités, qui est refusée par une large majorité des jeunes et des travailleurs.

Ces conflits, le plus souvent longs et durs, ont tous été pris en charge à la base.

Ils se sont structurés autour d'Assemblées Générales quotidiennes, et même dans certains cas de Comités de grève fonctionnant sur le principe du mandat impératif, de Coordinations pour dépasser l'isolement et pour se donner les moyens d'étendre le contrôle de la base jusqu'au niveau national. Ces structures ont aussi donné la possibilité de dépasser les divisions imposées trop souvent par les appareils syndicaux.

Ainsi, alors que le Projet Communiste Libertaire était adopté en plein marasme social, les luttes devaient reprendre quelques mois plus tard. Elles n'auraient pas dû nous surprendre, puisque nous écrivions dans le Projet, contre les mauvais prophètes du déclin définitif des mouvements sociaux, que "**de grandes luttes sont devant nous**". Et, de fait, une partie des militantes et militants de l'UTCL ont été sur les premières lignes dans ces mouvements, parmi les animateurs, et même pour la SNCF et les instituteurs parmi les déclencheurs des conflits. Construire l'Alternative dans les luttes, sur la base de l'auto-organisation, des contre-pouvoirs de la base : la logique centrale de notre Projet "politico-social" se trouvait confortée par l'ouverture d'une situation sociale nouvelle, complexe, contradictoire, mais aussi prometteuse.

Si le mouvement social n'est pas resté figé ces dernières années, il lui rest beaucoup à parcourir : dépasser un certain corporatisme ; prendre en compte la lutte contre le chômage, la précarité, la misère; battre en brêche le racisme; faire face au capital qui s'organise fortement au niveau international. De plus en plus les travailleurs en lutte ne pourront éviter de poser le problème d'une coordination internationale réelle et efficace. La perspective du marché unique européen fin 1992 est porteuse de transformations dans les structures sociales et dans l'organisation du travail. Affronter cela à l'intérieur des frontières nationales devient de plus en plus illusoire.

La construction europ éenne doit modifier profondément les conditions de nos combats. Un autre facteur aura lui aussi des répercutions fondamentales : l'évolution sociale et politique dans les pays "socialistes". Car d'une part le mouvement social ne se développe pas indépendamment de la réalité des rapports de force entre les blocs, et d'autre par les débats idéologiques sur les pays de l'est ont toujours pesé et pèsent encore sur les choix tactiques et statégiques de ceux qui s'investissent dans ce mouvement social.

Et aujourd'hui cela bouge à l'Est. Il n'est souhaitable ni de surestimer ni de sousestimer les évolutions en cours. Cette évolution touche principalement trois secteurs : l'annonce d'une démocratisation de la vie politique, des réformes économiques, et enfin une nouvelle politique internationale. En URSS, des manifestations politiques peuvent se tenir sur la voie publique, sans être toujours réprimées ni suivies d'arrestation. Des associations à caractère politique se créent sans être dissoutes. Une partie significative des dissidents ont été libérés, même si c'est au compte-goutte. La

démocratisation reste extrêmement partielle, le processus n'est pas irréversible, et il n'y est nullement question de remettre en cause "le rôle dirigeant du parti". Mais les effest de la politique de Gorbatchev ne doivent pas être négligés. Des espaces d'expressions peuvent s'ouvrir et favoriser l'émergence de luttes et d'organisations indépendantes au coeur même de la métropole bureaucratique.

Le second volet de ce nouveau cours, ce sont les réformes économiques qui visent à rectifier les dysfonctionnements les plus criants de la bureaucratie, et surtout voudraient rendre plus performant l'appareil productif, en introduisant des formes de gestions proches du capitalisme libéral et en favorisant les investissement étrangers. Ce sont la libération des prix, la suppression des subventions pour les produits de consommation courante, les lois autorisant les coopératives et l'activité individuelle, la location de longue durée des terres aux paysans. Ces réformes sont encore loin d'avoir amé lioré la vie quotidienne des Soviétiques ; bien au contraire ces mesures libérales remettent en cause certaines protections des travailleurs, et risquent de faire payer aux plus exploités le prix de la modernisation.

Le troisième grand volet des réformes concerne la politique étrangère de l'URSS. Celle-ci est en rupture totale avec le passé. Tant dans sa conception des rapports avec les pays capitalistes, que dans sa conception de l'internationale communiste. Les conséquences les plus immédiates en sont le désengagement de l'URSS et de ses plus proches alliés des guerres "locales" (retrait de l'Afganistan, négociations au Cambodge, en Angola, et peut-être en Ethiopie) et les accords internationaux sur le désarment nucléaire. Il y a de fait volonté d'établir avec les puissances capitalistes une cohabitation construite sur la coopération économique et politique. Exclut-elle à long terme la recher d'une suprématie mondiale ou simplement européenne ? Rien n'est moins sûr. Mais le spectre d'un conflit nucléaire généralisé provoqué par l'URSS devient moins immédiat.

Cet ensemble d'évolutions a une logique. Elle traduit une modification du rapport de force dans l'appareil du PCUS, avec l'émergence de couches issues de l'appareil productif et qui s'opposent à la vieille bureaucratie stalinienne. Les évolutions en cours conduisent à une société un peu plus ouverte, plus intégrée dans l'économie mondiale. Mais rien ne montre une volonté de remettre en cause les inégalités profitant aux cadres de l'industrie, de l'Etat ou du parti, ni d'instaurer des structures politiques donnant le pouvoir aux peuples soviétiques ! Il s'agit en fait de moderniser et de restructurer ce que nous nommons le "capitalisme d'Etat" : une démarche nécessaire aux intérêts des classes dirigeantes de l'Est, pour résorber la crise qui mine les sociétés bureaucratiques (nous l'évoquons dans le Projet Communiste Libertaire).

Non, décidemment, le socialisme ce n'est pas l'URSS plus la "glasnost". Raison supplémentaire pour s'atteler à la recherche d'un projet de société et d'un combat nou-

veau.

Construire une Alternative à l'étatisme et au libéralisme est au coeur de notre document. Participer à une refondation du projet socialiste à l'horizon de l'an 2000 passe par l'élaboration d'un projet autogestionnaire contemporain. Toute une partie du livre s'y consacre, et cette deuxième édition tombe plutôt bien, vingt ans après MAI 68, et à l'approche du bicentenaire de la Révolution de 1789 qui, loin de commémorations encravatées, asptisées, officielles, fut aussi celle des "sans culottes", des "bras nus" dont nous nous réclamons.

Novembre 1988

---

* Cette seconde parution reprend l'intégralité du texte de la première édition, sans modification, exceptées plusieurs retouches de pure forme.

INTRODUCTION

" Projet Communiste Libertaire " : le titre provoque des réactions. Pour beaucoup, communisme et liberté ne peuvent aller ensemble. Et ce serait vrai... si le " communisme " se construisait vraiment à l'Est, et si la liberté s'épanouissait à l'Ouest.
Le Projet que vous avez en main développe un point de vue radicalement différent. Pour lui la plus grande supercherie de l'histoire a été de dénommer " socialistes ", " communistes ", ou " populaires " des régimes bureaucratiques qui oppriment travailleurs et populations. Et c'est une illusion non moins trompeuse de faire croire que la liberté s'accomode des inégalités sociales et des formidables concentrations de pouvoir du capitalisme " libéral ".

Les deux systèmes qui dominent le monde sont en faillite et l'humanité en subit les terribles dommages : crises et misère, guerres et famines.
En faillite, le capitalisme libéral, incapable depuis plus de quinze ans de trouver une issue à sa crise.
En faillite, le "socialisme " d'Etat, qui exhibe au nom de " l'émancipation des travailleurs " une forme repoussante d'injustice sociale et d'oppression.
Une Alternative de société est nécessaire. Un projet de socialisme nouveau...

La perspective d'un gouvernement de gauche a longtemps galvanisé les espoirs. Par lui, le progrès social devait enfin s'imposer, avec une transformation progressive de la société, du capitalisme vers le socialisme.
Dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest, l'expérience a maintenant été menée. Dans tous les cas le réveil fut douloureux.
Décidément ni le " modèle soviétique " ni la voie sociale-démocrate ne répondent aux aspirations transformatrices contenues, originellement, dans le combat socialiste.
Un Projet nouveau est nécessaire qui ne soit plus fondé sur l'étatisation de la société, que celle-ci passe par la voie réformiste des nationalisations ou par la voie plus radicale de l'Etat " ouvrier ", dont tous les exemples ont démontré qu'il devenait toujours

l'instrument de domination d'une bureaucratie sur les travailleurs.

Il faut avancer une autre conception de la société, opposée au libéralisme comme au " socialisme " d'Etat, un Projet fondé sur une autogestion authentique du travail et un auto-gouvernement démocratique de la vie sociale. Pour une société moderne, où l'autonomie individuelle et locale soit rendue possible par une solidarité et par une appropriation collective des moyens de production, avec un développement contrôlé de technologies émancipatrices.

Une société enfin débarrassée de la double oppression du profit et de l'Etat.

Cette perspective de société, le Projet Communiste Libertaire essaie de la préciser. Et avec elle, la recherche d'une démarche nouvelle en rupture avec la politique traditionnelle.

Une seule force est capable de transformer la société : celle des travailleurs, manuels, intellectuels, avec ou sans emplois, et avec eux la jeunesse et de larges pans de la population. Cette force est aujourd'hui découragée faute de perspectives et durement frappée par la crise. Elle subit un éclatement, et une crise d'identité, que l'on s'est efforcé de comprendre dans ce projet, en cherchant des pistes pour renverser cette situation.

La transformation de la société est bien à l'ordre du jour : les mécanismes économiques et sociaux qui avaient permis une formidable période d'expansion après guerre sont entrés en crise voilà plus de quinze ans. Cette crise ne trouvera pas d'issue sans une transformation radicale des formes de production, de travail, et des rapports sociaux.

Les gouvernements et le patronat le savent et ils imposent, eux, leur lot de " transformations ": restructurations, flexibilité, dérèglementations...Des mutations profondes, aux conséquences désastreuses, mais qui ne réussissent pas à résoudre la crise, parce qu'elles visent toutes à préserver et à développer un système d'injustice et d'aliénation dont la crise met justement à nu l'absurdité.

Oui, les transformations du travail et de la société sont rendues inéluctables et nécessaires. Mais elles devront rompre avec la logique du capitalisme. Après la faillite du libéralisme dont les recettes cyniques ne font qu'accroître la misère, et celle des divers " socialismes " d'Etat, de nouvelles voies doivent être imposées par les victimes de la crise.

Pour changer la société, et pour changer de société.

Le Projet Communiste Libertaire s'inscrit donc dans une période historique bien précise. Il n'en accepte ni la logique d'injustice, ni les idées dominantes.

Nous sommes plongés dans une véritable ère de crise , avec ses mini-relances et ses récessions successives. Elle n'est pas finie. Une aggravation est encore prévisible, sur le front social et dans les rapports Nord-Sud notamment.

Cette très longue crise a d'abord vu l'émergence de puissants mouvements de luttes ouvrières et de contestations anti-capitalistes. Puis ce fut le découragement et le reflux...

Les luttes reprendront. La nécessité d'un Projet, d'une Alternative, deviendra toujours plus brûlante.

La crise du mouvement ouvrier, comme toute crise, appelle une transformation radicale des pratiques et des perspectives aujourd'hui dominantes " à gauche " et dans les syndicats.

Nous avancerons ici des analyses, nous risquerons des propositions de lutte, et nous indiquerons les grands traits d'un projet de société alternatif au capitalisme libéral et aux sociétés bureaucratiques.

Nous essaierons donc de préciser ce que pourraient être les contours de cette Alternative. Mais nous ne prétendons bien sûr pas devenir les seuls artisans d'une recomposition du mouvement ouvrier. Celle-ci appelle débats, confrontations, unités, très largement.

Dans cette dynamique ouverte, sans sectarisme, les Communistes Libertaires ont des propositions originales à formuler. Pour élaborer ce Projet nous avons voulu nous inscrire dans le monde contemporain, en tenant compte des mentalités, du tissu social, des technologies d'aujourd'hui. Mais nous avons aussi voulu nous ressourcer aux racines du Mouvement Ouvrier, à " l'autre société " préfigurée par les créations spontanées des peuples dans toutes les secousses révolutionnaires, et aussi nous ressourcer, sans dogmatisme et donc non sans critiques parfois, aux grands courants du Mouvement ouvrier avant qu'il ne subisse la domination des " socialismes " d'Etat : anti-autoritaires, syndicalistes révolutionnaires, anarcho-syndicalistes, conseillistes... On peut puiser dans ces acquis historiques, tout comme dans les expériences de luttes des dernières décennies, tout en sachant bien que le monde actuel et à venir exige des réponses nouvelles et de profondes révisions. A ce titre certaines des pages suivantes pourront d'ailleurs surprendre et même choquer quelques uns...

Le Projet Communiste Libertaire, ni " définitif ", ni " à prendre ou à laisser tel quel " , est plus simplement la contribution collective d'un ensemble de militantes et de militants, l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires, adoptée dans son quatrième Congrès à Nantes, les 29, 30 et 31 mars 1986. Nous avons voulu y aborder certaines questions brûlantes rencontrées dans le monde du travail et du chômage, dans le syndicalisme ouvrier et dans la jeunesse. Ce n'est pas le premier Projet pour un Communisme Libertaire (1) et nous espérons progresser dans les années à venir, et produire, avec d'autres, de nouvelles contributions élaborées sans doute à une échelle internationale.

Tel quel ce Projet est maintenant livré à l'esprit critique de ses lectrices et lecteurs, et notre premier souhait est qu'on y trouve des éléments utiles à la réflexion propre, autonome, de chacune et de chacun.

Pour construire, ensemble, l'Alternative de demain.

La Commission de Rédaction.

---

1. *Evoquons parmi eux : La Plateforme Communiste Libertaire adoptée en 1926 par les Communistes Libertaires Ukrainiens et Russes exilés, le Manifeste Communiste Libertaire de la Fédération Communiste Libertaire (1953) et la Plate-Forme de l'Organisation Communiste Libertaire de 1971 (ces deux derniers textes étant rassemblés dans un même volume distribué par le "Fil du Temps")*

PREMIERE PARTIE

UNE PLANETE EN CRISE

Le monde entier est en crise. L'Est, l'Ouest, le Tiers-Monde sont touchés. Mais les conséquences ne sont pas identiques partout... ni, dans chaque pays, égales pour toutes les couches de la population.

Epargnant les profits énormes des multinationales, les privilèges des bureaucraties de l'Est comme ceux des capitalistes et des possédants de toutes sortes, la crise impose aux populations austérité, appauvrissement ou misère, restriction des libertés, désespérance, montée des tensions internationales, surarmement et même risques de guerre généralisée menaçant l'existence de l'humanité.

A l'Est la pénurie s'accompagne du renforcement des forces de répression. A l'Ouest la croissance du chômage plonge des millions d'hommes et de femmes dans la détresse. La majorité des pays du Tiers-Monde, en faillite économique, s'enfoncent dans la misère... quand ils ne sont pas écrasés par la guerre.

Comment se battre contre la crise avec des chances de succès? Longtemps la gauche européenne a présenté le chômage comme la conséquence d'une mauvaise politique. Il n'y avait qu'à changer le gouvernement et la chambre des députés. On les a changés. En France, la gauche n'a pas fait diminuer les files d'attente devant les Agences Nationales Pour l'Emploi.

Le chômage est-il donc inéluctable? Ne faut-il pas de vigoureuses purges économiques avec restructurations et austérité? La précarité n'est-elle pas une " nécessité " économique contre laquelle on ne peut rien? C'est ce que disent maintenant de nombreux travailleurs. Ce sont les doutes qui font baisser les bras à bien des militants. Et de savants spécialistes, des économistes, des dirigeants syndicaux ne cessent de le répéter...

Nous affirmons le contraire. Contre les sentiments qui dominent aujourd'hui, nous opposons une alternative pour demain. Nous ne nions pas l'importance de la crise. Bien au contraire, elle est pour nous profonde, et même plus profonde qu'on n'a l'habitude de le dire. Pourtant, nous affirmons que l'on peut sortir de cette crise et que de profondes transformations sociales sont devenues inévitables, que le chômage peut être combattu, et la vie, le travail, la société, radicalement et salutairement changés.

Paradoxes? Utopie?

Pour l'affirmer encore faudrait-il répondre à ces questions : la crise, au fait, c'est quoi? Quelles en sont les causes? Qu'est-ce qui pousse le patronat et le gouvernement dans leurs choix? Et le peu de réactions générales, le laisser-faire, le repli chacun pour soi, ou encore les seules réactions défensives, isolées, désespérées des travailleurs directement touchés, bref l'apathie sociale ne permet-elle pas, aussi sûrement que toute autre cause " objective ", les progrès du chômage?

CHAPITRE I

UNE ORGANISATION SOCIALE EN PERPETUELLE TRANSFORMATION

Certains prophétisent- depuis longtemps- une fin prochaine du capitalisme. D'autres - périodiquement - sonnent le glas de l'anti-capitalisme...
Nous ne voulons pas nous contenter de schémas simplistes, ni de dogmatismes inopérants sur le monde réel. Nous ne pouvons donc éviter ici une interrogation sur la nature même du capitalisme...

Ce qui caractérise le mieux la société capitaliste c'est son instabilité chronique : les crises succèdent aux périodes d'expansion. Ainsi le capitalisme a subi depuis sa naissance une succession de profondes transformations, chaque crise assurant la fin de formes sociales usées, et annonçant la naissance de nouvelles formes d'exploitation des travailleurs.

Ainsi, précédant la très longue crise d'aujourd'hui, le capitalisme a connu selon les pays 25, 30 ou 35 années d'expansion. Avant cette ère " glorieuse " ce fut la grande crise de 1929, puis la seconde guerre mondiale : une autre époque qui s'est effondrée dans un déluge de fer, de sang et de misère.

Le capitalisme n'est donc pas une forme sociale figée. Ce qui le caractérise, c'est au contraire son extraordinaire évolution, sa capacité à renaître à travers des crises et des convulsions de plus en plus graves. Ce sont les transformations successives subies au cours de l'histoire, depuis le pré-capitalisme commerçant et artisanal déjà présent dans les sociétés anciennes, jusqu'aux empires industriels d'aujourd'hui.

Au-delà des caractères propres à chaque âge du capitalisme et des formes diverses épousées dans le monde , il existe quelques repères qui permettent d'identifier ce qui fait la spécificité du capitalisme par rapport aux autres sociétés de classe, esclavagisme, féodalisme, etc...

Le capitalisme est en premier lieu une forme de production caractérisée par une dynamique d'accumulation et de centralisation constante du capital. Ce processus ne peut s'accomplir que si un certain nombre de conditions sont réunies :

- des rapports de classe, fondés sur la division du pouvoir entre classes dirigeantes possédant sous des formes juridiques diverses les moyens de production, et classes dirigées.

- le pouvoir en conséquence des classes dirigeantes sur la distribution de la plus-value produite par les travailleurs.

- une économie où le marché est contrôlé et façonné par les groupes capitalistes et en fonction de leur finalité essentielle : non la satisfaction des besoins de la population, mais le développement incessant des profits.

- un processus " d'unification " de la société à travers le rapport marchand, où communication, information, relations humaines, santé, loisir, tout tend à être objet économique, source de profit.

- une société étatisée, où le pouvoir est séparé de la plus grande partie de la population et s'exerce en fonction des intérêts des minorités privilégiées, soit sous des formes parlementaires, soit sous des régimes militarisés.

L'organisation de la production, l'organisation du travail des hommes et des femmes y respecte toujours une structure et une dynamique particulières : une classe minoritaire et privilégiée exerce le Pouvoir sur les moyens de production : outils, machines, terres et usines, et sur le travail des hommes qui doivent s'y employer pour vivre. Le capitalisme est fondé sur la séparation entre le Pouvoir, exercé par les dirigeants d'entreprises et les détenteurs du capital, et la grande masse de travailleurs manuels et intellectuels. La base du capitalisme, ce sont ces " rapports de production " spécifiques, caractérisés par la **domination** d'une minorité dirigeante sur la masse des travailleurs dirigés, la coupure en **classes sociales** déterminée par la forme du Pouvoir exercé sur la production. La forme juridique exprimant ce rapport de pouvoir varie : propriété privée familiale, propriété d'une part du capital, participation aux instances dirigeantes de l'entreprise...

La division du travail entre dirigeants et dirigés n'est certes pas propre au capitalisme - on la retrouve notamment dans l'esclavage antique ou dans le servage féodal. Mais elle prend avec lui un visage particulier. Le travail des dirigés est rétribué par un **salaire**, quiexprime le lien de subordination des salariés contraints de vendre leur force de travail pour subsister. La masse globale de capital consacrée aux salaires n'atteint pas la valeur globale créée par le travail des salariés, des marchandises qu'ils ont produites et des services rendus. Cet écart, entre le salaire versé aux travailleurs et la valeur produite par leur travail, la **plus-value**, constitue la clef de voûte du capitalisme, la source des profits qui sont le credo, le but essentiel, la finalité au service de laquelle toutes les activités humaines sont finalement orientées...

La plus-value est monopolisée, accaparée, spoliée par les classes dirigeantes qui tirent toutes leurs richesses, leurs privilèges, leurs forces, du pouvoir d'en disposer à leur convenance. Les **profits**, source des privilèges matériels, sont principalement réinvestis dans l'appareil productif afin de renouveler et d'accroître la puissance des dirigeants. Telle est la dynamique propre au capitalisme : cette tendance permanente à **l'accumulation du capital**, c'est-à-dire à l'accroissement constant, en qualité et

en quantité, des moyens de production, et à leur **centralisation** progressive aux mains de groupes de plus en plus puissants.

Le capitalisme est donc organisé sur la base d'une séparation radicale entre pouvoir dirigeant et travailleurs dirigés, la plus-value étant accaparée et capitalisée au profit des dirigeants. A chaque pôle de la société, on trouve des couches sociales agrégées ensemble, solidaires dans leurs situations sociales sinon toujours dans leur conscience collective, et formant des classes sociales aux intérêts opposés. Au sommet de la société, les couches dirigeantes et aisées, la bourgeoisie détentrice du capital, les dirigeants des entreprises et de l'Etat composent, au-delà de leurs diversités, un pôle spécifique, une **classe capitaliste**. A la base de la société, les travailleurs dirigés, dominés, constituent, malgré leur grande diversité, un grand groupe social, une classe caractérisée par cette place commune dans les rapports de production, de "sans pouvoir " contraints à se vendre pour vivre : **le prolétariat** rassemblant les ouvriers, les employés et autour d'eux les techniciens, les enseignants et de nombreuses autres professions.Entre ces deux pôles, ces deux classes fondamentales, d'autres groupes sociaux évoluent, des **couches moyennes**, traditionnelles ou nouvelles. Nous y reviendrons.[2]

Le capitalisme s'est développé dans le cadre pré-existant du marché. Il l'a peu à peu dominé et plié aux impératifs des profits. En s'imposant dans la société au XVIIIème et au XIXème siècle, il a commencé à envahir tous les aspects de la vie sociale, à unifier toute la société à travers le rapport marchand, à parcelliser les tâches, atomiser les individus, les réduisant à la condition de rouages partiels, assujettis à la machine ou au mode de production, et à une idéologie dominante capable de " digérer " les aspects sociaux et culturels les plus contradictoires, voire contestataires...

Le profit envahit tous les aspects de la société. Le capitalisme est avant tout une société économique où le capital, la valeur argent prennent une autonomie, une valeur en soi.

Partant à la conquête de la société au XVIIIème et au XIXème siècle, il a révolutionné le vieil Etat monarchique afin d'assurer sa domination sur la société toute entière.

Il l'a modelé progressivement à sa propre image, à sa propre fonction : non seulement l'Etat est capitaliste dans le sens où il est investi par la classe bourgeoise, où il gère ses intérêts et oriente l'activité de la société en fonction de ceux-ci, mais il est capitaliste dans son sens plein et entier : c'est une véritable entreprise, une machine à faire du profit. Ses liens avec le capital " privé " sont inséparables, y compris dans

---

2. *Voir plus loin, chapitre VII*

des régimes prônant un libéralisme débridé. L'Etat capitaliste a permis à la bourgeoisie d'imposer son cadre juridique, et il a également lui-même été agent de la pénétration capitaliste dans la société. Certes, la forme (juridique) de l'Etat (liée à sa spécificité nationale, à son histoire) varie d'un pays à l'autre, son intervention économique peut être plus ou moins développée. Cependant un certain nombre de caractéristiques communes peuvent être remarquées, indépendamment des particularités géographiques, dans les pays capitalistes modernes.

Dans l'évolution historique du capitalisme, l'Etat est toujours plus impliqué. Il n'est pas un simple outil, mais il est certainement un des centres les plus importants de décision et d'action.

Centre spécifique de pouvoir il n'est pas indépendant des autres " centres " déterminants du capitalisme que sont les multinationales, les divers groupes de pressions...

Centre de pouvoir séparé de la société, tout Etat est une machine de domination, généré par ou générant une classe sociale oppressive : il est lié à l'existence de classes sociales distinctes dans la société. La bourgeoisie a construit l'Etat-Nation, détruisant les anciens ordres sociaux archaïques. Le capitalisme, grâce à l'Etat, s'est étendu progressivement à l'ensemble de la planète (colonialismes, impérialismes, plus ou moins brutaux ou subtils).

La structure étatique n'a pas été un outil passif aux mains de la classe bourgeoise, mais bien un agent générant lui-même des contradictions, des conflits de pouvoir au sein de celle-ci, amenant notamment, avec l'évolution du capitalisme moderne, à faire jouer un rôle important à des couches techno-bureaucratiques ayant acquis un poids de plus en plus grand et des fonctions spécifiques indispensables pour la bonne marche du capitalisme (organisation et division du travail, encadrement, plan, aménagement du territoire etc...)

Ainsi les structures de fonctionnement de l'Etat et d'une grande entreprise capitaliste se ressemblent étrangement. Le pouvoir y est toujours plus diffus et en même temps toujours plus séparé. Les tendances à l'uniformisation, à l'extension universelle propres à l'Etat et au capital, ne pouvaient que concourir à leur rencontre historique.[3]

Le caractère totalisant du capitalisme, son dynamisme interne lui permettent d'acquérir une efficacité économique certaine, pendant des périodes plus ou moins prolongées de prospérité. Mais les mécanismes économiques et sociaux qui assurent son succès dans une période donnée perdent progressivement leur efficacité, du fait même de leur expansion dans la société. Le capitalisme est contraint périodiquement à de profondes révisions sous le poids des crises.

3.*Nous verrons, chapitre IV ("A l'Est, la crise aussi"), comment les régimes dits "socialistes" ont réalisé la fusion Etat-Capital.*

Au coeur de ces évolutions, de ces transformations successives du capitalisme, on trouvera au moins deux facteurs toujours décisifs: l'évolution technologique et l'état des luttes entre les classes.

Car qui dit " domination " et " exploitation " dit résistance et révoltes, offensives et reflux des luttes ouvrières. La société capitaliste est presque autant le produit des luttes et de la pression des populations et des travailleurs, que des décisions " délibérées " de la bourgeoisie et des gouvernants.

Il serait impossible de s'attarder plus longtemps ici, en détaillant les grandes phases historiques, du pré-capitalisme commerçant au capitalisme industriel en passant par celui, naissant, des manufactures.

L'essentiel est de saisir maintenant comment se sont mis en place les mécanismes du capitalisme moderne, pourquoi ils ont permis trente années d'expansion, et finalement ce qui s'est bloqué.

CHAPITRE II

AVANT LA CRISE, L' EXPANSION

Pour comprendre la situation présente, il nous faut tout d'abord remonter le cours du temps, analyser la société d'avant la crise, ce capitalisme florissant qui baigna depuis les années 40 les USA, depuis les années 50 l'Europe et le Japon dans une fabuleuse expansion.

I. DE LA CRISE DE 1929 A L' AVENEMENT DU CAPITALISME MODERNE.

Très schématiquement, on pourrait décrire la crise de 1929 comme une crise de " surproduction ". Durant les décennies précédentes, le développement industriel avait couvert les métropoles occidentales d'un tissu productif déjà très important. L'essor du machinisme, mais aussi l'introduction de techniques d'organisation du travail de plus en plus sophistiquées, " scientifiques ", inspirées par l'Américain Taylor (le taylorisme, dont le travail à la chaîne est l'exemple le plus significatif), permettaient une progression rapide de la productivité du travail.

Tandis que le marché était inondé par cette production industrielle de masse, la consommation de la population ne suivait pas (90 % des dépenses populaires étaient alors consacrée à l'alimentation...)

Production industrielle galopante d'un côté, consommation populaire insuffisante de l'autre... du décalage est né la grande crise de 1929, une crise de surproduction, ou de sous-consommation : les profits ne pouvaient plus se réaliser sur le marché, entraînant toute l'économie occidentale dans la déroute.

En réponse à la crise de 1929 et à ses suites dramatiques, le " New Deal " du président Roosevelt aux USA, puis, après guerre, les politiques économiques des différents pays industrialisés allaient inaugurer une ère nouvelle pour le capitalisme.

Le capitalisme moderne, celui qui est aujourd'hui en crise, est le produit de cette transformation d'alors. Certains économistes ont nommé " fordisme " l'ensemble de ces nouveaux rapports sociaux, du nom de l'industriel américain Henry Ford, qui le premier comprit la nécessité d'une augmentation du pouvoir d'achat des ouvriers qu'il

employait sur ses chaînes de montage, à la fois pour écouler une production automobile de masse, et pour " intégrer " les travailleurs à une forme de travail - la chaîne - déshumanisante.

Le capitalisme moderne repose encore sur ces rapports sociaux " fordistes ", où un travail de plus en plus abrutissant et aliénant - mais de plus en plus productif - s'articule avec une hausse mesurée et régulée du pouvoir d'achat des travailleurs. Liés au fordisme, l'exploitation des richesses du Tiers-monde et le développement de l'Etat, de son intervention économique et de son rôle de régulateur social, complètent les mécanismes sociaux qui ont permis le " miracle économique " : 25 ou 30 années d'expansion, une très forte croissance et, finalement, la transformation du mode de vie de chacun.

II. LES MECANISMES DE L' EXPANSION.

On peut - en simplifiant - distinguer cinq mécanismes sociaux et économiques qui ont contribué à l'expansion d'alors. Les voici un à un, tels qu'ils ont " bien" fonctionné, pour la France et l'Europe entre le début des années 50 et - déjà avec les toussotements et les crachotements annonciateurs de la crise - la fin des années 60 et le début de la décennie suivante.

1- Des gains de productivité constants, fondés sur la parcellisation et la déshumanisation du travail.

A la base de tout le processus de l'Expansion se trouve la systématisation du machinisme et d'une exploitation " scientifique " du travail. Le capitalisme s'est livré, pour accroître son rendement, à une transformation continue de la forme et du contenu du travail :

- en incorporant à la machine le maximum du savoir-faire hier aux mains des ouvriers. La machine remplace peu à peu l'homme. Le rapport au travail est inversé : hier maître de ses outils, l'ouvrier devient l'auxiliaire de la machine.
- en divisant le travail à l'extrême, chaque travailleur n'ayant plus qu'à exécuter la fraction la plus petite possible, parfois un seul geste, mécanique, programmé par les bureaux d'études. C'est la parcellisation des tâches, " l'organisation scientifique du travail ". Modèle achevé : la chaîne de production.

Corollaire : une hiérarchisation systématique qui divise les travailleurs; la coupure nette entre travailleurs " manuels " et " intellectuels "; la nécessité d'un encadrement quasi militaire pour imposer aux ouvriers et aux employés un régime de tra-

vail inhumain.

Cette logique s'est imposée sous des formes diverses dans les usines et dans les bureaux. Une bureaucratisation lui répond dans les couches d'encadrement ou de techniciens des grands groupes capitalistes, imposant une division de leur travail et une stratification des responsabilités proches d'un modèle étatique ou militaire.

Inhumain, le système fut profitable aux dirigeants d'entreprise : les gains de productivité ont permis de dégager d'immenses profits. C'est d'abord sur la taylorisation du travail qu'a reposée l'Expansion.

2- Un développement permanent des moyens de production.

Ces profits, réinvestis, ont permis un développement constant des moyens de production, une " accumulation " fantastique du capital qui a donné à la société industrielle son visage moderne.

Durant toutes les années d'expansion, l'investissement productif a augmenté chaque année de 7,6 % en France. Ce flot de capital alimentant et gonflant le tissu productif est venu soutenir les gains de productivité, par des machines toujours plus lourdes, mais aussi par les moyens de communication, de formation, et de publicité. La concurrence aiguillonnant le mouvement, entraîna les entreprises dans une course effrénée aux équipements toujours plus performants, sophistiqués, modernes. Toujours plus coûteux aussi.

3- L'augmentation régulée du pouvoir d'achat populaire.

Les gains de productivité et l'accumulation de capitaux permettent une production de masse. Mais si les produits ne trouvaient pas acquéreurs, les profits ne pourraient se réaliser : **le troisième élément-clé de l'expansion, c'est un développement contrôlé de la consommation populaire.** Une consommation de masse pour écouler une production de masse et permettre ainsi la réalisation de profits massifs.

L'expansion d'après-guerre n'a pu triompher sans ce lien essentiel :

1. La taylorisation du travail et le machinisme industriel permettant une production de masse;
2. Le développement du pouvoir d'achat des travailleurs, en absorbant cette production, offre aux profits les moyens de se réaliser.

Cette politique du pouvoir d'achat a nécessité une " régulation sociale " supérieure dans la société :

- conventions collectives, SMIC, etc... contraignent le patronat à s'inscrire dans une dynamique qui doit être commune pour qu'elle soit opérante.

- protection sociale, chômage, maladies, retraites, permettent une stabilité relative de la consommation populaire, au-delà des mauvais moments. Il y a donc à la fois progression d'un salaire individuel pour chaque travailleur et d'un salaire social versé par le patronat dans les caisses collectives, sociales mais aussi culturelles ou de loisir comme celle des CE.

Cette augmentation régulée du pouvoir d'achat n'indique ni une générosité particulière ni un esprit égalitariste du système. Elle a été la réponse à la crise de 1929, et elle n'est pas indépendante de la pression constante exercée par les travailleurs depuis le début du syndicalisme, pour une amélioration du niveau de vie. En Europe, après le désastre de la guerre, la Sécurité Sociale a été le prix payé par le patronat pour que les travailleurs s'engagent dans un immense effort de reconstruction.

La régulation sociale a cherché une intégration des travailleurs par la société dite de consommation : ils reçoivent leur (petite) part de la croissance même si c'est au prix d'une dégradation de la qualité du travail.

Au revers de la médaille : un mode de vie moins misérable, mais stéréotypé, façonné par une production industrielle de masse dont les normes ne sont pas déterminées par les gens, et une dégradation réelle du cadre de vie et de la nature. **Le modèle de développement** de l'expansion fut essentiellement **productiviste** : ce ne sont pas les désirs et les besoins des consommateurs qui déterminent la production, mais à l'inverse celle-ci qui domine tous les aspects de notre vie quotidienne.

4- L'impérialisme.

Le pillage du Tiers-Monde a été indispensable au vaste développement des économies industrialisées. Il a procuré pendant la période de l'expansion :

- **des matières premières à très bas prix,** et notamment l'énergie nécessaire pour faire "tourner " le productivisme industriel dans les métropoles : la valeur du pétrole baisse de plus de moitié entre 1958 et 1970.
- **une main-d'oeuvre à bon marché :**

.exploitée sur place : c'est l'installation par les multinationales d'entreprises à fort taux de main-d'oeuvre : textile, sidérurgie, composant électroniques...

- **ou immigrée :** des millions de travailleurs ont été aspirés du Tiers-Monde vers les pays industrialisés au cours de l'expansion, fournissant au capitalisme une main-d'oeuvre plus malléable et moins payée.

Colonisés, les pays dominés ont vu leur tissu social complètement déstructuré : les modes de vie, les cultures du Tiers-Monde ont été étouffés par l'exportation de la culture occidentale. L'artisanat a été ruiné par l'arrivée massive des produits manufacturés en Europe. Les cultures vivrières abandonnées pour développer l'agriculture dite

industrielle (coton, arachide , cacao, café ...) nécessaires aux pays développés.

Les formes de l'impérialisme se sont diversifiées, abandonnant progressivement le colonialisme (la France conservant toutefois les DOM et les TOM) sous la pression des luttes de libération nationale, pour des formes de domination plus subtiles.

La décolonisation donna une indépendance formelle à des pays dépendant totalement de leur ancien colonisateur, en particulier pour toute leur économie et leurs finances.

Cette décolonisation a été suivie de la mise en place de la soi-disant " aide au développement ", c'est-à-dire les services de coopération permettant le maintien de cadres occidentaux dans les administrations, l'armée... Mais surtout cette aide s'est concrétisée par des prêts très importants accordés régulièrement aux pays du Tiers-Monde par les banques et les Etats occidentaux, ceux-ci en contrôlant l'utilisation.

Ces prêts ont servi soit à la construction de ports, d'aéroports, de routes, de chemins de fer indispensables à l'exportation des matières premières minérales ou agricoles vers les pays développés, soit à subventionner l'importation de produits industriels fabriqués par le pays prêteur, ou encore pour subventionner les privilèges des bourgeoisies, des bureaucraties locales, rarement au développement réel de l'agriculture ou de l'industrie du lieu.

Pour rembourser ces prêts,les pays du Tiers-Monde ont dû utiliser une grosse part de leurs recettes à l'exportation de matières premières, empêchant ainsi de se doter de moyens financiers nécessaires à un développement réel. Dans la grande majorité des cas, cette aide au développement s'est traduite par des bénéfices importants pour celui qui "aidait ": les remboursements de prêts, les achats de produits manufacturés, de services, les conditions de vente de matières premières avantageuses, tout permettait d'en faire des opérations très juteuses.

Ce processus de développement inégal au niveau international existe aussi à l'échelle nationale dans les pays occidentaux avec une ampleur moindre et des moyens différents. On y retrouve la même dynamique, reposant sur la déstructuration de l'économie locale traditionnelle et l'abaissement des coûts des matières premières et de la main-d'oeuvre au profit des grands groupes capitalistes centralisateurs.

La Bretagne ou l'Occitanie en France, le Mezzogiorno en Italie, le Pays de Galles ou l'Ecosse en Grande-Bretagne, sous-développés, permettent une sur-exploitation des travailleurs : bas salaires, conditions de travail pénibles, répression anti-syndicale, chômage important.

Dans ces régions peu développées, le tourisme préfabriqué est un mal pour l'économie régionale. Il spécule sur la terre privant ainsi les cultivateurs de nombreux terrains agricoles, il apparaît le plus souvent comme contrariant le développement d'une industrie locale. Les emplois créés sont souvent précaires, déqualifiés, et mal payés. Le tourisme programmé et standardisé, source de pollution, détruit le cadre de vie des populations autochtones et accentue l'antagonisme entre travailleurs des villes industrialisées et travailleurs des campagnes, des bords de mers et des montagnes.

Toutefois, la réalité est parfois plus complexe : ainsi l'Espagne a vu les bourgeoisies d'Euskadi et de Catalogne être plus dynamiques que celles du Centre. Là, la domination est avant tout politique et culturelle. De même, l'Alsace, la Moselle furent des régions riches.

5- Le renforcement de l'Etat, de son intervention sociale et économique.

Les divers mécanismes de l'expansion n'auraient pu jouer sans un pivot central : l'Etat.

Le ralliement, tacite ou non , d'une grande partie de la bourgeoisie aux thèses de Keynes (affirmant la nécessité de la croissance du pouvoir d'achat de toute la population), thèses sur lesquelles sociaux-démocrates et " libéraux " se retrouvaient alors, à travers l'idéologie du travail, du progrès technique, de l'Etat-Nation productiviste devant soi-disant conduire inéluctablement au progrès social.

La régulation sociale sur laquelle repose cette expansion rend nécessaire l'intervention étatique :

- l'accumulation rapide du capital a trouvé dans l'Etat son principal soutien. Collectant par les impôts des sommes importantes, il a pu agir activement pour subventionner l'essor d'entreprises aux ambitions nationales et internationales.
- les commandes publiques ont joué un rôle considérable dans l'expansion. Plusieurs grands groupes ont construit en France toute leur puissance grâce au marché des commandes d'Etat.
- le capitalisme moderne appelle le développement d'activités tertiaires peu productives mais pourtant nécessaires au fonctionnement global. L'Etat a pris en charge une grande partie de ces services : communication, transport, santé, recherche, éducation, formation...
- la domination du capitalisme occidental sur le Tiers-Monde n'a pu se maintenir qu'au prix d'un renforcement des appareils militaires et policiers.

Fort de ses attributions, l'Etat s'est considérablement modifié et renforcé au cours des années " glorieuses " de l'expansion. Le phénomène général a pris en France un accent particulier; l'Etat ne s'est pas cantonné dans un rôle administratif, militaire, et de " service public " : il contrôle directement ou indirectement des secteurs entiers de l'économie (et il est, de loin, le premier employeur) tout en dirigeant la politique économique générale du pays.

L'Etat moderne a tissé avec les entreprises privées un réseau inextricable de liens inter-actifs. A sa tête une technocratie puissante et nombreuse accapare la gestion de

plusieurs " Etats dans l'Etat " (les divers ministères, l'EDF, les PTT ...).

Tous ces moyens ne répondent pas aux seuls besoins techniques de l'expansion.

Un Etat fort, doté d'une administration et de forces de l'ordre pléthorique contrôlant tout le territoire, assure avant toute chose la DOMINATION du capitalisme sur tous les aspects de la société et sur toutes les couches sociales.

Le capitalisme n'est pas seulement une certaine forme d'organisation de la production, des " rapports de production ". Au travail même, nous l'avons vu, ces rapports de production sont d'abord des rapports de pouvoir, **rapports de domination.** Ces rapports de domination pèsent sur toute la société bien au-delà des entreprises. L'Etat assure la cohérence et la perpétuation d'un système de domination sociale, inégalitaire et anti-démocratique .

III. LE CAPITALISME MODERNE.

Les mécanismes de l'expansion ont " fonctionné " à plein pour l'Europe jusqu'à la fin des années 6O, voire le début des années 70. Une belle machine : les gains de productivité permettent de dégager des profits importants, qui sont répartis entre investissements et salaires (et, bien entendu, les juteux revenus personnels des couches capitalistes), l'investissement soutient les gains de productivité, la consommation populaire offre le débouché nécessaire pour que les profits se réalisent.

Tout le système repose sur des formes de domination où les gens sont dépossédés de la maîtrise de leur vie, individuelle et collective: le travailleur perd la maîtrise de son travail, les dirigeants d'entreprises dominent le mode de vie par la production de masse, le citoyen est dominé par l'Etat, les peuples du Tiers-Monde ne sont pas maîtres de leur destin...

La pièce maîtresse du " fordisme " n'est-elle pas le travail taylorisé, la surexploitation d'ouvriers et d'employés soumis à une hiérarchisation étouffante et contraints à des tâches vides d'intérêt?

La dynamique de la croissance est exponentielle : l'accumulation du capital se fait dans des proportions toujours plus importantes, appelant un élargissement constant du marché et une hausse permanente des gains de productivité.

De 1952 à 1972, le volume de la production ,la productivité, le capital investi ont ainsi triplé en France.

La consommation de masse a connu une fulgurante ascension : en 1954, 3,3 % des " ménages " possédaient en France un réfrigérateur, aujourd'hui 98 % . De 1950 à 1970 le nombre d'automobiles a quadruplé .

La vie de la population s'est transformée.

En 15 ans le capitalisme a mobilisé dans ses entreprises des millions de nouveaux salariés. En 1947 la population active en comptait moins de 60 %, en 1975 : 80% ! Dans le même temps les effectifs de l'agriculture s'effondraient, la population urbaine doublait.

Les ouvriers et les employés, de plus en plus nombreux, ont accédé à un niveau de vie réellement meilleur. De nouvelles couches moyennes salariées, cadres, techniciens, se sont développées. D'immenses fortunes et des groupes capitalistes puissants se sont édifiés. Enfin, au centre de la société, l'Etat, régisseur et bénéficiaire de l'expansion, a développé ses pouvoirs.

Les " mécanismes " de l'expansion, ou plutôt les rapports sociaux de production et de domination mis sur pied après la grande crise de 1929 et la seconde guerre mondiale, ont fourni le cadre idéal à l'essor des profits. Un cadre contraignant pour les capitalistes mais idéal... Jusqu'au moment où ces mécanismes se sont bloqués, jusqu'aux premiers signes d'une nouvelle grande crise.

Jusqu'à la fin des années 60 et le début des années 70.

CHAPITRE III

LA CRISE... OU QUAND LES MECANISMES DE L'EXPANSION SE SONT BLOQUES.

Qu'est-ce que la crise ? D'abord l'arrêt de cette croissance galopante. Les mécanismes se sont bloqués, menaçant les profits... Et pour les préserver les classes dirigeantes ont commencé à imposer des sacrifices aux populations. Depuis de très longues années les "récessions " se succèdent, les périodes de " reprises " , les " relances " sont courtes et de faible portée. Une spirale infernale emporte le système...

Nous sommes en présence d'un phénomène complexe. On ne peut désigner la cause de la crise, unique ou principale, détachée de son contexte. Ce serait trop simple. La crise met en jeu tous les mécanismes hier stimulateurs de l'expansion. C'est au croisement de **plusieurs** causes, s'entraînant mutuellement, que l'on peut trouver les raisons de la crise. Il faut donc suivre la progression d'un mal qui affecte plusieurs organes. Dans les pages qui suivent, point après point, cause après cause, on se situera d'abord à l'époque où les premiers signes de la crise se sont fait sentir, il y a donc maintenant plus d'une quinzaine d'années. Et on remontera, pour chaque affection, jusqu'à l'époque présente.

I. LA CRISE DU MODE D' EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS.

Dès la fin des années 60, les courbes des " gains de productivité " fléchissent partout dans les pays occidentaux. La croissance de la productivité aux USA passe de 3, 6 % entre 1961 et 1966 à 0, 9 % entre 1966 et 1970, et à 0 % entre 1973 et 1977. En France les chiffres sont aussi éloquents : 6,1 %, 4,4 % et enfin 2,7 %.

A la racine du mal, une profonde crise du travail.

1- La crise du travail.

Le fordisme a accouché d'un monstre : le travail tel qu'il est dirigé, organisé,

outillé, avec cette soumission toujours plus absolue des travailleurs à la machine et à la hiérarchie, avec ce machinisme lourd se substituant peu à peu au savoir-faire ouvrier, a tout d'abord permis de réaliser des bonds formidables dans la productivité. Mais peu à peu la source s'est tarie, révélant la monstruosité et l'absurdité du système. La crise du travail a affecté la productivité dès la fin des années 60, statistiques à l'appui, c'est-à-dire avant le choc pétrolier de 1974. S'agit-il d'un mouvement de refus des travailleurs contre le travail abrutissant? Pas seulement. Cette révolte a existé, elle s'est développé pendant l'expansion. Mais elle n'est qu'un aspect révélateur. Par " crise du travail " nous signifions bien la crise même du travail (déshumanisé, parcellisé) et plus profondément de tous les rapports de production capitaliste. Chassant l'initiative et le savoir-faire des travailleurs, les capitalistes ont suivi la pente naturelle d'un système fondé sur le rapport dirigeant / dirigé. " Rationalisation ", " organisation scientifique du travail ", on aura tout entendu dire pour justifier une déshumanisation qui s'est avérée au bout du compte un modèle d'irrationalité. Arrivé à la fin des années 60, le système a commencé à atteindre ses limites tant en matière de technique (les " technologies nouvelles " n'étaient alors, il y a plus de 15 ans, qu' à l'état expérimental) qu'en matière d'organisation du travail.

Le bilan était, et demeure, accablant :

- un machinisme lourd, cher, sans souplesse.
- des travailleurs, manuels et intellectuels, démotivés.

En chassant l'esprit d'initiative et la maîtrise du travail par les travailleurs, le capitalisme a privé l'appareil productif de sa plus inestimable richesse.

En contre-coup, face à la déroute d'une forme de travail absurde et odieuse, la réaction des travailleurs s'est traduite par des comportements et un état d'esprit différent face au travail, et par des revendications animant les luttes des années 70 :

- résistance passive, absentéisme, coulage des cadences
- résistance active et collective contre les cadences infernales....

2- Le contre-poids des travailleurs dans la société, et les contraintes de la regulation sociale.

Dès la fin des années 60, la baisse des gains de productivité entame sérieusement la rentabilité du capital, c'est à dire les profits.

Pour protéger leurs marges,les capitalistes s'en sont pris aux travailleurs. Il fallait:

- rationaliser encore plus la production
- faire baisser les coûts salariaux.

Si cet objectif a pu être atteint sans trop de problèmes, dans certains pays tels que le Japon, et dans une moindre mesure aux USA, il n'en fut pas de même en Europe, où il s'est heurté aux rapports sociaux développés au cours de l'expansion.

Le salariat est devenu une force impressionnante dans la société (80 % de la population active, dont 78,80 % d'ouvriers et d'employés), organisée dans des syndicats reconnus et protégée par la législation sociale. La régulation sociale impose au patronat des contraintes. Nécessaires au développement des profits aux riches heures de l'expansion, elles se sont transformées en obstacles avec la crise. Illustrée dans son apogée par la grève générale de Mai-68 en France ou par le " Mai rampant " italien, **la force de contre-poids** des travailleurs pèsera lourdement. Il faudra attendre 1976 pour imposer en France, par les plans Barre, l'austérité à l'échelle nationale. Et ce sera seulement sous le gouvernement de gauche que le pouvoir d'achat moyen des salariés baissera sensiblement...

Loin de s'affaiblir, les " charges sociales " s'alourdissent avec la crise et le développement du nombre de chômeurs et des non-actifs (retraités, jeunes en formation ...).

Dès le début de la crise, le contre-poids des travailleurs et les " charges sociales " sont devenues les bêtes noires du patronat.

Il a engagé une offensive tous azimuths pour casser le contre-poids des travailleurs : offensive anti-syndicale et anti-luttes, filialisations pour échapper au poids des concentrations ouvrières, remodelage des rapports sociaux, éclatement des travailleurs en multiples statuts.

" L'Etat-Providence " devient la cible privilégiée du libéralisme. Toutes les formes de protection et de solidarité sont dans la ligne de mire.

Avec le développement de la crise, la productivité ne fera que fléchir. Les commandes sont irrégulières, les capacités de production sont sous-employées avec des effectifs maintenus.

En conséquence, pour améliorer la productivité, le patronat recherche :

- un assouplissement du statut des travailleurs, employés et renvoyés selon les besoins de l'entreprise : **c'est la précarité.**
- un assouplissement dans l'emploi des effectifs à l'intérieur de l'entreprise : temps partiel, chômage technique, annualisation du temps de travail : **c'est la flexibilité.**

II. UNE CRISE DU CAPITAL...

1- Un capital de moins en moins rentable.

L'accumulation permanente, intensive, des moyens de production est une des données permanentes du capitalisme. L'expansion, mais aussi les nécessités de la concurrence ont contribué à accélérer le mouvement. Ainsi, dans les derniers temps de la croissance et les premiers moments de la crise a-t-on investi des capitaux de plus en

plus considérables mais, baisse des biens de productivité du travail oblige, **ceux-ci s'avèrent de moins en moins rentables** . En France, 39 650 Francs sont immobilisés, en moyenne, sur chaque poste de travail en 1959 contre 74 880 Francs en 1973 (en Francs constants). De 1967 à 1973, les investissements augmentent de 63 % et la productivité de 41 % seulement. Le capital est de moins en moins rentable. Les profits sont menacés.

La tertiarisation des emplois complète le tableau. Le capitalisme moderne a besoin d'une multitude de services, financiers, publicitaires, attachés à la formation, aux loisirs ou à la santé. Ces activités peu productives appellent une masse grandissante de capitaux prélevés sur les profits. Aux USA sur plus de 36,7 millions d'emplois créés entre 1950 et 1978, 89,6 % l'ont été dans le secteur tertiaire. En France, l'Etat porte une part majeure de ces services peu rentables : 530 000 emplois y ont été créés entre 1869 et 1976 . L'Education nationale employait 640 000 personnes en 1969, et un million en 1980. L'accumulation capitaliste est parasitée par ces activités tertiaires dont le développement est pourtant le produit et l'un des outils de l'expansion.

Au total : les investissements productifs régressent. L'expansion est stoppée. Il n'y a plus création d'emplois.

- Les entreprises restructurent, licencient, ferment.
- Pour recouvrir leur marge de profit les patrons jouent sur les prix (inflation) et les salaires.
- Les dépenses publiques sont dénoncées, et les fonctionnaires désignés à la vindicte populaire.

2- L'internationalisation du capital.

Le cadre national est devenu trop étroit pour les secteurs ascendants du capital. Les multinationales se développent. La dynamique de l'expansion a permis cette internationalisation. Centralisation et accumulation dans de grands groupes à ambition internationale, soutien de l'Etat par une politique d'aides et de subventions, ouverture des marchés (en 1959, c'est la constitution de la Communauté Economique Européenne).

En France à partir de 1967 les importations et les expôrtations montent en flèche . Elles atteignent 20,3 % du Produit Intérieur en 1973, et 26,2 % en 1980 (soit le double en référence aux seuls produits industriels).

L'internationalisation permet d'échapper aux contraintes de la régulation sociale régissant les rapports à l'intérieur du cadre national. Le lien nécessaire entre le pouvoir d'achat populaire et la production de masse est contourné lorsque les produits ne sont pas destinés au marché intérieur. Les multinationales peuvent choisir dans le monde les travailleurs les plus exploitables pour implanter leurs usines. L'internationalisation permet aussi d'intensifier une production

donnée en s'engageant dans **une division internationale du travail** accrue. La production de diverses pièces d'un équipement peut ainsi être éclatée entre plusieurs pays, chaque entreprise se spécialisant à l'extrême. C'est enfin la politique des **" créneaux porteurs "**, la production nationale abandonnant la diversification de l'économie satisfaisant les divers besoins de la population, au profit de quelques priorités jugées plus rentables à l'échelle mondiale.

Ces choix sont rentables à court terme pour chaque multinationale mais ils aggravent la crise dans chaque pays :

- des pans entiers de chaque économie nationale sont sacrifiés, avec les licenciements massifs et la désertification de régions entières qui s'ensuivent.
- l'économie de chaque pays devient plus sensible aux " contraintes extérieures ". En France, le secteur de la machine-outil a été sacrifié : du coup l'industrie est davantage soumise aux normes extérieures dictées par les fabricants d'équipements productifs.
- la consommation se tourne vers les produits importés. En France, en 1981, la relance de la " consommation populaire " du premier gouvernement Mauroy profitera naturellement aux importations.
- cette désarticulation production-consommation contribue à une baisse du contrôle de la population sur la production.

Avec le développement de la crise le mouvement s'amplifie : la concurrence acharnée des grands groupes sur un marché mondial restreint entraîne une cascade de restructurations.

Chaque économie nationale a cru pouvoir exporter sa crise sur le marché mondial. Elle y a trouvé une concurrence sauvage et finalement des agents démultiplicateurs de sa propre crise interne.

3- Une crise financière mondiale.

L'inflation :

L'expansion a nécessité un flux extraordinaire de capitaux. L'inflation a accompagné toutes les années glorieuses, elle l'a financé en rendant le crédit bon marché, stimulant investissements et achats. Mais vers la fin des années 60 le système s'est affolé. Les capitalistes cherchant à retrouver leurs marges de profits, ont agi sur les prix. La spirale de la crise a entraîné une inflation galopante. La hausse du pétrole à partir de 1974 et la spéculation financière ont fait le reste.

La faillite du Tiers-Monde.

Sous les coups de la crise, le fragile équilibre financier des pays du Tiers-Monde s'est écroulé. Les prêts consentis largement en période d'expansion impliquent aujourd'hui des remboursements impossibles. Ainsi pour certains pays d'Afrique ou d'Amérique latine, le seul remboursement des intérêts dépasse la moitié des ressources à l'exportation. Les difficultés de paiement, voire les cessations de paiement, entraînent des crises jusqu'au coeur des Etats-Unis, où le gouvernement est contraint de racheter des banques mises en faillite par les dettes du Tiers-monde.

Crise monétaire.

Déclaré inconvertible en or, le dollar reste la seule monnaie de référence à l'échelle mondiale, puisque celle du pays dominant. Les USA financent l'endettement grandissant des économies occidentales et des pays du Tiers-Monde... en faisant marcher la planche à billets. Dans une économie de plus en plus internationalisée et dans ce jeu inégal, dominé par le dollar, où les valeurs respectives des monnaies fluctuent à tous vents, d'énormes capitaux flottent sous la conduite des spéculateurs.

La domination du capital financier.

Crise aidant, la spéculation est décidément devenue plus rentable que les investissements productifs. Le capitalisme financier devient maître de la situation. C'est la confirmation de la **priorité aux investissements et spéculations sur le marché mondial.** En France, Giscard incarnera ce grand capital financier investissant à l'échelle mondiale. Sous son gouvernement est menée une restructuration intensive de l'économie, sacrifiant de nombreux secteurs.

Aux USA, le monétarisme de Reagan s'impose. Priorité absolue est donnée à la lutte contre l'inflation. Le taux du crédit grimpe : les préteurs sont favorisés, la production pénalisée. Elle baisse de 11, 9 % aux Etats-Unis entre juillet 1981 et novembre 1982 et le chômage passe de 7 à 10,8 %. Les pays débiteurs sont sanctionnés, le Tiers-monde est saigné à blanc.

III. UN MARCHE QUI SATURE.

Selon les bonnes recettes de l'expansion, le marché, pour absorber une quantité toujours croissante des produits, doit s'élargir au même rythme. Or deux barrages se sont dressés :

1- La consommation populaire s'est peu à peu transformée.

En France le marché des biens d'équipements ménagers, dont le boom avait soutenu les grandes heures de l'industrie, finit par saturer. On n'achète pas trois " frigos " par foyer. La part des biens durables dans les dépenses est passée de 15,1 % en 1959 à 13,1 % en 1974 (dans la même période, la consommation a progressé de 3,1% par an). C'est vers les services (secteurs peu productifs) que se portent de

plus en plus les dépenses. Les usines d'équipements ménagers et automobiles sont frappées.

2- A l'échelle mondiale, la croissance des pays en voie de développement n'est pas suffisante pour ouvrir de nouveaux marchés.

Le rapport inégalitaire, impérialiste, a dans un premier temps servi l'expansion. Mais en se limitant au pillage des ressources du Tiers-Monde, il a laissé les populations des pays dominés dans l'incapacité d'accéder au mode de consommation actuel. La concurrence internationale livre bataille sur un marché mondial trop étroit : les pays développés sont saturés. Les autres sont insolvables.

3- Avec le développement de la crise le phénomène s'aggrave.

Le chômage et les atteintes au pouvoir d'achat accélèrent le rétrécissement du marché intérieur, entraînant encore la fermeture de nouvelles entreprises : spirale infernale.

Le Tiers-Monde est durement touché, son développement stoppé, la consommation restreinte, les chances d'ouverture de nouveaux marchés compromises.

IV. UNE CRISE ECOLOGIQUE;

Les destructions de l'environnement pèsent dans l'aggravation de la crise : les investissements indispensables pour ne pas provoquer de catastrophe à très court terme s'ajoutent, tels un poids mort, au coût déjà croissant des nouvelles technologies. C'est aussi un élément de plus qui amène les multinationales à investir dans le Tiers-Monde, où les " contraintes " de protection de la nature sont très peu coûteuses.

Les pays développés ont accompli des avancées techniques formidables, démultipliant les capacités d'intervention de l'homme. Toutefois, les techniques industrielles ou agricoles ont été mises au point dans le cadre d'une idéologie productiviste : seul l'accroissement de la rentabilité est recherché... ce qui devrait prétendûment assurer inéluctablement le " Progrès ". Ainsi, comme le travailleur subit les dommages dûs à l'organisation du travail, l'environnement est peu à peu détruit par l'industrie et par l'agriculture " chimique ". Ce qui se traduit par de nombreuses atteintes catastrophiques : pluies acides, empoisonnements du sol, pollution des rivières et des mers, pollution de l'air, rayonnements radio-actifs, disparitions d'espèces animales et végétales de plus en plus nombreuses.

Ces atteintes à l'environnement sont dramatiques pour l'avenir de l'humanité. Les choix technologiques que continuent de faire les classes dominantes (développement mégalomane du tout-nucléaire et marginalisation des recherches sur les " énergies douces " par exemple) rentrent dans la logique folle du développement exponentiel.

Ces orientations, décidées de concert par les gouvernements de tous poils et les multinationales ne sont pas les seules possibles aujourd'hui, dans l'état actuel des connaissances technologiques. Toutefois, chacun de ces choix renforce à la fois multinationales et structures étatiques . L'explication de la poursuite " irrationnelle " des options technologiques semble bien trouver ici son origine.

La multiplication des catastrophes industrielles (accidents des pétroliers géants, des centrales nucléaires,Tchernobyl en URSS , dioxine à Seveso, catastrophe de Bhopal en Inde), mais aussi les destructions massives des forêts européennes par les pluies acides, ou la destruction des sols par l'agriculture chimique, sont autant de facteurs obligeant à court terme les capitalistes à des investissements coûteux pour limiter la pollution.

V. LA CRISE DE L'IMPERIALISME.

Les peuples opprimés ont secoué le carcan du colonialisme et de l'impérialisme. La fin des empires européens, la guerre du Viet-Nam, ont embourbé les Etats impérialistes dans des guerres coûteuses et finalement perdues.

Les Etats du Tiers-Monde, s'ils restent sous la domination impérialiste, ont pesé en faveur d'un renchérissement de leurs matières premières. En 1973 l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) décide de réajuster le prix du baril qui s'était continuellement déprécié au cours des années. Il est multiplié par quatre. Les économies occidentales dont l'infrastructure a été construite en fonction d'un coût extrêmement bas du pétrole, et qui sont **déjà** en crise, ont durement accusé le choc.

Le renchérissement du pétrole, puis des diverses matières premières, s'il n'est pas la **cause** de la crise (mais plutôt une réponse à l'inflation), va multiplier son ampleur dans les métropoles impérialistes.

VI. L' ETAT EN CRISE.

La mise en question du rôle de régulateur social de l'Etat est un des aspects d'une série de tensions autour de l'appareil d'Etat (nous examinerons plus particulièrement ici la situation en France).

1- Le cadre national d'une économie internationalisée.

L' internationalisation est peu à peu entrée en contradiction avec le cadre national des Etats qui ont subventionné cet essor. En Europe le découpage en Etats nationaux est devenu une entrave au développement du capital. Parallèlement les multinatio-

nales échappent en partie au contrôle des Etats, elles sont devenues, sans rompre les amarres avec leurs pays d'origine, des empires transnationaux brassant des chiffres d'affaires comparables au Produit Intérieur de biens des pays.

2- La perte d'une assise sociale.

Avec l'expansion le capitalisme a vu s'élever des groupes capitalistes très puissants. Mais le mouvement ne s'est pas fait dans une touchante solidarité. Au contraire les divisions entre les divers secteurs de la bourgeoisie n'ont fait que croître, entre un grand capitalisme national et les PME victimes de la centralisation, entre capital national et capital internationalisé, entre capital financier et capital productif. Plus la crise s'est approchée, plus les contradictions se sont avivées : le personnel politique de la Droite, composé d'officines plus ou moins sponsorisées par les puissances d'argent et la technocratie d'Etat étroitement liée à la bourgeoisie, subissent les contre-coups des guerres internes au capitalisme.

En Mai 68, la Droite se révèlera dépassée par les évènements sociaux, certes du fait de leur ampleur, mais aussi de sa propre destructuration.

Parallèlement la concentration du capitalisme a entraîné un effondrement des couches sociales sur lesquelles reposait traditionnellement la Droite. En vingt ans le nombre d'industriels est divisé par deux, les exploitants agricoles passent de 20,7 à 7,6 % de la population active, les petits commerçants de 6,5 à 4,2%, les artisans de 4 à 2,5 %.

Les nouvelles couches moyennes salariées (cadres, enseignants, techniciens...) repoussées des hautes sphères du pouvoir, occupent une position dominée dans les grandes entreprises capitalistes et dans l'Etat; de ce fait, elles ne sont pas acquises, elles ne se substituent pas aux anciens supports de la Droite.

Giscard prenant le pouvoir en 1974 est une conséquence en somme logique de l'affirmation d'un grand capital financier. L'isolement sociologique du pouvoir gouvernemental était ainsi parachevé. Pratiquement toutes les couches de la population, dominées par ce grand capital, se retournent contre le gouvernement et permettront la victoire de Mitterrand en 1981.

Ainsi la crise fera apparaître au grand jour une profonde contradiction entre les évolutions de la société et les structures politiques, entre l'ascension d'un capitalismle supra-national, à la fois puissant et super-minoritaire, et le fonctionnement " démocratique " des institutions qui nécessite un consensus majoritaire.

Problème pour la bourgeoisie : retrouver une cohésion minimum et capter l'adhésion des nouvelles couches salariées. D'autant qu'à la base de la société, dans ces années 60 et 70, les travailleurs et la jeunesse sont terriblement remuants.

3- Une domination contestée.

Durant les premières années de la crise, le contre-poids représenté par les travailleurs, la fronde de la jeunesse et des couches moyennes frustrées, ont inspiré contre l'Etat et les corps répressifs, police, justice, armée, une vigoureuse contestation anti-centralisatrice et anti-autoritaire. Durant les années 70 le système de valeurs de la bourgeoisie est singulièrement secoué, les institutions mises à nu, et le personnel politique déstabilisé. Cette crise d'autorité conjuguée précisément avec la perte d'une assise sociale pour les forces de Droite marquent toutes les premières années de la crise.

Ce sera bien plus tard que le reflux des luttes puis la gauche au pouvoir permettront de raffermir l'autorité morale de l'Etat. Devenu l'objet d'une vindicte néo-libérale on ne reprochera plus à ce dernier de dominer la société mais, dans celle-ci, les entreprises...

VII. LES CONSEQUENCES SOCIALES DE LA CRISE.

Dans la vie quotidienne, la crise est d'abord perçue par les conséquences désastreuses qu'elle impose à des millions de chômeurs. Une partie importante d'entre eux se trouve dépourvue de toutes ressources, ou ne touchent qu'une misère nommée allocation de fin de droit. Les jeunes, les femmes, les immigrés sont les plus touchés par cette explosion du chômage.

En France aujourd'hui une grande partie des jeunes est exclue du monde du travail.

Entre mars 1983 et mars 1984 - source INSEE - sur les 334 000 jeunes de moins de 24 ans devenus actifs, 42 % sont devenus chômeurs, 22 % apprentis, 2 % stagiaires, 5 % titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée, 1 % employés de l'intérim, 1,5 % salariés non titulaires de l'Etat. 21 % seulement sont devenus des salariés non précarisés. Encore faudrait-il corriger cela par une forte tendance au maintien dans le système scolaire (+ 106 000 en un an) .

Les TUC mis en place par le gouvernement de gauche n'apportent aucune solution réelle au problème : en 1985, 120 000 tucistes ont certes été radiés de l'ANPE pour " bénéficier " d'un TUC. Mais prétendre faire vivre un jeune avec 1250 Francs par mois, ne lui apporter aucune formation réelle, cela n'est en aucune façon un début d'intégration dans le monde du travail. Au contraire, ce fut une atteinte aux droits des travailleurs, et une première dans l'institutionnalisation de l'exclusion des jeunes. Ces exclusions hypothèquent de façon grave le développement de la société pour demain.

Les femmes et les immigrés, hier aspirés dans le monde du

travail pour satisfaire les besoins en main-d'oeuvre, sont aujourd'hui parmi les premiers à être victimes des licenciements. D'une façon générale, des solutions les excluant totalement ou en partie sont mises en place pour dégonfler les chiffres du chômage. C'est ainsi que l'appareil législatif devient de plus en plus répressif et efficace pour expulser les travailleurs immigrés qui ne sont plus utiles pour les patrons. Le redéploiement des campagnes natalistes, des allocations familiales pour le troisième enfant, cherchent à faire baisser la proportion des femmes qui travaillent, et qui ont pu trouver dans ce travail un début d'émancipation économique. De même le développement du travail à temps partiel concerne quasi- exclusivement les femmes. De plus en plus souvent **imposé**, il permet au patronat d'économiser sur les salaires en imposant une charge de travail souvent voisine de celle d'un temps plein, et au gouvernement de dégonfler les chiffres du chômage.

VIII. UNE CRISE PROFONDE ET REVELATRICE.

Rouage après rouage nous avons démonté les mécanismes de la crise. Et nous en avons pesé quelques unes des conséquences les plus frappantes.

Comme on l'a vu **il n'y a pas une cause unique** à la crise, mais un processus complexe où chaque élément entraîne les autres dans une spirale infernale. Les rapports sociaux qui ont fourni le cadre idéal pour l'expansion ont progressivement révélé leurs limites face à des forces en pleine croissance. Ils sont devenus autant d'entraves, et la crise naît de cet antagonisme.

Nous ne caractérisons pas la situation comme simple " crise de surproduction " , non que ce facteur n'existe pas mais parce qu'il ne doit pas masquer une réalité beaucoup plus profonde : **ce sont TOUS les rapports de domination mis en place par le système qui sont en crise.**

La crise consiste donc dans les blocages de ces rapports, les " mécanismes de l'expansion ". Mais elle est tout autant constituée des **réponses** que tentent d'apporter les classes dirigeantes. Il s'agit pour elles de trouver les termes d'une nouvelle phase d'expansion, en se débarrassant des blocages et donc en instituant de **nouveaux** rapports de domination plus ou moins différents des anciens, articulés avec l'emploi de technologies nouvelles. **La crise, c'est aussi une longue période de MUTATIONS SOCIALES.** Une sorte d'auto-révolution du système, menée au niveau micro-économique par chaque dirigeant d'entreprise, et au niveau macro-économique avec le soutien des gouvernements. La violence des mutations est proportionnelle à la nécessité pour le capitalisme de dépasser la situation antérieure.

Ce qui est en jeu à travers la crise, c'est une TRANSFORMATION de la SOCIETE. Cette transformation est certes devenue inéluctable du fait du blocage des mécanismes anciens. Mais l'avenir mis en place dépend d'abord de la logique de production adoptée, des nouvelles VALEURS sociales, des INTERETS mis en priorité, bref du rapport de force entre les diverses composantes de la société.

Des mutations sont devenues inéluctables. Mais pas forcément sous la forme actuelle. Celle-ci est imposée par les classes dirigeantes avec la complicité des politiciens, et ne devient inéluctable que si la société leur laisse les mains libres pour mettre en place de nouvelles règles du jeu qui leur soient aussi profitables que les anciennes.

Elles portent en elles des facteurs d'aggravation de la crise économique et de la situation sociale. Le capitalisme tente de dépasser la situation actuelle en s'attaquant aux statuts des travailleurs, à la protection sociale, en imposant flexibilité et précarité, mais cela signifie la contraction des marchés intérieurs et une aggravation de la concurrence internationale.

Les multinationales s'organisent dans un nouvel ordre économique international, où les investissements s'orientent dans les pays occidentaux sur des " créneaux porteurs " et dans le Tiers-Monde vers les industries plus classiques avec main-d'oeuvre nombreuse; des régions entières sont sinistrées.

Le FMI restreint les prêts aux pays du Tiers-monde et y impose des politiques d'austérité drastiques, et les crises économiques et sociales n'en sont que plus aigües.

La crise agit comme un révélateur.

La société capitaliste est par nature sous la domination d'une classe dirigeante dont les intérêts ne recouvrent pas ceux de la population. Cette contradiction entre les intérêts des groupes au pouvoir, **pouvoir séparé de la population**, et la collectivité des femmes et des hommes, la société humaine dans son ensemble, masquée durant l'expansion, devient flagrante avec la crise.

Le progrès technologique qui entraîne une dégradation sociale, l'avenir bouché de la jeunesse, le sous-emploi des capacités productives qui contraste avec la montée de la misère, l'expulsion de millions de travailleurs hors des entreprises, la désarticulation entre l'appareil de production de chaque pays et la consommation populaire, la dégradation de l'environnement, la domination internationale du capital financier qui privilégie les spéculations sur l'investissement productif : tout concourt à démontrer l'ignominie mais aussi l'absurdité du système en place, l'opposition entre le capitalisme et la société.

CHAPITRE IV

A L'EST, LA CRISE AUSSI.

Cette profonde crise du capitalisme pousse évidemment à le comparer avec les régimes qui se prétendent, à l'Est, une alternative de société. Plusieurs générations de militants ouvriers ont été forgées à cette idée : le monde seraitdivisé en deux camps. Le capitalisme, et le socialisme. Le camp du profit, et le camp des travailleurs qui en URSS, en Chine, en Europe centrale ou à Cuba, édifieraient une société nouvelle, égalitaire et libre.
Le mythe s'est effondré. Sous les coups de butoir des révoltes ouvrières de Berlin en 1953, de Budapest en 1956, de Tchécoslovaquie en 1968, de Pologne en 1970 et en 1980.
La lutte de classes existe aussi à l'Est.
Et la crise ne sévit pas que d'un côté du rideau de fer.

I. LA NATURE CAPITALISTE DES REGIMES DITS SOCIALISTES :

" Capitalistes ", les pays de l'Est ? Pour beaucoup c'est une affirmation paradoxale. Et pourtant, il suffirait de se reporter à de nombreuses citations du dirigeant de la révolution bolchévique, Lénine, pour constater, avec étonnement peut-être, qu'il portait sur la société fondée en 1917 un regard plutôt lucide, en la qualifiant sans ambiguité de " capitalisme d'Etat ". Une " étape " pour Lénine, qu'il convenait de dépasser pour atteindre le socialisme. En fait d'étape, le capitalisme d'Etat, qui ne pouvait vivre sans " capitalistes d'Etat " - les bureaucrates - s'est consolidé au cours des décennies sans laisser le moindre espoir d'une évolution naturelle.

1- Similitudes et différences entre sociétés bureaucratiques et sociétés capitalistes occidentales.

Tandis qu'à l'Est la gestion du capital est concentrée aux mains d'un trust unique, l'appareil d'Etat, elle est à l'Ouest **éclatée** en une multitude d'entreprises. La différence est considérable. La structure du pouvoir, les modalités de décision, les contingences qui pèsent sur les choix économiques diffèrent.

Mais dans les deux types de société le pouvoir de décider - éclaté ou centralisé - appartient en fait à l'appareil d'Etat et aux dirigeants d'entreprises, pas à la collectivité des citoyens.

Ce ne sont pas les travailleurs qui décident :
- de l'organisation de leur travail,
- du partage des revenus,
- des investissements et donc de l'utilisation de la plus-value produite par le travail humain.

Après la révolution d'octobre, les bolcheviques ont investi l'appareil d'Etat et ils l'ont progressivement renforcé pour servir leur politique. Mais dans le même temps cette politique, confrontée à la logique du pouvoir d'Etat, s'est modifiée. Les dirigeants bolcheviques montés à la tête de l'Etat ont été " sélectionnés " pour leur capacité à gérer les structures étatiques.

Comme nous l'avons déjà montré l'Etat n'est pas un outil passif. Il ne suffit pas de s'en emparer pour en changer les orientations et les objectifs. Il engendre lui-même contradictions, conflits de pouvoir, et finalement une classe sociale oppressive.

Les Etats " socialistes " comme les Etats occidentaux sont des machines de domination, imposant à la société des cadres juridiques et répressifs nécessaires aux intérêts de la classe dominante, orientant l'activité de la société en fonction de ceux-ci.

En schématisant, on peut dire qu'à l'Ouest l'Etat est la colonne vertébrale du système, mais non son seul centre de décision et d'action, son unique moteur, tandis qu'à l'Est il constitue le centre unique, structurant l'ensemble de la société. Mais au-delà de ces différences, l'Etat est partout lié à la reproduction du profit et de l'exploitation.

En d'autres termes il existe dans un cas comme dans l'autre des couches de la société, restreintes, qui décident de façon privative de la production et de la répartition des richesses.

Ces classes - composées à l'Est des hauts cadres de l'Etat et du parti, à l'Ouest des détenteurs du capital et des technocrates - ont à la fois des traits communs et des traits différents. Tandis qu'à la base de la société, à l'Ouest comme à l'Est, on retrouve ouvriers et employés composant une classe sociale nettement caractérisée : des travailleurs sans pouvoir sur la production et la répartition des richesses produites, et sur la société.

2- Les " rapports de production " - et de domination - sont donc pour partie similaires et pour partie dissemblables .

A l'Est comme à l'Ouest ce sont des rapports de domination d'une classe sur les autres classes de la société.

Et ce sont des rapports d'exploitation, les classes dirigeantes res-

pectives puisant leurs privilèges dans ce rapport de domination.

A l'Est comme à l'Ouest ce sont des rapports capitalistes, au sens où la plus-value extraite du travail est réinvestie, capitalisée, permettant une progression dynamique de l'accumulation et de la centralisation des moyens de production, **dans le cadre de rapports de domination de classe.**Simplement, là cette accumulation s'exerce dans un cadre unique, l'Etat, ici elle est organisée en plusieurs pôles.

Ce sont des rapports impérialistes : le développement de l'URSS s'est d'abord fondé sur les rapports inégalitaires et de domination de la Russie, imposés à l'intérieur des frontières issues du tsarisme sur les autres " Républiques socialistes ". Après la seconde guerre mondiale l'impérialisme russe s'est étendu aux pays d'Europe centrale, à la Chine, puis à Cuba et dans le Tiers-Monde.

Certes, l'organisation économique, entre l'Est et l'Ouest, est pour partie différente :

- le marché intérieur ne joue pas un rôle comparable. Les impératifs de production sont donc différents.
- de même, les structures du pouvoir sont contrastées, là étatiques, ici mixtes, Etat-privé.
- la place à la tête des entreprises, déterminée principalement à l'Ouest par la propriété privée d'une part du capital, obéit à l'Est à des mécanismes de cooptation .

Notons toutefois que, à l'Ouest, de grands groupes capitalistes et le renforcement de l'Etat (lui-même bien souvent gérant d'une partie du capital productif) ont entraîné le développement de couches sociales technocratiques dont le statut capitaliste est déterminé par la participation à l'élaboration des décisions centrales, au pouvoir, plus qu'à la détention du capital. Il n'y a pas de similitude mais tout de même convergence entre l'organisation techno-bureaucratique des grands groupes et de l'Etat dans les pays occidentaux, et l'organisation bureaucratique de la production de l'Est.

3- La taylorisation du travail est autant le moteur du développement des pays de l'Est que de l'expansion à L'Ouest.

Imposé dès les premières années de l'Etat soviétique par Lénine et par Trotsky, fascinés par les méthodes nouvelles conçues aux USA, le taylorisme a permis d'asseoir le régime bureaucratique sur une domination " scientifique " des travailleurs, en portant par la suite l'URSS au rang de puissance mondiale.

4- " Socialisme " ou capitalisme bureaucratique d'Etat ?

Les bases de l'économie de l'URSS ont été consolidées pendant la période stalinienne, marquée par un développement inimaginable de la terreur : purges continuelles, élimination systématique des opposants réels ou imaginaires, déportation,

voire élimination physique de populations entières (la république des Allemands de la Volga, 600 000 habitants), déportation de dizaines de millions d'hommes et de femmes. Aujourd'hui, la répression spectaculaire paraît bien affaiblie et ne concerne plus qu'une faible minorité. Mais, de fait, une répression de masse est devenue inutile : la peur, la soumission au régime sont fortement intégrées par la population.

Sur la base d'un travail militarisé et d'une société hyper-centralisée s'est édifiée à l'Est une société entièrement bureaucratisée, **qui ne laisse aucun espace d'expression et de contre-poids aux travailleurs.** C'est la société entière qui est dominée, comme le seraient toutes les activités dépendant d'un grand trust où les travailleurs seraient privés de tout droit.

En matière de domination de classe, le système le plus sophistiqué et le plus efficace possible a ainsi été institué. Au nom de l'émancipation des travailleurs. Travailleurs qui subissent, en fait de " socialisme ", une version concentrée, centralisée, hypertrophiée, de l'exploitation capitaliste.

Au total la formation sociale régnant sous des formes un peu différentes dans les pays dits socialistes est effectivement **spécifique. Elle n'est évidemment pas " socialiste "** : les travailleurs y sont durement exploités et dominés, la production n'est pas socialisée mais centralisée, hyper-capitalisée. **Elle constitue une forme particulière de société de classe**, née dans un cadre économique spécifique -celui de pays peu développés et initialement dominés par le capitalisme européen - et dans des conditions historiques particulières. Afin de marquer similitudes et contrastes avec le capitalisme " bourgeois " nous nommons pour notre part ce régime **capitalisme bureaucratique d'Etat.**

Au-delà de ces caractères généraux, il existe bien entendu des différences significatives dans les sociétés des divers pays " socialistes ". Nous pouvons en citer deux exemples:

- La Chine vers la fin des années 70 cherche à rééquilibrer son économie en s'ouvrant sur les méthodes capitalistes occidentales, notamment Japon et USA; actuellement un secteur " privé " fait son apparition sur le marché et prend de plus en plus d'importance dans le sens d'un libéralisme à l'Occidentale, tout en maintenant un puissant appareil d'Etat contrôlé par le parti.
- Quant à la Yougoslavie, avec un secteur privé et un secteur coopératif dit " autogestionnaire ", on peut pratiquement la situer à mi-chemin entre les pays de l'Est classiques et les sociétés capitalistes occidentales.

II. CRISE A L'EST.

Baisse de la productivité du travail, apathie, gaspillage, politique

d'austérité (hausse des prix), consommation populaire sacrifiée : à l'Est, sous des formes spécifiques, une crise grandit et entraîne le développement de la résistance ouvrière et parfois des luttes syndicales.

Deux mouvements se conjuguent pour enfoncer les régimes bureaucratiques dans une crise qui leur est propre mais qui n'est pas détachée du contexte mondial.

Un mouvement interne d'abord : la crise du travail taylorisé existe aussi à l'est, et affecte la productivité et la vitalité économique des pays dits socialistes. Ensuite la " taylorisation " et l'étatisation de **l'ensemble** des activités sociales répercutent cette crise à l'échelle de toute la société : démotivation générale des travailleurs, intellectuels et manuels, gaspillages, absurdités en tous genres dans la gestion de l'économie, entravant le développement.

Les structures hyper-hiérarchisées et la militarisation du travail - une version dure du taylorisme - ont tout d'abord permis à l'URSS et à ses homologues de combler une partie de leur retard, dans une logique très productiviste, prioritairement tournée vers l'industrie lourde et seulement accessoirement pour répondre aux besoins des populations.

Les recettes de l'essor bureaucratique ont elles aussi révélé peu à peu leurs limites. Les sociétés " socialistes " sont devenues de grands corps paralysés, sans dynamique, d'où émergent des complexes militaro-industriels seuls en pointe, hyper-trophiés, imposant un déséquilibre dangereux à terme pour le développement de ces sociétés.

L'introduction en Chine de méthodes de gestion capitalistes occidentales représente d'ailleurs un effort de la direction du parti pour remédier à **la crise bureaucratique** en transformant les formes de production...

Le second mouvement qui attise la crise à l'Est tient au développement inégal de ces sociétés par rapport au capitalisme occidental. D'où un certain lien de dépendance notamment pour les Etats satellites, grandissant avec la crise et la pression exercée constamment sur eux par l'impérialisme américain.

CHAPITRE V

UN MONDE DECHIRE PAR LES IMPERIALISMES.

Crise économique mondiale, analphabétisme, dégradation écologique de la planète, terreur guerrière, faim dans le monde, pauvreté, épidémies, urbanisation sauvage, dictature règnant sur les 3/4 du globe: le capitalisme, d'Etat ou privé, c'est la destruction de l'individu et le gâchis planétaire.

Crise à l'est, crise à l'ouest.
Rivalités mondiales.
La planète est en crise.

I. DEUX BLOCS S' AFFRONTENT.

Le bloc de l'Ouest est constitué autour des U.S.A, force militaire dominante, et qui détient la clef des échanges économiques internationaux par l'intermédiaire du dollar.

Autour des USA gravitent des pays possédants une infrastructure industrielle complète et maîtrisant les techniques de pointe : Europe, Japon, Australie, Canada, Afrique du Sud, Israël. Même s'ils conservent une certaine autonomie politique, ils n'en sont pas moins, tous, alignés sur les USA.

La restructuration de l'économie mondiale a d'importantes conséquences dans ces pays et se traduit entre autres par le démantèlement des branches d'industrie à fort taux de main-d'oeuvre, au profit des nouvelles technologies. Au-delà de ce pôle véritablement développé, le " Tiers-Monde " rassemble la majorité des pays de la planète. Si certains d'entre eux (Corée du Sud, Singapour, Hong-Kong, pays Arabes...)ont réussi à se constituer une assise financière importante, voire un tissu industriel significatif, leur économie reste incomplète, souvent dominée par les capitaux des pays développés et dépendante des exportations. Cette situation se dégrade dans le reste du Tiers-monde et l'on y trouve de nombreux pays dont la fonction unique est la production de matières premières industrielles et agricoles, et où la po-

pulation vit dans des conditions de dénuement extrême.

Le bloc de l'Est s'est constitué autour de l'URSS. Elle-même, nous l'avons vu, n'est devenue une puissance mondiale que grâce à un " impérialisme interne ", dans les frontières héritées du tsarisme.

Depuis la seconde guerre mondiale, les accords de Yalta lui ont permis d'étendre sa domination sur l'Europe de l'Est. Dans la concurrence économique et politique avec le bloc de l'Ouest, elle a étendu son influence à certains pays du Tiers-Monde en favorisant, à l'occasion de luttes de libération nationale, l'installation de bureaucraties dont la survie économique et politique dépend du soutien de Moscou (Yemen du Sud, Ethiopie, Cuba, Corée du Nord, Viêt-Nam, Afghanistan, Angola). D'une façon plus large, elle entretient des alliances avec certains pays en lutte contre les USA (Libye, Syrie).

De nombreux pays du Tiers-Monde, dont les régimes sont historiquement issus de luttes populaires, entretiennent avec les deux blocs des relations plus complexes (Algérie, Nicaragua, Mozambique, Chine) et essaient d'obtenir des aides économiques des deux puissances. Du fait de la faiblesse économique du bloc de l'Est, ces pays sont très dépendants des pays occidentaux. Cela peut paraître aujourd'hui abusif pour la Chine, mais constatons de sa part à la fois un rapprochement avec Moscou et l'ouverture aux capitaux de l'Ouest.

La division du monde en deux blocs antagonistes, Est-Ouest, ne doit pas masquer la réalité infiniment plus complexe, puisque d'une part ces deux blocs collaborent économiquement, et que d'autre part ils sont chacun traversés par de nombreuses contradictions et conflits, Etats contre Etats, Etats contre multinationales.

Les deux blocs et leurs alliés respectifs sont loin d'être coupés l'un de l'autre.

Les échanges économiques sont nombreux et se développent toujours plus.

Mais l'industrialisation de l'URSS accuse toujours un retard technologique important par rapport à l'Occident; son industrie de produits de consommation est très incomplète, elle a dû s'ouvrir au commerce international avec l'occident. Pour cela, elle s'ouvre aussi aujourd'hui aux capitaux de l'Ouest et son endettement ajouté à celui de ses satellites, 450 milliards de dollars, devient très important.

Les pays de l'Est sont de plus en plus liés à l'économie mondiale. Après avoir atteint les limites d'expansion dans leur bloc, et confrontés à l'inefficacité de la planification bureaucratique, ils avaient besoin d'importer des technologies et des équipements pour pouvoir continuer une croissance économique. Pour cela il leur fallait obtenir des devises étrangères, donc orienter l'économie vers l'exportation et emprunter auprès des banques occidentales, ce qui ne peut que renforcer leur intégration dans l'économie mondiale. La Roumanie est membre du FMI depuis 1972.

En Hongrie, la valeur des exportations constituait la moitié du revenu national en 1980. De plus en plus les pays de l'Est sont soumis à la concurrence du Tiers-Monde pour les biens de consommation traditionnelle (dont la production exige beaucoup de main-d'oeuvre).

En termes relatifs, la Pologne est le pays le plus endetté du monde (en 1979, 92 % des gains à l'exportation servent à rembourser les emprunts). Après le coup de force de Jaruzelski le montant " incompressible " des importations en provenance de l'Ouest était estimé à 4 milliards de dollars...

La concurrence militaire avec l'Ouest a renforcé l'écart des économies de l'Est avec celles de l'Ouest : à l'Est a été menée une politique d'armement quantitativement équivalente avec des économies plus faibles, ce qui ne peut que creuser l'écart.

Les pays du Tiers-monde dans la sphère de l'URSS ont aussi des liens importants avec l'économie mondiale. Comme l'URSS est incapable de fournir l'aide dont ils ont besoin, ils se tournent vers le capital de l'Ouest. Nous donnerons deux exemples significatifs : sans changer leurs alliances politiques, le Viêt-Nam offre des conditions très favorables aux capitaux étrangers, quant à l'Angola son budget est fourni à 70 % par la Gulf Oil pour l'exploitation du pétrole " off-shore ".

II. DE " L' OEUVRE CIVILATRICE DE L' OCCIDENT CHRETIEN "...

Dès ses débuts le développement du capitalisme a été lié aux conquêtes militaires en Asie, en Afrique, et à l'établissement de relations de dépendances économiques et culturelles avec ces colonies.

La première guerre mondiale a marqué l'exacerbation des conflits inter-impérialistes. L'Allemagne, vaincue, a vu son empire colonial dépecé au profit de ses concurrents Français et Britannique. Puis, après la seconde guerre mondiale, la destruction économique de la France et de la Grande-Bretagne a consacré les USA dans leur position de pouvoir économique dominant.

Enfin les coups de boutoir des luttes des peuples du Tiers-Monde ont sonné le glas des empires coloniaux et donné à l'impérialisme son visage d'aujourd'hui : plutôt que de contrôler directement un territoire colonial, les pays occidentaux ont installé au pouvoir, partout où c'était possible, des castes souvent issues des anciennes classes dominantes et dont les intérêts économiques sont intimement liés à la perpétuation de la domination occidentale.

Si le pillage des matières premières continue, un nouveau partage du travail tend à se mettre en place, lié en particulier à l'indépendance de plus en plus grande que prend le capital vis-à-vis de ses " nationalités " d'origine. Aujourd'hui les multinationales exportent des capitaux pour implanter, dans les pays les moins développés,

là où la main-d'oeuvre est moins chère, les industries à faible taux de profit : textile, sidérurgie, composants électriques...

Ainsi, malgré certains efforts d'indépendance économique, la plupart des pays deviennent de plus en plus liés au marché mondial, dépendant du capital étranger. Si l'industrialisation de pays comme la Corée du Sud, Taïwan, le Brésil, le Mexique, Hong-Kong, Singapour, a pu avoir lieu pendant la dernière période de croissance mondiale, et se continue au début de la crise, c'est uniquement lié au nouveau partage du travail. De toute façon leur industrie est construite autour des produits d'exportation à destination de l'Occident. Ce sont des pays à économie dépendante, artificielle.

Le maintien dans la " République française " des DOM-TOM (Guadeloupe, Martinique, Polynésie, Wallis et Futuna, Kanaky, Réunion, Mayotte...) constitue un particularisme lié à l'histoire de l'Etat français. Ces dernières colonies n'offrent en général que des possibilités limitées d'exploitation économique (la Kanaky contituant toutefois une exception notable pour le Nickel). Par contre elles sont d'un intérêt primordial pour permettre à l'Etat français de s'assurer le contrôle de relais, de bases militaires, de zones d'expérimentation nucléaire, de bases spatiales... autant d'éléments indispensables pour qu'il puisse revendiquer sa part comme petite puissance mondiale.

Les conséquences du maintien du colonialisme français dans les DOM-TOM sont à la fois originales et typiques des pays colonisés : originales parce que cela se traduit par d'importants transferts financiers : allocations familiales, allocations chômage, dotations budgétaires, subventions aux entreprises, traitement des fonctionnnaires. Ces transferts permettent aux DOM-TOM d'avoir un niveau de vie plus élevé que dans les pays voisins. Ils y développent peu à peu dans la population une mentalité d'assistés.

Mais on y retrouve aussi la plupart des caractéristiques d'une économie dominée : mono-productions agricoles d'exportation, dépendance alimentaire, ruine de l'artisanat local, secteur industriel minoritaire et archaïque, hypertrophie de l'import-export, du tourisme et de l'administration au profit des colons européens, spéculation financière et urbanisme anarchique au détriment des équilibres écologiques, chômage atteignant des proportions dramatiques (près de 30 % des populations actives) dominante des emplois précaires pour les colonisés, émigration massive vers la métropole (représentant plus de 30 % de la population pour la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion...).

... A LA " LIBERATION DES PEUPLES PAR LA PATRIE DU SOCIALISME ".

L'impérialismen'est pas un apanage du " monde libre " : le pouvoir bolchévique a construit l'industrialisation de l'URSS grâce en particulier à une politique économique analogue à celle des pays capitalistes occidentaux par rapport au Tiers-Monde. Après Yalta, la politique menée dans les pays de l'Est leur est imposée par l'URSS qui dirige la planification économique dans le sens de ses propres intérêts économiques. Les échanges se font uniquement en roubles. mais en plus ces échanges se font sur la base d'un diktat : **ainsi l'URSS vend à ses satellites du minerai de fer 80 % plus cher qu'à la RFA.**

Les échanges se font surtout dans les sens matières premières et produits semi-finis vers l'URSS, produits manufacturés vers ses satellites. De même, elle a imposé à Cuba la pérennité de la mono-culture de la canne à sucre. Par la banque internationale de soutien, elle peut aussi contrôler la circulation des capitaux dans le " bloc socialiste ".

L'Etat soviétique n'hésite pas non plus à intervenir militairement chez ses satellites quand sa domination est menacée : l'Afghanistan, la Hongrie, la RDA, la Tchécoslovaquie en sont les meilleurs exemples.

III. DES PAYS DESTRUCTURES.

Sous la domination des impérialismes, les pays non-industrialisés ont vu leurs structures économiques et sociales totalement destructurées; elles combinent des traits féodaux et capitalistes. La majorité de la population ne se compose pas de salariés, mais de paysans soumis à des degrés divers aux exactions des propriétaires fonciers semi-féodaux et semi-capitalistes, des marchands usuriers et encaisseurs d'impôts et des bureaucraties policières et militaires. Même en vivant à l'écart de la production marchande, ces paysans subissent les effets désatreux des fluctuations des prix des matières premières par l'intermédiaire des effets globaux sur l'économie nationale.

Lors de sa pénétration coloniale le capital étranger s'est allié aux classes dominantes indigènes, composées le plus souvent de propriétaires fonciers, de marchands et d'usuriers. La ruine de l'artisanat local provoquée par l'invasion des produits manufacturés des pays industriels, la désorganisation des cultures vivrières au profit des cultures industrielles nécessaires aux pays occidentaux, puis l'installation d'industries complémentaires à celles des pays industrialisés ou destinées à l'exportation, lient fortement ceux qui en bénéficient - c'est-à-dire notamment les anciennes classes dominantes réinstallées au pouvoir lors de la décolonisation - aux intérêts occidentaux.

Les tissus sociaux des pays dominés sont fortement dissemblables de ceux des pays occidentaux. Jusqu'à ces dernières décennies, ces formations sociales comprennent principalement :

- un semi-prolétariat rural, complété par d'importantes concentrations des margi-

naux urbains, où le prolétariat industriel pèse peu;

- des couches moyennes très importantes, hypertrophiées, notamment dans l'Etat et l'armée;
- les classes dominantes, elles-même dominées par les intérêts occidentaux, et composées en majeure partie par une bourgeoisie cantonnée dans la sphère du commerce et d'un marais de paysans riches, de marchands, usuriers, propriétaires terriens, bureaucrates des villes...

La nouvelle division internationale du travail tend à modifier sensiblement la situation dans une partie du Tiers-Monde. L'exportation de capital productif des multinationales hors des pays développés entraîne la montée des classes ouvrières en Extrême-Orient, en Amérique latine, ainsi qu'un renouvellement des classes dirigeantes de ces pays, de plus en plus intégrées dans l'économie mondiale, et contrôlées par les multinationales.

La crise mondiale conduit aussi à un autre phénomène pour le Tiers-Monde. La plupart des pays sont confrontés à d'importantes difficultés financières, ou sont carrément au bord de la faillite.

La dette qu'ont contracté les pays du Tiers-Monde vis-à-vis des pays développés pèse d'un poids énorme sur leur économie (en particulier les paiements d'intérêts qui coûtent, seuls, aux douze pays emprunteurs principaux du Tiers-Monde, 16 % de leurs gains à l'exportation en 1981). La dette vis-à-vis des organismes financiers occidentaux se négocie essentiellement par l'entremise du Fonds Monétaire International (FMI). Le FMI, dominé par les capitaux américains, impose en ces temps de crise une politique d'austérité aux pays sous-développés, ainsi qu'un modèle de développement orienté vers les exportations. Ce qui signifie que non seulement les paysans et les ouvriers du Tiers-Monde sont directement exploités par les multinationales, mais qu'en plus ils doivent payer les dettes contractées par leur pays pour une industrialisation qui ne profite qu'à l'Occident.

IV. LES LUTTES DE LIBERATION NATIONALE.

La domination des pays développés sur le reste du monde s'accompagne toujours de la multiplication d'inégalités, d'injustices, de violences, de répression, de misère, de bouleversements sociaux, économiques et culturels. Quelle que soit la forme du pouvoir qu'impose le pays dominant, tôt ou tard les peuples finissent par se révolter et revendiquer leur dignité, leur liberté.

Chaque lutte de libération nationale est spécifique car elle s'inscrit dans une cul-

ture, une histoire, des traditions propres. D'autant plus que les caractéristiques de l'oppression changent aussi.

Ainsi les dominations proprement colonialistes ou impérialistes entraînent :

- les luttes anti-colonialistes, qui visent à dégager les pays colonisés de la tutelle administrative et économique d'un Etat dominateur, colonisateur (appropriation de l'économie par les colons, contre les intérêts des autochtones) dont nous avons un exemple frappant dans les DOM-TOM.

- les luttes de libération des peuples minorisés dans le cadre d'un Etat. La classe dominante se comporte vis-à-vis du peuple minorisé comme un colonisateur. Mais le tissu culturel du peuple minorisé est resté vivace et assure sa cohésion. Certaines luttes à l'intérieur des pays développés (Irlande du Nord, par exemple) se rapprochent fortement de ce schéma. L'exemple de l'Afrique est édifiant : ce continent a été colonisé en majorité par les Anglais et les Français, puis décolonisé vers la fin des années 50 ou le début des années 60. Mais tant la France que l'Angleterre ont imposé la création d'une multitude d'Etats dont les frontières ne sont que l'héritage de l'administration coloniale. Cette " décolonisation " n'a pris en considération que les intérêts économiques de la puissance impérialiste et a joué sur les contradictions ethniques au sein des différents états (lutte de pouvoir interne) pour maintenir l'ancienne domination. La colonisation s'est parfois doublée d'un exil forcé d'une grande partie de la population (quelque fois suite à un génocide) comme pour les Arméniens et les Palestiniens. Certains peuples, réunis par une histoire, une culture et des traditions communes sont séparés par des frontières d'états. Ils revendiquent alors dans leurs luttes, la réunification et l'autonomie de leur peuple (Kurdistan...).

- Les luttes de libération nationale dirigées directement contre les impérialismes (intervention militaire de ceux-ci), comme hier au Viêt-nam ou aujourd'hui en Afghanistan, en Amérique Centrale, qui ont eu pour détonateur généralement la remise en cause des pouvoirs fantoches (différentes sortes de dictatures militaires) installés et maintenus par les impérialismes.

D'autres formes de domination existent, soit à l'intérieur des Etats occidentaux, soit même dans des pays " décolonisés ". A l'intérieur des Etats impérialistes, ces luttes sont en grand nombre (en France : Bretagne, Pays basque, Corse, etc...) A l'inverse des autres luttes de libération, l'intégration des populations au sein d'un même pays s'est effectuée, brutalement ou non, depuis plusieurs générations; intégration dûe à une circulation économique des travailleurs (déplacement de populations vers les grands centres industriels), à une interpénétration des populations, à une histoire et des acquis communs aux travailleurs quelles que soient leurs origines. Dans ces luttes de libération, la réappropriation de l'autonomie culturelle nationale joue un rôle primordial.

naux urbains, où le prolétariat industriel pèse peu;

- des couches moyennes très importantes, hypertrophiées, notamment dans l'Etat et l'armée;
- les classes dominantes, elles-même dominées par les intérêts occidentaux, et composées en majeure partie par une bourgeoisie cantonnée dans la sphère du commerce et d'un marais de paysans riches, de marchands, usuriers, propriétaires terriens, bureaucrates des villes...

La nouvelle division internationale du travail tend à modifier sensiblement la situation dans une partie du Tiers-Monde. L'exportation de capital productif des multinationales hors des pays développés entraîne la montée des classes ouvrières en Extrême-Orient, en Amérique latine, ainsi qu'un renouvellement des classes dirigeantes de ces pays, de plus en plus intégrées dans l'économie mondiale, et contrôlées par les multinationales.

La crise mondiale conduit aussi à un autre phénomène pour le Tiers-Monde. La plupart des pays sont confrontés à d'importantes difficultés financières, ou sont carrément au bord de la faillite.

La dette qu'ont contracté les pays du Tiers-Monde vis-à-vis des pays développés pèse d'un poids énorme sur leur économie (en particulier les paiements d'intérêts qui coûtent, seuls, aux douze pays emprunteurs principaux du Tiers-Monde, 16 % de leurs gains à l'exportation en 1981). La dette vis-à-vis des organismes financiers occidentaux se négocie essentiellement par l'entremise du Fonds Monétaire International (FMI). Le FMI, dominé par les capitaux américains, impose en ces temps de crise une politique d'austérité aux pays sous-développés, ainsi qu'un modèle de développement orienté vers les exportations. Ce qui signifie que non seulement les paysans et les ouvriers du Tiers-Monde sont directement exploités par les multinationales, mais qu'en plus ils doivent payer les dettes contractées par leur pays pour une industrialisation qui ne profite qu'à l'Occident.

IV. LES LUTTES DE LIBERATION NATIONALE.

La domination des pays développés sur le reste du monde s'accompagne toujours de la multiplication d'inégalités, d'injustices, de violences, de répression, de misère, de bouleversements sociaux, économiques et culturels. Quelle que soit la forme du pouvoir qu'impose le pays dominant, tôt ou tard les peuples finissent par se révolter et revendiquer leur dignité, leur liberté.

Chaque lutte de libération nationale est spécifique car elle s'inscrit dans une cul-

ture, une histoire, des traditions propres. D'autant plus que les caractéristiques de l'oppression changent aussi.

Ainsi les dominations proprement colonialistes ou impérialistes entraînent :

- les luttes anti-colonialistes, qui visent à dégager les pays colonisés de la tutelle administrative et économique d'un Etat dominateur, colonisateur (appropriation de l'économie par les colons, contre les intérêts des autochtones) dont nous avons un exemple frappant dans les DOM-TOM.

- les luttes de libération des peuples minorisés dans le cadre d'un Etat. La classe dominante se comporte vis-à-vis du peuple minorisé comme un colonisateur. Mais le tissu culturel du peuple minorisé est resté vivace et assure sa cohésion. Certaines luttes à l'intérieur des pays développés (Irlande du Nord, par exemple) se rapprochent fortement de ce schéma. L'exemple de l'Afrique est édifiant : ce continent a été colonisé en majorité par les Anglais et les Français, puis décolonisé vers la fin des années 50 ou le début des années 60. Mais tant la France que l'Angleterre ont imposé la création d'une multitude d'Etats dont les frontières ne sont que l'héritage de l'administration coloniale. Cette " décolonisation " n'a pris en considération que les intérêts économiques de la puissance impérialiste et a joué sur les contradictions ethniques au sein des différents états (lutte de pouvoir interne) pour maintenir l'ancienne domination. La colonisation s'est parfois doublée d'un exil forcé d'une grande partie de la population (quelque fois suite à un génocide) comme pour les Arméniens et les Palestiniens. Certains peuples, réunis par une histoire, une culture et des traditions communes sont séparés par des frontières d'états. Ils revendiquent alors dans leurs luttes, la réunification et l'autonomie de leur peuple (Kurdistan...).

- Les luttes de libération nationale dirigées directement contre les impérialismes (intervention militaire de ceux-ci), comme hier au Viêt-nam ou aujourd'hui en Afghanistan, en Amérique Centrale, qui ont eu pour détonateur généralement la remise en cause des pouvoirs fantoches (différentes sortes de dictatures militaires) installés et maintenus par les impérialismes.

D'autres formes de domination existent, soit à l'intérieur des Etats occidentaux, soit même dans des pays " décolonisés ". A l'intérieur des Etats impérialistes, ces luttes sont en grand nombre (en France : Bretagne, Pays basque, Corse, etc...) A l'inverse des autres luttes de libération, l'intégration des populations au sein d'un même pays s'est effectuée, brutalement ou non, depuis plusieurs générations; intégration dûe à une circulation économique des travailleurs (déplacement de populations vers les grands centres industriels), à une interpénétration des populations, à une histoire et des acquis communs aux travailleurs quelles que soient leurs origines. Dans ces luttes de libération, la réappropriation de l'autonomie culturelle nationale joue un rôle primordial.

Cette forme de lutte plus spécifique existe aussi dans les pays ayant déjà vécu un processus de luttes anti-colonialistes ou anti-impérialistes, l'après- " indépendance " ayant débouché jusqu'à présent sur la création d'un capitalisme national, le plus souvent sous forme de capitalisme d'Etat hyper-centralisateur, capitalisme écrasant les différentes minorités vivant dans le pays, même si ces minorités ont été partie prenante des luttes de libération précédentes (l'Algérie et la Kabylie, l'Ethiopie et l'Erythrée).

Les mouvements nationalistes sont toujours complexes. Ils peuvent s'appuyer sur les intérêts distincts voire contradictoires de trois forces sociales :

- là où existe un mouvement ouvrier, même naissant, celui-ci est partie prenante de la dynamique créée autour des revendications nationalistes. Il en fait un instrument de mobilisation des masses urbaines et villageoises contre le pouvoir établi. Des exemples peuvent être donnés avec l'Afrique du Sud ou encore le Chili;
- la bourgeoisie nationale, industrielle ou commerçante, partout où elle possède une base matérielle propre qui fait entrer ses intérêts en contradiction avec ceux de la puissance impérialiste dominante. Le cas typique est celui du parti indien du Congrès, dirigé par Gandhi et fortement appuyé par les grands groupes industriels indiens. Un exemple plus complexe : celui de l'Iran;
- enfin des explosions de la paysannerie, voire de la petite-bourgeoisie urbaine, prennent la forme politique du populisme nationaliste. Le Nicaragua, l'Amérique centrale en général en constituent la forme typique.

La lutte des peuples pour leur dignité et leur autonomie est légitime. De plus ces mouvements peuvent toujours jouer un rôle important dans une dynamique internationale remettant en cause l'ordre établi, et la puissance des Etats.

V. LA MONTEE DU PHENOMENE RELIGIEUX.

Les peuples du Tiers-Monde dominés par les impérialismes qui leur imposent leurs valeurs et leurs modes de vie, vivent une profonde crise d'identité, considérablement aggravée par la crise économique et la misère, ainsi que par l'effondrement des courants politiques anti-impérialistes à dominante marxiste ou socialiste, ressentis comme des modèles importés.

Parmi ces peuples, beaucoup recherchent leurs racines et leur identité à travers les différents courants religieux et notamment l'Islam. Dans ce cadre le mouvement intégriste, s'il s'appuie sur un sentiment anti-impérialiste, n'en demeure pas moins extrêmement réactionnaire et dangereux pour l'avenir de ces peuples.

Le phénomène " intégrisme islamique " n'est pas le seul. On retrouve également

une remontée du catholicisme dans de nombreux points du globe. Elle prend des formes différentes, parfois conflictuelles : offensive du Vatican, théologie de la libération, etc...

Bref, en l'absence de perspectives face à la crise mondiale, beaucoup se réfugient dans les valeurs traditionnelles, alimentant ainsi le développement du phénomène religieux, tant sous ses formes classiques que sous celle de la multiplication des sectes.

VI. VERS UNE TROISIEME GUERRE MONDIALE ?

C'est dans ce contexte mondial de tensions extrêmes, Est-Ouest, entre les impérialismes, mais aussi entre les pays du Tiers-Monde et chacun des deux impérialismes (notamment Amérique centrale contre les USA; Afghanistan contre l'URSS) que se développe la crise du capitalisme occidental et des sociétés bureaucratiques.

A la faveur de cette crise , on assiste à un accroissement des budgets militaires et à un redéploiement des industries d'armement. Cela permet d'abord d'apporter, par le biais des commandes militaires, des ballons d'oxygène aux grands groupes capitalistes. Dans la même veine la multiplication des conflits " locaux " favorise les ventes d'armes dans le Tiers-Monde. Faut-il rappeler que ces conflits locaux où les puissances dominantes tirent bien souvent les ficelles **pour leurs propres intérêts**, n'ont jamais cessé depuis la deuxième guerre mondiale et ont fait probablement beaucoup plus de **50 millions de victimes, hommes, femmes et enfants?**

Ces conflits armés ont été favorisés par l'augmentation de la production militaire des pays industriels. Augmentation toujours recherchée en période de crise par les pays capitalistes pour tenter de relancer l'économie.

Les investissements militaires sont moins créateurs d'emplois que les investissements dans la santé ou dans l'éducation. Pourtant, en 1980, dans le monde, les dépenses militaires par rapport à l'ensemble des dépenses publiques étaient de 22 % contre 12 % pour les dépenses de la Santé, et 22% pour celles de l'Education. Dans les pays du Tiers-Monde, les dépenses militaires détournent les ressources et ont un effet négatif sur la croissance économique, elles ne font qu'accroître les inégalités Nord/Sud. Ainsi la course aux armements est un gigantesque gaspillage de matière grise, de ressources naturelles, d'espace et de disponibilité humaine.

Les forces conventionnelles sont réorganisées. En France a été créé la FAR (Force d'Action rapide), 47 000 hommes, regroupant les unités les plus opérationnelles et les plus équipées. La FAR apporte les moyens d'une intégration plus

poussée de l'armée française dans le dispositif militaire de l'OTAN, tant pour des interventions frontales contre le bloc de l'Est en Europe, que pour sauvegarder les zones d'influence du bloc de l'ouest dans le Tiers-Monde.

Mais surtout on constate de profondes modifications dans les stratégies militaires des blocs :

- développement des missiles à moyenne portée, dirigés principalement contre les pays périphériques des blocs (Europe, Japon, Asie) et non pas contre les USA ou l'URSS;
- missiles tactiques et bombes à neutron permettant une guerre nucléaire " limitée ";
- développement des systèmes (IDS) visant à assurer l'impunité contre les ripostes nucléaires. **Ces évolutions tendent à faciliter le déclenchement d'une guerre nucléaire.**

Ce qui se traduit, au niveau idéologique, par une vaste opération de conditionnement de l'opinion à la préparation à la guerre :

- rabâchage à la télévision, et dans les médias en général, de la nécessité d'être forts face aux Russes;
- réhabilitation du service militaire, mis à mal par la contestation anti-militariste de la jeunesse, des comités de soldats, des objecteurs de conscience et des insoumis dans les années 70.
- symbiose en France entre l'armée et l'Education Nationale, pour préparer les jeunes à l'acceptation du service militaire (accords dits Hernu-Savary).

Cette opération de conditionnement de l'opinion publique profite à ceux qui ont intérêt à voir se développer les dépenses militaires. Reagan tout comme ses prédécesseurs prend le prétexte de l'avance militaire supposée de l'URSS pour augmenter les dépenses militaires.

Or cette politique vise essentiellement à maintenir la priorité à l'industrie militaire faite en URSS qui voit sa capacité militaire croître démesurément alors que des pans entiers de son industrie civile enregistrent des retards considérables.

Certains profitent de la course aux armements et l'encouragent. Ils s'allient entre eux et forment ce que l'on appelle les " complexes militaro-industriels " : on y trouve des industriels comme des militaires ou des hommes politiques. Aux Etats-Unis, le complexe militaro-industriel regroupe le département de la défense, certains groupes de pression au Congrès, les industriels de l'armement, des institutions universitaires engagées dans la recherche. De même, il existe en URSS un tel groupe de pression. Tous les officiers supérieurs sont membres du parti et de nombreux dirigeants (Brejnev, Kossyguine) ont commencé leur carrière dans le secteur industriel de la défense; ils ont un poids considérable et pèsent sur le parti pour privilégier les industries d'armement sur les industries de biens de consommation.

La menace de conflit nucléaire et le conditionnement de l'opinion face à la guerre amènent une réaction qui s'est manifestée par l'apparition du mouvement pacifiste.

Ce mouvement aux origines profondes a pris une extension ces dernières années face aux menaces de conflit et à l'implantation des euro-missiles. Un mouvement d'une grande ampleur en RFA et en Hollande, mais aussi en Italie ou en Espagne, qui part d'une aspiration réelle à la paix et au désarmement. Mais qui peut, s'il ne trouve pas de perspectives politiques dans un sens anti-capitaliste et autogestionnaire, soit s'essoufler et perdre son rôle de contre-poids (cela a été le cas du mouvement anti-militariste en France); soit être récupéré dans un sens opposé : faire le jeu d'un bloc contre l'autre. C'est notamment la tentative des pays de l'Est de récupérer ce mouvement, tandis qu'à l'intérieur ces mêmes Etats imposent aux pacifistes indépendants une répression féroce.

" Solution " radicale à la crise des temps modernes, ou simplement conséquence de la dynamique du surarmement, une troisième guerre mondiale n'est pas impossible.

Les puissances ont déjà accumulé les moyens de raser plusieurs fois la surface de la planète...

Jamais, dans toute l'histoire, des dirigeants n'ont concentré un pouvoir aussi exhorbitant que ceux des chefs d'Etats russes, américains et européens : celui de vie ou de mort sur l'humanité entière. La dynamique du pouvoir séparé de la société a donc atteint un sommet indépassable de l'absurde et de l'ignoble.

CHAPITRE VI

LES MUTATIONS DE LA SOCIETE, OU LE PROJET NEO-LIBERAL.

C'est bien la planète entière qui s'enfonce dans une crise aux multiples facettes.

Une crise qui couvre les années 70, les années 80, et sans doute tout ou partie des années 90. En étendue, en profondeur, elle dépasse la grande crise des années 30.

Mais qui dit crise dit mutations.

Les crises cycliques qui frappent le système lui permettent de se régénérer en se centralisant, en cassant ses branches mortes, et en substituant à des rapports sociaux révolus de nouvelles formes d'organisations sociales.

Et c'est bien ce que nous subissons à nouveau.

Le capitalisme cherche les données d'une nouvelle phase de croissance dans un profond remodelage des rapports sociaux, articulé avec l'emploi de technologies nouvelles. Tout le tissu social et industriel subit des transformations profondes au cours de ces années de crise.

La société est en train de changer, sans nous, contre nous.

Ces mutations apporteront-elles effectivement un second souffle au capital ? Ou bien, pris dans la crise la plus importante de son histoire, une crise dont nous n'aurions connu que l'acte I, s'enfoncera-t-il finalement dans une ère de décadence prolongée et de convulsions sociales ?

L'avenir n'est écrit nulle part. Il sera ce que les hommes en feront, ou ce qu'ils laisseront faire.

Mais nous pouvons essayer de comprendre vers quel type de société nous avancerions - dans le cadre des pays industrialisés - si aucun mouvement de lutte n'infléchissait demain le cours de l'histoire. L'avenir, tel qu'on peut le deviner au travers de mutations déjà engagées, l'avenir, tel que le prépare tout un courant d'idées

" néo-libérales " et qu'on retrouve, avec quelques variantes, au coeur des politiques actuelles de la Droite **et de la gauche**; l'avenir capitaliste en gestation : voilà ce qu'il importe de cerner, pour le combattre et pour imposer en Alternative un avenir différent.

Les classes dirigeantes ont-elles la maîtrise des évolutions en cours ? Ou bien sont-elles, elles-même, les objets d'un processus de crise qui les dépasse largement ? En fait, elles mènent la barque, mais pas le courant. Le projet " néo-libéral ", qui fait fureur aujourd'hui sous des formes diverses, cache mal leur impuissance à résoudre la crise. Il indique aussi leur résolution à sacrifier les intérêts de la grande masse de la population pour préserver malgré tout leurs privilèges. Même s'il est évident que pour faire régresser le chômage il faudrait justement des transformations sociales s'attaquant à ces privilèges.

Le projet néo-libéral, polymorphe, avec ses variantes, de droite, de gauche, pourrait être synthétisé, comme nous le tentons dans les paragraphes suivants, afin de comprendre non ce que sera réellement la société de demain, mais les grandes tendances contenues dans les mutations en cours, indiquant le futur qu'on veut nous imposer.

I. UNE TRANSFORMATION DU TRAVAIL, ARTICULEE AVEC LE DEVELOPPEMENT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES.

La concurrence exacerbée par la crise impose aux patrons la recherche à tout prix d'un redémarrage des gains de productivité. Les principaux " remèdes "utilisés passent par :

- **La recherche de nouvelles formes d'organisation du travail pour certaines activités sélectionnées.** Elles corrigeraient les méfaits (pour la rentabilité du travail) du taylorisme : tâches recomposées, déparcellisées, où les ouvriers couvriraient toute une phase de la production, unités de travail plus souples, plus polyvalentes. Au total un travail plus motivant, plus mobilisateur.
- **L'automatisation et l'informatisation étendues.** Le capitalisme européen pour être compétitif au niveau international, notamment vis-à-vis du Japon et des USA, développe de nouveaux moyens technologiques sans précédent : informatique, robotique, bureautique. Ces moyens technologiques ont un double avantage au point de vue du capitalisme :

. le nombre limité de travailleurs pour faire fonctionner les machines, ce qui rentabilise rapidement les investissements (moins de couvertures sociales à assumer, moins de conflits avec les travailleurs). Il existe même des robots créant d'autres robots;

. l'accroissement de la productivité, la machine produisant plus vite et pouvant travailler 24 heures sur 24, ce qui permet une grande augmentation , à moyen terme, des profits patronaux;

Ces technologies nouvelles peuvent développer d'autres risques dans le système actuel, contre les travailleurs :

. aggravation du chômage (remplacement des travailleurs par les machines);

. perte progressive du contrôle de la production et du savoir-faire des travailleurs, surtout au niveau de la jeunesse.

-La flexibilité et la précarité du travail. L'utilisation la plus " rationnelle " possible du temps de présence des salariés. D'une part en précarisant une partie importante des travailleurs - développement des emplois à durée limitée, des contrats d'intérim, des sous-traitants - ce qui limite la rémunération au besoin strict du patron. Et d'autre part en flexibilisant le reste des emplois stables, pour baisser encore les coûts de production et rentabiliser les équipements. Une grande mobilité des travailleurs d'entreprise à entreprise, de région à région, mais aussi à l'intérieur même de l'entreprise, d'un poste à l'autre et d'une période de l'année à l'autre en fonction des commandes (c'est la fameuse annualisation du temps de travail).

-Une gestion " personnalisée " des horaires, de l'organisation du temps de travail, du contrat de travail individuel, du salaire. Ce qui n'a rien à voir avec les aspirations à une souplesse dans l'organisation du temps de travail que les salariés souhaiteraient voir mettre en place.

II. UNE SOCIETE A MULTI-VITESSES

Les conséquences sociales de ces mutations sont évidentes : tandis qu'une minorité d'ouvriers, d'employés, de techniciens verraient leurs statuts valorisés (meilleure qualité du travail, formation approfondie...) dans des secteurs de pointe de la production, la majorité des travailleurs serait cantonnée à des tâches de " soutiers modernes ", ou rejetés et condamnés par millions à la précarité à vie, partagés entre le chômage et des emplois sans garantie, à temps partiel...

Aujourd'hui déjà plus de quatre millions de personnes PASSENT par le chômage chaque année. PRES DE 28% DE LA POPULATION SALARIEE CONNAIT CHAQUE ANNEE UNE SITUATION PRECAIRE.

Les avantages pour le système sont flagrants :

- une partie, la plus qualifiée, des salariés serait intégrée à l'entreprise ;
- la précarisation étendue permettrait une baisse sensible du coût de la main-d'oeuvre (salaires bas, travailleurs employés ou rejetés en fonction des fluctuations

des besoins patronaux);

- un affaiblissement du syndicalisme de classe, contourné par les " cercles de qualité " dans la production, affaibli par la destructuration de la masse des travailleurs, frappé par la régression du droit syndical et des droits collectifs et individuels;

- un assouplissement total des contraintes sociales qui pèsent sur le patronat : conventions collectives, SMIC etc..

Destructuration des statuts d'un côté, intégration de l'autre : le contre-poids des travailleurs serait ainsi brisé pour longtemps.

III. UNE BAISSE DES COUTS SALARIAUX ET UNE REFONTE DU MARCHE INTERIEUR.

Baisse des salaires directs : c'est, déjà, la désindexation des salaires sur les prix, et la baisse des effectifs, ainsi que toutes les formes de flexibilité et de précarisation.

Baisse du salaire social. Baisse des prestations sociales et donc des cotisations patronales. Report des formes de solidarités collectives sur la part salariale, recours étendu aux mutuelles et à des formules inégalitaires comme les assurances privées.

Face à cet accroissement des inégalités sociales la consommation serait rééquilibrée. Dans la société à multi-vitesse certaines couches de la population au pouvoir d'achat revalorisé (couches moyennes salariées, ouvriers hautement qualifiés) porteraient l'essentiel du marché. Le type de production favorisé par les nouvelles technologies serait adapté à ce rééquilibrage : gadgets technicho-culturels (ordinateurs domestiques, minitels); production " haut de gamme " assurée en petites séries dans les unités de montage robotisées, etc...

IV. UNE RECOMPOSITION DU TISSU INDUSTRIEL.

Avec un secteur de pointe, à forte accumulation de capital, à fort profit, concentré sur des " créneaux " sélectionnés, jugés porteurs sur le marché international et bénéficiant de ce fait des subventions des pouvoirs publics.

Et un environnement de petites et moyennes entreprises couvrant les activités les moins rentables, où règneraient les bas salaires et les conditions de travail dégradées.

Les mutations de la société ne logent pas à la même enseigne les divers secteurs

du capitalisme. Celui des PME, souvent utilisées comme sous-traitantes, ou encore l'artisanat, le petit commerce, sont soumis à l'appétit considérable du secteur monopolistique.

Cette situation créé des contradictions au sein de la bourgeoisie entre ses diverses composantes, qui se reflètent par des organisation différentes (patronales : CNPF, SNPMI...; politiques : RPR, UDF, CNIP...) et des positions divergentes (sur l'Europe, sur l'attitude face aux syndicats...)

Au total, une économie totalement décentrée, incapable de couvrir l'ensemble des besoins de la population, mais adaptée aux ambitions de quelques secteurs dominants.

V. UNE REDEFINITION DES RAPPORTS INTERNATIONAUX.

Une intensification de la division internationale du travail. L'Europe, permettant une organisation à l'échelle d'une communauté élargie, dans un rapport d'alliance et de concurrence avec les USA.

Une redéfinition des rapports Nord/sud. Par l'intégration plus poussée d'une partie des pays en voie de développement à la nouvelle division internationale du travail. Leurs structures économiques (incomplètes) et sociales (profondes disparités dans la population) permettraient une intégration à un nouveau modèle de développement fondé non plus sur une production de masse pour une consommation de masse, mais sur une production sélective pour une consommation élitiste.

L'intégration des économies dites socialistes à la division internationale du travail. Par la poursuite de la combinaison entre la pression par la course aux armements, et les prêts de capitaux.

La redéfinition des rapports internationaux entraînerait un élargissement du marché, dans le cadre du nouveau modèle de développement.

VI. UN REAJUSTEMENT DES FONCTIONS DE L'APPAREIL D'ETAT.

Il s'agit pour le libéralisme **non d'affaiblir** le pouvoir de l'Etat sur la société, mais de le réorienter selon le mouvement général des mutations dans une direction **moins sociale et plus répressive :**

- **Répression de toutes les activités de régulation sociale, et dites de " l'Etat-providence ".**

- **Diminution des activités nécessitant des prélèvements obligatoires non rentables pour les profits** : baisse des effectifs fonctionnarisés (alliée à une flexibilisation et une précarisation des emplois),rentabilisation et régression des activités dites de " service public ".

- **Privatisation des activités productives.**

- **Réorientation de l'aide de l'Etat aux entreprises,** privilégiant les secteurs de pointe au détriment définitif des " canards boîteux " à taux de profit faibles, nuls ou négatifs, maintenus pour des raisons sociales et pour l'équilibre du tissu industriel.

- **Renforcement des fonctions répressives des appareils policiers et militaires, dans une réorganisation au niveau européen** (nouvel espace judiciaire et policier européen).

Fonctions d'autant plus nécessaires que le choix d'une société précarisée et à multi-vitesses entraînerait un développement des révoltes mais aussi une dégradation générale du climat et une montée de la délinquance.

VII. UN MOUVEMENT DE LIBERATION... DU CAPITAL.

Voici donc dressés à la fois le constat des transformations en cours et, projetant à peine, les plans d'une société néo-capitaliste future tels qu'on les retrouve dans une littérature néo-libérale florissante. L'ensemble forme un PROJET, un projet de société néo-libérale.

On y voit que pour toute issue à la crise, tandis que certains secteurs du capitalisme tireraient leur épingle du jeu, la plus grande partie de l'économie s'enfoncerait dans la stagnation. Pour la majorité des travailleurs ce serait en somme la crise sociale à perpétuité.

Le capitalisme dérèglementé, programmé par les néo-libéraux, représenterait pour la société une ère de décadence et de misère[5] .

Ce projet pourrait-il même fonctionner ? Est-il " viable " ? " Réaliste " ? Les objections sont légions. Certes le Japon fait figure de " société néo-libérale réellement existante ": " la patrie du néo-libéralisme " en quelque sorte. Cet alliage subtil de modernité et de féodalisme est-il exportable ?

5.*Nous y reviendrons dans la troisième partie.*

Mais la fonction du projet néo-libéral - comme de tout projet - n'est pas de pouvoir être appliqué à la lettre. Il fournit un but, donc un sens, à l'action des capitalistes. Et il permet de stimuler une bataille idéologique.

Car le projet néo-libéral répond à une aspiration à s'émanciper... une aspiration du capital à s'émanciper des contraintes sociales accumulées au cours de l'expansion.

Casser le contre-poids des travailleurs, dérèglementer, baisser les salaires directs et sociaux : voilà les obsessions émancipatrices d'un capitalisme assoiffé de reconquérir sa " liberté " quitte à ce que des secteurs entiers de l'appareil productif disparaissent, incapables de résister dans la jungle nouvelle.

Une offensive culturelle accompagne la mise en route du néo-libéralisme.

On ne dira jamais assez l'importance des **valeurs** dans une société. Les néo-libéraux piétinent avec la rage de révolutionnaires en herbe les " valeurs " anciennes. Ils leur substituent les leurs : l'égoïsme et l'élitisme. Pas si " modernes " que ça !

Ils récupèrent et détournent parallèlement les valeurs issues de Mai 68, l'aspiration à l'autonomie, au pouvoir de l'imagination, à la création...

Le libéralisme, présenté comme une forme moderne du capitalisme et comme une réponse à la crise, n'est pas un phénomène nouveau dans l'histoire du capitalisme. Ses succès correspondent souvent à des périodes de reflux de la lutte de classe. Il date des origines même du capitalisme industriel, au début du XIXème siècle, époque où la classe ouvrière commençait seulement à se développer et n'avait pas d'expérience de lutte (1810-1830).

En France l'échec du socialisme étatique, réformiste ou révolutionnaire, a déblayé le terrain. Toutes les valeurs portées par la gauche traditionnelle sont en miettes. Il n'y a plus qu'à retourner la population sur le grill des doutes et des déceptions. L'anticapitalisme hier répandu sous des formes diffuses et souvent détournées, mais très présent, cède la place à la valorisation de l'entreprise et des profits.

La solidarité sociale, habilement affublée du titre d'Etat-providence, est désignée à la vindicte. L'anti-étatisme est vocalisé sur tous les tons. Tout est remis en cause dans l'Etat, sauf l'Etat : **un anti-étatisme de façade, qui cache un projet autoritaire.** Ce qui est visé dans l'Etat ce sont les contraintes sociales sur le patronat, dont il est devenu le porteur **notamment sous la pression des travailleurs.**

Dans un climat général de repli sur soi et d'indifférence, les néo-libéraux s'enivrent eux-même de leurs belles paroles émancipatrices, rejoints par certains intellectuels et même par des dirigeants syndicaux comme certains responsables de la CFDT.

Car les libéraux ne manquent pas d'alliés.

Qui pourrait penser, à l'écoute des enfants sages du néo-libéralisme, qu'une division des tâches les associe à l'extrême-droite (dont d'ailleurs nombre d'entre eux sont issus) ?

Le Pen fait le travail malpropre : l'appel à l'Etat autoritaire. Les néo-libéraux se sont fait les apôtres du " moins d'Etat ". Sauf qu'il s'agit du moins d'Etat pour les uns - les patrons - et du plus d'Etat contre les autres - les travailleurs et les jeunes précarisés. Autoritarisme et libéralisme forment un couple complémentaire, et même inséparable.

Saint-Simon et la deuxième gauche

L' éclatement des modèles fordiste, keynésien, social-démocrate, léniniste, stalinien, a entraîné en France une recomposition idéologique d'une partie de la gauche, comprenant aussi d'ex-contestataires de 68 ainsi qu'une partie " éclairée " du patronat et de la bourgeoisie. C'est le cas des hautes sphères de la direction de la CFDT (la deuxième gauche), de journaux comme " Libération ", de personnalités médiatisées comme De Closets, Montand, (opération " Toujours plus ", " Vive la crise "), d'intellectuels, tels les fameux " nouveaux " philosophes, et de chercheurs réputés, de patrons et d'hommes politiques de gauche et de droite. Cette recomposition dite " libérale-libertaire " par abus de langage s'est notamment structurée autour de la " FONDATION SAINT-SIMON ". Le choix du sigle est clair : c'est celui de la collaboration de classe. La " nouveauté " réside en ce que celle-ci est portée consciemment, et s'affirme comme l'expression même de la modernité. La démocratie bourgeoise en est le cadre juridique et politique, et ce courant affirme une idéologie de la crise, défend les lois du marché comme garantie des libertés, proclame son humanisme et son " moins d'Etat ".

Avec l'émergence de ce courant, la direction de la CFDT joue un rôle particulier et fondamental : le syndicat a dès lors pour tâche essentielle de " faire prendre la greffe " sur le mouvement ouvrier. D'où la reconnaissance explicite du système (marché, légitimité du chef d'entreprise) et la nécessité de réponses " adaptées " : rompre avec le syndicalisme de classe (rupture consommée avec la CGT, recherche d'autres alliances : FO, CGC, CFTC, FEN), prendre ses distances avec le PS ("rapports démocratiques et conflictuels " avec la Droite), rompre avec le syndicalisme de masse (pour un syndicat d'adhérents et de " services "), affirmer un nouveau contrat social, un nouveau code du syndicalisme de proposition, d'adaptation... au capitalisme.

Le courant Saint-Simonien, la " deuxième gauche ", les " libéraux-libertaires " ne sont pas des éléments politiques à sous-estimer. Ce sont au contraire des obstacles à combattre pour le développement d'une nouvelle conception des luttes de classes. Ces courants sont, comme leurs adversaires de la Nouvelle-Droite, un des phénomènes majeurs de ces dernières années quant à l'affirmation d'une idéologie dominante modernisée.

Le néo-libéralisme ne manque donc vraiment pas d'alliés. La gauche n'a-t-elle pas menée elle-même une politique typiquement néo-libérale, à peine adoucie de quelques références à des valeurs plus " sociales " ? Qui a pris l'initiative de revaloriser l'entreprise? Qui a préconisé un élitisme républicain dans l'éducation ? Qui a organisé restructurations et baisse du pouvoir d'achat en plaçant les préoccupations sociales au second plan ?...

CHAPITRE VII

GRANDEUR ET REFLUX DES LUTTES SOCIALES EN FRANCE.

Tout le monde semble donc en avoir pris son parti : " la société ne peut plus avancer sans sacrifices. Il faut des sacrifiés ". Les sacrifiés ce sont les travailleurs, les jeunes, les femmes, les immigrés.

Comment a-t-on pu arriver à un tel gâchis ?

Hier pourtant, les travailleurs représentaient une force immense...

I. LA PROLETARISATION DE LA SOCIETE.

En 1954, la population active en France comptait 33,8 % d'ouvriers d'industrie, 6% d'ouvriers agricoles, 10,8 % d'employés, 5,3 % de personnels de service. Soit un total de 55,9 % de " prolétaires ". Elle comptait aussi 8,1 % d'ingénieurs, de cadres moyens et supérieurs, de techniciens et d'enseignants.

En 1975, on retrouve 37,7 % d'ouvriers dans l'industrie, 1,7 % d'ouvriers agricoles, 17,7 % d'employés, 5,7 % de personnels d'entretien. Soit un total de 62,8 %. Dans le même temps les couches moyennes salariées doublent : 18,6 %. Au total de 1954 à 1975, la part des salariés est passée de 64 à 81,4 % de la population active !

La crise n'a en rien inversé cette évolution : alors qu'ils sont durement touchés par le chômage, la proportion des salariés atteints en mars 1984 : 82,6 % des actifs.

La salarisation et même la prolétarisation de la société ne s'est certes pas déroulée selon les schémas simplificateurs imaginés par les révolutionnaires du siècle passé: il n'y a pas eu uniformisation de tous les travailleurs dans une même condition ouvrière, pas non plus " une paupérisation absolue " des travailleurs. Les couches salariées, dominées et directement exploitées par le capitalisme, ont grandi tout en se diversifiant, et c'est ce mouvement **double** qu'il nous faut bien saisir :

- **Les ouvriers de l'industrie** ont connu une progression importante durant l'expansion, en nombre et **surtout en concentration** (le nombre d'ouvriers agricoles suit la chute générale des professions rurales sous la pression de la mécanisation). Les ouvriers industriels sont rassemblés, pour une bonne partie d'entre eux, dans de grandes entreprises et de grandes unités de production. Cette concentration leur permettra de s'organiser plus facilement et d'occuper des places stratégiques dans la production. La prolétarisation est donc accompagnée par cette montée en force des bastions ouvriers.

- **Le nombre d'employés double presque en vingt ans.** Nombre d'entre eux ont un niveau de vie comparable à celui des ouvriers, et tout comme eux ils se retrouvent à la place d'exécutants.

En données quantitatives, la prolétarisation a été portée principalement par des emplois créés dans le secteur tertiaire. En données qualitatives, elle est remarquable par la multiplication des gros bastions ouvriers (par exemple l'automobile) et employés (ex: les PTT)

Ces catégories prolétariennes forment le noyau du salariat (78,80% des salariés). Au-dessus, le développement de nouvelles couches moyennes salariées achève de donner au tissu social contemporain toute son originalité.

II. LES NOUVELLES COUCHES MOYENNES SALARIEES.

Entre 1954 et 1975 toujours, le nombre d'ingénieurs est multiplié par trois, celui des cadres moyens et supérieurs par deux. Les enseignants voient, eux aussi, doubler leurs effectifs.

Cet essor n'a pas qu'une signification sociologique. Il constitue un phénomène déterminant dans la société : les nouvelles couches vont participer très activement à la définition de nouveaux modèles de vie, différents de ceux de la bourgeoisie traditionnelle et des ouvriers et employés. Plus cultivées, plus " émancipées ", ces couches participeront activement à une crise des valeurs bourgeoises, mais elles présentent aussi aux prolétaires un modèle d'ascension sociale accessible. Les nouvelles couches salariées ont un rôle culturel, et donc aussi politique, non négligeable dans la société moderne, **un rôle idéologiquement dominant.** Or, elles jouent aussi comme un écran, comme un élément de dilution des critères sociaux de classe de la société contemporaine.

C'est que les couches moyennes salariées, aux réalités par ailleurs si diverses, ont une caractéristique en commun : elles occupent des **fonctions médiatrices** entre les dirigeants proprement dit des entreprises et de l'Etat, et les couches inférieures de la société. Propulsées par la taylorisation du travail et sa coupure manuels/ intellectuels, et par la multiplication des fonctions de gestion, d'encadrement, d'information (journalistes), de recherche, de formation, ces couches occupent une place ambivalente. Elles sont à la fois dominées et exploitées, et associées à la gestion ou à l'encadrement direct (encadrants) ou idéologique (enseignants) sur les couches populaires, fonctions que le capitalisme leur délègue.

Une situation médiatrice commune qui ne doit certes pas cacher une extrême disparité. Les hauts cadres finissent par se confondre avec la classe capitaliste. Les techniciens, les enseignants et notamment les instituteurs sont à la périphérie du prolétariat proprement dit (les ouvriers et les employés) : la tête coupée du corps d'un travailleur initialement maître de son travail.

III. LES COUCHES MOYENNES TRADITIONNELLES.

Les couches moyennes, appelées souvent naguère " petite bourgeoisie ", comprennent encore des catégories survivantes de modes de production antérieur au mode de production capitaliste moderne. Citons les petits producteurs paysans, les artisans, les commerçants.

Ces couches hétérogènes ont peu d'intérêts communs mais elles ont une certaine conscience de leur unité, surtout sur le plan idéologique. Au niveau économique elles se caractérisent par leurs contradictions, et sur le plan politique par leur instabilité qui en fait la plupart du temps des soutiens des secteurs politiques les plus rétrogrades.

Petits paysans et artisans ne sont pas des prolétaires en ce qu'ils ont, au moins à l'origine, la disposition de leurs moyens de travail et qu'ils sont restés dans une certaine mesure des producteurs " libres ".

Les petits commerçants sont eux aussi théoriquement libres dans leurs opérations.

Mais le capitalisme moderne ne laisse qu'une très faible marge de " liberté " aux vestiges de l'ère de la petite production marchande :

- **Les petits commerçants** subissent la très forte concurrence des hypermarchés. De plus en plus ils sont soumis aux normes de leurs fournisseurs, et dépendant du crédit. Leur liberté d'action tend à se réduire à la seule organisation de leur travail.

- **Les petits paysans** devenus petits propriétaires ou fermiers ont perdu depuis longtemps une partie de leur activité productive autonome puisqu'ils ne se suffisent plus à eux-mêmes par la production de tous les biens. Ils sont passés de l'économie fermée, du troc et des services réciproques (forme encore en vigueur en de nombreuses régions au début du XXème siècle) à une économie d'échanges. Libérés des charges et services féodaux (mais ayant perdu aussi la jouissance gratuite des terrains communaux),ils sont intégrés dans le système du profit et des échanges monétaires. Le but de leur production est de moins en moins leur subsistance et celle de leurs familles, et de plus en plus la mise en oeuvre d'un capital et l'obtention d'un profit.

Le capitalisme moderne permet au petit paysan de survivre seulement dans les secteurs de production où la mécanisation est encore difficile et où l'organisation complexe de véritables entreprises capitalistes réalisant un taux de profit intéressant est encore aléatoire.

- **Les artisans et les petits entrepreneurs** subsistent dans des secteurs de production mineurs dont les grandes entreprises ne veulent pas se charger, secteurs que ces grandes entreprises contrôlent en fait par le marché, la fourniture d'outillage et de pièces, ou par la sous-traitance. Leurs activités sont souvent limitées aux services d'entretien et d'après-vente.

En fait (Marx signale déjà le phénomène dans " Les luttes de classe en France ") le producteur individuel perd la propriété réelle de ses moyens de production. Pris dans l'ensemble du mode de production capitaliste, il doit augmenter sa production, améliorer et renouveler ses équipements (ou racheter la terre à chaque génération), il a recours aux emprunts, il s'endette. Il augmente la durée de son travail et souvent ne peut écouler directement sa production, doit passer par les commandes des grosses firmes (en ce qui concerne les artisans) ou par des intermédiaires (par exemple, les pseudo-coopératives pour les paysans).

Une grande partie des petits producteurs voit donc sa situation se rapprocher de celle du travailleur vendant sa force de travail au capital, le revenu devient une somme peu élevée s'apparentant à un salaire alors qu'est gardé le poids de la responsabilité de la gestion.

Politiquement, ils se battent en général pour la survie à tout prix, d'où les phénomènes comme le dorgérisme dans les années 30, le poujadisme dans les années 50.

IV. LES CLASSES SOCIALES DANS LE CAPITALISME MODERNE.

Le capitalisme moderne présente toujours les deux classes fondamentales du capitalisme : le prolétariat et les capitalistes. L'une et

l'autre de ces classes se sont diversifiées. Par la tertiarisation qui a permis l'augmentation du nombre des employés aux côtés des ouvriers (ceux-ci restant la catégorie la plus nombreuse de la société). Par la bureaucratisation qui a vu naître une nouvelle forme, techno-bureaucratique, de capitalistes, aux côtés de la bourgeoisie traditionnelle.

La lutte des classes reste essentiellement dominée par le rapport entre les deux clases situées aux deux pôles du pouvoir; lutte marquée d'un côté par l'exploitation et la domination permanente et de l'autre par la résistance active ou passive.

Mais une des spécificités du capitalisme moderne est la présence des couches moyennes **salariées** qui tantôt s'identifient aux combats des ouvriers et des employés, tantôt aux directives et au modèle capitaliste, tantôt se placent en médiations, **où même jouent, en vue d'un devenir autonome, sur les conflits de classe** (ce sera, nous le verrons, un des aspects de la montée en puissance du parti socialiste depuis 1971).

La lutte des classes ne disparaît pas avec le capitalisme moderne : elle se transforme.

Devant la complexité grandissante de la société certains ont voulu prophétiser la fin de la lutte de classe. L'opposition entre le prolétariat et le capitalisme n'a pourtant jamais connu une telle ampleur qu'en Mai 68. La configuration des classes certes n'est plus la même qu'à l'époque de la révolution industrielle, et la nature de leur lutte a changé.

Une classe sociale[6] n'est pas une catégorie aux contours nets et précis, tranchés. Il faut penser en termes de pôles agrégeant autour d'eux des éléments plus flous. Il n'y a pas seulement un pouvoir absolu et son exact contraire. Entre le pôle central du pouvoir dans une grande entreprise, et la base la plus dominée, on trouve toute une graduation, des couches multiples qui ont " un peu de pouvoir " et qui subissent à leur tour le pouvoir supérieur.

Mais de telles nuances ne signifient en aucun cas qu'il n'y ait plus de classe capitaliste ni de prolétaires- et donc de lutte de classes - simplement, s'il y a en haut un noyau capitaliste sans trop d'ambiguités, et en bas un fort noyau aux statuts multiples mais sans ambiguités (ouvriers, employés), on trouve **entre** eux toute une stratification de couches plus ou moins ambigües.

6.*Par **classes sociales**, nous entendons de vastes ensembles sociaux rassemblant des couches diverses de la population sur certains intérêts fondamentaux, intérêts déterminés par la place des éléments actifs de ces classes dans **les rapports de production et de domination**. C'est à dire les rapports réciproques qui lient ou qui opposent les hommes dans le travail et dans la société. Rapports d'abord caractérisés par le **pouvoir** plus ou moins grand exercé sur la production (et la répartition) et par le pouvoir entre les hommes, leurs rapports de domination, ou, au contraire, d'association. Rapport de pouvoir qui expliquent la possession ou non des moyens de production,et les diverses formes juridiques de cette appropriation.*

V. LES TRAVAILLEURS : UN CONTRE-POIDS PERMANENT DANS LA SOCIETE.

La place des ouvriers et des employés dans la société actuelle est remarquablement contradictoire : réduits à l'état de rouages dans le travail, mais relativement couverts par un système de protection et de régulation sociale; exploités mais aussi mieux payés qu'autrefois; subissant la dictature des dirigeants d'entreprises, mais pouvant s'organiser et, plus ou moins, s'exprimer; écrasés comme producteurs mais valorisés comme consommateurs; soldats à l'usine et apparemment citoyens à la ville...

Ainsi se trouve confirmé ce qui est sans doute le sort des travailleurs depuis le début du capitalisme, mais sous ce jour particulier : être à la fois en voie permanente d'INTEGRATION et en OPPOSITION constante avec le système...

Il n'y a pas là machination machiavélique de quelque génie du capitalisme...

Les travailleurs se sont au contraire **imposés** peu à peu **dans** le capitalisme en menant la lutte **contre** lui.

Ce sont les luttes syndicales, et parfois les soubresauts ou les menaces révolutionnaires, qui ont créé les conditions sociales rendant nécessaires la régulation et la protection sociale aujourd'hui.

C'est la lutte entre les classes qui fait la société, et non les seules décisions unilatérales et délibérées des classes dirigeantes. Certes elles ont le pouvoir. Mais contre ce pouvoir, la pression des dominés s'exerce en permanence, avec des montées et des reflux.

A la fois " contre " et " intégrée ", voilà la contradiction à laquelle aucune lutte ne peut échapper. Nécessairement situées **dans** le système - tant qu'une véritable révolution n'est pas engagée - toutes doivent tenir compte des possibilités et de la résistance du patronat, du rapport de force, imposer sa " représentativité ", arracher des résultats immédiats, modifier la législation, bref être **en même temps** en rupture avec la logique du système et intégrées à son fonctionnement.

VI. LE SYNDICALISME ENTRE LUTTE DE CLASSE ET INTEGRATION.

Le syndicalisme est étroitement concerné par cette contradiction entre " intégration " et " lutte de classe ". On la retrouve, avec une grande diversité, dans toutes les

formes du syndicalisme ouvrier, dans le monde, et dans l'histoire.

Intégré, il tend incontestablement à l'être : défendant les intérêts immédiats des travailleurs, il assimile progressivement les règles du jeu capitaliste et oublie les finalités transformatrices de la lutte ouvrière pour se limiter à des aménagements de l'exploitation. Cet aspect est, nous l'avons dit, imparable tant qu'on n'est pas dans une situation révolutionnaire : c'est une dimension incontournable de la lutte de classe, que le syndicalisme ne fait qu'exprimer. Mais ce terrain favorable soutient une tendance forte à se transformer en institution séparée des travailleurs. A cette intégration, deux éléments viennent se combiner : la bureaucratisation, et la domination par les partis politiques. En s'institutionnalisant le syndicalisme produit une couche militante carriériste, une bureaucratie stable se détachant des travailleurs. Les tendances " spontanées " des travailleurs et adhérents à la délégation de pouvoir, le rapport hiérarchique dans le syndicalisme qui a pris peu à peu le pas sur le fédéralisme, confortent cette bureaucratisation, en s'appuyant sur la nécessité - difficilement discutable - de former un appareil militant. Mais celui-ci, prétendu au service de la base, met finalement dans de nombreux cas la base au service de ses choix.

Intégré au système, bureaucratisé, le syndicalisme sert de base d'appui au réformisme social-démocrate, travailliste, ou d'inspiration stalinienne. La présence de militants réformistes contrôlant la plupart des appareils importants, et le relais à la base de travailleurs partageant cette orientation, finissent de consolider cette bureaucratisation et cette intégration.

Ainsi le syndicalisme initialement fédéraliste et démocratique présente aujourd'hui les travers du centralisme. Préconisant naguère la rupture avec le capitalisme et se donnant pour finalité la transformation de la société, il sera finalement complètement dominé par les réformistes, soit sous une forme spécifiquement syndicale, soit en lien avec les partis politiques.

Les trente années d'expansion ont considérablement conforté cette tendance : la régulation sociale, la hausse contractuelle du pouvoir d'achat, ont favorisé une stratégie du partage du gâteau sans remise en cause des structures du capitalisme.

Pourtant la contradiction intégration/rupture s'exprime bien toujours. Les syndicats ouvriers demeurent, dans le capitalisme contemporain, des instruments de lutte, de lutte de classe. Et le patronat ne s'y trompe pas, qui observe à son tour en direction des syndicats une attitude contradictoire, cherchant à l'intégrer, mais aussi à le contourner et à le détruire, notamment dans les entreprises.

Car les syndicats restent la seule structure de lutte permanente, notamment en France par la CGT et la CFDT. La plupart des luttes ouvrières sont toujours organisées avec l'appel des syndicats de base. Ils restent la référence, la structure vers laquelle les travailleurs se tournent pour exprimer leur combativité, même s'ils ne s'y organisent plus aussi massivement qu'hier.

De plus les développements du capitalisme moderne donnent au syndicalisme une

importance supplémentaire. Les accords de branches apellent des structures nationales représentatives. Le renforcement de l'Etat et de grands groupes appellent des luttes organisées à l'échelle de toute la société, y compris au niveau international.

La contradiction se perpétue donc encore. Des syndicats très réformistes comme le DGB allemand ou FO en France sont évidemment largement dominés par le pôle "intégration " tandis que des secteurs animés par des syndicalistes révolutionnaires telle la CNT en Espagne expriment nettement l'autre pôle. Mais même ceux-ci, même les plus révolutionnaires des syndicats imaginables ne peuvent échapper totalement au pôle " intégration " exprimant la pression de la société capitaliste. Aucune structure de lutte un tant soit peu permanente et implantée parmi les travailleurs ne le pourrait d'ailleurs...

VII. LA MONTEE DE LA REVOLTE ET DES ASPIRATIONS ANTI-AUTORITAIRES.

Durant les années 60 et 70 le contre-poids des travailleurs va porter une puissante lame de fond qui secouera les derniers moments de l'expansion et les débuts de la crise :

- contre l'organisation inhumaine et hiérarchisée du travail;
- contre les inégalités sociales;
- contre le modèle de développement productiviste et ses conséquences sociales, écologiques, et l'exploitation du Tiers-Monde qu'il implique;
- contre les centralismes, le renforcement de l'Etat, les normes de la production de masse;
- contre l'ordre moral de la bourgeoisie.

" Changer le travail ", " changer la vie ", inspirent les luttes ouvrières et les luttes de la jeunesse d'alors. Des thèmes importants refont surface : l'autogestion, l'émancipation des femmes, celle de la jeunesse, le contrôle des naissances, les luttes écologistes. Aucun aspect du " Vieux monde " n'échappe à une contestation très **anti-autoritaire.**

Cette montée des luttes, à la fois quantitative et qualitative, connaîtra un peu partout une accélération vers la fin des années 60 avec la convergence de deux mouvements importants dans la société :

- la classe ouvrière exerce de plus en plus sa pression. Bien que dominée par le Parti Communiste elle commence à exprimer des aspirations anti-autoritaires quant aux revendications, contre la hiérarchie notamment, et quant aux formes de lutte même : grèves sauvages échappant aux directions syndicales, volonté d'une véritable

démocratie dans la conduite des luttes, " syndicalisme de conseils " en Italie, etc...

- Les nouvelles couches moyennes salariées se joignent pour partie à la lutte, notamment par le secteur de la jeunesse scolarisée et universitaire. Les aspirations anti-autoritaires s'y propagent librement, et si la perspective révolutionnaire ne séduit qu'une minorité active, la volonté de changer la vie connaît un immense rayonnement.

Ainsi au début de la crise la dynamique sociale était-elle largement favorable aux couches populaires.

Alors que les mécanismes de l'expansion se bloquaient, la crise du travail favorisait la montée des aspirations anti-autoritaires. La domination capitaliste était menacée ou du moins largement contestée.

Les travailleurs, alliés à de nombreuses parties de la population, auraient pu imposer de profondes transformations dans la société au détriment de la logique du système.

Ils ne l'ont pas fait.

VIII. LA GRANDE ILLUSION REFORMISTE.

Tout mouvement social appelle pour se consolider et pour triompher une perspective, un PROJET.

Les luttes des années 60 et 70 n'ont pas trouvé le leur, anti-capitaliste et anti-autoritaire.

Mais en France un projet politique s'est substitué au projet absent : le programme commun, qui scellait en 1972 l'union de la gauche.

I. Le programme commun, une opération politicienne.

On y retrouve la volonté de " changer la vie " qui fait le titre du premier chapitre, et un catalogue presque complet des revendications du moment. En fait, contradictoirement aux aspirations anti-autoritaires, le programme relève de la stratégie fortement centralisatrice d'un changement confié à l'Etat après la prise du pouvoir électoral par les partis de gauche.

La clef des errances futures se trouve dans ce paradoxe : peu à peu la seule perspective offerte aux luttes deviendra le programme de partis politiques imprégnés du jeu politicien.

Au coeur du projet, on trouve l'illusion réformiste : le capitalisme pourrait être profondément transformé et même conduit vers le " socialisme " **depuis les institutions.** L'Etat, paré de toutes les vertus républicaines, est présenté comme une institution neutre. Le gouvernement est sensé jouir d'une large autonomie par rapport aux impératifs du profit et aux pressions des classes capitalistes.

Enfin l'ensemble du projet reposait sur une profonde sous-estimation de la crise. La relance de la consommation populaire devait suffire à rétablir la croissance...Ce programme était inspiré par un modèle productiviste pétri de " fordisme ", teinté de social. L'ouverture de la crise avait déjà rendu ce modèle caduc en matière économique.

Au total un projet illusoire, mais qui allait permettre au PC et surtout au PS d'offrir une perspective politique apparemment crédible, réalisable à partir des institutions en place, et proposant une issue sans douleur à la crise.

II. Les luttes dévoyées.

Des millions de travailleurs ont fini par y croire, des centaines de miliers de militants ont vu la possibilité concrète d'en découdre, un bon coup, avec la Droite et le patronat.

Progressivement les priorités se sont déplacées des luttes sociales menées directement et concrètement par les gens, vers les luttes électorales menées par les partis avec un soutien passif des électeurs. La délégation de pouvoir de la démocratie élective devint la délégation de changement, confié par procuration aux états-majors de la Gauche. Déplacement de lieux, depuis l'entreprise, le quartier, l'école, la rue, vers les institutions, et d'acteurs, de la base de la société vers les professionnels de la politique.

Les luttes ouvrières ont été bradées au profit des perspectives électorales.

Les partis réformistes, forts de leur contrôle sur les centrales syndicales, et notamment du PC sur la CGT, et de la pénétration de l'illusion électorale à la base, ont canalisé et assagi les luttes sociales. Une tactique sophistiquée leur a permis à la fois d'entretenir la pression ouvrière sur la Droite par de grands mouvements nationaux bien canalisés, et d'isoler les conflits de base afin que la question du pouvoir et des grands changements ne puisse être posée indépendamment du recours électoral.

La courbe des luttes a subi les effets de cette politique suicidaire ou assassine. En 1974, les grandes grèves dans l'automobile, la santé, les banques, aux PTT ou à la SNCF crédibilisent la perspective d'une **grève générale.** Les directions confédérales déjouent le danger. Giscard viënt d'être élu président mais avec une si courte

majorité que la perspective d'une gauche au pouvoir devient elle aussi crédible. Le choix a été fait. Il conduit à ce qu'aucune riposte d'envergure ne réponde au premier plan d'austérité de Raymond Barre à l'automne 1976, ni aux suivants.

Tandis que les travailleurs sont détournés et démobilisés, les restructurations sont menées tambour battant. Les effets d'une politique de crise affirmée sans les ripostes nécessaires, accélèreront la démobilisation organisée par les partis réformistes.

Enfin la rupture de l'Union de la Gauche en 1978, après ces années de soumission des luttes syndicales et sociales aux perspectives électorales, achève le désastre. **La division syndicale, calquée sur celle des partis et perpétuée jusqu'à nos jours, détruit tous les espoirs restés sur pied.**

Les luttes ouvrières régressent; avec elles c'est tout un tissu social hier offensif qui reflue : les luttes de la jeunesse, les luttes de contestation se sont essoufflées, même si les thèmes qu'elles ont véhiculés sont largement diffusés dans la population et ont permis un incontestable changement de mentalité.

En 1981, lorsque Mitterrand accède enfin à la tête de l'Etat, la place est nette : le mouvement social, si fort dix ans auparavant, et qui a permis cette montée au pouvoir, est enfin terrassé. La Gauche pourra diriger le pays dans le calme.

III. Les partis de gauche à visage découvert.

Avec l'exercice du pouvoir, la grande illusion s'est totalement évanouie.

Après une première année de gestion sociale du capitalisme la politique du gouvernement, PS-PC à l'époque, s'est orientée vers une version douce du néo-libéralisme. La Gauche exerce une politique capitaliste non seulement discernable par les " cadeaux aux patrons " ou les " sacrifices imposés aux travailleurs ", les uns et les autres bien réels, mais par une politique **offensive** de restructuration et de mutation dans la logique du système en place.

La Gauche a réussi à imposer ce que n'aurait pu faire la Droite. Achevant le mouvement de démobilisation dont elle porte la responsabilité, elle a confirmé une profonde crise de conscience parmi les militants ouvriers. Elle a très activement contribué à la réhabilitation des thèmes du libéralisme.

Pire encore, les thèmes racistes ont été confortés par le développement de mesures telles que la limitation du regroupement familial, le contrôle accru du flux migratoire, la chasse aux " clandestins ", les camps de rétention, la multiplication des expulsions... Le réalisme gouvernemental, qui est **la négation des réalités de classe et l'acceptation des impératifs d'un système inégalitaire,** a entraîné une déculpabilisation de toutes les forces réactionnaires.

Le patronat sort gagnant de l'expérience d'une gauche au pouvoir. L'échec de Giscard avait été un échec politique pour le patronat: la preuve de son incapacité à réaliser un consensus majoritaire. Il n'a jamais considéré et ne considère toujours pas le parti socialiste comme un parti sûr, si zélé soit-il. Mais les années socialistes lui ont été plus que favorables. C'est sous elles qu'il a pu recomposer ses marges de profits, agissant comme le groupe de pression le plus efficace de la société, vindicatif et revendicatif, sûr de gagner. Il ne restait plus qu'à réinstaller les officines dont il a le contrôle et qui profiteront d'une torpeur sociale largement imputable à la Gauche pour accélérer le processus de mutation néo-libéral.

La Gauche aura creusé le lit de sa défaite en tentant de concilier l'inconciliable : les intérêts des différentes classes de la société.7

L'exercice du pouvoir par le parti socialiste, tout comme l'attitude du parti communiste au gouvernement puis dans l'opposition, en disent long sur leur vraie nature.

IV. Le Parti Socialiste.

Le PS nouvelle manière, fondé en 1971 à Epinay d'une alliance entre politiciens centristes tels François Mitterrand et rescapés de la SFIO, a su inscrire son développement dans le tissu social contemporain.

Sa base sociale et électorale chevauche prolétariat et couches moyennes, avec, dans un cas comme dans l'autre, de solides attaches parmi les salariés de l'Etat et les travailleurs du tertiaire.

L'ascension du parti socialiste identifie essentiellement la volonté de couches moyennes salariées d'imposer au capitalisme leur participation au pouvoir, en s'appuyant sur la force représentée par les travailleurs. Son réformisme exprime la vocation de ces couches à exercer une fonction médiatrice dans la société. La réhabilitation de l'entreprise, sa gestion zélée, tout comme la décentralisation comprise comme une plus large autonomie des cadres intermédiaires, sont cohérentes avec cette démarche.

Ce sont des éléments de ces couches, cadres, techniciens, professeurs, qui forment le personnel dirigeant du parti et l'essentiel de ses cadres. La base ouvrière n'a jamais obtenu un réel pouvoir dans un parti hiérarchisé et dominé par les *combinazione.*

Le parti socialiste se veut aujourd'hui un parti d'alternance démocratique avec la Droite. Son avenir est incertain : il prend prioritairement son attache dans les couches moyennes de la société, il souhaite en exprimer le devenir. Mais dans les remous créés par les mutations néo-libérales, rien ne permet d'affirmer qu'il y réussira,

---

7.Rappelons que le Projet Communiste Libertaire a été adopté en Mars 86, c'est à dire juste après la défaite de la gauche aux législative (note de l'édition 88)

ni que les couches moyennes s'identifieront majoritairement à lui.

Etre écarté durablement du pouvoir peut être catastrophique pour une formation dont la seule ambition est d'être un recours électoral face à la Droite.

Partir d'une alliance entre couches moyennes et prolétariat afin de tirer un profit du contre-poids de ce dernier : tel était en effet le premier temps de sa stratégie.

Le second temps : geler cette force, faire des travailleurs un simple tremplin. Troisième temps : une alliance avec les capitalistes, avec un rapport de force nouveau. Les premier et second temps ont été exécutés à merveille. Le parti socialiste sous sa forme actuelle, avec ce qui lui reste de bagage idéologique, est-il le meilleur cadre pour réaliser le troisième ? Le devenir du PS est en jeu...

V. Le Parti Communiste.

Le PC détermine ses actes non en fonction des intérêts des travailleurs comme il le prétend mais d'un groupe bureaucratique propre, original, spécifique: lui-même; groupe bureaucratique composé des cadres du parti, mais aussi d'un ensemble beaucoup plus large dont l'existence est reliée au PC : cadres permanents de la CGT; élus et cadres municipaux; cadres des associations et des entreprises multiples gravitant autour du PC.

L'ensemble est cimenté par l'idéologie " communiste " et par un lien solide avec la bureaucratie soviétique. Enfin le parti ne pourrait survivre sans une base ouvrière et militante sincère, anti-capitaliste, associée et intégrée à la volonté de pouvoir du parti - volonté qui ne signifie pas nécessairement une volonté de gérer l'Etat,mais plutôt de constituer un Etat dans l'Etat. La base est étroitement dominée par une organisation hyper-hiérarchisée et bureaucratisée.

Cet ancrage dans une base populaire ouvrière a fait la force du P.C. Mais les évolutions de la société le frappent de plein fouet:

- les bastions ouvriers sont menacés;
- les nouvelles couches salariées le repoussent, et il n'arrive guère non plus à retrouver parmi les employés du tertiaire une implantation comparable à celle qu'il s'était taillée chez les ouvriers;
- le P.C n'a ni pu, ni voulu s'adapter aux évolutions des mentalités. Bousculé par les aspirations anti-autoritaires des années 60-70, il y perdra son hégémonie dans le monde du travail.

Enfin, premier responsable de la division syndicale, porteur d'un projet de société bureaucratique, allié des pays de l'Est, le P.C a perdu une grande part de son crédit parmi les travailleurs. Ni la participation, ni son départ du gouvernement, ni l'attitude dans laquelle il s'enferme et s'isole depuis, ni ses multiples retournements de stratégies, n'arrangent son image et ne stoppent ses reculs.

Le PC, derrière son nouveau radicalisme de façade cache toujours une ligne nationaliste contenant des aspects inter-classistes (1976 : Union du peuple de France contre les monopoles, 1985: nouveau rassemblement populaire majoritaire, et toujours la main tendue aux PME).

Le PS a abandonné toute volonté de transformations sociales.

Le PC est en déclin.

L'un et l'autre portent la lourde responsabilité d'avoir désarmé les travailleurs face aux mutations et d'avoir activement contribué à une grave crise du mouvement ouvrier.

CHAPITRE VIII

LE MOUVEMENT OUVRIER EN CRISE.

L'immense force des travailleurs est aujourd'hui en jachère et la responsabilité du réformisme étatiste est immense. Mais les causes de cette crise du mouvement ouvrier sont complexes.8

I. UN PROLETARIAT ECLATE.

Les différences et les disparités entre les travailleurs ne sont pas nouvelles.

Elles ont toujours rendu nécessaire un syndicalisme agissant à deux niveaux :

- celui des corporations et des unités géographiques exprimant les intérêts particuliers des diverses catégories de travailleurs;
- et le niveau des grandes luttes unificatrices, au-delà de toutes les différences, offrant des perspectives stimulantes pour tous en permettant à l'ensemble d'une classe sociale de s'affirmer en tant que telle, de découvrir par de grands mouvements sa force dans la société.

La diversité n'est pas **en soi** un problème. L'unité est une réalisation volontaire et collective. Mais la diversité devient éclatement lorsque la classe des travailleurs perd une partie de son identité culturelle et politique et qu'elle déserte le terrain de la lutte sociale. Alors un corps social hier offensif se relâche, permettant au capitalisme d'enfoncer des coins et de multiplier les divisions bien concrètes entre les travailleurs.

Les quinze dernières années voient ce double mouvement :

- reflux des luttes et de la solidarité collective;

- remodelage des rapports sociaux, multiplication des statuts parmi les travailleurs, et notamment précarisation d'une grande partie d'entre eux.

8.*La crise du mouvement ouvrier est commune à tous les pays industrialisés occidentaux, nous examinerons ici plus précisément ses formes en France.*

Aux modifications des statuts dans les entreprises se sont ajoutés les effets généraux des grandes restructurations et de la crise :

- certains des bastions ouvriers ont été démantelés, eux qui servaient de locomotives, de références utiles à l'unité générale des travailleurs (et qui permettaient de faire aboutir les conventions collectives, leurs victoires pesant au profit des travailleurs moins centralisés et moins bien organisés);
- la précarisation des emplois s'est développée puisque maintenant 28 % des salariés sont mis chaque année en situation de précarisation, s'inscrivant à l'ANPE. La jeunesse, les travailleurs de l'avenir ne bénéficient plus de la mémoire des luttes de cumulées dans les années 60-70, des traditions d'organisation collective, et, plus grave, ils sont pour beaucoup exclus du processus même de production.

Avec la précarisation à une telle ampleur, et son accentuation probable, c'est donc **un rapport différent au travail** qui s'est imposé et qui entraîne des comportements nouveaux de la part des jeunes.

L'éclatement des travailleurs ne tient pas seulement aux mutations imposées par le système, ni au seul recul des luttes collectives, mais à une combinaison étroite des deux. L'incapacité à s'affronter aux mutations, puis, actuellement, celle d'innover des formes d'organisation et de revendications adaptées à un tissu social **modifié** et en modification permanente,explique un éclatement matériel - statuts, etc... - mais surtout dans les comportements sociaux. L'individualisme et le repli sur soi, un déplacement des valeurs du collectif vers l'individuel, expriment cette combinaison de causes matérielles et idéologiques.

II. LA PERTE D' IDENTITE COLLECTIVE.

L'image même mythique qu'une classe a d'elle-même est décisive, elle forme le fond d'une culture propre, d'une identité collective.

Or l'image ouvrière traditionnelle, attachée à un ensemble de valeurs propres, sur la solidarité, le travail, la dignité, etc, a constamment régressé sans qu'une nouvelle image se soit clairement substituée. Cette perte d'identité, masquée pendant l'expansion et les luttes des années 60-70, est aujourd'hui flagrante :

1- Le machinisme et le taylorisme ont contribué à détruire la valeur même du travail ouvrier, et donc non seulement le goût au travail, mais aussi le sens de la dignité, de sa fonction sociale, de sa propre valeur. Remplacé par la machine, rejeté dans le chômage, dépossédé de son savoir-faire, l'ouvrier perd le sens de son utilité sociale.

2- Le progrès technologique sonne dans l'imaginaire collectif comme le

présage d'un déclin massif des ouvriers, comparable au déclin des classes paysannes pendant l'expansion avec la systématisation du machinisme agricole. Les ouvriers ne semblent plus une force ascendante comme dans les années 60-70, aux yeux des autres couches, et à leurs propres yeux, et ce même si **en fait** la régression quantitative reste très limitée.

3- L'évolution générale des mentalités et des modes de vie favorisée par la société de consommation a accroché la manière de vivre des travailleurs aux modèles sociaux et culturels (multiples d'ailleurs) des nouvelles couches moyennes salariées. Plus instruits, plus informés, les travailleurs se sentent aussi " moins prolos ".

4- L'immigration a entraîné une transformation notamment sensible parmi les ouvriers. Confronté à des collègues aux traditions culturelles très différentes des siennes, l'ouvrier " français " (issu ou non des immigrations plus anciennes, italienne, portugaise, polonaise...) vit souvent l'immigration, dans ce contexte général de perte de ses propres valeurs culturelles, de pertes de repères, et de repli sur soi, comme un facteur supplémentaire de déstructuration de son identité. Il y a donc à la fois agression **contre les spécificités culturelles diverses des travailleurs immigrés**, et remise en cause **de l'unité culturelle ouvrière.** Ces contradictions pourraient être **bénéfiques**, enrichissant et renouvelant la culture des travailleurs. Mais les conditions dans lesquelles l'immigration a été organisée par le patronat et la Droite, et, en face, l'absence d'un projet social porté par les forces de Gauche et les syndicats, pour une dynamique d'intégration réelle dans le respect des différences mutuelles, ont miné le chemin de l'avenir en préparant la montée du racisme.

5- L'urbanisation fulgurante d'après-guerre, la multiplication de banlieues inhumaines, ont détruit les formes de vie collectives traditionnelles des paysans, et noyé la classe ouvrière plus ancienne par des couches nouvellement prolétarisées.

Destruction du fond culturel populaire donc, propice à l'individualisation. La télévision achèvera, dans ce cadre donné, de tuer la vie collective. L'individualisation, aidée par les effets sociaux de la crise, a permis le développement d'une délinquance urbaine. L'absence de solidarités collectives, d'une pression sociale spontanée, est justement le facteur déterminant d'un sentiment d'insécurité que les médias et les politiciens auront beau jeu d'amplifier, au grand bénéfice du quadrillage policier de la société.

Le repli sur soi agit comme une perte des protections immunitaires du corps social. Alors les pires gangrènes se propagent : le racisme et l'extrême-droite.

III. LA DESYNDICALISATION.

Les organisations syndicales, principales structures ouvrières de lutte, sont sur la ligne de front : à la fois responsables directes du reflux des luttes et victimes des effets de la crise économique.

La crise du syndicalisme a pris les dimensions d'un désastre : désyndicalisation mais aussi désarroi général des militants, érosion des capacités à mobiliser les travailleurs, perte de crédibilité.

Le syndicalisme n'a pas su répondre à la crise et aux mutations. Bercé par l'expansion, il en a intégré les mécanismes; le régulation sociale et la reconnaissance syndicale ont eu des effets pervers : la confirmation d'une couche relativement stable de bureaucrates coupés de la base.

Lors des luttes du début de la crise, le syndicalisme n'a pas su et n'a pas voulu répondre aux aspirations anti-autoritaires. La CGT y a perdu son hégémonie. La CFDT s'est d'abord saisie du mouvement en proposant un syndicalisme autogestionnaire, mais traversée par une contradiction entre une ligne syndicaliste de classe et une ligne moderniste parfois proche du néo-libéralisme, elle sera progressivement contrôlée par cette dernière. FO gère son patrimoine loin des mouvements sociaux et traverse les années de crise portée par les couches sociales les moins combatives et les plus protégées.

Au total les structures bureaucratiques des syndicats, leurs divisions, leur rapport de direction aux travailleurs, l'adaptation aux normes du système ont marqué les premières lignes de faille avec toute une frange de travailleurs combatifs qui s'exprime hors des syndicats ou qui y maintient des oppositions virulentes.

L'erreur tragique du syndicalisme a été de suspendre sa ligne d'action au jeu électoral, de sous-estimer dans ce cadre l'ampleur des mutations, en les réduisant aux effets d'une politique de Droite résorbable sur le terrain politique, de ne pas s'être doté d'une stratégie autonome de lutte syndicaliste, mobilisant collectivement les travailleurs y compris à l'échelle générale, pour peser directement sur le cours des choses, puis d'être incapable de répondre aux mutations avec des réponses appropriées.

Avec la progression de la crise, l'incapacité des organisations syndicales à faire face entame leur crédibilité et démobilise leurs bases.

Les syndicats se sont déchirés entre des attitudes diamétralement opposées mais également inadéquates :

- à la nécesssaire défense des garanties acquises et des emplois en place, les direc-

tions de la CGT et de FO n'ont pas su ni voulu lier des perspectives de transformations sociales et technologiques opposant une dynamique offensive à celle des mutations capitalistes;

- la direction de la CFDT est consciente de ces mutations mais elle a fait le choix de les accepter telles quelles en les accompagnant d'un volet social masquant leurs finalités, plutôt que de leur opposer une alternative syndicale autogestionnaire et anti-capitaliste.

Enfin, le développement de la précarisation et les restructurations sapent les bases matérielles du syndicalisme traditionnel.

Au total les organisations syndicales apparaissent aux travailleurs comme des institutions inaccessibles à la pression de la base ouvrière, plus ou moins liées aux états-majors politiques, de plus en plus inefficaces en termes de résultats concrets, bref incapables d'apporter une perspective.

Tandis que de nombreux travailleurs combatifs s'y activent encore, nageant contre le courant, aussi nombreux peut-être sont ceux qui, tout en voulant se battre, ne s'y retrouvent pas ou plus, et végètent dans l'isolement.

IV. LA FIN DES MODELES POLITIQUES.

Finalement, tous les modèles de transformation de la société hier dominants se sont effondrés.

Le modèle social-démocrate, à l'épreuve de la gestion par la Gauche du capitalisme en France, mais aussi en RFA, en Angleterre, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Autriche, s'est effondré en tant que perspective de transformation réformiste de la société.

La Gauche n'est plus qu'un recours un peu plus " social " dans le cadre d'une alternance Gauche-Droite.

Le modèle du socialisme d'Etat (en URSS comme en Chine) ne peut plus mobiliser les militants ouvriers. L'image du " socialisme réel " est totalement dévalorisée, impropre à offrir une référence aux aspirations contemporaines de travailleurs à la fois anti-bureaucratiques et solidaires des travailleurs des pays de l'Est.

Enfin, les diverses formes de l'Extrême-Gauche ont été incapables d'apporter une alternative crédible, incapables de se dégager de schémas politiques dépassés, et de saisir la mentalité et les structures contemporaines et leurs évolutions tout au long de la crise.

V. A " GAUCHE DE LA GAUCHE ", LES ALTERNATIVES MANQUEES.

Que l'Extrême-Gauche n'ait pas réussi à drainer et à organiser le grand mouvement de contestation issu de Mai 68, qu'il y ait eu là un échec cuisant pour tous les courants se réclamant d'une manière ou d'une autre de la Révolution, est un constat évident; encore faudrait-il y chercher un enseignement.

Entre le mouvement social et les formes idéologiques et organisationnelles proposées, il n'y a pas eu réellement rencontre.

L'Extrême-Gauche léniniste n'a pu apporter à un mouvement spontanément anti-autoritaire autre chose qu'un projet de société centraliste et étatisé, des structures hiérarchisées, et bien souvent des pratiques manipulatrices. Pourtant, il est frappant de retrouver dans les rangs des maos de l'époque une version transposée des aspirations ambiantes, redessinant une version totalement imaginaire et magnifiée d'une Chine presque autogestionnaire... Dans la foulée de 68 s'est aussi développé un néo-trotskysme incarné par la LCR et l'OCT, rectifiant ou donnant l'illusion de rectifier les aspects les plus dogmatiques et autoritaires du léninisme. Mais la pression du mouvement spontané n'a pas entraîné une remise en cause globale de leur part.

Les diverses composantes libertaires auraient pu apporter une perspective à un mouvement spontanément anti-autoritaire. Elles ont remarquablement raté le coche.

Trop souvent partagés entre des idéologues aux idées décaties et des activistes ultra-gauches cultivant le radicalisme verbal et l'anti-syndicalisme, incroyablement désorganisés quant à leurs structures et leurs idées, les militants libertaires, toutes tendances confondues, n'ont guère compris les spécificités et les contradictions propres à leur époque.

Si une partie des Communistes libertaires et des Anarcho-syndicalistes ont inscrit leur militantisme dans les luttes de leur temps, ils n'ont toutefois pas, alors, réussi à formuler et à organiser l'alternative nécessaire.

L'Union des Travailleurs Communistes Libertaires tenta, mais alors que le mouvement des luttes était déjà sur le déclin, de tirer les leçons de ces échecs lourds de conséquences pour la place des libertaires dans les années 80.

Autour du PSU un courant autogestionnaire s'est mis à la recherche d'une synthèse entre réformisme et révolution, entre activité dans les institutions et autogestion. Ce courant oscille, au gré des évènements, mais aussi des scissions internes, entre un soutien à peine critique à la social-démocratie et une stratégie de développement des luttes sociales. Confronté à la gestion social-démocrate de la crise, le PSU a fondu comme neige au soleil.

Les écologistes, enfin, n'ont jamais formé en France, un ensemble politique homogène. Né dans l'après-68 de la critique du productivisme, de la dénonciation de la folie d'une croissance exponentielle et de la volonté de se réapproprier la vie, le mouvement écologiste, multiforme, a été le moteur pendant de nombreuses années de luttes anti-nucléaires, pour la sauvegarde de l'environnement, d'initiatives autogestionnaires dans la vie quotidienne.

En France à partir de 1978, dans le reflux général des luttes,le mouvement écologiste a éclaté entre d'un côté protecteurs de la nature, et de l'autre des organisations dont l'activité principale est la participation aux élections (en Allemagne au contraire, les écologistes alliés à la mouvance " alternative " produit de l'éclatement de l'Extrême-Gauche, réussissent dans le cadre du parti des Verts à animer de nombreuses luttes, à maintenir des liens avec les luttes ouvrières, et à se tailler une part significative dans la vie politique de la RFA).

Certes tout le bilan n'est pas si sombre.

Au contraire, au-delà des questions programmatiques et organisationnelles, de nombreux militants de sensibilité d'Extrême-Gauche - mais pas forcément organisés - ont su soutenir des luttes importantes... Or plusieurs de ces luttes ont payé. Elles ont réellement permis des changements dans la vie des gens.

Des secteurs entiers du syndicalisme ont su mener des expériences de lutte d'une très grande richesse, et continuent à mener des **oppositions syndicales** tenaces, contre les politiques des directions confédérales.

On pourrait citer des conflits spectaculaires dont le plus fameux reste celui des LIP. Mais aussi les nombreuses entreprises où ont été impulsées des formes de lutte différentes, associant les travailleurs aussi démocratiquement que possible dans des assemblées générales où chacun peut s'exprimer.

En Italie plus qu'ailleurs, la pression des aspirations transformatrices s'est fait sentir dans le monde du travail, en imposant la reconnaissance des conseils unitaires des travailleurs dans les usines.

En posant le problème de l'inégalité des femmes dans le travail, du partage des tâches ménagères, du droit à la disposition de son corps et de sa sexualité, du droit à l'avortement et à la contraception, des violences sexuelles, et plus généralement de l'idéologie sexiste et du rôle de la femme dans la société, le **mouvement des femmes** a imposé une évolution des rapports hommes-femmes, et de la législation dans de nombreux domaines.

La contestation du militarisme a été un des points forts des luttes de la jeunesse pendant les années 70. Le mouvement contre la loi Debré supprimant les sursis au service militaire, au printemps 73, en a été à la fois le démarrage en grand

et le point culminant. Les conséquences se sont fait sentir pendant toutes les années qui ont suivi, par la montée des luttes autour du service militaire (comités de soldats, objecteurs, insoumis), des luttes contre la militarisation (le Larzac en fut sans doute l'aspect le plus symbolique), contre la course aux armements, les ventes d'armes et les armements nucléaires, les interventions militaires de la France...

Les résultats ont été peu nombreux. Mais pouvait-il en aller autrement pour un mouvement s'attaquant à un pilier de l'Etat, tant que ce dernier n'est pas suffisamment ébranlé ?

Toutefois il ne faut pas oublier la victoire sur le plateau du Larzac, les luttes des appelés qui ont marqué profondément leur génération, la modification du statut des objecteurs, même si celle-ci ne va pas dans le sens souhaité.

Autre point fort de la contestation des années 70, **les mouvements autonomistes et indépendantistes**, Occitans, Bretons, Corses, mais aussi des DOM-TOM. En avançant des mots d'ordre tel " vivre et travailler au pays ", en exigeant le droit à leur identité culturelle, la nécessité d'un développement régional " autonome " et non au service du centralisme, ils ont mis à nu les mécanismes profondément inégalitaires du développement capitaliste. Ces mouvements ont été traversés de profondes divergences, tant dans leurs formes d'organisation allant de structures autogestionnaires jusqu'à des organisations reproduisant à leur échelle le centralisme qu'ils prétendent combattre, que dans leur stratégie de lutte - mouvement de masse, lutte clandestine, électoralisme - ainsi que dans leurs objectifs.

La solidarité internationale a permis l'émergence de mobilisations importantes dans les pays occidentaux. En particulier les mouvements de solidarité avec les luttes de libération nationale. Ces mouvements ont eu des conséquences sur l'évolution de la situation dans les pays dominés en affaiblissant l'intervention des impérialismes. Mais ils ont aussi modifié au moins temporairement les rapports de force dans les métropoles occidentales.

Nous ne sous-estimons pas non plus **les mouvements pour les droits de l'homme** pesant plus ou moins sur les Etats pour qu'ils respectent les garanties individuelles; **les mouvements de soutien aux immigrés** luttant contre les discriminations dont ils sont les victimes; **les mouvements des minorités homosexuelles...**

La lutte anti-raciste et pour l'égalité des droits enfin, notamment sous l'impulsion de jeunes issus de l'immigration, a su porter des questions de société, des remises en cause,mais aussi des perspectives pour des relations sociales nouvelles.

Mais ces secteurs militants ne se sont donnés aucun prolongement, ni un projet politique, ni un rassemblement des forces. Ils n'ont donc pu que subir le rouleau

compresseur du programme commun, d'abord, puis le reflux des luttes.

Au total rien n'a su ou pu s'opposer sérieusement à la grande illusion réformiste.

Et depuis son échec rien n'est encore en mesure de combler le vide.

C'est ce vide qui perpétue la crise du mouvement ouvrier.

Après l'échec de l'illusion réformiste, l'espace s'ouvre partout à nouveau, pour une Alternative. Une Alternative à construire en s'inscrivant dans la réalité la plus contemporaine. Pour réunifier les éclats dispersés de la grande classe des travailleurs. Et donc trouver les termes d'une identité ressoudée, ressourcée, réactualisée, faite à la fois de pratiques sociales, de luttes, d'objectifs accessibles, et de projets d'avenir, de société, opposés au capitalisme.

Car sans imaginaire, pas de poids sur les réalités.

DEUXIEME PARTIE

LE SOCIALISME ANTI-AUTORITAIRE

La crise n'est pas une simple affaire de " mauvaise conjoncture " nous l'avons vu. Elle n'est pas non plus seulement une crise de " surproduction " dont on pourrait s'échapper en agissant sur la consommation populaire. Et on ne peut pas la résumer aux seules restructurations en cours et à leurs effets sur l'emploi.

Car ce ne sont pas seulement les formes actuelles de la société qui sont en cause : c'est sa nature.

Les moyens de production accumulés sur la planète, s'ils étaient tous employés, et si toutes les initiatives étaient mises à contribution pour les développer et les transformer, permettraient de satisfaire les besoins de tous, de faire cesser les famines, et de transformer le chômage en vieux souvenir. Mais pour cela il faudrait une société solidaire, tournée vers le bien collectif pour assurer l'autonomie de chaque individu quel qu'il soit : c'est-à-dire l'exact contraire de la société dite libérale, et de la société bureaucratique à l'Est.

Qu'on le veuille ou non la question de la nature de la société est bien posée, à l'Ouest commme à l'Est, à travers la crise qui domine le monde entier.

Les reculs du chômage et l'issue à la crise passeront nécessairement par des mutations sociales opposées à la logique capitaliste. Et il n'y aura pas de solutions solides et durables sans rupture avec celle-ci, sans transformation globale de la société, c'est-à-dire sans révolution sociale.

Comment aller vers une telle rupture alors qu'aujourd'hui la démobilisation et le fatalisme sont si répandus ? Nous conclurons ce document en y abordant cette question essentielle. Mais avant, pour mieux pouvoir y répondre, nous nous confronterons à une autre question : puisque nous affirmons qu'il faut rompre avec le capitalisme " libéral "et avec le " socialisme " d'Etat, quel projet de société alternatif proposons-nous ?

CHAPITRE I

L'AUTRE SOCIETE.

Le projet d'une société alternative a des racines culturelles et historiques très profondes.

Des racines incroyablement ignorées, masquées, cachées, mais pourtant bien réelles.

Tout se passe comme si l'image d'une autre société possible **avait été** inventée et réinventée **par les femmes et les hommes tout au long de l'histoire contemporaine, à des périodes très privilégiées. Et qu'entre-temps les forces qui dominent le système et celles qui prétendent diriger les opprimés avaient imposé le silence sur cette autre société possible, ou bien, lorsque la pression était trop forte et que les aspirations s'élevaient à nouveau depuis la base de la société, en avaient défiguré l'image et trahi le sens.**

Cette autre société n'a pas été inventée à froid par des utopistes en chambre.Elle s'est révélée peu à peu à travers les luttes menées par les travailleurs contre le capitalisme.

L'image d'une société que l'on peut qualifier a posteriori d'autogestionnaire et d'anti-autoritaire s'est progressivement dessinée, dans les formes d'organisation que se sont donnés les ouvriers, les premiers syndicats, les premières luttes, les premières coopératives, mais surtout à l'occasion des diverses secousses révolutionnaires qui jalonnent l'histoire mondiale du capitalisme.

I. LES CREATIONS SPONTANEES DES TRAVAILLEURS.

A chaque " temps fort " des luttes de classe, les travailleurs, la population ont repris en mains les entreprises et les communes, et spontanément expérimenté de nouvelles manières d'organiser la vie sociale.

Spontanément, c'est-à-dire non pas sans réflexion, dans le désordre, sans suite dans les idées, mais **sans directive extérieure et supérieure leur imposant leurs choix**, les couches exploitées ont fait preuve d'une **capacité de création collective étonnante**, comparée aux dizaines d'années de soumission qui précèdent chaque étape révolutionnaire.

Les conditions sont bien évidemment très différentes, entre les moments de la Révolution française où nous décelons les premiers signes de cette " autre société ", et la révolte des ouvriers et du peuple polonais en 1980 où nous la retrouvons. Mais dans tous les cas ce sont les couches les plus basses de la population qui ont eu l'initiative, et de ce fait les critères de la société nouvelle dont ils ont posé les premières pierres sont radicalement différents de ceux des régimes dont ils cherchaient à s'émanciper. Ces critères, ces nouvelles valeurs sont **égalitaires** : égalité dans la richesse reçue, mais aussi égalité de droit et de pouvoir, et **anti-autoritaires** : émancipation de chaque individu hier dominé, maintenant associé à un pouvoir collectif, et libération de la société de tous les pouvoirs séparés qui l'oppriment.

" L'autre société ", polymorphe, mais constante dans son esprit, inaugure donc des rapports de production nouveaux, la gestion collective et égalitaire, et une répartition égalitaire des richesses produites. On y retrouve le sens premier du concept de **démocratie** : le peuple souverain, directement, à la base, dans les entreprises et dans les communes.

Mais si les travailleurs ont inventé spontanément les bases d'une société nouvelle, s'ils ont expérimenté ces bases localement, et même s'ils ont parfois réussi à en couvrir des territoires entiers, ils n'ont pas su, et on ne leur en a pas laissé le temps et la possibilité, réorganiser toute la société selon les mêmes critères.

Chaque révolution a fini en tragédie, les travailleurs écrasés dans des bains de sang, ou trahis par des politiciens, qui ont imposé des régimes totalitaires et piétiné cette démocratie supérieure annoncée dans les réalisations directes des peuples révolutionnaires.

Ainsi :

La Révolution française a mis sur pied la première grande république bourgeoise. **Mais dès ses premiers pas l'autre société la talonne.** Tandis que les Jacobins érigeaient un Etat tyrannique finalement au service de l'aristocratie capitaliste, le peuple révolutionnaire, les " sans culottes ", les " bras nus ", les "enragés" composés de petits artisans mais aussi de travailleurs employés par les nouveaux maîtres, expérimentaient de toutes autres manières de s'organiser : **des communes révolutionnaires directement contrôlées par le peuple;** l'idée s'esquisse dès lors d'une république des communes populaires librement fédérées.

En 1871 la commune de Paris renoue avec " l'autre société "; à

nouveau l'idée s'exprime d'une fédération libre de communes où le peuple serait souverain et qui se substituerait au pouvoir des bourgeois et de l'Etat.

En 1905 en Russie, une première secousse révolutionnaire voit naître les "conseils ouvriers " : dans les entreprises, des comités nommés par les travailleurs, et dans chaque ville des conseils de délégués ouvriers, prêts à reprendre en charge la production et la société. **Création spontanée**, qui déborde tous les révolutionnaires attitrés du temps.

En 1917, contrairement à toutes les versions officielles, **il n'y a pas eu "UN " mais " DEUX " octobres** : celui des travailleurs, des paysans et des soldats couvrant le pays de conseils (les " soviets ") et commençant à reprendre en charge les activités de la société. Et celui des bolcheviques qui proposèrent leur gouvernement au congrès des soviets, puis, forts de cette confiance, imposèrent leur dictature et vidèrent les conseils de tout contenu démocratique, en centralisant le pouvoir aux mains du gouvernement, en pourchassant tous les travailleurs et militants, socialistes, syndicalistes, communistes libertaires, anarchistes, qui refusaient la direction du parti unique. Dans la " patrie du socialisme " les bolcheviques ont imposé la dictature d'un capitalisme d'Etat **contre** le socialisme spontané des travailleurs.

Entre 1906 et les années 20, durant la Révolution mexicaine, ce fut l'autoorganisation des communautés indiennes, et dans les mêmes années, le début du mouvement ouvrier en Amérique centrale (Acapulco, Vera Cruz, grève dans les chemins de fer...)

Dans l'Espagne anti-franquiste de 1936-1937 les feux de l'histoire toujours braqués sur la guerre civile occultèrent l'autre face d'un même mouvement : les travailleurs et les paysans ont conduit quelques unes des expériences d'autogestion des entreprises et des communes les plus avancées, notamment avec la présence active des militants anarcho-syndicalistes de la CNT.

Plus près de nous ce sont, parmi d'autres exemples, les conseils ouvriers qui refont surface en **Hongrie en 1956** : les soviets des travailleurs contre le régime " soviétique ". Les expériences autogestionnaires dans **l'Algérie** libérée, vites étouffées par le nouvel Etat. Mai 68, où partout renaît l'idée d'autogestion. **Les cordons ouvriers au Chili**, s'armant contre le fascisme et que le gouvernement PS-PC désarme quelques jours avant le coup d'Etat de Pinochet. **Les collectivités agricoles et les entreprises socialisées par les travailleurs portugais**, la révolution des oeillets, en 1974, peu à peu remise à l'ordre par le gouvernement socialiste qui finira par emprisonner le leader de la révolution anti-fasciste, Otello de Carvalho.

En Pologne enfin, l'ensemble de la population s'est dressé avec le syndicat Solidarnosc. Et à nouveau émerge cette alternative : l'autogestion, " l'autre société ", celle des travailleurs.

II. LE SOCIALISME DES TRAVAILLEURS.

Si le mot **socialisme** veut dire quelque chose après des décennies de trahison, c'est bien la lutte des travailleurs et de leurs alliés pour une profonde transformation de la société, un renversement des priorités plaçant en tête les valeurs **sociales**, collectives, le bien-être et l'émancipation de la population, opposées aux valeurs élitistes préservant les privilèges des minorités, leur propriété et leur pouvoir sur les moyens de production et sur la société. Voilà le sens originel du mot " socialisme ".

C'est le mouvement des travailleurs pour une société nouvelle qui a impulsé la naissance du socialisme.

Autour de cette aspiration socialiste très large se sont rassemblés des courants de pensée divers, notamment divisés sur la question de **la voie à suivre** mais aussi de la nature du monde nouveau.

Le socialisme d'Etat, centralisateur, est une de ces voies. Il a inspiré les branches aujourd'hui dominantes se réclamant du socialisme. Mais des branches qui se sont séparées du tronc, de l'objectif originel - même vague - qui fait le fonds commun de tous les socialismes.

Le socialisme d'Etat réformiste, la social-démocratie, ne vise plus qu'à teinter le libéralisme de quelques mesures sociales et d'un peu plus d'Etat.

Le socialisme révolutionnaire d'Etat, le léninisme, a mis sur pied non le socialisme mais son contraire le capitalisme d'Etat.

L'autre branche du socialisme, que l'on pourrait nommer " anti-autoritaire " car elle ne vise pas à instaurer au dessus des travailleurs une nouvelle autorité et veut un socialisme de liberté, est inspirée beaucoup plus directement de " l'autre société " découverte spontanément par les travailleurs.

Elle a engendré de grands mouvements militants, quelques-uns des courants essentiels du mouvement ouvrier :

- **l'Association Internationale des Travailleurs**, fondée en 1866, à l'initiative d'ouvriers anglais et français et notamment son aile anti-autoritaire;
- **le syndicalisme révolutionnaire**, renouvelant le combat de cette aile anti-autoritaire, a connu à son tour un immense rayonnement international. Ne préconisait-il pas l'organisation progressive d'un contre-pouvoir syndical au travers des luttes revendicatives, les sections, unions, fédérations syndicales, pétries de l'esprit de " l'autre société ", se destinant à devenir les structures de la société nouvelle ? L'impact fut tel que le syndicalisme aujourd'hui, pourtant défiguré, en conserve

quelques traits;
- **après le mouvement des conseils ouvriers** couvrant l'Europe entre 1917 et 1921, un courant conseilliste éphémère sous une forme de masse mais d'une grande importance notamment en Allemagne avec les Spartakistes et Rosa Luxembourg, se fera le défenseur du pouvoir des conseils contre la dictature du parti.

Après avoir connu de grandes vagues de sympathie parmi les travailleurs, les courants anti-autoritaires n'ont pas su ou pas pu se maintenir en tant que courants de masse.

La crise du mouvement ouvrier dont nous avons précédemment détaillé les raisons à plus court terme, trouve ici sa racine la plus ancienne, peut-être la plus profonde.

Le socialisme d'Etat a finalement dominé le mouvement ouvrier. Les travailleurs s'imposant dans la société ont progressivement bousculé la législation, imposant le droit syndical mais aussi le suffrage universel : la perspective d'une prise du pouvoir électoral par les forces de gauche s'en est trouvée crédibilisée. La révolution russe de son côté a effectivement renversé le régime bourgeois, et le léninisme y a gagné un crédit impressionnant dans la classe ouvrière mondiale. Il faudra des dizaines d'années et surtout les révoltes ouvrières dans les pays dits socialistes pour que les yeux s'ouvrent sur la réalité du régime totalitaire.

Or ce socialisme d'Etat est opposé au socialisme spontané des travailleurs, à la société nouvelle dont ils ont inventé les bases dans toutes les grandes luttes révolutionnaires.

Il faut donc réinventer le socialisme.

Et se ressourcer aux traditions culturelles ouvrières les plus profondes, qui sont aussi les moins connues, les plus occultées.

CHAPITRE II

UN SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE.

Les deux révolutions fondatrices **des temps modernes sont la révolution française, qui a institué la société capitaliste libérale et la démocratie parlementaire, et la révolution soviétique inaugurant les sociétés dites " socialistes " et les " démocraties populaires ".**

Chacun de ces deux moments a été accompagné d'une autre révolution, celle de la démocratie de base et de la gestion ouvrière et paysanne.

Cette face cachée, écrasée alors, occultée depuis, constitue la base fondatrice d'un socialisme anti-autoritaire.

Un socialisme à venir, à reconstruire. Qui naîtrait de deux mouvements combinés : l'un de retour aux racines ouvrières, aux valeurs positives qui peuvent en constituer le fonds culturel et historique, l'autre de prise en compte des données les plus contemporaines, sociologiques, scientifiques, technologiques, culturelles.

Et qui tiendrait compte de l'expérience accumulée.

I. LES LECONS DES ECHECS.

La capacité à instituer les **bases locales** d'une nouvelle société n'a pas suffit. Encore aurait-il fallu maîtriser une conception de la **réorganisation sociale globale**. Les travailleurs n'y sont pas parvenus spontanément, force est de constater qu'un projet solide leur a manqué.

Trois exemples.

1- La révolution des soviets en 1917 :

Si les soviets ont été une création spontanée, déjà dans de nombreuses situations une distinction serait à faire entre les comités d'usine et les conseils de villes. Dans un cas les ouvriers regroupés dans l'entreprise trouvent aisément les formes d'une démocratie directe : ils élisent leur comité et le dirigent directement. L'organisation du

pouvoir ouvrier dans la ville pose déjà la question de la coordination, de la centralisation. Des pratiques politiciennes s'introduisent, inspirées de la politique bourgeoise : par exemple, aux côtés des délégués des travailleurs, on a fait siéger, en tant que tels, les délégués des partis.

Avec la tâche de coordination à l'échelle de l'immense territoire en révolution, l'absence d'un projet s'est fait cruellement sentir, l'inéducation politique des masses en matière de conception globale et d'organisation. Certes, les soviets se rassemblèrent en deux congrès successifs se donnant un conseil exécutif. Mais ce n'est pas à ce comité - contrôlé par les soviets - qu'a été dévolu la tâche de coordonner centralement la révolution et le pays, mais à un gouvernement contitué de A à Z par le parti blochévique, avec au départ uniquement des ministres bolcheviques, et se proposant dans le feu de l'action insurrectionnelle **à la place** des organes émanant des soviets. Substitutionnisme d'un côté, délégation de pouvoir de l'autre, aux conséquences désastreuses par la suite.

2- Le mouvement des conseils italiens en 1919-1920.

Il réalisa une situation de double-pouvoir,les ouvriers s'armant et tentant de relancer la production et les échanges. Mais il trouva sa route barrée par les groupes de la grande industrie et par les hiérarchies syndicales inspirées par la social-démocratie. L'influence des communistes libertaires y fut réelle, mais la réaction disposera bientôt d'une force décidée : les faisceaux (fascisme). Le confinement des travailleurs à l'intérieur des usines et le refus de la lutte armée par les travailleurs soumis à l'influence social-démocrate, alors que le prolétariat était en situation de force, permirent, deux ans plus tard, la montée du fascisme au pouvoir.

3- La révolution espagnole de 1936-37.

Là les travailleurs avaient une culture autogestionnaire importante grâce à l'implantation de la puissante centrale anarcho-syndicaliste CNT. L'anti-étatisme, l'anti-centralisme de la confédération étaient profonds et ce sont d'abord ses militants qui impulsèrent le mouvement révolutionnaire.

Pourtant l'Etat demeura en place, avec des ministres communistes, socialistes, bourgeois, mais aussi anarchistes, et il entrava le développement des collectivités autogestionnaires impulsées notamment par les militants de la C.N.T...

Que s'est-il passé ? Au-delà de toutes les considérations tactiques et historiques, on peut constater que la présence forte, cette fois-ci, d'un projet anti-autoritaire, anarcho-syndicaliste en l'espèce, a nourri et aidé le développement à la base de " l'autre société ". Mais il manquait à ce projet - tel qu'il était largement partagé en tous cas - une conception réaliste du pouvoir, qu'il ne s'agissait plus de " maudire " mais de dé-

truire concrètement comme pouvoir bourgeois, en lui opposant une conception du pouvoir des travailleurs. Une conception alternative à l'étatisme, de coordination générale, contrôlée, de la société, qui ne pouvait passer par la simple reprise des structures syndicales de la CNT projetée en tant que telles sur toute l'Espagne.

II. ETATISME : UN BILAN GLOBALEMENT NEGATIF ...

On peut dresser un bilan totalement négatif de toutes les expériences révolutionnaires étatistes et centralisatrices.

Partout la concentration du pouvoir aux mains d'une minorité dirigeante a entraîné la formation d'une couche bureaucratique étouffant toutes les libertés, celles des travailleurs et de la population, et jouissant de privilèges matériels et politiques assis sur l'exploitation des travailleurs. Toujours présentées comme " transitoires " ces dictatures révolutionnaires ont finalement cimenté des systèmes bureaucratiques, oppressifs et totalitaires, aux antipodes de " l'autre société ", du socialisme émancipateur espéré par les travailleurs.

Il faut donc tirer un trait sur toutes références dites positives au socialisme centralisateur et étatiste, marxiste-léniniste :

- La centralisation des moyens de production aux mains de l'Etat n'implique pas une rupture avec le régime d'exploitation et de domination des travailleurs, mais au contraire le passage d'un capitalisme éclaté à un capitalisme centralisé, d'Etat.
- La direction de toutes les activités importantes de la société par l'appareil d'Etat assure la toute-puissance et le développement de la bureaucratie.
- En étatisant toutes les activités sociales on donne tout le pouvoir à une classe bureaucratique privilégiée dont toute l'activité est tendue vers la reproduction et la consolidation de ses privilèges. L'étatisme ne peut être présenté comme une période de " transition " entre capitalisme et communisme : il constitue une nouvelle forme d'oppression des travailleurs.
- Aucun parti politique ne peut s'auto-proclamer " avant-garde du prolétariat ", prétendre représenter la conscience de toute une classe, vouloir penser à sa place, y compris si " nécessaire " en usant de la répression de masse contre ceux des travailleurs qui n'auraient pas bien saisi la juste ligne du parti.
- La stratégie révolutionnaire de prise du pouvoir par un parti - ou une coalition de partis - puis d'exercice de ce pouvoir, séparé des travailleurs, pour diriger d'en haut le processus révolutionnaire, ne peut que déposséder ceux-ci de la maîtrise de la société. Il ne peut que vider de leur contenu les expériences autogestionnaires de base, transformer les militants révolutionnaires en bureaucrates, étouffer toute démocratie par la dynamique de monopolisation des décisions par le centre et, logiquement, d'écrasement, par le parti qui s'estime investi du rôle dirigeant, de tous les partis con-

currents et de toutes les contestations.

Le socialisme à venir ne pourra donc qu'être en rupture avec le léninisme, nous l'affirmons non pas par sectarisme mais sur la base d'un bilan, nécessaire après les échecs accumulés, et d'une analyse des sociétés mises en place en son nom.

Ce n'est pourtant pas **dans les projets anarchistes du passé**, tels quels, que ceux qui cherchent une autre voie trouveront satisfaction.

S'ils ont le mérite de refuser toute bureaucratie, et celui de s'inspirer des aspects anti-autoritaires et autogestionnaires de " l'autre société " spontanément exprimée par les travailleurs, ces projets sont caducs, démentis dans leur simplisme et leur idéalisme par les expériences historiques, et dépassés par les évolutions de la société. Peut-on encore préconiser comme alternative **immédiate** au capitalisme une société "sans pouvoir " (pas même celui, collectif, des travailleurs), sans lois, sans centralisation, proposer une société où chacun et chaque collectivité agiraient à sa guise, fonder un projet global, prétendu valable pour tous, entièrement et seulement sur des valeurs éthiques ?

On trouvera certes dans les contributions historiques des syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes, des conseillistes, des communistes libertaires, des apports autrement plus concrets et toujours plus utiles, mais ici aussi, tout en y puisant, on ne peut se contenter de pages d'archives largement dépassées.

Le socialisme anti-autoritaire contemporain reste à inventer.

CHAPITRE III

LES BASES D' UN SOCIALISME ANTI-AUTORITAIRE.

Comment concevoir une réelle socialisation des moyens de production qui ne se transforme pas en une centralisation du pouvoir aux mains d'une bureaucratie ?

Et comment concevoir une société fondée sur la prise en charge directe de leur vie et de leur travail par les acteurs du changement, mais qui ne conduise pas à un éclatement total ?

Une myriade d'entreprises et de communes indépendantes les unes des autres, agissant en tous sens, entraînerait une atomisation du corps social, dans le gâchis et le désordre. Une atomisation inimaginable dans la société industrielle moderne, et finalement, si elle voyait un jour la vie, génératrice de pouvoirs occultes ou d'un recours final à un Etat hyper-centralisateur contre une " anarchie " asphyxiant la vie sociale. Le socialisme anti-autoritaire que nous recherchons, c'est tout autre chose.

Alors quelles structures pourraient assurer le maximum d'autonomie à chacun de ses membres, c'est-à-dire réconcilier la liberté individuelle et la vie sociale, permettre l'autonomie des collectivités de base, une authentique décentralisation libérant toutes les cultures et toutes les spécificités, tout en assurant à l'ensemble de la société son unité, sa cohérence, sa stabilité ?

I. LES IDEES FORCES DU SOCIALISME ANTI-AUTORITAIRE.

Le socialisme que nous recherchons s'inspire largement des expériences concrètes menées spontanément par les travailleurs au cours de l'histoire : les communes révolutionnaires, les conseils ouvriers, le syndicalisme révolutionnaire ; ce sera la base essentielle, une base concrète et non simplement idéologique.

Le but : non pas inventer sur le papier un modèle tout fait, clefs en mains, un mode d'emploi du socialisme qu'il n'y aurait plus, demain ou après-demain, à

l'occasion de futures secousses sociales, qu'à appliquer à la lettre, mais produire un **projet de société** utile pour nous armer dès maintenant contre le capitalisme, et pour aborder les échéances futures avec une boussole, quelques idées forces qui permettraient de résoudre avec plus de bonheur que par le passé les questions de réorganisation de la société.

Les bases de ce socialisme anti-autoritaire pourrait tenir en quelques points :

1- La maîtrise collective des luttes transformatrices par les travailleurs concernés, depuis la base. Les partis, groupes, syndicats, ne seraient pas admis à monopoliser la direction du mouvement mais limités au rôle - important - de proposeurs et d'animateurs, les luttes étant auto-organisées par les travailleurs eux-même.

2- La socialisation autogestionnaire des moyens de production et de toutes les activités collectives. C'est-à-dire non leur étatisation mais la prise de contrôle directe de ces moyens par l'ensemble de la population :

- l'autogestion de chaque lieu de travail par ceux qui s'y emploient, organisés en assemblées générales et en conseils de travailleurs;
- l'autogestion de chaque commune par ses habitants. L'ensemble des activités économiques, socialisées, serait réorganisé afin de se fixer comme critères non plus les profits mais la satisfaction des besoins et des désirs de toute la population.

3- Une démocratie fédéraliste autogestionnaire. C'est-à-dire une organisation de la société fondée sur l'autogestion du travail et l'auto-gouvernement de la vie publique.

Une démocratie autogestionnaire implique une décentralisation réelle et radicale de la société, une autonomie extrêmement étendue de chaque région, chaque commune, chaque lieu de travail.

Le fédéralisme autogestionnaire permet d'éviter deux écueils, celui de l'étatisation et de la bureaucratie, et celui de l'atomisation des activités humaines. L'ensemble des activités est soumis à une démarche autogestionnaire où le pouvoir n'échappe pas à la base de la société. Les unités de base, conseils ouvriers, communes, régions, sont fédérées, inter-dépendantes, respectant la volonté collective exprimée démocratiquement sur les questions dépassant le cadre local. Mais non pas soumises à une autorité supérieure, à un groupe qui monopoliserait le pouvoir et l'exercerait de façon séparée, du haut vers le bas, sur la société.

La démocratie autogestionnaire, c'est le socialisme du bas vers le haut, le pouvoir **réellement et directement** exercé par les travailleurs eux-même.

Le fédéralisme autogestionnaire prend ses racines dans le fédéralisme préconisé par les communards en 1871, et par le syndicalisme révolutionnaire; il en est une version actualisée, et propose une forme de pouvoir totalement originale. En effet, il

ne nie pas la nécessité de prendre des décisions générales applicables par toute la société, importantes, même si leur nombre était réduit par une décentralisation très poussée. Mais ces décisions seraient elles-même soumises à une démarche autogestionnaire. Il y aurait bien centralisation, mais pas monopole du pouvoir par une poignée dirigeante : une centralisation sous le contrôle de la base, et où toutes les grandes décisions de première importance seraient soumises au pouvoir direct des travailleurs et de la population s'exprimant dans de vastes et fréquentes consultations populaires.

4- Une société solidaire et égalitaire, privilégiant le bien collectif pour assurer l'autonomie et la liberté de chaque individu.

Le socialisme anti-autoritaire implique la fin de la société de classe, classes dirigeantes, bourgeoisie et bureaucratie, et classes dirigées et exploitées. L'écart fantastique des revenus (de 1 à 21 entre le PDG et l'OS en moyenne aujourd'hui) serait donc écrasé dans un processus spectaculaire d'égalisation, et donc de redistribution juste des richesses en fonction des vrais besoins de chacun.

L'égalité matérielle ne signifie pas l'uniformisation, elle n'est que la condition minimum pour que chaque individu, quelles que soient sa profession et ses origines, sa culture et son ethnie, accède à l'autonomie et à l'épanouissement de sa propre personnalité.

Le socialisme anti-autoritaire, c'est donc d'abord un formidable mouvement de libération des hommes et des femmes, un projet de société qui réconcilie l'individu et la collectivité, qui valorise l'identité de chacun, et assure à tous, par la socialisation autogestionnaire, un travail maîtrisé et une vie décente. Le socialisme anti-autoritaire, c'est aussi un verrou contre toute possibilité d'exercice du pouvoir par une minorité, par la prise en charge par chacun de tous les aspects de sa vie.

II. ETATISME, ET FEDERALISME AUTOGESTIONNAIRE.

Toute société est formée par un réseau complexe de pouvoirs distincts, articulés, complémentaires ou contradictoires. L'organisation générale de ce réseau, la forme dominante du pouvoir, caractérise la nature de chaque société.

L'Etat dans le capitalisme moderne occidental.

Le pouvoir n'est pas concentré autour d'un pôle unique dans le capitalisme occidental. Le régime de la propriété privée représente un foisonnement de pouvoirs, sur chaque entreprise, chaque commune,etc... Tous les membres des classes dirigeantes exercent une part plus ou moins étendue de pouvoir sur les travailleurs et sur la population.

L'appareil d'Etat assure la cohérence du système par une domination centralisée sur l'ensemble de la société. Il arbitre et synthétise les pouvoirs patronaux éclatés, il impose leur unité, au profit des fractions les plus puissantes du capital. Il exerce cette autorité sur l'ensemble de la société, sur les secteurs non capitalistes (précapitalistes comme la paysannerie ou l'artisanat, coopératifs ou associatifs), et sur tous les travailleurs, dans tous les aspects de la vie.

Les intérêts du capitalisme sont distincts et opposés à ceux de la collectivité humaine. L'appareil d'Etat est au centre de toute la société de classe : un pouvoir séparé de la société, et qui s'impose à elle. Le développement du capitalisme moderne a vu grandir la participation de l'Etat à la production. Il contrôle la gestion globale du capitalisme. Il prend en charge plusieurs secteurs, notamment des services. Il constitue lui-même un service rendu à la classe dominante : en encadrant la société, en la militarisant, en la quadrillant par sa police, en formant idéologiquement la population, l'activité étatique est elle-même une des formes de la production capitaliste.

Ainsi l'Etat est-il la colonne vertébrale du capitalisme, il assure et perpétue une logique de domination, d'inégalité et de profit.

Le parlementarisme.

La démocratie parlementaire masque cet aspect de domination de classe, puisque l'ensemble des couches de la population est appelé à désigner démocratiquement les dirigeants de l'Etat.

En fait le parlementarisme est le produit d'un processus historique complexe. La révolution française se devait d'imaginer une nouvelle forme de gouvernement, opposée au monarchisme et inspirée de la constitution innovée en Angleterre : le parlement où démocratie représentative. Le parlementarisme permettait de centraliser le pouvoir d'une classe éminemment dispersée et éclatée - la bourgeoisie - dont le développement s'était fait hors du système de domination étatique, féodal puis monarchique. Le parlement permettait de représenter et d'arbitrer cette classe accédant au pouvoir. Un pouvoir qu'elle a d'abord voulu se réserver : le suffrage devient vite censitaire, les pauvres en sont exclus, tandis que la loi Le Chapelier interdit dès 1791 toutes les organisations ouvrières.

C'est sous la pression des ouvriers que le système parlementaire s'est modifié vers le suffrage universel (universalité qui n'a pu mériter ce nom en France qu'après la seconde guerre mondiale, avec le vote des femmes).

Pourtant le suffrage universel n'a pas permis une prise du pouvoir par les travailleurs bien que la prolétarisation de la société leur donne finalement aujourd'hui une majorité théorique dans le corps électoral.

C'est que le parlementarisme n'est qu'une apparence de démocra-

tie. Le système du pouvoir étatique reste un pouvoir séparé de la société, lié au système de domination de classe du capitalisme. Il s'ensuit que les électeur ouvriers **délèguent** leur pouvoir aux élus, et que ceux-ci, même s'ils étaient sincères, sont placés, quand ils accèdent aux fonctions gouvernementales, en situation de gérer le capitalisme, et **de ne pouvoir faire autre chose.**

L'illusion électoraliste conduit ainsi à l'impasse.

Nous ne disons pas que le gouvernement en place n'a aucune importance. Des mesures sociales ou anti-sociales très diverses peuvent être prises à l'intérieur du cadre étatique, le gouvernement exerce une réelle direction sur l'ensemble de la production, des réformes non négligeables peuvent être décrétées : nous n'avons pas une vision **économiste** de la société.

Ce que nous affirmons par contre c'est qu'aucun gouvernement aussi " à gauche " qu'il se prétende ne peut mener une politique de rupture avec la logique capitaliste parce que l'Etat, pyramide hiérarchique exerçant son autorité du haut vers le bas, n'a d'autres fonctions que de préserver le système des profits. Prétendre mener une politique socialiste à la tête de l'Etat, c'est promettre de transformer une automobile en aéroplane, simplement en s'emparant du volant.

Le pouvoir transformé.

Dans un socialisme anti-autoritaire, il y a toujours pouvoir, c'est-à-dire maîtrise sur l'organisation de la société, sur la production, etc...

Mais le pouvoir ne change pas seulement de mains, ce faisant **il change de nature.**

En se réappropriant le pouvoir, les travailleurs le transforment. Le pouvoir hiérarchique, séparé et supérieur, n'existe plus. La révolution n'opérerait pas un renversement symétrique du pouvoir, plaçant les travailleurs à la direction et les anciennes couches dominantes à l'exécution dans les usines et la société. Certes, il y a pouvoir aux travailleurs, et à eux seuls, qui s'exerce donc aussi contre les vestiges des anciennes classes dirigeantes et sur les couches non intégrées au processus. Mais la démocratie autogestionnaire est directe : les travailleurs décident et exécutent leurs décisions.

Le pouvoir nouveau n'aura donc ni la forme ni le contenu de l'Etat.

Entendons-nous : l'Etat moderne recouvre en fait plusieurs réalités : de nombreux services dits publics, l'administration de la société, le gouvernement de la société.

Les services publics ne disparaîtraient pas dans une démocratie autogestionnaire : c'est toute la production qui s'y destinerait.

L'administration, si on entend par là les activités de coordination générale de la

société, se transformerait, mais ne disparaîtrait pas non plus.

La société autogestionnaire comme toute société présenterait une contradiction entre le particulier et le général. Le particulier : les activités des individus et des collectivités de base. Le général : celles qui recouvrent toute la société. La contradiction ne disparaîtrait pas, et donc pas non plus la fonction de gestion et de direction générale et centralisée assurée hier par l'Etat. Mais cette fonction serait totalement réorganisée afin de rompre avec l'Etat - le pouvoir séparé - par une réappropriation du pouvoir par la société réelle. C'est le fédéralisme et l'autogestion globale de la société : le pouvoir n'est plus séparé, il est socialisé, identifié à la collectivité humaine rassemblée dans ses structures de base et s'auto-gouvernant.

C'est parce qu'il rompt avec le pouvoir séparé de la population et monopolisé au sommet d'une structure hiérarchique - l'Etat - que le socialisme que nous défendons est résolument anti-étatique.

Anti-étatisme ne signifie pas désorganisation, éclatement, " anarchie " au sens courant. Le projet de démocratie autogestionnaire est au contraire la recherche d'une **organisation** nouvelle, d'une société **solidaire.**

Reste à dire qu'il ne s'agit pas d'être des puristes. L'essentiel est dans le contenu des mots, et dans les rapports réels que les intéressés tissent entre eux. Si demain une révolution autogestionnaire se développait sur quelque point du globe, nous ne ferions pas un préalable pour notre soutien de la survivance éventuelle du mot " Etat " pour désigner les formes d'organisation générale de la société que se donnerait la population, si celles-ci lui permettent une maîtrise réelle, à contenu autogestionnaire et anti-étatique, de la révolution et de la société.

III. LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS.

Durant toute une première phase de mise en place de la société autogestionnaire, le pouvoir n'appartiendra pas à toute la population.

La contradiction centrale de cette période est évidente : tandis que les travailleurs mettraient sur pied une forme supérieure et inégalée de démocratie, une partie peut-être importante de la population ne s'associerait pas spontanément et immédiatement à la société en construction.

Les décisions prises par les conseils des travailleurs pèseraient pourtant sur toute la population. La première phase de la société nouvelle est caractérisée par le pouvoir aux travailleurs.

S'agit-il d'une " Dictature du prolétariat " ?

La formule a une histoire, et dans cette histoire il s'agissait plutôt d'une dictature

au nom du prolétariat, et **sur** le prolétariat.

Mais dans une dynamique différente peut-il y avoir une dictature " autogérée " du prolétariat sur les autres couches de la population ?

Le processus est en fait très différent dans le cadre d'un projet autogestionnaire.

1. Le prolétariat - les ouvriers et les employés - serait effectivement la classe motrice d'une révolution autogestionnaire.

Nous n'investissons pas les travailleurs aujourd'hui manuels d'une vertu " messianique ". Simplement ils composent la classe de la population sans laquelle **une transformation autogestionnaire est impossible**, et de toutes les classes étant la plus dominée, **elle est celle qui y a le plus grand intérêt.**

Les réalisations concrètes préfigurant une révolution autogestionnaire ont effectivement été réalisées par la classe ouvrière. Et ce sont bien les ouvriers et les employés, ou les jeunes qui sont destinés à le devenir, qui sont aujourd'hui les premières victimes de la crise et les cibles du libéralisme.

2. Un processus de transformation sociale est impossible sans une alliance plus large autour du prolétariat.

L'autogestion de la production est littéralement impossible sans la collaboration d'au moins une partie des techniciens. La réappropriation globale de la société est elle-même inimaginable sans celle d'enseignants, de chercheurs, de médecins, d'intellectuels.

La révolution réalise la réunification des fonctions intellectuelles et manuelles dans un corps social unique. Les travailleurs qui exerceraient collectivement le pouvoir dans la société nouvelle seraient des travailleurs d'un type nouveau, associant les dimensions manuelles et intellectuelles de leur travail, et produits d'une fusion entre les prolétaires et une partie plus ou moins grande des anciennes couches moyennes notamment salariées.

3. L'exercice du pouvoir ne serait pas celui d'une dictature.

Le nouveau pouvoir aura effectivement une pratique éminemment **autoritaire** lorsqu'il dépossèdera la bourgeoisie de sa propriété, et les technocrates et bureaucrates de leurs pouvoirs.

Autoritaire et même violent si nécessaire, il le sera face à tous les adversaires agissant contre lui en dehors des structures et des règles de la démocratie autogestionnaire, et de manière violente.

Mais en direction de toutes les couches de la population restées neutres ou en dehors de la socialisation des moyens de production, le pouvoir entretiendrait un rapport différent. **Il chercherait à associer et à assimiler ces couches (paysans, petite bourgeoisie, travailleurs de tous types n'ayant pas rejoint la révolution)** notamment sur le lieu d'habitation : autogestion des communes assurée par des conseils communaux où se retrouveraient les délégués des

conseils ouvriers et ceux des habitants, toutes catégories confondues...

4. Le nouveau pouvoir ne chercherait pas à cristalliser un rapport dirigeants/dirigés mais au contraire à élargir progressivement sa base à toute la population.

Le processus viserait donc à gagner toutes les catégories sociales (exceptés en tant que tels les anciens patrons) dans un corps social multiforme mais unifié quant à ses droits et à son statut social. Les travailleurs indépendants pourraient y constituer des associations; les paysans, des communes rurales; les anciennes couches moyennes salariées y auraient toute leur place; les retraités seraient réintégrés à la vie sociale; les femmes au foyer, si elles désiraient y rester, pourraient collectiviser les tâches et former des collectifs de base; les enseignants, parents animateurs, autogérer l'école (avec les enseignés); les artistes composer des associations libres; les étudiants s'intégrer au processus de travail avec un temps de formation étendu. **Le système autogestionnaire n'est pas un système uniformisateur, et il permettrait l'intégration de formes sociales multiples autour d'un grand secteur d'entreprises autogérées.**

La première phase de la révolution autogestionnaire est donc animée par une dynamique d'élargissement et de généralisation du régime de la liberté. **" Tout le pouvoir aux travailleurs " mais dans une société qui a pour but de devenir un corps social unifié, tous " travailleurs au pouvoir ".**

La séparation conjoncturelle entre le nouveau pouvoir et une partie plus ou moins grande de la société n'a donc aucun rapport avec le pouvoir séparé des sociétés de classes étatisées.

IV. SOCIALISME ET COMMUNISME.

Du **socialisme** nous avons donné une définition large : l'aspiration à une société où le social, les intérêts collectifs, l'emportent sur les intérêts privés des couches privilégiées. Effectivement tous les courants se réclamant du socialisme se retrouvent derrière cette définition, quoi qu'on puisse penser par ailleurs.

Le communisme signifie précisément une société où tous les grands moyens de production sont collectivisés, mis en commun. Il s'agit donc d'une société sans distinction de classe. Et sans Etat, affirment même les textes primitifs des pères du marxisme, à l'unisson des divers courants anti-autoritaires.

Le communisme libertaire ne diffère pas de l'intitulé précédent mais introduit, dans l'énoncé, la notion essentielle de liberté; ainsi dépasse-t-il une définition simplement économiste. Il présente l'autogestion non seulement comme but mais

comme moyen, la libération comme finalité mais aussi comme pratique.

Voilà pourquoi on peut être socialiste, communiste et communiste libertaire, indépendamment des courants spécifiques qui se sont attribués ces étiquettes et qui les ont servies avec plus ou moins de bonheur.

Le socialisme étatique a inscrit une **différence chronologique** entre socialisme et communisme. Le socialisme qualifierait la société de transition où l'on étatise les moyens de production. Le communisme, la société finale sans classe et sans Etat.

Nous ne pensons pas qu'une **société de transition** de ce type soit pertinente. En fait de transition, la société étatisée se perpétue comme tous les systèmes d'oppression et d'exploitation.

Est-ce à dire qu'il n'y ait pas de transition ?

Dans le projet proposé par les communistes libertaires, il y a bien un processus : commençant bien avant les premiers jours de la rupture avec le capitalisme il s'approfondit régulièrement une fois la rupture avec le capitalisme accomplie. Nous avons esquissé ce que pourrait être la première phase de ce processus, durant laquelle tout le pouvoir est aux mains des travailleurs, mais pas de toute la population.

Il y a donc pour nous aussi des phases successives et si on veut chacune fait transition.

La première phase doit compter avec ce lourd héritage : l'appareil productif capitaliste, des mentalités bouleversées, mais pas débarrassées des tares de l'ancien mode de vie.

Mais dès les premiers jours c'est bien une société communiste qui se forme : les moyens de production sont collectivisés et non étatisés.

Il y a immédiatement un mode de production communiste (ou autogestionnaire ce qui dans la définition que nous en donnons est équivalent) qui se met en place et qui domine une formation sociale où subsistent encore d'autres modes de production, précapitalistes (commerçants, artisans, propriété privée de la terre...) ou même capitalistes (les entreprises non encore socialisées par les travailleurs durant les premiers temps du processus).

Cette formation sociale globalement dirigée et réorganisée à partir des secteurs communistes autogérés représente ce que nous pourrions nommer une " phase inférieure du communisme "[9].

9.*Notons que le nom qu'une société se donne est d'une importance relative: le "communisme" dit "primitif" n'a jamais songé à s'intituler aussi bizarrement, les distinctions faites ici pour comprendre ce que pourrait être un processus de transformation ne nous aveuglent pas: la société pour laquelle nous luttons ne s'autoqualifiera peut-être ni de "socialiste", ni "autogestionnaire", ni "communiste", ni "anti-autoritaire".*

La société se transformera donc en permanence après une rupture avec le capitalisme. Elle ne produira pas un système figé et prétendu " achevé ". La société n'atteindra jamais un stade " parfait ", indépassable.

L'émancipation des capacités créatrices des femmes et des hommes ouvrira la voie à des formes de civilisations multiples, insoupçonnables aujourd'hui.

CHAPITRE IV

RUPTURE ET CONTRE-POUVOIR.

Les mythes insurrectionnels du XIXème siècle ont fait leur temps, ce qui ne signifie pas que la révolution ne soit plus possible, mais qu'elle n'est plus possible - en tous cas dans les pays développés - sous la forme de la prise du palais d'hiver, en Russie, en octobre 1917.

Les processus révolutionnaires à venir seront simplement différents, créeront de nouvelles situations, de nouvelles dynamiques.

Il nous reste à inventer un projet de rupture nouveau. Le contre-pouvoir serait à nos yeux sa pièce maîtresse.

Il n'y aura pas rupture si l'on n'a pas vu grandir dans la société capitaliste elle-même des formes d'auto-organisation des luttes, des rapports sociaux autogestionnaires prêts à se substituer aux rapports capitalistes de domination et de production.

La rupture révolutionnaire sera donc le produit d'une patiente préparation, d'une auto-éducation à des formes nouvelles de démocratie autogestionnaire, d'une aspiration de plus en plus grande non à " tout détruire " mais à " tout reprendre, tout maîtriser, tout transformer ".

I. RUPTURE ET GRADUALISME.

La mise en place d'une démocratie autogestionnaire implique un bouleversement général des rapports de production et de domination. Elle met un terme à un système de privilèges et d'inégalités. Les couches aujourd'hui puissantes verraient, cette transformation opérée, leur statut social nié et leur richesse effondrée. Elles n'abandonneront jamais leur pouvoir en se laissant grignoter graduellement jusqu'à ce qu'il disparaisse au terme d'un long processus de réformes pacifiques.

L'espoir de transformer une société **du dedans** en jouant de toutes les possibilités légales offertes par le système et en les élargissant inspire des courants réformistes présents parmi les travailleurs.

On peut certes imposer au système de profondes transformations, l'histoire l'a démontré. Mais elle atteste aussi qu'un maintien du système global de domination capitaliste sur la société a permis la récupération des réformes imposées, un rabaissement des conquêtes, un déplacement des problèmes avec la résurgence régulière de cycles de crises et de guerres où le camp des sacrifiés et celui des privilèges apparaissent nettement.

Nous ne sommes pas contre des réformes. Mais nous préconisons non seulement des transformations dans la société mais encore la transformation de la société.

Nos différences avec les courants réformistes sont sans ambiguités :

- nous sommes pour des réformes et des améliorations de tous ordres dans la société capitaliste, quand, au travers des luttes menées pour les obtenir, le niveau de conscience collective peut s' approfondir et le rapport de forces entre capitalistes et travailleurs se modifier au profit de ceux-ci.

- C'est l'autonomie des travailleurs par rapport au système de domination que nous visons. Nous sommes donc opposés à une reprise en compte par les travailleurs, et leurs organisations de lutte, de la logique capitaliste (profit, concurrence, hiérarchie...) ce qui ne veut pas dire se fermer les yeux sur les contraintes qui pèsent sur les travailleurs et qui imposent des limites à leurs exigences immédiates.

Voilà pourquoi nous sommes hostiles aux compromissions dans les institutions politiques de la société capitaliste.

On n'y trouvera pas les leviers pour transformer la société : les pouvoirs parlementaires et gouvernementaux sont façonnés pour assurer la gestion du capitalisme. C'est par leurs luttes concrètes et directes, leur mobilisation, que les travailleurs peuvent imposer des changements.

En participant aux institutions du pouvoir bourgeois, le parlement, le gouvernement, mais aussi éventuellement les structures de cogestion de la production, on se retourne en fait contre les intérêts des travailleurs. Les expériences de gouvernement de gauche menées un peu partout en Europe ces dernières années ne le démentent pas.

Nous ne nous enfermons pas dans un dilemne insoluble : réformes ou révolution. Nous sommes pour les réformes qui permettent d'avancer vers la révolution autogestionnaire : celles qu'imposent les travailleurs, la population, dans des mobilisations actives et conscientes.

Nous ne sommes donc ni contre les revendications, ni contre les réformes, ni contre les expériences alternatives (coopératives ouvrières, associations, etc...) mais nous proposons de les placer dans une logique de prise de conscience anti-capitaliste, où l'accumulation de revendications, de mutations, d'expériences partielles mais en

rupture avec la logique capitaliste, ne permettrait pas une impossible transformation graduelle de la société vers le socialisme, mais créerait les conditions d'une rupture, d'un renversement radical de la société.

II. LA RUPTURE.

Nous ne proposons ni une solution romantique essentiellement insurrectionnelle, ni une démarche gradualiste, sans rupture.

La rupture est à nos yeux à la charnière d'un long processus révolutionnaire, qui commence dans les profondeurs de la société bien avant qu'elle n'éclate, et qui se poursuit après elle par toute l'oeuvre positive de réorganisation.

Avant la rupture, une longue période est nécessaire, d'intensification des luttes de classe, de prise de conscience des travailleurs et de la population à travers ces luttes. Des pratiques sociales autogestionnaires annonceront et prépareront la société nouvelle. Un contre-pouvoir s'imposera peu à peu dans la société capitaliste. Ce sont ces forces en mouvement, ces pratiques sociales conscientes, les projets que formeront alors les gens, c'est cette dynamique de lutte qui seule permettra une remise en cause globale du système de domination. Et il faudra que ces forces aient grandi au point de rencontrer de toutes parts les limites du système, que ces limites le fassent apparaître clairement aux yeux de pans entiers de la société comme le barrage opposé à un flot d'espoirs et de projets populaires, pour qu'enfin les forces vives de la société le fassent craquer.

Un projet socio-politique cohérent.

Les cheminements de l'histoire échappent évidemment à toutes les prévisions, à tous les schémas pré-établis. Nous ne prétendons pas légiférer pour les travailleurs et codifier l'avenir.

Le projet a une autre nécessité : celle d'indiquer à l'action une direction à suivre. Le projet est nécessaire pour que les forces militantes se lèvent et inspirent des pratiques sociales nouvelles. Mais celles-ci en se développant, dans un univers lui-même en mutation constante, dépasseront les termes du projet initial et inspireront des projets nouveaux, eux-même, à leur tour, débordés par les initiatives spontanées et le cours changeant des contraintes historiques, dans un mouvement permanent d'évolution et de remise en cause.

Ces limites éclairées n'ôtent rien à l'importance d'un projet de transformation sociale dont l'absence se fait aujourd'hui cruellement sentir.

Or, il ne peut s'agir d'un simple projet de société : la juxtaposition du monde réel

et d'un monde imaginé ne suffit pas; un projet c'est aussi et d'abord une voie proposée, qui part des conditions présentes.

Le projet politique proposé par les communistes libertaires tient donc, outre le projet de société proprement dit, en trois phases : la construction progressive d'un contre-pouvoir, une situation de double-pouvoir; une rupture avec le capitalisme.

Une dynamique de contre-pouvoir.

Le contre-pouvoir est une perspective politico-sociale visant à changer les données du rapport de forces dans la société, par :

-Une auto-organisation autonome des travailleurs sur la base de l'autogestion de leurs luttes et de leurs diverses activités sociales. Auto-organisation, c'est-à-dire recomposition de collectifs solidaires dans les entreprises, parmi les travailleurs précaires et chômeurs, et dans la jeunesse. Avec la souveraineté des assemblées générales d'abord et, partout où ce sera possible, l'élection de conseils.

- Le développement d'une logique alternative, opposée à celle des profits, et que les travailleurs et la population défendraient contre les pouvoirs en place. Logique qui porterait l'exigence de profondes transformations sociales et qui s'armerait **de contre-projets** élaborés par les travailleurs eux-même, localement et à l'échelle la plus générale, contre le chômage, le gâchis, la vie chère. Une logique de transformations sociales et d'innovations technologiques, une logique **moderne** opposée au modernisme des mutations capitalistes en cours.

Il y a donc des pratiques sociales, qui font appel à la conscience des gens, et qui peuvent être pratiquées et défendues dès maintenant.

Et une perspective centrale, à plus long terme, qui frappe l'imaginaire : à la fois une dynamique, et la coordination démocratique des luttes et des activités sociales des travailleurs.

Une situation de double pouvoir.

L'édificatiuon de cette institution autonome, opposée aux institutions en place, sur la base d'une pratique de lutte de classe, est une voie cohérente vers le socialisme autogestionnaire.

Il n'y aura pas rupture sans prise de conscience, et pas prise de conscience sans une pratique sociale autogestionnaire où les gens exerceront eux-même leurs capacités, où ils découvriront des rapports sociaux différents de tout ce qu'ils ont vécu et subi.

Au terme d'un développement des pratiques autogestionnaires **dans** et **contre** le système, le contre-pouvoir signifie une modification sensible du rapport de forces :

- le contre-poids des travailleurs a alors retrouvé sa puissance, parce qu'il s'est

donné une perspective;

- des transformations sociales inspirées par la logique alternative ont pu être partiellemnt imposées. Loin d'éloigner la rupture en adoucissant le sort des gens, ces réformes **imposées** et non **octroyées** affermissent le rapport de forces et introduisent de nouvelles contradictions dans le système;
- le tissu social hier éclaté est recomposé, les travailleurs réunifiés, les termes de nouvelles alliances avec les couches moyennes trouvés;
- autour du contre-pouvoir des travailleurs dans les entreprises capitalistes, un secteur alternatif, associatif, coopératif a pu se développer dans un esprit d'autogestion et de lutte de classe.

Il y a alors dans la société non plus un mais **deux** pouvoirs. Celui du capitalisme, séparé, et le contre-pouvoir, émanation de pratiques autogestionnaires. La durée de la cohabitation, la forme des affrontements ne sont évidemment pas prévisibles; le contre-pouvoir a fini par créer une situation critique de double-pouvoir.

La **rupture révolutionnaire** est caractérisée par le moment où le contre-pouvoir, qui n'est plus une perspective mythique liée à des pratiques locales mais une institution alternative, renverse le pouvoir d'Etat en se substituant à lui dans la gestion générale de la société. Le contre-pouvoir **devient** le pouvoir. Bien sûr, **précédant cet acte central**, de multiples réappropriations ont déjà fondé les bases de la société nouvelle.

III. UNE REVOLUTION AUTO-CONTROLEE.

Une rupture autogestionnaire ne serait pas comparable à un putsch, un acte de violence minoritaire mené par un petit noyau révolutionnaire séparé des travailleurs. Quel que soit le climat plus ou moins insurrectionnel où elle peut se dérouler, elle représenterait un acte **collectif**, consciemment maîtrisé, qui inaugure une société autogérée.

Ce serait donc aux travailleurs organisés en contre-pouvoir de décider le moment et les formes de l'épreuve de force, et les premières mesures du nouveau pouvoir. Aux travailleurs de se donner **leur** programme social, **leur** projet de société. A eux de diriger le processus révolutionnaire.

Le rôle des révolutionnaires n'est pas d'élaborer et de prendre les décisions à la place des gens. Il est d'animer, de proposer, d'avertir, de guider dans le sens d'une reprise en charge collective permanente par la base.

Ces révolutionnaires ne pourront, en aucun cas, se substituer au mouvement lui-

même, ni lui imposer une direction, ni prétendre en être la conscience achevée. Ils se borneront à appuyer et à animer l'avant-garde des travailleurs, à l'aider à l'auto-organisation du prolétariat, à la prise de conscience révolutionnaire maximale en jouant un rôle de catalyseur, de révélateur.

IV. LA GREVE GENERALE REVOLUTIONNAIRE.

Les formes de l'épreuve de force peuvent être multiples. Nous proposons, comme **une** des voies possibles, la perspective d'une grève générale avec occupation des lieux de travail, se transformant en grève expropriatrice et autogestionnaire. Les grévistes paralysent la production, puis remettent en route l'économie sous leur direction et pour leur compte. La grève générale permet une maîtrise d'ensemble de la production, une association massive des salariés, une désorganisation de l'adversaire.

V. L' AFFRONTEMENT AVEC L' APPAREIL D' ETAT.

La révolution autogestionnaire ne se limite pas au renversement du pouvoir d'Etat. Elle est d'abord un processus social entraînant des pans entiers de la population dans une dynamique de reprise en main directe de la production et du cadre de vie. La rupture commence là, dans les profondeurs de la société.

La rupture centrale, le renversement de l'Etat, la transformation du contre-pouvoir en nouveau pouvoir couronnerait tout ce mouvement populaire déjà engagé, le libèrerait et lui permettrait de prendre toute sa dimension.

La reprise en charge des fonctions de gestion et de gouvernement de la société par le pouvoir des travailleurs conduit inévitablement à l'affrontement avec le corps central du capitalisme, l'Etat.Celui-ci ne sera pas " aboli " par une belle déclaration votée par le congrès des conseils ouvriers. Il faudra prendre des mesures bien moins abstraites, enlever à l'Etat tous ses pouvoirs, le désarmer, et se substituer concrètement à lui.

La rupture n'est réalisée, conclue, qu'une fois l'appareil d'Etat démantelé.

La question de l'armement de la révolution - contre l'Etat, puis se substituant à lui - et celle de la violence ne peuvent être éludées.

VI. VIOLENCE ET REVOLUTION.

Toute transformation de la société est " violente " en ceci qu'elle dépossède les riches, démet les dirigeants, casse les privilèges, détruit des modes de vie dorés.

Mais cette violence n'est physique qu'à la mesure de la violence de l'adversaire. La révolution autogestionnaire n'est pas sanglante, mais elle s'auto-défend.

La fin oblige les moyens. On ne construit pas une société juste et humaine dans des bains de sang inutiles. La révolution ne réhabilitera pas la peine de mort, elle proscrira la torture.

La violence de l'adversaire est autrement plus inquiétante que la violence révolutionnaire. L'usage de la police et de l'armée sont des risques évidents.

Autant dire que le contre-pouvoir des travailleurs avant d'engager l'épreuve de force finale devra s'assurer d'un soutien international des travailleurs et d'un immense soutien populaire dans le pays, qui sera son plus efficace rempart, inspirant la pénétration dans les forces armées d'une sympathie pour le mouvement, et entraînant une désorganisation et une crise politique affaiblissant l'Etat.

L'aventurisme suicidaire, le romantisme et le fanatisme aveugle seront combattus par un mouvement des masses, conscient et lucide.

Enfin, toute rupture signifiant la mise en place d'une société nouvelle, l'armement immédiat de cette société en formation s'imposera, dans un contexte international hostile.

La révolution autogestionnaire ne sera donc, au sens physique du terme, essentiellement ni violente ni non violente, mais consciente des nécessités de se défendre tout en luttant contre les excès.

VII. L' INTERNATIONALISME.

Le processus que nous avons décrit peut-il se développer dans un seul pays ?

Il peut s'engager partiellement sur cette voie mais s'il reste isolé il subira vite la pression du capitalisme international, militaire mais, encore plus, économique.

L'interdépendance des économies actuelles impose une politique internationaliste:

- la solidarité internationale des travailleurs;
- l'extension du pouvoir révolutionnaire au-delà des frontières;
- un lien nouveau avec les pays du Tiers-Monde, instituant des rapports égalitaires Nord/ Sud.

De même que la rupture dans un pays ne peut s'improviser, la construction d'une solidarité internationale réelle aura été l'aboutissement d'un long processus, qui plonge ses racines dans nos luttes aujourd'hui. Processus qui passe par la création de liens par la coordination internationale de luttes. Par exemple, les luttes européennes pour la réduction du temps de travail; une coordination internationale des travailleurs employés par une même multinationale; lutte européenne contre l'implantation des euro-missiles; lutte contre les interventions impérialistes simultanément dans la

métropole impérialiste et dans les pays agressés.

C'est à partir de ces expériences concrètes communes qu'un réel internationalisme peut se matérialiser. Ainsi lorsque la population d'un pays sera plongée dans une dynamique révolutionnaire, ce seront de réels mouvements de masses qui se lèveront pour paralyser la volonté de répression des Etats voisins.

Au-delà de cet aspect, ces liens internationaux dans les luttes seront un moyen pour mettre au diapason autant qu'il se peut les peuples des différents pays. Et durant tout le processus de montée d'un contre-pouvoir, les évènements dans un pays ne pourront que renforcer le processus révolutionnaire international.

Aujourd'hui, l'aisance relative d'une partie importante de la population occidentale est partiellement tirée de la surexploitation des peuples du Tiers-Monde. Pour résoudre cette contradiction apparente d'intérêts entre peuples du Nord et du Sud, il faudra bien évidemment avancer un projet de développement alternatif donnant priorité au développement des régions les plus déshéritées, mais cela ne saurait suffire : tout le long du processus de construction du contre-pouvoir dans les sociétés occidentales, les choix concrets qui auront pu être imposés par les travailleurs devront aller dans le sens d'un moindre sous-développement du Tiers-Monde.

Le modèle de développement occidental, tant à l'Ouest qu'à l'Est, s'est révélé désastreux. Il est générateur de maux sociaux, de pertes de valeurs, d'accroissement de la dépendance vis-à-vis du Nord, de transfert de culture dans le sens Nord / Sud. Pour nous, le développement du Sud doit être auto-centré, basé sur les besoins de la population, et non sur ceux du Nord. Pour nous, toute production économique est aussi une production culturelle.

Il ne s'agit pas uniquement d'un problème d'éthique mais aussi d'une nécessité. La stabilité économique d'un territoire libéré devra avoir un double potentiel : des moyens de production, des technologies de pointe, mais aussi des matières premières en quantités suffisantes, et donc une alliance Nord / Sud.

Enfin bien entendu, un territoire libéré par la révolution autogestionnaire aurait pour tâche immédiate le soutien aux luttes dans les pays encore soumis au capitalisme qu'il soit privé ou d'Etat. Ce soutien devrait probablement être modulé en fonction des rapports de forces internationaux et des risques d'interventions militaires, mais son principe sera une nécessité de survie pour la nouvelle société, et ne pourra donc jamais être abandonné, tant que la quasi totalité du monde ne sera pas transformée.

Nous ne prêchons toutefois pas " la révolution mondiale ou rien ". Là encore, c'est en terme de processus qu'il faut penser et non de déflagration romantique embrasant en quelques jours toutes les terres habitables. L'extension d'une révolution si nécessaire qu'elle soit finalement ne sera ni forcément immédiate ni sans doute aussitôt générale.

CHAPITRE V

LA PRISE DE CONSCIENCE REVOLUTIONNAIRE.

" Autogérer les luttes, la société " : le projet repose sur une donnée essentielle, la conscience des travailleurs, et plus largement de la population. Mais qu'est-ce qui pousse une classe à s'émanciper ?

Une crise révolutionnaire n'est pas le produit d'un enchaînement mécanique de causes et d'effets économiques, conduisant inéluctablement à la fin du capitalisme.

De grandes crises économiques comme celle de 1929 ou comme celle d'aujourd'hui n'ont pas produit cette " crise finale " rêvée par bien des révoutionnaires.

Pour que la domination prenne fin, une prise de conscience des travailleurs est nécessaire.

La crise économique actuelle offre un cadre à la fois favorable et défavorable à l'émergence d'idées nouvelles. Favorable puisqu'elle met à nu les mécanismes du système, son absurdité, son ignominie. Défavorable puisqu'elle entretient un repli sur soi des gens durement touchés.

Comment avancer vers une rupture avec le capitalisme ?

La prise de conscience ne viendra pas d'un cheminement purement idéal. La propagande, les discussions n'amèneront jamais seules un grand nombre de travailleurs à vouloir changer le monde. Il faut, articulées au mouvement des idées, des pratiques sociales réelles menées par les gens eux-mêmes, des luttes où ils se formeront peu à peu leur jugement.

Un projet de société ne sera jamais le déclencheur unique d'un mouvement social. La propagande peut gagner des noyaux militants à la cause de ce projet, le faire apparaître progressivement comme une référence, un des éléments d'une contre-culture ouvrière. C'est très important. Mais c'est seulement dans l'action que de larges masses se saisissent de perspectives globales, au cours d'une démarche **d'expérimentation** à la fois consciente et concrète de pratiques autogestionnaires.

I. LA CONSCIENCE DE CLASSE.

Les travailleurs sont traversés d'une multitude de points de vue, faits d'autant de vécus, de cultures, de professions, de générations. Cette diversité fait la richesse d'une classe; une même situation dans les rapports de production fonde son unité. Mais la conscience collective n'est ni homogène ni constante. La conscience d'une classe n'est pas un fait automatique et unanime. Pour qu'elle se développe il lui faut à la fois des pratiques sociales, pour découvrir sa réalité collective et son poids, une stratégie de lutte, qui démontre la nécessité de l'unité, une représentation imaginaire fusionnant les diversités en une figure commune, un système de valeurs, et un ou des projets par lesquels les travailleurs peuvent se donner un but autonome dans la société. L'Autonomie est en effet partie constitutive de la conscience de classe: sa place distincte dans la société, mais aussi ses intérêts propres et donc le refus de la logique de l'autre classe.

La conscience de classe peut être le fait de minorités combatives, qu'elles soient révolutionnaires ou réformistes quant à leurs projets.

La conscience d'une classe est la conscience collective qu'une classe a d'elle-même, forgée dans les luttes sociales et portée par de larges secteurs de la classe

Ces deux aspects de la conscience ne sont pas des phénomènes constants : le reflux de la combativité et de la conscience se nourrissent mutuellement; de même il y a interaction profonde entre la pratique des minorités militantes et la dynamique de masse.

II. D' OU VIENT LA CONSCIENCE REVOLUTIONNAIRE ?

Durant de longues années elle n'est le fait que de minorités parfois très restreintes. Les soulèvements révolutionnaires voient au contraire les idées révolutionnaires jaillissant de toutes parts et irriguant tout le terrain social. D'où provient cette conscience de masse ?

On sait que pour Lénine ***" l'histoire de tous les pays atteste que par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir***

en syndicats, se battre contre les patrons, réclamer du gouvernement telles lois nécessaires aux ouvriers, etc.... Quant à la doctrine socia liste, elle est née des théories philosophiques, historiques,, économiques, élaborées par les représentants cultivés des classes possédantes, par les intellectuels (...) (elle) surgit d'une façon tout à fait indépendante de la croissance spontanée du mouvement ouvrier, comme le résultat naturel et inéluctable du développement de la pensée chez les intellectuels révolutionnaires socialistes " (Que faire ?). Pour Lénine *" le socialisme est avant tout une doctrine scientifique ".*

Or, si l'on suit Kautsky, cet autre théoricien de la social-démocratie *" le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois; c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain (...) Ainsi donc la conscience socialiste est un élément importé du dehors ".*

Faux à la racine, puisque le socialisme est né de formes d'organisations sociales spontanément créées par les travailleurs eux-mêmes, et que de grands mouvements à la fois syndicalistes et révolutionnaires ont été animés par des militants ouvriers, ce raisonnement étaye " scientifiquement " une orientation aux conséquences désastreuses. La conscience révolutionnaire est identifiée à la direction du parti, elle-même constituée de révolutionnaires professionnnels (issus de la bourgeoisie ou en tout cas coupés de la classe ouvrière si on suit le modèle de Lénine); cette direction s'estime le droit d'exercer sur les travailleurs un pouvoir séparé, comparable à celui de l'Etat sur la société; la révolution donne l'Etat au parti et non le pouvoir aux travailleurs; prétendant représenter la conscience de classe la plus achevée, il impose à sa place une " dictature du prolétariat " y compris sur le prolétariat, et le réprime s'il ne sait pas écouter " sa " conscience. Cette conception place à la tête de la société nouvelle des éléments effectivement extérieurs aux travailleurs, et contre eux.

Le léninisme et toutes les formes d'autoritarisme politique conduisent les révolutions à l'échec et la société à sa bureaucratisation.

Si l'on entend par " socialisme " une idéologie, un système figé à jamais, dont quelques maîtres à penser seraient les seuls garants - ce qui est nécessaire à une théorie achevée - alors cette affirmation a toutes les apparences de la cohérence. Si par contre, à la lumière de l'expérience historique, ce que l'histoire elle-même a fini par nommer socialisme ou communisme est un mouvement vivant des exploités, des opprimés, cherchant, inventant, se battant pour une nouvelle société, alors le socialisme ne peut être ni définitif, ni inéluctable, et aucun parti ne peut prétendre y jouer le rôle de gardien d'une quelconque orthodoxie. Réduire le mouvement à l'idéologie a des conséquences désastreuses.

Est-ce à dire que dans un processus révolutionnaire, et avant lui pour le développement de convictions socialistes, les minorités n'auraient aucune part ?

Bien au contraire, l'intervention active des militantes et des militants nous paraît décisive. Le mouvement de prise de conscience des travailleurs et de développement des luttes passe aussi par l'intervention des militants et notamment des militants ouvriers. Plongés parmi les travailleurs, agissant avec eux, vivant avec eux les mouvements les plus spontanés, ils identifient la conscience de classe en étant à l'avant-garde **mais du dedans** : ils en sont la mémoire et les propagateurs.

III. LE ROLE DES ANIMATEURS DE LUTTE.

Nous voulons que soit restituée toute sa valeur à la spontanéité, mais nous ne serions pas " spontanéistes " si cela signifiait tout miser sur une spontanéité permanente, en déniant aux minorités actives et conscientes, aux militants, un rôle important.

L'avant-garde réelle n'est pas formée d'un parti, d'un groupe séparé des travailleurs. Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais une organisation regroupant l'avant-garde, élite homogène au-dessus d'une masse inconsciente. Mais les travailleurs combatifs, organisés ou non, qui animent les luttes et portent les conflits constituent indéniablement **un pôle d'avant-garde interne au mouvement social**. Cette avant-garde, comprise dans son sens très large (et ne se réduisant surtout pas aux seuls militants révolutionnaires, politiques ou syndicaux, ni d'ailleurs aux militants tout court) est elle-même mouvante, évolutive, diversifiée.

Il faut trouver une définition nouvelle du rôle des animateurs des luttes, non dirigiste, anti-autoritaire.

Les travailleuses et les travailleurs les plus combatifs ont un rôle particulier à jouer, d'initiateurs, d'agitateurs, de guides, informant les travailleurs, les invitant à agir, leur proposant des objectifs et des formes d'organisation. Mais, s'ils se donnent un projet autogestionnaire, ils doivent assumer une **contradiction** : être organisateurs et impulser l'auto-organisation, faire des propositions et inciter les gens à en formuler (et donc, être prêts à être remis en cause) dans une élaboration collective, être animateurs, et parfois porte-paroles, leaders, voire dirigeants si nécessaire, et engager les travailleurs à se diriger eux-même. **Cette contradiction vivante, cette dialectique, est nécessaire pour faire grandir la lutte autogestionnaire à partir des réalités concrètes**, de la conscience réelle des gens englués dans des réflexes et des habitudes de non prise en charge, de soumission, de manque de confiance en soi, aux causes multiples et parfois multi-millénaires. Il s'agit de partir de ces réalités mais en offrant systématiquement les moyens de les dépasser par l'autogestion.

Reprenons quelques questions brûlantes :

- Comment passer d'une situation de recul des luttes à une mobilisation, si ce n'est d'abord par la pratique des militants de base, organisés ou non ?
- Comment permettre une prise de conscience de classe qui ouvre la voie à des affrontements importants avec le système si ce n'est par l'intervention des militants, leurs propositions, les projets qu'ils se donneront dans une dynamique sociale d'auto-organisation ?
- Comment, aux moments décisifs, l'organisation d'un contre-pouvoir, la rupture, la constitution d'une société nouvelle, offrir aux réalisations révolutionnaires de base, que la population mettra sur pied le plus souvent spontanément, les formules d'organisation générale qui seront nécessaires pour ne pas retomber dans les erreurs du passé ? Il y a une question de temps - s'organiser vite face à un pouvoir hostile - et de contenu, qui appelle la présence de militants parmi les travailleurs, organisés, armés d'un projet évolutif mais construit.

IV. MINORITES ET MOUVEMENT DE MASSE.

Ainsi nous reconnaissons l'existence d'une dialectique entre l'intervention de minorités conscientes, organisées, et la lutte de masse sous toutes sortes de formes y compris syndicales. Minorité nous-même dans la société, nous n'attendons pas en silence que les masses s'éveillent et se mobilisent d'elles-mêmes. L'intervention de minorités actives, décidées, porteuses de propositions et de projets, peut peser sur le cours de l'histoire.

Mais pas en se coupant des travailleurs et de la population. Pas en s'isolant. Pas en s'imaginant qu'il suffit d'être porteur d'une " vérité " pour finalement entraîner toute une population vers la rupture. Minoritaires, nous voulons agir avec la grande masse des travailleurs; autogestionnaires, nous voulons que ce soit elle qui s'approprie les luttes. C'est pourquoi le combat des révolutionnaires pour un projet de société doit s'articuler avec une présence active dans les luttes y compris pour les exigences apparemment les plus immédiates. Mieux, c'est à travers les luttes revendicatives que les travailleurs expérimentent eux-même leur force et leur capacité, et peuvent devenir réceptifs à des objectifs beaucoup plus ambitieux.

Il y a bien une dialectique entre masse et minorités militantes, les aspirations et le niveau réel des travailleurs à chaque moment devant être pris en compte par les minorités. D'ailleurs, l'histoire n'a pas été avare d'exemples où le mouvement de toute une classe surprend y compris les minorités se prétendant les plus " éclairées ". Les révolutionnaires doivent donc être en permanence à l'écoute, prêts à se remettre en cause, conscients que les réponses ne viennent pas de façon délibérée d'une minorité élaborant ses thèses en vase clos, et que la lutte révolutionnaire se refuse à une division entre concepteurs et exécutants, dirigeants et dirigés, chefs et masses.

Il s'ensuit pour la lutte révolutionnaire, et ce dans tous les moments de l'histoire, une certaine conception de la **pratique de masse** anti-autoritaire. Cette conception implique la nécessité pour les révolutionnaires d'être le fer de lance de la lutte revendicative, avec la volonté d'associer le plus grand nombre des travailleurs dans la lutte de classe. Ce choix entraîne le refus de cultiver le mot d'ordre radical pour lui-même, d'être des " radicalistes " à tout crin, il impose de comprendre que pour arriver à des affrontements de classe portés à un haut niveau de radicalité, il faut parfois passer par des objectifs modestes.

V. L' ACTION ARMEE MINORITAIRE.

L'expérience menée et répétée par des groupes révolutionnaires armés depuis la fin du XIXème siècle jusqu'à nos jours est suffisamment éloquente.

Dans la plupart des cas sinon dans tous l'action armée de minorités n'a pas permis de faire progresser la conscience des travailleurs, bien au contraire. Ces groupes s'isolent progressivement dans un affrontement inégal avec l'appareil d'Etat, affrontement où les travailleurs se sentent souvent au mieux étrangers et au pire pris en otages, tandis que ces groupes s'enferment dans une logique sans issue.

Un lien initial avec un mouvement de masse n'empêche pas toujours ce processus tragique qui apparaît inexorable. En Allemagne, la RAF (Rote Armee Fraction - Fraction Armée Rouge) est issue d'un mouvement étudiant puissant et a mené ses premières actions sur des thèmes populaires. En Italie, le phénomène est encore plus saisissant : les Brigades Rouges ont incontestablement bénéficié au départ d'un soutien réel dans certains secteurs combatifs de la classe ouvrière et notamment parmi les jeunes travailleurs et chômeurs. Ces liens n'ont pas résisté à la dynamique spécifique à l'action dite " terroriste " dans le cadre d'une démocratie parlementaire. Dans ce cadre, finalement, l'action armée minoritaire, loin de servir la révolution, offre à l'Etat des arguments pour se renforcer.

Par contre, en Espagne, en juillet 1936, lors du soulèvement des généraux, la riposte armée des révolutionnaires, bénéficiant d'un puissant soutien des masses, déboucha sur une période révolutionnaire allant bien au-delà de la lutte armée.

Par ailleurs, dans le contexte de reflux des luttes, le système politique et judiciaire tend à criminaliser de nombreuses formes de luttes de masse. Aussi établissons-nous une ligne de démarcation claire entre les actions armées minoritaires et isolées et les formes dures prises par les luttes des travailleurs et de la population pour la défense de leurs acquis et de leurs combats.

De même, nous ne confondons pas l'action armée minoritaire avec l'illégalisme qu'impose aux organisations révolutionnaires et à la classe ouvrière un Etat fort niant le droit de grève ou de manifestation. Nous n'assimilons pas non plus l'action symbolique de minorités contre les images du pouvoir et de l'exploitation à un terrorisme aveugle.

Enfin, nous devons souligner que ce qui engendre l'action armée minoritaire, c'est souvent le terrorisme d'Etat, notamment dans les pays colonisés ou du Tiers-Monde.

Pour conclure, disons que la limite de l'action des révolutionnaires ne se fixe pas en terme de respect de la **légalité** imposée par l'Etat, mais évolue en fonction de la conscience des masses au regard de la **légitimité** de l'action.

VI. NECESSITE D'UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE ANTI-AUTORITAIRE.

Cette organisation n'inventerait pas de toute pièce et en dehors des travailleurs le socialisme à construire. Son projet fait la synthèse des expériences concrètes menées au cours de l'histoire et des expériences actuelles, il dresse une analyse des conditions du moment; confrontant cette synthèse et cette analyse, **il n'impose pas mais propose.**

Propositions qui concerneraient le socialisme à construire dans le futur, mais, avant, la voie à explorer, et donc aussi les perspectives à court terme.

Une organisation anti-autoritaire implantée parmi les travailleurs et de nombreux secteurs de la société est **nécessaire**, dès maintenant, bien avant toute rupture, pour inspirer au plus tôt une perspective nouvelle à la fois pratique et politique. Elle le sera pour infléchir les luttes vers un contre-pouvoir. Enfin, durant la révolution, pour formuler les propositions adéquates et pour être l'adversaire vigilant de toute déviation bureaucratique.

Nous ne disons pas que la conscience émanera de cette organisation, mais qu'elle aura un rôle de synthèse et de proposition à jouer, ses militants agissant dans des ensembles plus vastes de travailleurs et de gens combatifs et conscients, inorganisés ou organisés.

De quel type d'organisation pourrait-il s'agir ?

-d'une structure applicant les principes de la démocratie autogestionnaire, avec une réelle autonomie de ses membres et sections, dans un cadre politique cohérent et une orientation commune autogérée par la base militante;

- qui entretiendrait, avec les travailleurs et les diverses couches de la population, avec les organisations syndicales, les associations, les comités, et toutes les structures autonomes, dans toutes les mobilisations où elle pourrait intervenir, **un rapport non dirigiste**, respectant scrupuleusement la démocratie de base;

- et qui proposerait une perspective politique, contenue dans une ligne programmatique évolutive.

Une organisation pour l'autogestion, pas un parti de pouvoir.[10]

Les partis se proposent d'exercer le pouvoir. Une organisation anti-autoritaire agit non pour se l'approprier, mais pour qu'il soit transformé et collectivisé.

Entre une démarche étatique et anti-étatique, la distinction est majeure. Il s'ensuit une pratique différente, dès maintenant, inspirée par une éthique politique libertaire, le respect rigoureux de la démocratie autogestionnaire, la vigilance face aux mécanismes du pouvoir

Les membres de cette organisation à construire seront-ils absents des structures de coordination, de luttes, et de pouvoir autogestionnaire ? Au contraire, activement présents ! Dans les organisations syndicales et les luttes aujourd'hui, dans un contre-pouvoir et une société différente demain, le pouvoir est un enjeu constant. Il n'y a pas de constitution anti-autoritaire idéale. La démocratie dépend de la motivation des gens, d'abord, mais aussi de l'action positive de militants compétents et écoutés, animés d'une conscience et d'une éthique anti-autoritaire. Dans un socialisme même " autogestionnaire " il faudra pour que soit respecté la démocratie un immense rayonnement des thèses anti-autoritaires, mais aussi la présence bien concrète et à tous les niveaux, de délégués et de responsables capables, formés, actifs, vigilants, efficaces, organisés non pour monopoliser le pouvoir mais pour que le processus révolutionnaire ne capote pas et que les travailleurs en conservent la maîtrise intégrale depuis la base.

Ce serait seulement dans une phase ultérieure, la société nouvelle stabilisée et l'essentiel des graves problèmes résolus, que l'organisation anti-autoritaire pourrait se dissoudre dans la société.

Conscients de sa nécessité, nous le sommes aussi des dangers inhérents à toute organisation, aussi " libertaire " qu'elle se veuille originellement.

Elle peut à tout moment se bureaucratiser, ou se figer et se dogmatiser, ou encore être engagée dans une dynamique de pouvoir qui lui échappe : un seul remède, une " auto-conscience " collective, et une démocratie autogestionnaire scrupuleuse, assurant la direction **constante** de l'organisation par une base militante immergée dans la réalité sociale.

---

10 *La distinction touche au fond, et non à la forme. Pas de purisme ici non plus. On peut s'intituler "Union", Fédération" ou "Organisation" et oublier les règles élémentaires de la démocratie, ou "Parti", et avoir une pratique authentiquement anti-autoritaire.*

VII. LA CONCEPTION DE L' HISTOIRE.

En se posant la question des transformations possibles de la société, on se met bien sûr à la recherche d'une conception de l'histoire - passée, présente et future - des sociétés humaines.

Qu'est-ce qui fait qu'elles évoluent ? Comment les hommes prennent-ils conscience de leur sort, pourquoi et dans quelles conditions agissent-ils ? Est-ce le seul fait du hasard ? Ou bien la destinée humaine est-elle l'objet des interventions divines comme le pensent les croyants ? Les idées sont-elles le moteur de l'histoire humaine? Ou, au contraire, les conditions matérielles déterminent-elles les pensées et les actes des hommes ?

Ces questions ne sont pas abstraites. Selon son opinion, sa conception, ou son absence de conception, on agit bien souvent différemment. Et qui dit " conception de l'histoire " dit aussi " méthode d'analyse " liée à cette conception : analyse de la société qui nous entoure, des situations, même locales, et, en fonction de l'analyse, choix, et actions différentes...

1- L'évolution des sociétés humaines.

L'être humain se caractérise comme étant le seul animal à posséder une conscience de soi, et donc capable de produire un imaginaire social évolutif. Mais aussi comme le seul être vivant à produire lui-même ses moyens de subsistance, ses conditions de vie, capable " d'organiser " et de modifier la nature, et son rapport à celle-ci. L'Homme peut être considéré avant tout comme un producteur, mais sa production ne répond pas aux seuls besoins de la conservation animale (se nourrir, se reproduire) ou à une programmation génétique innée, mécanique et répétitive : l'Homme, en agissant sur la nature, modifie en permanence son comportement parce qu'il transforme les conditions matérielles dans lesquelles celui-ci s'exerce. Il y a, chez l'Homme, le même " instinct de conservation " (de l'individu, de l'espèce), que l'on peut trouver chez toute structure vivante. Mais ce souci de la reproduction de l'espèce se caractérise essentiellement par l'acte **créatif.**

Tout ceci n'a rien de métaphysique. L'homme semble bien être le seul être vivant - en tout cas sur cette planète ! - à pouvoir s'interroger sur le sens de la vie, de sa vie, de celle de l'Humanité, à penser celle-ci et à agir sur ses conditions de vie dans le sens de transformations profondes à l'échelle historique. L'évolution humaine, du moins à l'échelle où il nous est possible de la penser, n'est pas biologique, mais politique. Nous sommes la seule espèce à se concevoir en tant que telle, à nous concevoir nous-mêmes mais aussi à nous situer, non seulement dans notre environnement

immédiat, mais aussi sur un plan universel. Cette espèce humaine a la particularité de chercher encore et toujours son mode d'organisation. Y a-t-il donc un " sens " à l'histoire, et s'il y en a un, quel est-il ?

Nous estimons pour notre part qu'il n'y a pas de lois inéluctables, une mécanique pré-établie de l'histoire. Le propre de l'évolution humaine est un mouvement permanent, qui nie tout autant un état figé et éternel, que la répétition à travers les cycles historiques d'une prétendue " nature humaine " invariante. Mais ce mouvement permanent est également la négation de l'idée de finalité. S'il y a un " sens " de l'histoire, ou plutôt mouvement créatif constant, sans but de finalité, vers quoi tend ce mouvement et dans quelles circonstances s'effectue-t-il ? Lorsqu'on examine les grands mouvements historiques - passés ou contemporains - on peut dégager certaines caractéristiques fondamentales, des analyses a posteriori permettant de mieux comprendre le passé, d'entrevoir la complexité vivante du présent, mais aucune " loi " permettant d'indiquer " scientifiquement ", d'établir avec certitude ce que sera l'avenir. Y a-t-il donc un sens " aveugle " de l'histoire ?

Ou plutôt : les hommes, qui font l'histoire, ont-ils conscience de la portée historique de leurs actes, et à cette échelle du temps, le peuvent-ils ?

L'histoire est une création humaine.

Ce sont ni les " idées " ni même les conditions matérielles prises abstraitement qui font l'histoire. Dans la première hypothèse (idéaliste), la force motrice est réservée au domaine de l'esprit : elle aboutit en fin de compte à une vision déiste (avouée ou non) figeant à jamais les comportements humains, car l'esprit - ou plutôt la capacité de penser, de créer - ne peut être considéré indépendamment de son environnement, de son support matériel, physique (le cerveau humain). Concevoir un " esprit" indépendant de la matière implique la reconnaissance d'une autorité supérieure, divine.

La deuxième hypothèse (matérialiste) peut en fait connaître deux interprétations : mécaniste ou dialectique.

L'hypothèse mécaniste " oppose " la pensée et les conditions matérielles, alors qu'en fait **la pensée est elle-même un des aspects de ces conditions.** Elle n'en est pas que le simple " reflet " mais a pour particularité essentielle d'anticiper, de créer un imaginaire, d'inventer. Ces capacités d'anticipation, de création, ne se font certes pas en dehors de tout contexte - elles sont au contraire déterminées, influencées par celui-ci, mais en retour elles agissent sur le contexte et le modifient : il y a bien inter-action, dialectique vivante, infinie, inséparable, " l'idée " étant elle-même une production humaine, donc une production " matérielle " en devenir perpétuel. Alors que l'hypothèse mécaniste aboutit à nier l'action consciente, et en quelque sorte la pensée dans une vision où les hommes n'auraient en aucune façon un pouvoir sur leur vie - et où d'abstraites et mystérieuses " conditions matérielles " (produites par qui, si ce n'est par l'homme ?) détermineraient tout à l'avance.

Une conception matérialiste non mécaniste, dialectique, intègre tous les aspects de la complexité humaine. Idéalistes et mécanistes aboutissent en fait à une confusion commune : la négation de l'activité humaine au profit, pour les uns, de l'Esprit, pour les autres de déterminants mécaniques, concepts aussi mystérieux l'un que l'autre. En réalité il n'existe pas de séparation entre " l'esprit " et " la matière ", ce sont deux aspects d'un même ensemble. Ce sont les hommes qui font l'histoire : ils ne le font pas indépendamment de leur contexte.

2- Intégrer et dépasser Marx.

Les idées seules ne font donc pas avancer l'histoire. Nous ne sommes pas, pris dans ce sens, des " idéalistes ", des " métaphysiciens ". C'est bien dans un univers concret que nous vivons. Ce monde pèse sur nos actes et nos idées. Et nous voulons le changer bien concrètement aussi. Pour cela, nous ne négligeons pas, dans ce monde bien réel, le poids des idées, de la prise de conscience des populations, des projets, des désirs, de la créativité et de l'imagination. Nous ne réduisons pas l'histoire à des déterminations économiques dont les idées ne seraient que des reflets plus ou moins exacts : nous ne préconisons pas un déterminisme étroit et économiste.

Le " marxisme " a dominé de très longues années la pensée socialiste. Le " marxisme " en tant que projet de socialisme étatique. Et en tant que conception de l'histoire (le matérialisme historique). Nous affirmons qu'il est nécessaire de combattre le socialisme d'Etat en lui opposant une alternative autogestionnaire. Mais aussi que la conception marxiste de la société et de l'histoire doit être dépassée. Dépassée, mais pas rejetée en bloc, sans connaissance et sans nuances. On ne peut nier l'immense apport de Marx à la pensée socialiste, de même qu'on aurait tort d'ignorer celui de ses adversaires socialistes d'alors, Proudhon ou Bakounine. Il faudrait d'abord distinguer entre Marx lui-même et la multitude des interprétations et des fossilisations qui l'ont suivi, et donc entre Marx et les " marxistes ". Encore faudrait-il ensuite distinguer chez Marx lui-même les époques, les contradictions, les remises en cause. Et donc convenir que la meilleure attitude ne peut être ni celle du disciple religieusement soumis à une vérité révélée et donc intangible, ni celle du bigot traitant Marx comme on traite le démon. Le malheur est que des générations de socialistes ont fait du marxisme une religion. Il faut remettre les choses à leur place et dans leur époque. **L'apport de Marx doit être intégré, ce qu'on y trouve de toujours utile adopté et adapté, critiqué et dépassé.**

On trouve chez Marx les deux interprétations matérialistes évoquées plus haut, le mécanisme et la dialectique s'y côtoient constamment. Marx, comme d'ailleurs beaucoup de socialistes du XIXème siècle, a été dominé par le scientisme ambiant de son

époque et a contribué à le renforcer. Le fantastique développement des sciences et des techniques d'alors pouvait laisser croire qu'il était possible de trouver un contenu " scientifique " au socialisme. Il y a là une ambiguité : la prétention d'une recherche scientifique, par essence continuellement révisable, a abouti au contraire à une interprétation figée, dogmatique. Marx a eu, avec Bakounine, pourtant son adversaire politique, le grand mérite de combattre les théories fumeuses et effectivement non scientifiques des socialistes dits utopistes. Mais s'il y a eu dès la mort de Marx " glaciation " de son apport. Le message lui-même repose sur cette ambiguité, cette contradiction fondamentale: **un aspect scientifique**, donc critique et évolutif, et **un aspect scientiste**, voulant dégager des lois immuables. Or, le combat politique de Marx était indissociable de sa recherche théorique. La porte était ouverte, dès le départ, au dogmatisme. Dès sa mort ses disciples, Engels en tête, ne pouvaient que développer cette tendance.

3- Contre une conception mécaniste de l'histoire.

Cette conception existe donc chez Marx et Engels: Le mouvement de la société obéirait à des lois objectives totalement indépendantes de l'intervention consciente des hommes, et le socialisme y revêt un aspect inéluctable. Certes, les deux révolutionnaires ont parfois modulé ce raisonnement; cependant l'héritage classique du marxisme, et ce qu'en ont retenu ses disciples autoritaires se résume, pour l'essentiel, à cette conception fataliste, qui pèsera comme une chape de plomb sur l'avenir du socialisme.

Les sociaux-démocrates, en bons réformistes, ont évacué les aspects révolutionnaires de l'apport de Marx pour n'en retenir que la description des facteurs économiques. Dans cette logique, les travailleurs doivent constituer - ou rejoindre - le parti politique pour disputer, dans le cadre du système en place, le pouvoir aux partis bourgeois. Le parti " des travailleurs " en nationalisant les secteurs-clefs de l'économie, conduirait une marche progressive vers le socialisme.

Le bolchévisme, avec Lénine, retiendra du message de Marx qu'il y a un sens aveugle de l'histoire, au dessus des hommes, et donc que la conscience (le " socialisme scientifique ") ne peut provenir que d'une forme " extérieure " incarnée par le parti. Le socialisme révolutionnaire d'Etat prend à son compte les aspects les plus négatifs de la pensée de Marx : étatisme, autoritarisme. Il élimine par nature de son projet les capacités créatrices des masses, la spontanéité et les aspirations, considérées comme suspectes.

Le léninisme préconise l'étatisation de la production - et de la société - par un renversement violent du pouvoir s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs. Le nouvel Etat assure la dictature du prolétariat - exercée par le parti, incarnée par ses

dirigeants - pendant une période de transition où les rapports de production socialistes permettraient l'élévation de la conscience des travailleurs et donc une modification correspondante de la société et de ses institutions. Cette dictature est ainsi censée impliquer le déperrissement de l'Etat en tant que forme séparée du pouvoir. En fait, l'histoire a démontré le contraire : les conditions historiques, objectives et subjectives, dans lesquelles s'est déroulée la révolution russe, le poids du parti bolchévique, déjà bureaucratisé, et ce dès 1917, parce que machine bureaucratique conçue pour conquérir le pouvoir d'Etat, sa conception fausse sur le modèle centraliste et militaire de l'histoire,ne pouvaient qu'enfanter le stalinisme.

Avec l'avènement de celui-ci, la perversion du sens du combat pour le socialisme était achevée.

Le socialisme d'Etat est profondément inspiré par une conception économiste et mécaniste. Une conception incapable d'expliquer pourquoi une bureaucratie a pu se former à partir de l'Etat soviétique, qui se trompe en réduisant les rapports de production capitaliste à une forme juridique, la propriété privée, en ignorant qu'il s'agit d'abord de rapports de domination qui ne cesseront que lorsqu'ils seront remplacés par des rapports d'autogestion. Le déterminisme économiste néglige l'importance propre aux mécanismes de pouvoir, sous-estime celle de la prise de conscience, ignore le rôle de la créativité et de la spontanéité dans l'histoire.

4- Pour une conception matérialiste dialectique de l'histoire.

Nous n'opposons pas au matérialisme économiste un retour quelconque à l'idéalisme métaphysique. Ce ne sont pas les idées seules qui conduisent les hommes indépendamment de leurs conditions matérielles d'existence :ce sont les idées qu'ils se font de ces conditions matérielles, ce sont leurs choix faits dans ce cadre matériel, ce sont les projets qu'ils imaginent pour changer ces conditions, c'est l'exercice du pouvoir sur et avec ces choses bien concrètes, ce sont les luttes sociales.

Chaque génération émerge dans un cadre donné, économique, institutionnel, culturel, façonné par les générations antérieures :

- par les choix, les décisions des classes dirigeantes;
- par les luttes, le contre-poids des classes dominées.

Un cadre matériel donné, mais concrétisant les luttes et les pratiques sociales conscientes du passé, où les générations présentes ne trouvent pas une seule voie à suivre, mécaniquement déterminée, mais où ils peuvent, par leur action, modifier le cours des choses dans des directions multiples.

Les idées ne se développent pas indépendamment d'un contexte matériel favorable mais à chaque moment de l'histoire plusieurs

voies sont possibles.

Il n'y a pas **une** détermination - les conditions matérielles, ou la conscience - mais une **dialectique** entre ces conditions et cette conscience, **identifiée par la pratique sociale.** Dialectique, c'est-à-dire inter-dépendance des conditions matérielles et de la conscience agissante, où chacun n'est pas le simple reflet mécanique de l'autre mais possède sa propre dynamique.

Le déroulement de l'histoire humaine n'obéit pas à des lois objectives indépendantes de la volonté.

L'action consciente des hommes, leurs luttes, l'exercice du pouvoir, la créativité et l'imagination sont autant de moteurs de l'évolution.

Le développement des forces productives n'est lui-même qu'une des formes de l'activité consciente de l'humanité, exprimant ses capacités créatrices, mais aussi objet modelé par les luttes de classe.

Les " institutions " - l'appareil d'Etat - ne sont pas les simples reflets des rapports de production.

Parce que les rapports essentiels d'une société sont **les rapports de domination** qui s'exercent à la fois au niveau économique et politique en déterminant et en perpétuant les rapports entre les classes sociales.

En revalorisant l'importance des mécanismes du pouvoir et de la pratique consciente on pose les bases d'une critique et d'un dépassement du " marxisme ".

Nous ne cultivons pas un anti-marxisme viscéral. Mais en transformant certaines de ses erreurs en dogmes les courants marxistes ont desséchés la pensée socialiste et conduit le mouvement ouvrier au désastre.

Le " matérialisme historique " défendu par Karl Marx a eu le mérite de démontrer l'importance des facteurs matériels et de l'organisation de la production dans la so_ciété. Le combat anti-autoritaire à venir en se saisissant du bagage légué intègrera cet apport, mais dans une conception rééquilibrée, en rupture avec le mécanisme, plaçant l'action collective et consciente des travailleurs au coeur d'un processus de collectivisation du pouvoir et donc de socialisation des moyens de production.

Pour que le socialisme soit un jour une réalité, il faudra non seulement la révolte, mais **la conscience.** Pratique et conscience du prolétariat se nourrissent mutuellement, sont indissociables. La conscience implique une unité d'action, une unité de pensée; non pas une uniformité, mais un sens à donner à un combat. Il n'y a pas d'avenir sans projet, sans imaginaire.

Mais ce projet ne peut pas reposer uniquement sur les mesures " techniques " révolutionnaires (bien sûr nécessaires) à prendre pour détruire le système établi.

Ce projet ne peut se contenter de moyens mais doit affirmer consciemment une Ethique, des motivations nouvelles et profondes. La société actuelle, capitaliste et productiviste, ne peut être renversée par simple inversion de fonctionnement et de valeurs, sous peine d'aboutir à un système bloqué. En effet, aujourd'hui, l'essentiel de la " motivation " humaine, modelée par le salariat, repose sur le stimulus production / " effort récompensé " (par l'argent). Si l'on veut casser cette chaîne, il faut pouvoir proposer une autre motivation sociale sous peine de voir toute productivité s'effondrer. Il faut définir une nouvelle stratégie humaine où l'individu produit, créé, consciemment et volontairement, non pas pour son unique satisfaction, mais aussi pour l'ensemble de la collectivité.

Dans les sociétés primitives, l'absence de division du travail impliquait une finalité identique, une indissociabilité absolue de l'individu et du groupe. Avec le développement des techniques, la finalité individuelle a commencé à se séparer tendanciellement de la collectivité. Le capitalisme a accéléré, multiplié cette tendance. Avec l'industrialisation, les liens entre le travail et sa signification par rapport à l'ensemble social se sont dilués. Le capitalisme a généré un individu " sans appartenance " (ou plutôt coupé en partie de son appartenance à l'espèce, à la nature). Le capitalisme est une société **d'intégration** absolue à la machine économique et en même temps **d'exclusion** humaine. Cette tendance se vérifie dans les rapports de production où le rôle humain est toujours plus réduit, assujetti soit à la machine, soit aux impératifs du travail.

Le travail, même libéré, même transormé radicalement par l'autogestion, par la possibilité créative **ne peut être un but en soi**, mais un moyen d'échange social, un moyen d'insertion dans la collectivité humaine. Le travail, libéré du capitalisme, par l'association libre des producteurs,peut être un moyen pour créer de nouveaux rapports entre les hommes, de nouveaux comportements pour et par de nouvelles motivations sociales.

CHAPITRE VI.

PROJET DE SOCIETE ANTI-AUTORITAIRE.

Comment pourrait fonctionner réellement une société moderne fondée sur l'autogestion?

La question se pose, qu'une transformation globale soit ou non imminente, parce qu'en y répondant on concrétise le système de valeurs sociales que nous opposons aux capitalismes, libéral ou bureaucratique, valeurs qui peuvent inspirer les luttes et les revendications immédiates.

Les pages suivantes vont tenter d'aborder cette question. Le Projet d'une société anti-autoritaire y est esquissé en trois parties : une évocation succinte des grands "mécanismes" d'une démocratie autogestionnaire, puis celle du travail autogéré et de l'économie socialiste; et enfin le fonctionnement d'ensemble d'une société autogestionnaire.

Mais tout d'abord, quelques " avertissements " en guise d'introduction.

1- Notre projet de société ne prétend pas décrire ce que " sera " le futur. Si demain des secteurs entiers de la société s'engageaient dans une révolution autogestionnaire, il est évident qu'une dialectique s'instaurerait entre les projets des acteurs du changement - essentiellement les travailleurs, la jeunesse, les chômeurs - et les conditions concrètes d'application. La créativité spontanée des gens dépasserait sur certains points tous les projets; les contraintes matérielles, le rapport de forces sur le terrain en affaibliraient au contraire d'autres aspects.

Nous ne prétendons pas avoir tout prévu, tout traité, tout réglé, loin de là !

2- Il ne s'agit pas d'un " programme de gouvernement ". Ce ne sont pas les mesures qu'un parti prétendrait appliquer une fois au pouvoir. Nous n'envisageons pas la transformation opérée par décrets, du haut d'un gouvernement révolutionnaire, mais au contraire réalisée par la population elle-même depuis la base. En ceci nous ne sommes pas utopistes, puisque toutes les grandes révolutions jusqu'aux plus récentes montrent la capacité des travailleurs à reprendre la société en mains et à mettre en place les bases d'une " autre société ".

Nous nous basons simplement sur les leçons historiques, les expériences des mouvements sociaux et révolutionnaires, avec leurs multiples conflits et contradic-

tions.

Ce que nous proposons c'est ce que **pourrait être** le cadre organisationnel général permettant à des réalisations locales de gagner toute la société, de la façonner à tous niveaux de manière à ce que la population ne perde pas de nouveau le pouvoir au profit d'une bureaucratie. Bref on ne trouvera pas ici un programme de gouvernement mais un projet d'auto-gouvernement.

3- Nous ne proposons pas un modèle achevé; la société humaine est, et elle resterait après une rupture avec le capitalisme, un ensemble de contradictions. Elle n'est pas et ne sera sans doute jamais homogène, totalement unifiée, idéale.

Nous avons parfaitement conscience que dans le feu de futurs mouvements sociaux on ne pourra pas atteindre une démocratie autogestionnaire parfaite, appliquant à la lettre, partout, et sans délais, l'ensemble des mécanismes décrits dans ce projet. Il était pourtant nécessaire de présenter cette démocratie sous une forme plus achevée, afin d'indiquer le but vers lequel la société humaine pourrait tendre. Armés de modèles de démocratie et d'autogestion, aux travailleurs, aux militants, lorsqu'ils seront confrontés à des mouvements sociaux importants, de peser pour s'en **approcher** en composant avec les réalités, les spécificités, et tout l'imprévisible du moment.

4- Un tel projet de société est à redéfinir en permanence.

En effet l'évolution des technologies, des mentalités, interdit la formulation d'un projet figé, intemporel. Les expériences futures des luttes entraîneront, elles aussi, des enrichissements et des modifications très importants. Dans une dynamique de contre-pouvoir précédant et préparant une rupture anti-capitaliste, les mouvements de luttes inventeront spontanément des formes d'organisation nouvelles, et trouveront des réponses à de nombreux problèmes de société. Sur cette base il faudrait alors reformuler une synthèse et une globalisation des créations populaires, un projet plus détaillé et pertinent, plus concret et opératoire que celui que nous pouvons proposer aujourd'hui.

Les éléments qui suivent peuvent cependant être utiles, pour réfléchir sur la société d'aujourd'hui, et pour la critiquer en lui opposant une alternative. Ils permettent aussi de mieux comprendre ce que peut être un socialisme anti-bureaucratique. Ces questions de société, lorsqu'on les aborde avec les travailleurs et la jeunesse, sont posées dans des termes concrets. Et qu'on le veuille ou non on ne peut y répondre seulement par des grands principes et des généralités. Faute d'un modèle " réellement

existant ", il faut faire appel à l'imagination, à la faculté collective de création. A ce titre l'imaginaire, voire l'utopie, sont nécessaires pour faire bouger concrètement la société.

Nous n'avons pourtant pas voulu décrire un âge d'or idéal et à jamais inaccessible. Il ne s'agira pas de fuir la réalité, de nier les complexes contradictions des mouvements sociaux, mais au contraire de réfléchir sur elles.

Notons également que les projections suivantes ne sont compréhensibles que situées dans des sociétés industrialisées, aujourd'hui dominées par le capitalisme moderne, comme c'est le cas de l'Europe de l'Ouest.[11]

Les structures et la dynamique décrites dans les pages suivantes sont celles d'un processus révolutionnaire cherchant à se stabiliser, et à réorganiser globalement la société : nous ne pouvons ni ne voulons décrire ici précisément comment s'effectueront les ruptures avec le capitalisme. Mais nous situons nos propositions dans la phase qui suit l'affrontement direct avec l'ordre ancien et son renversement. Le combat révolutionnaire se poursuit sous d'autre formes. Du passé on ne fait pas table rase... du jour au lendemain, voire en quelques années. Une nouvelle société en formation hérite de l'appareil industriel existant, d'un tissu social et de mentalités façonnées par le système renversé. L'histoire des mouvements révolutionnaires, encore une fois, nous montre à quel point ces processus sont des moments de grands espoirs, de bouleversements des mentalités, de prises de consciences la veille encore insoupçonnables. Tout autant elle révèle des contradictions importantes : les comportements hérités du passé ne disparaissent pas miraculeusement, les conflits d'intérêts et de pouvoir continuent.

C'est en tenant compte de ces contradictions majeures, c'est-à-dire de la réalité historique, que nous avons voulu situer ces propositions pour la construction d'un socialisme libertaire.

11.*Ce projet ne se prétend pas, en effet, être "universel". Les spécificités culturelles et sociales des divers peuples permettent au contraire de nombreuses formes de socialismes "possibles". Nous n'avons pas voulu nous substituer aux révolutionnaires du Tiers-Monde, par exemple. Ceux qui voudront bien s'interesser à notre projet y trouveront peut-être une contribution utile, mais comme matière première à affiner à leur guise.*

PROJET DE SOCIETE ANTI-AUTORITAIRE

I. LES GRANDES STRUCTURES D' UN SOCIALISME ANTI-AUTORITAIRE.

II. LA PRODUCTION AUTOGEREE.

III. LA DEMOCRATIE AUTOGESTIONNAIRE.

Le communisme libertaire est le projet d'une société en évolution permanente.

Le projet développé ici s'inscrira donc dans une phase historique déterminée : il ne décrira pas un communisme libertaire idéal, mais il indiquera ce que ***pourrait*** *être l'état d'une société autogestionnaire* ***au début*** *de son processus de construction. La rupture globale avec le capitalisme est déjà opérée et les structures de base de la nouvelle société se sont substituées à celles de l'Etat et du patronat. Mais nous sommes dans la " phase inférieure " de la cons truction de cette société. La révolution n'a pas encore gagné toute la population : elle compte toujours de nombreux ennemis à l'extérieur mais aussi à l'intérieur, et des pans entiers de la population laborieuse ne se sont pas encore totalement intégrés au nouveau pouvoir collectif.*

Le pouvoir dans la société sera donc formé, dans cette première phase, autour d'un secteur de production autogéré aux mains des travailleurs.

I. LES GRANDES STRUCTURES D' UN SOCIALISME ANTI-AUTORITAIRE.

Avant de détailler le projet de société nous indiquerons ce que pourraient être les grandes structures, les formes principales, politiques et économiques, le fonctionnement général d'un socialisme anti-autoritaire.

L'essentiel repose sur une conception spécifique de la démocratie, que nous nommerons **démocratie autogestionnaire.**

1- La société organise un équilibre entre :

- **l'initiative locale**, avec une **autonomie maximum** de chaque unité collective de base (lieux de travail, communes etc) et de chaque citoyen;
- **la coordination** nécessaire des activités humaines, mais **sous le contrôle et la direction de la base de la société.**

2- Cette organisation est **fédéraliste.** La fédération signifie la coordination des unités de base concernées, dans une **inter-dépendance sans hiérarchie** organisant un équilibre, entre l'autonomie de chaque unité fédérée et l'intégration aux décisions collectives prises démocratiquement.

3- Dans chaque unité de base, **le pouvoir est collectivisé** aux mains de **l'assemblée générale souveraine,** qui nomme **un conseil** élu et révocable. Ce conseil est dirigé par la collectivité. Chaque fédération est coordonnée par un **congrès permanent** des délégués des unités de base, congrès qui nomme un **conseil central** révocable à tout moment par les délégués. Le fédéralisme coordonne les activités, à l'échelle géographique par **Unions territoriales** (locale, régionale, internationale), et pour la production par **fédérations interprofessionnelles.**

4- A **la démocratie élective**, comprise comme délégation de pouvoir aux élus, **on substitue la démocratie directe**, exercée soit à l'échelle de l'unité de base, soit dans le cadre des unions territoriales et des fédérations professionnelles.

La démocratie directe implique **le mandat impératif** fixé et constamment renouvelé par la base aux structures de coordination élues

Il y a donc toujours **vote**, le principe majoritaire (même s'il n'est pas un critère de vérité - la minorité doit pouvoir garder **toute liberté d'exprimer publiquement des critiques**) étant le seul indiscutable. Mais les votes qui font lois, que toute la société s'oblige à respecter, sont les votes représentatifs de la base.

Il y a centralisation mais sous le contrôle et la direction collective de la société, sans pouvoir séparé et monopolisé.

5- On distingue en effet deux niveaux de décisions:

- **Les décisions globales,** ayant une incidence générale à l'échelle de toute une fédération, qu'il s'agisse d'une branche d'industrie, d'une région ou de toute la société. Ces décisions, dans un cadre fédéraliste, sont à réduire au maximum, mais elles subsisteront toujours, et seront très importantes dans les premiers temps d'une réorganisation de la société.
- **Les décisions d'initiatives locales**, prises en toute autonomie par les unités de base de tout type.

6- Dans cet ensemble de choix à trancher, on peut donc dégager certaines **grandes décisions** - nécessairement en nombre limité. Ce sont elles qui déterminent le sens des diverses autres décisions. Il s'agit des choix les plus importants. C'est pourquoi ils sont tranchés après une phase d'élaboration et de débats collectifs, dans le cadre de **consultations démocratiques** de l'ensemble des concernés.

7- La société est donc **organisée** de façon stable, avec à la base des assemblées de travailleurs et d'habitants nommant leurs conseils et leurs délégués à des congrès permanents de fédérations professionnelles ou d'unions territoriales.

Les assemblées de travailleurs deviennent le lieu **principal du pouvoir** avec une **vocation double :**

- la gestion de la production;
- la direction politique de la société.

Il s'ensuivra, nous le verrons bientôt, une **recomposition du travail.**

8- Le pouvoir est transformé. Il n'est pas centralisé aux mains des divers organismes de coordination mais **collectivisé** aux mains de toute la base de la société, organisée en Assemblées de travailleurs.

Les attributions hier monopolisées par les dirigeants des entreprises et de l'Etat - **les grandes décisions** - sont ainsi socialisées : **les pouvoirs de l'Etat et du capital disparaîssent** au profit du **pouvoir des travailleurs.**

9- Le socialisme est authentiquement autogestionnaire :

- chaque unité de base est autogérée par ses membres;
- la société dans son ensemble est globalement autogérée.

Les rapports de production sont autogestionnaires. A la proprété privée du capitalisme libéral, et centralisé du capitalisme d'Etat, on substitue la possession et la jouissance collectives de l'ensemble de la production, globalement autogérée, chaque unité de production étant confiée aux travailleurs qui s'y emploient et qui l'autogèrent. Les classes et les rapports de domination entre les hommes disparaissent au profit d'une **communauté humaine reconstituée.**

10- Il y a donc rupture avec le pouvoir séparé, le rapport diri-

geant/dirigé.

Chaque citoyen devient le membre actif d'un pouvoir collectif. Il n'y a plus au-dessus de lui une caste supérieure, dirigeante, matériellement privilégiée.

Dans le cadre de ces responsabilités nouvelles, le citoyen devient maître de sa vie et associé à la maîtrise collective de l'évolution sociale, accédant ainsi à une **forme supérieure de liberté.**

II. LA PRODUCTION AUTOGEREE.

Tout d'abord comment le fondement de toute société, la production, pourrait-elle se réorganiser ?

Les travailleurs ont repris en mains les entreprises où ils étaient employés. Les chômeurs et les précaires sont accueillis dans ces entreprises ou forment à leur tour de nouvelles unités de travail en fonction des besoins nouveaux de la société, **réalisant ainsi le plein emploi.** Mais ces unités nouvelles et anciennes, toutes autogérées, comment fonctionnent-elles ?

I. LA TRANSFORMATION DU TRAVAIL

Le passage d'un travail aliénant, dominé, souvent taylorisé, à un travail maîtrisé individuellement et collectivement par les producteurs, c'est le noyau central de la transformation autogestionnaire. Elle se concrétise dans la plus petite unité de travail possible, l'atelier, le bureau ou la petite entreprise, au plus près de chacun.

1- L'atelier autogéré.

La cellule de base de la production, que nous nommerons par facilité **l'atelier,** en pensant autant aux bureaux et aux lieux de travail des techniciens qu'à celui des ouvriers, est placée sous l'autogestion de ses membres.

C'est-à-dire que ce qui a été décidé plus largement - dans l'usine, la fédération, etc, comme **impératif de production** - la quantité de travail à fournir, et de telle qualité, est placé sous la responsabilité des travailleurs de l'atelier, qui décident librement comment organiser leur travail pour atteindre les objectifs fixés.

Il y a, dans un cadre donné, **autonomie de l'atelier, et donc décisions d'initiatives locales,** prises collectivement.

Dans ce collectif de base,le pouvoir de décider revient à l'Assemblée générale des travailleurs.

Il n'y a donc plus de hiérarchie dans l'atelier.

Le travail est organisé collectivement, les tâches de coordination sont réparties entre les membres. L'autorité nécessaire pour assurer un travail équitable est assurée par la collectivité, les conflits examinés et traités ensemble.

C'en est donc fini de l'arbitraire, de la répression et du favoritisme. Le consensus collectif remplace l'autoritarisme des petits chefs.

2- Le travail déparcellisé.

Les travailleurs de ces équipes collectives ne sont pas cantonnés dans des gestes répétitifs. Ils suivent au contraire toute une phase de la production : c'est l'arrêt de toutes les chaînes de montage au profit d'une réorganisation complète du travail où chacun suit la production du début à la fin, peut avoir des fonctions polyvalentes, tourner sur les positions de travail etc...

C'est la fin de la stratification hiérarchisée des ouvriers entre OS, OP, etc... il y a rotation sur les positions pénibles et formation approfondie de chaque travailleur.

3- La fusion des fonctions manuelles et intellectuelles.

Les ouvriers et les employés, hier exécutants, sont devenus collectivement des **décideurs** dans l'atelier et dans l'entreprise autogérée.

De ce fait, ils ne sont plus des travailleurs simplements manuels : la fonction de réflexion, d'élaboration, de décision **est incorporée** au travail transformé.

Enfin la nature même du travail change, la technologie autogestionnaire est orientée en fonction d'une maîtrise retrouvée de chacun sur l'outil de travail.

L'autogestion produit donc un travailleur nouveau, à la fois manuel et intellectuel.

Les catégories capitalistes entre ouvriers qualifiés, manoeuvres et contre-maîtres disparaissent au profit d'un profil nouveau de producteur conscient et responsable. Il n'y a donc pas nivellement vers le bas ou vers un centre quelconque des diverses catégories, mais fusion dans un statut commun incomparablement supérieur aux anciennes fonctions. Le contre-maître par exemple, s'il perd le petit pouvoir du chien de garde, accède avec tous les autres travailleurs à un pouvoir qualitativement différent, un réel pouvoir collectif sur la production.

4- La recomposition du travail entre décisions, formation et exécution.

Etre à la fois décideur et exécutant : c'est toute la conception du travail, sa va-

leur qui est bouleversée..

Décideur dans l'atelier, mais aussi, nous le verrons successivement, décideur sur les grandes questions de l'entreprise, de la fédération, et encore décideur dans le cadre des grandes consultations concernant toute la société, voilà la responsabilité nouvelle que chacun partagera, à commencer par ceux qui sont les plus dominés dans les entreprises d'aujourd'hui.

Cette activité autogestionnaire ne sera pas marginale. **On ne peut pas penser qu'un système démocratique puisse assurer sa stabilité et sa pérennité dans le cadre du bénévolat militant.** Les réunions d'atelier et les assemblées générales ne se tiendront pas pendant "la pose casse-croûte ou le soir après le boulot". Cela peut marcher quelques jours, quelques semaines, dans l'enthousiasme. Après la vie reprend ses droits.

La fonction de décideur est intégrée en tant que telle au travail comme une de ses parties constituantes, obligées, comptabilisée comme n'importe quelle autre dans le temps de travail global.

L'autogestion entraîne donc une recomposition du travail en trois parts fondamentales :

- **celle de décision** : temps de discussion dans les Assemblées d'atelier, d'entreprise, dans diverses commissions, etc...
- **celle de formation** : évidemment indispensable aux nouvelles fonctions. Formation professionnelle et économique, mais aussi politique et culturelle, générale, libre.
- **celle d'exécution** : la réalisation directe des choix faits collectivement.

5- Une réduction massive du temps de travail d'exécution.

Corollaire de la recomposition du travail : la nécessité de réduire le travail d'exécution pour libérer le temps nécessaire à l'autogestion. Et ce sans oublier la réduction de l'ensemble du temps de travail, pour satisfaire l'aspiration légitime à gagner du temps de vie personnel et collectif hors du lieu de travail.

Des chercheurs ont démontré qu'en agissant sur plusieurs éléments combinés, on pourrait diviser la journée de travail - d'exécution - par deux ou trois, voire par quatre (le fameux " travailler deux heures par jour ") et cela sans réduire le niveau de vie d'une société. Seul obstacle, les critères du profit capitaliste.

La révolution autogestionnaire libèrera toutes les potentialités créatrices pour atteindre cette réduction massive :

- par l'appel de tous les chômeurs;
- par le développement d'une automatisation des travaux les moins intéressants;
- par l'assistance informatique des diverses tâches;

- par les effets sur la productivité d'un travail motivant parce que responsabilisé, collectivisé;
- par la fabrication de produits deux ou trois fois plus durables qu'aujourd'hui (où les critères de profits entraînent des productions de plus en plus éphémères et donc un énorme gâchis de travail);
- par la participation au travail de production directe d'une partie de l'ancien personnel d'encadrement;
- par une rationalisation d'ensemble de la production, avec laquelle une partie des anciennes tâches inhérentes au système capitaliste ne seraient plus utiles, libérant ainsi un fort potentiel de travail.

6- Le contrôle et la transformation des technologies.

Une partie des machines devront bien être reprises " telles quelles " aux tous premiers jours d'une rupture avec le capitalisme. Entre les nouvelles manières de travailler et l'ancien machinisme conçu pour dominer les travailleurs, il y aura donc une contradiction que les travailleurs résoudront par **une transformation des technologies.**

Casser les chaînes, maîtriser le travail, entraîne la nécessité d'autres outils. Certains existent déjà, il faudra les développer. De nombreuses découvertes technologiques ont été enterrées par le capitalisme qui n'y trouvait pas son intérêt : il faudra leur donner l'essor qu'elles méritent.

Dans le capitalisme, les technologies, les unités de production, les énergies utilisées, en bref toutes les structures de la production ont été conçues indépendamment des conséquences qu'elles pouvaient infliger à l'environnement. L'autogestion favorisera la mise en place de technologies ne portant pas atteinte à la nature.

Transformation collective des outils, émancipation de la recherche : la révolution c'est la libération de toutes les énergies créatrices.

Les chercheurs et les techniciens travaillant aujourd'hui sous la contrainte du capitalisme verraient avec l'autogestion une émancipation de leurs capacités créatrices, un appel de la société stimulant **une ère nouvelle d'innovation technologique.** L'autogestion n'est pas la négation de la modernité et du progrès : c'en est une autre conception.

Ces innovations ne se feraient plus sous la contrainte, mais en collaboration étroite avec les ouvriers et les employés, dans les ateliers, en inter-activité. Chaque atelier deviendrait un laboratoire où ouvriers, employés, techniciens, chercheurs inventeraient ensemble, confrontant leur savoir-faire, l'imagination et l'expérience des uns aux connaissances spécialisées des autres. Les innovations faites dans les

divers ateliers seraient ensuite médiatisées, jugées, testées, modifiées dans d'autres ateliers, le tout dans le cadre de l'autonomie et du fédéralisme favorables à la multiplication des expériences.

II. L'ENTREPRISE[11] AUTOGEREE

L'autogestion visant à restituer à la collectivité la maîtrise de la production, chaque entreprise sera collectivement et effectivement dirigée par l'ensemble des travailleurs qui s'y emploient.

Il n'y a pas d'autorité supérieure s'imposant à l'entreprise autogérée, sinon la collectivité, l'union territoriale et la fédération de branche profesionnelle, où le pouvoir n'est pas monopolisé par une bureaucratie mais exercé par les travailleurs concernés depuis la base. Dans ce cadre autogéré, des décisions sont prises, la production planifiée démocratiquement, des impératifs minimums adressés à chaque entreprise. Ces impératifs n'émanent pas des lubies de quelques dirigeants : elles représentent la part des besoins sociaux que l'entreprise a la charge de satisfaire.

Les critères de la production de l'entreprise ont en effet changé, ce ne sont plus les profits d'une classe capitaliste, mais les besoins de la société.

1- L'entreprise : une fédération d'ateliers.

Dans le cadre de toute entreprise un peu développée, plusieurs ateliers sont constitués. Chacun possède son autonomie, dans le respect des décisions prises collectivement dans l'entreprise. L'autonomie entraîne des expériences différentes. Les ouvriers d'une ancienne chaîne de montage éclatée en plusieurs équipes polyvanentes et parallèles peuvent ainsi, pour un même produit final, confronter des méthodes de travail différentes.

Mais les ateliers de production ne sont pas seuls.

11.*Nous employons le mot entreprise par commodité, pour les diverses entités de travail, usines, bureaux, services publics, lieux de création culturelle, etc...bien qu'elles ne soient évidemment plus détenues par les entrepreneurs (ce qui n'exclut pas, nous le verrons, la création collective d'entreprises nouvelles, mais dans le cadre de l'économie socialiste, non pour les profits, mais pour les besoins.)*

Les employés constituent des ateliers de services administratifs, comptable, de gestion des stoks, etc...

L'autogestion n'entraîne pas leur disparition, sous réserve que les fonctions pour lesquelles ils étaient employés conservent une utilité, ou que les travailleurs trouvent des activités de substitution, de nouveaux services dont les besoins seraient apparus avec la réorganisation.

Chaque bureau est considéré comme un atelier à part entière, avec son assemblée spécifique, son autonomie relative, sans dominer le reste de l'entreprise mais en y étant pleinement intégré.

Les techniciens soit se fondent dans les ateliers de production, soit constituent des ateliers propres, avec le même espace de liberté et les mêmes limites que les autres ateliers. Les techniciens sont des travailleurs comme les autres participant pleinement aux décisions collectives. Les assemblées et conseils sollicitent consultativement les compétences spécifiques des techniciens, sans leur donner plus de pouvoir que ne leur en confèrent les dirigeants capitalistes, mais avec une réelle participation. Il restera nécessaire de tendre à la répartition la plus complète du savoir, vers la disparition des clivages culturels légués par l'ordre ancien.

2- L'Assemblée générale souveraine.

L'autogestion implique la souveraineté réelle des travailleurs s'exprimant alternativement dans des réunions d'atelier et dans l'Assemblée générale de l'entreprise. La réunion d'atelier permet à chacun de parler plus facilement, l'Assemblée générale de mettre en commun les expériences et les décisions.

Le lieu du pouvoir c'est l'Assemblée. C'est ici et nulle part ailleurs que se prennent toutes les grandes décisions concernant l'entreprise, mais que se mènent aussi la discussion et le vote sur les consultations globales organisées par les fédérations territoriales et professionnelles.

Chacun peut donc s'y exprimer librement.

Les grandes décisions sont prises au vote majoritaire et deviennent exécutoires pour la totalité des membres de la collectivité. Les minorités ont pleinement le droit de poursuivre la défense de leurs idées et de leurs critiques, en s'appuyant sur l'expérimentation de la position majoritaire. Le système n'est pas figé, ce que l'assemblée a décidé, elle peut le modifier, l' expérimenter, le faire évoluer.

3- Le Conseil des travailleurs.

Il y a plusieurs niveaux de décision dans l'entreprise :

- **les décisions d'initiative locale** prises par chaque atelier autonome;

- **les grandes décisions** prises par l'assemblée générale : elles fixent le cadre que doivent respecter chaque atelier et le conseil élu;

- **les décisions d'application concernant la coordination de l'ensemble des activités**, les rapports avec l'extérieur (commandes, coordination avec la fédération, avec les autres entreprises, avec les secteurs alimentés par la production, avec les unions territoriales, etc.)

Ces décisions d'application, la coordination au jour le jour, sont assurées par un conseil élu par les travailleurs. Ce conseil est soumis aux décisions de l'Assemblée. Ses membres sont révocables à tout moment. Tout travailleur peut y postuler librement. Les divers secteurs de l'entreprise y sont représentés de droit.

4- L'exercice du pouvoir.

Dans une entreprise capitaliste, les " grandes décisions " sont prises par une direction extrêmement réduite, le conseil d'administration, ou souvent le seul directeur.

Les " décisions d'application " sont le fait de l'encadrement supérieur et moyen.

Les ouvriers, employés, petits cadres, techniciens exécutent les ordres.

Le personnel d'encadrement sert à les faire respecter et sa nomination dépend donc des échelons supérieurs.

L'entreprise autogérée ne conserverait pas cette pyramide du pouvoir du haut vers le bas avec la simple correction d'une élection du conseil d'administration ou du PDG.

Le pouvoir y est effectivement transformé. Il est collectivisé entre tous les membres de l'entreprise, chargés de prendre ensemble les grandes décisions hier dévolues à la plus petite minorité.

Le conseil des travailleurs ne prend pas la place du conseil d'administration mais se charge des décisions intermédiaires hier confiées au personnel d'encadrement moyen et supérieur, à cette différence près que les ouvriers et employés ne sont pas sous ses ordres, mais qu'il est au contraire tenu de respecter les décisions de l'Assemblée générale, où les membres du conseil sont présents mais avec égalité de droits et de pouvoir avec tous les autres membres de l'entreprise.

Les personnels d'encadrement n'existent plus en tant que dirigeants supérieurs hiérarchiques. Mais des fonctions de coordination et d'animation peuvent être confiées à des travailleurs désignés non par le conseil mais par les ateliers concernés et l'Assemblée générale.

Les rapports de production ne sont plus inégalitaires, ce ne sont plus des rapports de domination. Il s'en suit une transformation sociale radicale. A la stratification en classes et couches sociales

avec, en haut, capitalistes, en bas prolétaires, entre les deux couches moyennes salariées, on substitue une collectivité réunifiée, un corps social sans distinction de classe, aux droits et pouvoirs égaux, et partant aux revenus sensiblement égalisés.

L'absence d'un pouvoir monopolisé ne signifie pas l'absence de tout pouvoir, ni de toute autorité sur les individus : l'autogestion n'est pas un modèle abstrait, inapplicable du fait des tentations individualistes qui ne manqueront pas de se manifester même marginalement dans n'importe quel système social. La cohésion de celui-ci ne repose plus sur les rapports hiérarchiques, de domination. Elle n'en est que plus forte, parce que basée sur une dynamique volontaire, autogestionnaire : l'expression d'un consensus. Bien qu'un travail autogéré, maîtrisé, soit autrement plus stimulant que le travail aliénant, imposé, d'aujourd'hui, il subsistera des défaillances, et la collectivité des travailleurs devra s'en défendre. Le socialisme que nous proposons est anti-autoritaire parce que l'autorité n'y est plus monopolisée par des pouvoirs hiérarchiques, mais pas parce que chacun pourrait y faire n'importe quoi.

III. AUTOGESTION ET FEDERALISME.

1- La société confie la gestion de chaque lieu de travail à ceux qui s'y emploient, mais l'entreprise n'est pas leur propriété, elle est celle de toute la société. L'autogestion n'a pas pour finalité de mener l'entreprise dans le seul intérêt de ses travailleurs propres contre celui des autres entreprises concurrentes : nous ne préconisons pas un " capitalisme collectiviste ".

Chaque entreprise n'est donc que l'atelier d'une production globalement socialisée. Elle n'est pas indépendante, mais elle n'est pas non plus dominée. Elle s'intègre dans un cadre fédéraliste : unions territoriales (locales, régionales, internationales) et fédérations professionnelles.

2- Dans chaque union, chaque fédération, le pouvoir est collectivisé entre tous les membres, les travailleurs de base. **C'est l'autogestion généralisée à la production dans son ensemble.**

3- **Le pouvoir fédéraliste est donc un pouvoir collectif, sans bureaucratie.**

Chaque assemblée générale d'entreprise nomme des délégués à des **congrès permanents d'unions territoriales et de Fédérations Professionnelles siègeant pratiquement sans discontinuité.**

Ces congrès permanents nomment des conseils centraux.

La même distinction est faite que pour l'autogestion locale de l'entreprise entre :

- les décisions d'initiatives locales prises en toute autonomie par chaque entreprise;
- les grandes décisions;
- et les décisions d'application et de coordination.

4- Les délégués dégagent **les grandes décisions** à prendre et établissent les diverses propositions soumises aux votes de toutes les Assemblées de base de toutes les entreprises concernées **dans de vastes consultations démocratiques**, la position majoritaire de l'ensemble des concernés ayant force de loi - qu'il s'agisse de l'ensemble des travailleurs d'une région ou de l'ensemble de ceux d'une branche professionnelle.

5-La multitude de décisions d'application qu'il serait fastidieux et impossible de soumettre à ces consultations générales sont prises par les congrès permanents et les conseils centraux, et tant qu'ils suivent les grandes décisions, sont appliquées comme telles.

6- La logique du fédéralisme étant la recherche du maximum d'initiatives à la base, l'esprit même des grandes décisions et des décisions d'application se tourne dans cette direction, sans ingérences systématiques, sans autoritarisme, sans uniformisme, sans centralisme.

7- **Les délégués sont en permanente liaison avec la base.** Ils en reçoivent les consignes, doivent informer et rendre compte systématiquement de leurs activités. Les délégués sont des travailleurs disposant d'heures de délégation pour remplir leur mission, et ils doivent effectuer des retours réguliers " à la production " pour ne pas perdre le contact avec les réalités quotidiennes.

8- La production autogérée ne se résoud donc ni à l'éparpillement ni à la bureaucratie. Elle est solidement organisée mais dans le cadre d'un pouvoir collectivisé. Les entreprises sont tenues de respecter le sens des décisions collectives. Dans les cas rares (ou moins rares si certains secteurs d'opinions utilisent leur implantation dans telle ou telle branche d'activité pour faire obstruction) où la discussion et la négociation ne pourraient parvenir à règler les contradictions, le pouvoir collectif ne manquerait pas de moyens de pression matériels. Mais les sanctions économiques ne seraient pas confiées à la discrétion du conseil central ou de toute autre commission, mais soumises à l'approbation des congrès et donc des représentants directs de la base.

IV.UNE ECONOMIE BASEE SUR LES BESOINS ET SUR LES DESIRS DE LA POPULATION

La production est réorientée vers sa destination naturelle, la satisfaction des besoins de la population. La finalité du travail change. Le but n'est plus le profit ou les bénéfices d'une minorité.

Deux impératifs majeurs s'imposent à la nouvelle société,

- **une efficacité économique réelle** : toute société incapable d'assurer à ses membres la satisfaction de leurs besoins est condamnée soit à disparaître, soit à se transformer.
- **l'arrêt de la destruction de la nature** : la poursuite d'une croissance qui ne tiendrait pas compte d'un nécessaire équilibre écologique conduirait tôt ou tard à la catastrophe.

1- La détermination des besoins.

Indépendamment d'un minimum vital très élastique, il n'y a pas de besoins " objectifs ", mais seulement des besoins exprimés dans le cadre d'une société donnée, à un moment précis de son histoire, dans un contexte culturel particulier.

Ainsi le téléphone, privilège d'un petit nombre il y a 40 ans, est maintenant en France jugé comme un minimum par bien des foyers populaires.

On ne peut donc pas a priori définir quels seraient les " vrais " besoins exprimés dans une société autogestionnaire.

Cela dépendra des formes que prendra la vie quotidienne des gens, des désirs qu'ils manifesteront alors, mais aussi des produits et services nouveaux créés par les travailleurs.

On peut imaginer :

- que les désirs varieront selon les individus, et cela d'autant plus qu'on se situe dans une société anti-autoritaire valorisant l'autonomie de chacun;
- qu'une vie quotidienne plus solidaire entraînera la collectivisation de certains équipements ménagers, et le développement des activités et des biens communautaires;
- que les technologies de communication et de circulation des informations léguées par le capitalisme connaîtront des transformations importantes et un grand essort, car elles serviront de support à l'organisation autogestionnaire de la société;
- que le secteur éducation-formation connaîtra un grand développement du fait de la transformation de la composition du travail avec un tiers temps de formation;

- que le cadre de vie transformé appellera un immense travail en matière de construction, de rénovation, de création artistique, etc...

De son côté la production, dégagée des impératifs des profits, donnera des produits plus durables et sera passablement débarrassée de gadgets inutiles mais coûteux.

Bref, un nouveau modèle de développement résultera d'une émancipation et d'un bouleversement dans la vie des populations.

2- Un marché transformé.

Mais ce bouleversement de la vie, nous ne le voulons pas décidé par quelque pouvoir centralisateur. Déterminer les produits, c'est pour une large part déterminer le mode de vie.

Une révolution anti-autoritaire - libertaire au sens réel du terme - ne peut laisser à quelques révolutionnaires " éclairés " le soin de choisir les vrais besoins à la place de la population.

De même, une uniformisation par " consultations démocratiques ", soumettant tous les individus à une norme moyenne majoritaire de consommation, serait en fait terriblement oppressive, niant toutes les spécificités culturelles et personnelles, toute la diversité que chacun veut pouvoir introduire dans sa vie; il ne peut donc y avoir un rationnement " égalitaire " et uniformisé pour tous, au relent d'occupation et de marché noir.

Comment alors accéder aux biens produits, comment pourraient-ils être distribués égalitairement , et comment la sphère de la production pourrait-elle être informée des besoins réels ?

Certaines écoles passées de révolutionnaires préconisaient la " prise au tas ". Ainsi consommerait-on librement. Mais, élaborée dans un contexte historique et économique particulier (optimisme issu du développement naissant des moyens de production), cette conception ne correspond plus que très partiellement aux réalités sociales contemporaines. En effet pour satisfaire cette consommation sans limite il faudrait une production pléthorique, un productivisme sans commune mesure avec celui du capitalisme, ou au contraire des formes de vie très frugales, austères. Nous n'en sommes pas là.

D'autres révolutionnaires préconisaient la planification a priori, et le rationnement. Démocratisé, ce système impliquerait une norme de consommation plus ou moins uniformisée. Le citoyen consommateur passerait une vie de négociations avec les responsables de la coopérative de distribution la plus proche. Ce qui n'est guère désirable.

La distribution des biens et services nous paraît devoir emprunter deux grandes voies parallèles :

- un secteur de biens et de services libres et gratuits. C'est la prise au tas pour un " minimum vital ", services publics, santé, transports, éducation, logement, dont la liste totale serait à fixer dans le cadre des grandes décisions soumises à la consultation de toute la société;

- un marché libre, pour la consommation individuelle. En toute liberté chacun pourrait choisir selon ses goûts, ses priorités. La répartition égalitaire étant assurée par une égalisation du pouvoir d'achat.

S'agit-il alors d'une économie de marché ? Non, car ce marché ne serait pas le lieu où des commerçants formeraient leur richesse, ni celui où se réaliseraient des profits. Le marché n'est pas une création du capitalisme. Il lui préexiste de plusieurs dizaines de millénaires : c'est le lieu social de l'échange des produits.

Ce marché ne serait pas le théâtre de la concurrence, ou l'otage de grands trusts, tous disparus. Ce ne serait pas non plus un marché dominé par la sphère de la production, par les entreprises, mais simplement l'organisation de l'accès libre aux biens de consommation et aux services.

Surtout " l'économie de marché " capitaliste, c'est d'abord un marché de capitaux. Ici le marché se limite aux biens de consommation.

3- Prix et monnaie.

Il est pour le moment difficile d'imaginer une société sans un équivalent général -une monnaie - susceptible de permettre l'échange de n'importe quel produit par n'importe quel autre et l'accès libre à la consommation de son choix.

Monnaie ne signifie pas capitalisme. C'est un simple outil, qui exprime évidemment aujourd'hui l'inégalité sociale, inégalité dont la source n'est pas l'argent mais le pouvoir que cet argent ne fait qu'exprimer. **L'égalité du pouvoir d'achat**, droit fondamental dans une société autogestionnaire, doit pouvoir se concrétiser par des moyens d'acheter distribués égalitairement : de la monnaie.

La détermination des prix est nécessaire pour la gestion de toute production. Il indique le coût de fabrication, l'ensemble du travail nécessaire à chaque produit ou service (matière première et équipement compris).

4- Des revenus égalisés.

Les programmes révolutionnaires anciens - dont la fameuse Charte d'Amiens qui, en 1906, exprimait l'orientation syndicaliste révolutionnaire de la CGT d'alors - préconisaient l'abolition du salariat. Il faut entendre abolition du lien de sujétion entre

salariés contraints à se vendre et employeurs. Nous y souscrivons pleinement quant au contenu. Mais une société autogestionnaire assurera un revenu aux travailleurs en contrepartie de leur participation au travail, revenu concrétisé par une certaine quantité de monnaie.

C'st le lien de sujétion à l'employeur qui a disparu. C'est-à-dire l'essentiel. Si le travailleur reçoit une contrepartie qui lui permet d'accéder librement et égalitairement à la consommation, il n'en est pas moins membre actif de la direction collective de l'entreprise : ce revenu nouveau est donc radicalement différent de l'ancien.

Une société de besoins et non de profits est en rupture avec l'inégalité sociale : tous peuvent se satisfaire aussi librement que possible dans la société, et donc également.

Chaque individu y a les mêmes droits. Perpétuer une hiérarchie des revenus importante, c'est entretenir des différences sociales sans fondement. Avec la société nouvelle, les valeurs sociales changent, il n'y a plus de couche sociales ou d'individus dirigeants se réappropriant à leur profit une partie des richesses.

S'agit-il d'un nivellement vers le bas ?

Considérons que nous nous trouvons dans un cadre transformé, avec des valeurs sociales nouvelles, une transformation des modes de vie, de la consommation, et des biens produits, entraînant un changement de perspectives.

Le plus grand nombre s'y retrouve, accédant à des formes de vie insoupçonnées et à des moyens collectivisés qui lui étaient interdits jusqu'alors.

Les anciennes couches très privilégiées verraient effectivement leurs revenus réduits.

Il y aura donc conflits sociaux autour de la détermination des revenus. Certaines couches utiliseront les moyens de pression que leur confère la spécificité de leurs compétences (imaginons une grève des médecins). Lutte des classes donc, se poursuivant durant la première phase du socialisme, mais où les rapports de forces sont inversés et incomparables. Dans la toute nouvelle société, l'égalisation serait un processus, une fois corrigés les abus les plus caricaturaux, et ce serait aux travailleurs de déterminer collectivement les écarts de revenus supportables, les catégories concernées, et l'échéancier de l'égalisation.

Car l'essentiel est là : dans une société autogestionnaire les normes de revenus ne sont pas déterminées " en haut " mais collectivement.

V. UNE ECONOMIE A LA FOIS LIBRE ET DEMOCRATIQUEMENT PLANIFIEE.

Il faut maintenant visualiser le mouvement de cette société dont nous ne venons de projeter que les principes et certains rouages fondamentaux.

Ici encore s'exprime une certaine conception de la société fondée sur **l'équilibre** entre la multiplicité des actions particulières, autonomes,locales, collectives et individuelles, **et** la maîtrise des grands mécanismes de la société par la base réelle, l'ensemble des hommes et des femmes y travaillant et y vivant. Cet équilibre qui fonde le fédéralisme autogestionnaire implique un système de valeurs sociales spécifiques, anti-autoritaires. La société nouvelle bannit les réflexes d'uniformisation et de centralisation, qui inspireraient tôt ou tard les comportements maniaques et paranoïaques, totalitaires, de ceux à qui on confierait le pouvoir de diriger la vie des hommes. Mais elle bannit tout autant les tendances à l'éparpillement, au repli sur soi, aux égoïsmes.

Le socialisme anti-autoritaire accepte résolument de considérer la société comme traversée de deux mouvements à la fois contradictoires et inséparables, la multiplicité ds activités et des devenirs particuliers, et la solidarité collective de tout le corps social. Loin de vouloir réduire la société à une seule de ces deux dimensions, il s'agit de trouver une organisation sociale supérieure qui permette d'organiser et d'assumer la contradiction, d'y trouver la dialectique fondamentale qui donne vie et dynamisme au socialisme en offrant à l'autonomie locale et personnelle des espaces de liberté immenses, tout en permettant à une humanité réunifiée de contrôler collectivement le devenir de la société.

L'économie autogestionnaire ainsi conçue se développe sur deux niveaux articulés, mais distincts : l'inter-action libre et horizontale de toutes les activités, et la planification autogérée.

1- L'inter-action libre et horizontale de toutes les activités.

Nous consommons ce que les entreprises produisent. Le but est de leur faire produire ce dont nous avons réellement besoin, et dans le sens de nos désirs.

Nous l'avons vu la diversité et la liberté de choix impliquent un marché, limité à la consommation des produits et services courants.

L'intervention des consommateurs sur la production pourrait d'abord être comprise ainsi :

- chacun agit individuellement par sa consommation personnelle;
- l'existence d'un marché signifie concrètement que les entreprises de consommation - autogérées elles aussi - boutiques, restauration, coopératives, etc... répercutent les demandes des consommateurs auprès des fédérations de production. Il y a ainsi un rapport horizontal, direct, entre les consommateurs et les producteurs.

Afin de ne pas laisser le consommateur ou les collectivités isolés face à des fédérations de production et de services puissantes, chaque **commune** synthétise les besoins de la population, organise des consultations, des discussions tant auprès de la population que des collectivités.

Ainsi un lien d'interaction spontané s'instaure-t-il entre la sphère de la consommation et celle de la production.

La production agit sur la consommation par les produits et les services proposés. En effet il n'y a pas seulement une production passive face aux besoins exprimés, qui risquerait de conduire à un essoufflement de la dynamique sociale, mais une créativité, une inventivité propres au travail autogéré (n'oublions pas que les travailleurs sont aussi des consommateurs).

En retour la consommation agit sur deux niveaux :

- par la demande directe des consommateurs et des collectivités modulant par leur choix la production, stimulant telle ou telle priorité, etc...
- par l'intervention active des communes formulant et défendant les besoins de la population, mais aussi incitant à créer de nouveaux produits et services.

L'inter-activité entre production et consommation ne signifie pas une réponse immédiate à la demande : la production ne peut pas suivre avec élasticité et surtout immédiatement. Il faut le temps de modifier l'appareil de production pour l'adapter à l'évolution de la demande. De ce fait la seule liaison horizontale entre production et consommation, si elle constitue la forme vivante et quotidienne de l'activité économique, ne peut suffire.

2- La planification autogérée.

L'adaptation de l'outil de production à l'évolution des besoins nécessite l'intervention active et centralisée de la société. Sans une coordination générale assurant l'expression collective de toute la société en matière de consommation, les fédérations de production risqueraient de s'enfoncer dans la stagnation ou le corporatisme.

Une planification autogérée :

- fait la somme, à l'échelle de la société, des besoins exprimés, mais aussi **anticipe** au-delà de la consommation courante et des capacités actuelles de l'outil de production;
- met en corrélation production et besoins, et ici aussi détermine les **anticipations** en matière de transformation de la production;
- fait intervenir dans les décisions la protection de la nature.

La planification synthétise donc à l'échelle macro-économique les activités spontanées de l'économie, et elle coordonne les grandes transformations de l'outil de production pour le mettre au service des besoins réels. Elle concerne donc à la fois la **coordination globale** entre production et consommation, et entre les diverses fédérations de production, et **les grands choix** d'une société en auto-modification et en progression permanente.

On comprend donc que si une telle activité n'était pas elle-même autogérée, l'ensemble du système perdrait tout son sens.

Une planification autogérée pourraît ainsi être conçue :

Le congrès permanent de l'union territoriale (internationale, nationale ou régionale, nous y reviendrons) décide de la création d'un **service du Plan** qu'il contrôlera étroitement. Dans ce service siègent des représentants des unions territoriales et des fédérations de production.

Le service du Plan collecte l'ensemble des informations nécessaires pour mesurer les implications réciproques des divers choix économiques envisagés. Il peut ainsi formuler des projections diverses permettant de mesurer la portée de chaque choix. Ainsi le service peut-il répondre aux demandes des fédérations et du congrès permanent, par des anticipations fiables.

Le congrès est placé devant des projections différentes en fonction des choix débattus. Tous les grands choix proposés en alternatives, sont enfin soumis à la consultation démocratique, en pleine connaissance de leurs significations concrètes.

Ainsi chaque citoyen participe à l'élaboration du plan au stade de la collecte initiale des besoins par les communes, et tranche entre les grands choix économiques proposés par le congrès de l'union territoriale

La planification, dans le cadre de ces grands choix, organise la production, toujours dans le respect de l'activité autonome, priorise tel ou tel secteur, etc...

On pourrait imaginer un fonctionnement planifié tout en restant décentralisé : le service du plan serait relié à tout un réseau informatisé et inter-actif. Dans chaque entreprise, une cellule du plan pourrait ainsi se mettre en communication avec les banques de données de sa fédération, des autres fédérations, du service du plan. Elle aurait pour mission de les alimenter tout en bénéficiant d'un **accès libre à l'information**. Ainsi l'élaboration du plan résulterait d'un travail décentralisé et les propositions finales pourraient être contrôlées par les travailleurs.

VI. MOTIVATION ET DYNAMIQUE SOCIALE.

Une question demeure, évidente : la satisfaction des besoins de tous peut-elle devenir une motivation sociale suffisante pour chaque travailleur ?

Certes, dans une société autogestionnaire, chacun est à la fois producteur et consommateur, exécutant et décideur, responsabilisé et donc motivé. L'argument n'est

pourtant pas suffisant. Il tend à réduire la motivation sociale à un devoir civique : celui-ci ne peut pourtant pas produire, à lui seul, une dynamique permanente et générale. La faiblesse de certains projets autogestionnaires repose ici : penser qu'en enlevant toute contrainte autoritaire, étatique ou patronale, et toute motivation personnelle, les hommes et les femmes - tous, universellement - asssurés par ailleurs, et quel que soit leur rendement, d'un revenu uniforme, assureraient un travail suffisamment productif et feraient vivre et progresser l'économie.

Le socialisme d'Etat, lui aussi confronté à " l'individualisme ", et ce d'autant plus qu'il déresponsabilise totalement les travailleurs, a trouvé des " remèdes " au goût amer : le salaire à la pièce et donc le stackhanovisme, et la contrainte disciplinaire pour les récalcitrants. Le moins qu'on puisse dire c'est que ces " incitations " n'ont pas produit une société dynamique: elles poussent le taylorisme à l'extrême, et finalement, en terme d'initiatives et de participation collective, elle sont parfaitement démotivantes.

La société autogestionnaire doit être en capacité de produire toutes les marchandises et services nécessaires à la population, sans restriction, sans rationnement, avec qualité et esprit d'innovation. Elle ne peut être, comparée au capitalisme libéral, une régression, mais au contraire sur le terrain de l'efficacité comme sur tous les autres une progression très sensible. Pour cela, sur la base d'une conception fédéraliste de la société - l'équilibre et la dialectique entre le niveau collectif et général, et l'autonomie particulière, locale ou individuelle - elle a deux atouts majeurs qu'aucun autre modèle ne possède. **La motivation sociale - c'est-à-dire ce qui incite l'individu à investir ses capacités dans le travail collectif - y est double :**

- **générale**, puisqu'effectivement le travail est transformé, libéré, maîtrisé, chacun responsabilisé, les objectifs économiques choisis par la société, les intérêts des travailleurs et de la population privilégiés et non ceux de minorités exploiteuses. Tout cela est évidemment une motivation essentielle;
- **particulière** : on peut en effet, dans le cadre de cette société collectivement maîtrisée, imaginer des formes de motivation supplémentaires - concrétisées par exemple en pouvoir d'achat - attachées soit aux résultats de l'unité de production à laquelle on participe, soit à la valeur qu'une société peut donner à des tâches particulièrement pénibles.

Si nous envisageons une telle possiblité il ne nous appartient pas ici d'en détailler les formes, livrées à la création spontanée de la société. Qu'il nous suffise de dire qu'il ne s'agit pas d'un retour aux formes en vigueur dans le capitalisme, à la concurrence sauvage que s'y livrent les entreprises, et même les salariés entre eux.

C'est bien dans un cadre nouveau que nous nous situons, dont l'esprit est solidaire et égali taire.

C'est la société qui fixe la répartition des revenus, et non plus les classes privilégiées. Elle peut décider d'une échelle de revenus claire, assurant à tous une vie décente, et contrôlant sans dérapages le maximum d'écart jugé tolérable. Comparé à l'écart fantastique qui sévit aujourd'hui, la démarche qui conduirait à un tel régime serait bien égalisatrice. Mais elle n'aboutirait pas forcément ou du moins sans transition sur un revenu totalement uniforme. En fonction des résultats de chaque unité de travail, de chaque entreprise, pour la satisfaction apportée aux besoins de la population, un " plus " pourrait être ajouté au revenu garanti, dans des limites et selon des mécanismes décidés par la société. Les travailleurs de chaque entreprise, ou de chaque unité en jouiraient collectivement... Il y aurait donc compétitivité entre équipes, mais encadrée, et dans une économie planifiée en fonction des intérêts de l'ensemble de la population, et non livrée au jeu de la concurrence et des monopoles.

VII. UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT.

La transformation de la société, des formes du travail et du tissu industriel, le respect de la nature, entraînent une rupture radicale avec l'ancien modèle de développement.

Des priorités nouvelles sont établies.

1- Une production décentralisée.

- **Réimplantation dans les régions " désertifiées " d'un tissu productif nouveau.** Chaque région bénéficie d'une logique de valorisation des capacités locales, et de travail au pays.
- **Péréquation entre toutes les régions.** Dans le cadre d'une économie égalitaire et fondée sur la satisfaction des besoins de la population, toutes les régions de la société autogestionnaire bénéficient d'une aide appropriée et la population accède librement à toute la consommation. Il y a donc **à la fois** décentralisation **et** solidarité organisée dans le cadre international sur tout le territoire touché par la révolution.
- Multiplication des lieux de travail, **création foisonnante d'unités de travail nouvelles autogérées** enrichissant le tissu productif de chaque commune. **L'économie autogestionnaire n'est pas en effet une simple démocratisation de l'appareil de production arraché au capitalisme. Elle a sa propre dynamique : " créer une unité autogérée " sera une des activités les plus enthousiasmantes de la société nouvelle.** Des collectifs de **travailleurs s'associant librement** feront ainsi appel aux collectivités, aux fédérations, pour qu'elles les aident. **Un seul critère : non pas la " rentabilité " mais l'utilité sociale.**
- La " taille " des entreprises sera remise en question. Le capitalisme lègue des

usines gigantesques. Aux travailleurs de choisir, cas par cas, si " small " ou " big " "is beautiful ", de maintenir la taille de ces entreprises - subdivisées certes en ateliers autogérés - ou de les décentraliser.

2- Une production autocentrée.

L'organisation de la production que nous préconisons va dans le sens d'un développement " autocentré ", c'est-à-dire que chaque région développera, le plus possible, une économie rééquilibrée, production agricole, matières premières, industries lourdes, de biens d'équipement, de biens de consommation, services... Cette réorganisation ne supprimera bien sûr pas un échange international, mais le réorientera vers une péréquation des ressources et des productions régionales, facilitant ainsi dans chaque région un contrôle direct de la population, et une égalité entre les régions.

3- Une transformation du cadre de vie.

Urbanisme : transformation des cités, réhabilitations, multiplication des lieux collectifs, aménagement du lieu de vie de chacun, humanisation de la ville. Un immense effort serait fait pour **donner un nouveau visage aux villes et aux villages.** D'où la mobilisation des travailleurs du bâtiment, des équipements, de nombreuses professions artistiques, étroitement associées aux communes et aux habitants.

Equilibre écologique retrouvé : une société au service des intérêts de tous est aussi en rupture avec une logique productiviste qui a saccagé le cadre naturel et qui fait peser de lourdes menaces à venir. Il s'ensuit une politique non seulement de protection mais aussi de revalorisation de la nature.

Les préoccupations écologiques doivent entrer dans les grands choix faits par la société, choix de production, de consommation, et peser de façon déterminante.

4- L'essor d'un grand secteur formation/recherche / création culturelle.

La formation : indispensable à l'exercice de l'autogestion, elle appelle une création massive d'emplois et la participation active de toutes les professions à une auto-formation de la société, alternant l'intervention de formateurs spécialisés et celle de travailleurs expérimentés.

Le secteur de la recherche est vital pour soutenir le mouvement d'innovation technologique. Un secteur prioritaire, travaillant à la fois en autogestion avec la plus grande liberté de ses membres, et en association avec les autres catégories de travailleurs.

La création culturelle connaîtra un essor sans précédent, une véritable ère de renaissance inspirée par le mouvement de la société et soutenue par la soif de culture nouvelle des populations. Avec à la fois **la liberté absolue de la création**, et l'essor d'une création populaire.

VIII. LA SOCIALISATION DES DIVERS SECTEURS D' ACTIVITE.

Si la socialisation des usines et de nombreuses entreprises de services (notamment les services publics) est assez facilement concevable, d'autres secteurs d'activité sont plus problématiques.

1- Les très petites entreprises.

Elles risqueraient bien d'être noyées dans une " république des conseils ouvriers " fortement organisée à partir des grandes entreprises.

On peut imaginer un regroupement dans chaque commune ou à plus large échelle des petites unités d'une même activité, ou d'activités complémentaires qui deviendraient ainsi les " ateliers " d'ensembles plus vastes. Les travailleurs pourraient se rassembler en assemblée générale de ces divers ateliers, élire un conseil, des délégués, etc. Ainsi s'étaient regroupés les travailleurs de la coiffure socialisée dans Barcelone révolutionnaire en 1936-37.

2- Les secteurs dont l'activité était entièrement liée au mode de production capitaliste (banques, assurances, etc...).

Une monnaie et un marché de distribution dans une économie autogestionnaire ne suffiront pas à maintenir tous les emplois dans le secteur du crédit. Il en va de même pour pas mal d'administrations d'Etat (finances...).

La difficulté sera d'opérer des restructurations et des déplacements de travailleurs sans trop de douleur. Des formules de reconversions progressives sur place vers d'autres activités seraient souhaitables.

Bien plus délicat encore, la question des rapports avec les autres couches sociales:

3- La production agricole.

Une socialisation autoritaire des terres s'est déjà révélée (en URSS notament) dé-

sastreuse. Elle est exclue dans une dynamique autogestionnaire. Les travailleurs de la terre peuvent s'intégrer au processus révolutionnaire et aux structures nouvelles de la société. L'objectif est bien de les gagner et non de les dominer. Les paysans, émancipés des tutelles qui les opprimaient sous le capitalisme (monopole de quelques gros propriétaires, endettement auprès des banques, domination du capital foncier pour les fermages) peuvent soit collectiviser librement leurs terres, soit collectiviser leurs outils en conservant chacun la part de terre cultivable par une famille, constituer par commune des assemblées générales de travailleurs de la terre, élire leurs conseils paysans, nommer leurs délégués à une fédération agricole et aux diverses unions territoriales, participer pleinement aux consultations démocratiques, bref devenir des citoyens-travailleurs à part entière, assurés d'un revenu égal à celui des citadins, et ayant les mêmes droits, pouvoirs et responsabilités que tous les membres de la société autogestionnaire.

4- Les commerçants et artisans.

Ici aussi la société nouvelle peut laisser une part d'autonomie aux travailleurs indépendants, et même les intégrer peu à peu aux structures décisionnelles : autonomie du travail - sous réserve de ne pas exploiter de salariés - regroupement similaire à ceux des très petites entreprises etc... avec un encadrement des revenus sous le contrôle dela société.

5- Les professions libérales.

Si certaines activités disparaissent avec le capitalisme, d'autres demeurent (professions médicales, etc...). Or pour nous, par exemple, la socialisation et la gratuité de la médecine sont des nécessités. Là aussi un rapport d'intégration et de conflit s'installera afin de gagner à la société nouvelle une partie d'entre eux.

La socialisation de l'économie n'est donc pas un processus simple et on peut penser que pendant toute une phase - peut-être longue - la configuration de la société ne sera pas sans contradictions importantes. Elle se présentera comme une formation sociale dominée par un fort secteur autogéré (c'est-à-dire non pas étatisé mais collectivisé, mis en commun, formant un secteur communiste au sens littéral du terme) avec, en marge, de nombreuses activités en voie d'intégration ou dominées, relevant de modes de production pré-capitalistes ou de professions libérales.

Le pouvoir étant collectivisé au travers des structures de travail autogérées, s'en excluraient toutes les couches de la population qui se refuseraient à s'associer au mode de vie et de production de la société autogestionnaire.

III LA DEMOCRATIE AUTOGESTIONNAIRE.

La transformation sociale ne se limitera pas à la socialisation de la production.

La société humaine est globale, c'est à tous les niveaux que s'exerce la démocratie autogestionnaire. Le gouvernement sous sa forme nouvelle, à l'inverse de toutes les sociétés connues, y est exercé par la base de la société, rassemblée dans les assemblées souveraines des travailleurs de chaque entreprise. C'est à ce pouvoir nouveau, collectif, à la collectivité des travailleurs qu'il incombe de mener à bien l'immense oeuvre de transformation sociale, de décider de la politique intérieure et de la politique internationale, de la défense, des institutions et des lois.

Le socialisme anti-autoritaire, c'est l'autogestion de la production et l'auto-gouvernement de la société.

I. ASSEMBLEES DE TRAVAILLEURS ET COMMUNES LIBRES : LES STRUCTURES DE BASE DE LA DEMOCRATIE AUTOGESTIONNAIRE.

Le pouvoir des travailleurs s'exercera à partir des deux lieux essentiels de leur existence; le lieu de travail, et le lieu d'habitat.

Nous nous situons ici, rappelons-le, dans la " phase inférieure " de construction du communisme libertaire. La population dans son ensemble n'exerce pas encore tout le pouvoir. Seuls ceux des travailleurs qui se sont intégrés dans le secteur autogéré de la production (c'est-à dire probablement, mais pas forcément, la majorité des travailleurs) participent à cet exercice. Nous venons de le voir, ce secteur est très largement ouvert et il a pour vocation d'absorber toutes les activités humaines utiles à la société. Mais dans cette première phase, certaines composantes de la population expriment encore leur résistance, soit passivement, soit activement; des couches hier privilégiées sont opposées à la logique même de la nouvelle société; et des franges peut-être encore importantes de travailleurs restent en marge.

La problématique de la révolution autogestionnaire reposera donc sur la volonté de résoudre cette contradiction, en refusant de se laisser entraîner sur la pente d'une dictature qui ne pourrait qu'aboutir à la bureaucratisation du système. La nécessité d'affermir le pouvoir des travailleurs tout en intégrant progressivement tous les éléments de la société pourrait conduire à une expression différenciée du pouvoir:

- Les " grandes décisions " concernant toute la société seraient prises à partir des

lieux de travail par les assemblées souveraines de travailleurs (dont nous avons déjà dit à quel point la définition dépasse le cadre des seuls ouvriers). Retraités, travailleurs écartés de la production pour des raisons de santé, étudiants considérés comme travailleurs en formation, etc... doivent trouver leur place dans des assemblées souveraines, et donc pouvoir participer aux décisions démocratiques. Les délégués aux divers niveaux de coordination et de centralisation du pouvoir : congrès permanents des départements, régions, etc... seraient essentiellement élus et mandatés à partir de ces assemblées.

- Parallèlement, l'autogestion de la commune autonome, où s'exprime bien sûr la voix des travailleurs en tant que producteurs et qu'habitants, pourrait s'ouvrir à l'expression plus large des couches de la population se situant encore à l'écart de la production autogérée. La commune joue, nous l'avons vu précédemment, un grand rôle dans l'élaboration de la planification. Enfin elle devrait être associée à la détermination de la gestion régionale.

Ainsi la démocratie autogestionnaire s'exercerait à travers deux structures de base

1-L'entreprise autogérée.

C'est parmi les travailleurs eux-mêmes que s'élabore et se décide la politique de la nouvelle société. Les structures que nous avons décrites comme celles de l'autogestion de la production ont donc une destination beaucoup plus large. La fonction de gouverner est devenue une des tâches de chaque travailleur.

Les assemblées de travailleurs peuvent alors se considérer comme autant de "gouvernements de base ". Les conseils qu'elles nomment présentent, à côté des rsponsabilités propres à la gestion de l'entreprise, une répartition des responsabilités similaire à celle du conseil central de la révolution : économie, défense, formation, etc... Chaque responsable a pour mission d'animer le débat sur un de ces thèmes parmi les travailleurs, de veiller à la bonne tenue des consultations, de contrôler les activités du secteur à tous niveaux jusqu'au niveau central, d'aider les délégués de l'entreprise sur les questions dont il est chargé, etc...

Un tiers du temps de travail de chaque citoyen est consacré à la direction collective. Il est partagé entre les discussions sur la gestion de la production, et celles sur les questions de politique générale (et locale).

2- La commune libre.

L'autogestion ne s'exerce pas seulement dans la production et à l'échelle générale, régionale et internationale.

Pièce maîtresse de la démocratie autogestionnaire : la commune, gérée par les habitants.

On peut imaginer un système proche de celui des entreprises autogérées :

- des assemblées d'habitants par immeuble, tour, rue...
- des assemblées par quartier, nommant leur conseil;
- un congrès communal permanent, où siègent délégués des quartiers et des entreprises de la commune, nommant un conseil communal.

Chaque commune constitue une cité autonome.

Elle prend des décisions seule, indépendamment du congrès régional. L'urbanisme, les activités locales de tout type sont placées sous le contrôle et les choix des habitants eux-même.

On serait maître de son cadre de vie comme de son travail, les assemblées de quartier permettant la discussion libre, et la commune soumettant à la consultation démocratique toutes les grandes décisions concernant les habitants.

C'est dans le cadre de la commune autonome que se décident les plans de rénovation et de réhabilitation transformant littéralement l'urbanisme, la face des villes, leur vie. Ici encore, pas de centralisme, mais le respect des choix au plus près des gens : ce sont les habitants de chaque quartier - ou de chaque commune rurale - qui contrôlent les travaux, en collaboration avec les travailleurs du bâtiment, les artistes et les artisans.

C'est aussi dans la commune libre que se forme une culture nouvelle, une forme de vie fondée sur la solidarité, dans la multiplicité culturelle et ethnique.

II. LES CONSULTATIONS POPULAIRES ET LES GRANDES DECISIONS.

Exercé depuis la base, le pouvoir des travailleurs s'exprimera sur les choix décisifs, les " grandes décisions ", à travers de vastes consultations. Elles touchent non seulement la planification - les grands choix économiques - mais aussi la législation et les grands choix politiques en général.

C'est ce mode de consultation qui donne à la démocratie autogestionnaire tout son sens : une société globalement autogérée.

Le schéma de ces consultations pourrait tenir en un mouvement de va et vient permanent entre base et congrès, en quelque sorte une version réellement démocratique des " référendums ".

- Les délégués au congrès décident d'engager une consultation sur ce qui est déterminé comme " grande décision ", soit à la demande de délégués représentants les po-

sitions de leurs bases, soit à la demande du conseil central, soit selon des procédures de pétitions auprès de la population (comme en Italie ou en Suisse).

D'autre part, un certain nombre de consultations démocratiques sont inscrites dans la constitution, garantissant le respect des nouvelles règles de la société : planification, budgets, lois, nomination des membres du conseil central...

- Il n'y aurait pas démocratie mais plébiscite, si l'éventail des propositions finales était truqué, ne représentant pas les diverses positions en débat. **La première phase** d'une consultation est donc l'ouverture du débat tous azimuts, à tous les niveaux, congrès, entreprises, communes, dans les médias, etc... Toutes les propositions approuvées dans des assemblées de base remontent au congrès où elles sont présentées par les délégués ainsi mandatés par leur base et non par leur parti, lorsqu'ils sont affiliés à l'un d'entre eux.

- **La seconde phase** se déroule donc au congrès, où les diverses propositions sont exprimées par les délégués, expliquées, débattues. C'est un moment de **synthèse entre les diverses propositions**, afin de ne pas éparpiller la consultation.

- **La troisième phase** est la consultation démocratique proprement dite. Les diverses propositions retenues par le congrès sont discutées et votées par les assemblées de base. Le résultat des votes est communiqué au congrès qui enregistre l'ensemble des votes exprimés dans l'ensemble des entreprises.

On comprend que pour ne pas perdre de sa valeur, le système ne doit pas être saturé par une multiplication des consultations. Le nombre en est nécessairement mesuré. Ce qui signifie :

- que dans le cadre d'une société décentralisée le maximum d'initiatives et d'autonomie doit être laissé aux collectivités et entreprises de base, les décisions centrales se limitant au strict minimum;
- que les délégués aux congrès permanents, et notamment au congrès central, doivent faire preuve eux-mêmes d'un grand discernement. Le mandat impératif fixe le cadre à respecter, mais la base ne peut pas décider systématiquement de tous les détails d'application.

III. LE CONGRES PERMANENT.

La société autogestionnaire, à la fois décentralisée et collectivisée, trouve sa cohérence générale dans une Assemblée Centrale de délégués des travailleurs.

Ce congrès central permet d'organiser le pouvoir d'une manière collective et non pas centralisatrice. En effet, formé des représentants de la base, exprimant l'opinion des travailleurs, le congrès permet un mouvement équilibré de centralisation des opinions diverses exprimées dans la société, puis de collectivisation des décisions. Les grandes consultations, et le pouvoir des conseils centralisé par le congrès permanent, permettent un véritable pouvoir populaire, exercé de bas en haut. Il y a bien centralisation, mais comme une des phases d'un processus dont la finalité n'est pas le monopole de la décision, mais au contraire sa démocratisation.

Les technologies les plus modernes de communication et d'accès aux informations sont mobilisées pour assister la démocratisation de la vie politique et sociale.

Les congressistes ne sont pas coupés de la base. Les débats sont retransmis dans toute la société afin de permettre un contrôle permanent organisé depuis les conseils de base. Les travailleurs de la base peuvent aussi intervenir à l'occasion auprès de leur délégué, infléchir ses votes, contrôler ses interventions.

Les congressistes n'en ont pas moins un rôle éminemment politique, décisif :

- ils prennent les décisions diverses dites d'application, ils distinguent entre ces décisions et celles où une consultation démocratique est nécessaire. Ils sont donc les garants du respect des décisions et des aspirations de la base;
- un conseil central est nommé parmi eux, ils désignent diverses commissions, le conseil du plan, et contrôlent étroitement leurs activités.

La différence entre la démocratie autogestionnaire et la démocratie parlementaire est nette :

- la démocratie parlementaire repose sur la **délégation de pouvoir**, des électeurs aux élus, et la démocratie autogestionnaire sur le **mandat impératif renouvelé**, et le contrôle des électeurs sur les élus;
- la démocratie parlementaire consacre la **hiérarchie du pouvoir**. Une fois élus, les gouvernements dirigent la société du haut vers le bas. La démocratie autogestionnaire construit un **rapport social horizontal** où la société s'auto-institue, s'auto-gère, s'auto-gouverne;
- les vecteurs des opinions sont, dans le parlementarisme, **les partis politiques**. Les élus sont contrôlés par leur direction politique, et non par le peuple. A l'inverse ce sont les structures que se sont données les travailleurs qui deviennent, avec l'autogestion, les creusets de l'élaboration politique. Les élus n'ont d'autres mandats que ceux de leur base. Les partis sont écartés du pouvoir au profit de la collectivité. Ils conservent entière liberté d'expression et d'élaboration, mais n'ont plus de fonction directe de gestion et de direction.
- les consultations démocratiques ne sont pas comparables aux référendums parfois pratiqués dans le système parlementaire. En effet, elles sont un des **fondements** de la démocratie nouvelle, et non un ornement marginal, et ce sont les diverses opinions apparues dans le débat démocratique qui sont synthétisées dans les

propositions contradictoires soumises au peuple, et non des questions choisies par les gouvernants.

IV. UNE FEDERATION DES REGIONS AUTONOMES.

Nous supposons le processus de transformation étendu à tout un territoire national actuel, et le dépassant largement. Dans ce cadre national et international, rassemblant peut-être des centaines de millions de travailleurs, comment structurer la société ? Va-t-on reprendre le cadre des anciens Etats, et composer une fédération internationale des unions françaises, italiennes, anglaises, etc... ? Ou bien, abolissant toutes les frontières du passé, former une seule union internationale à vocation mondiale, avec un congrès unique international organisant l'ensemble de la nouvelle société ?

La finalité de l'autogestion étant la maîtrise directe de la population sur la société, on peut plutôt imaginer un système priorisant les régions.

Même en se limitant à un territoire comparable à celui de la France, avec une population active de 19 millions de travailleurs (mais la démocratie autogestionnaire concernerait aussi les retraités !) on aurait un congrès central de 19 000 délégués, à raison par exemple d'un délégué pour 1000 travailleurs; un bon concert de rock, mais pas forcément un lieu de débat idéal ! Impossible. On aurait donc recours à des formules de délégation indirecte, " à étage ", les congrès locaux élisant des délégués, etc... Et il y aurait peu à peu perte du contrôle direct de la base.

On peut donc imaginer, solution parmi d'autres, une sructuration territoriale double : régionale et internationale.

Dans chaque région on trouverait un congrès central permanent (nommant un conseil central), une planification propre, une législation propre. Le tout soumis à la consultation souveraine des travailleurs de la région, avec une autonomie très étendue.

Au niveau international, une fédération internationale des régions autonomes. Les attributions sont limitées, mais touchent toutefois les questions les plus générales concernant toute la société : défense et rapports avec l'extérieur, péréquation et aide entre les régions, planification générale, droits de l'homme et garantie autogestionnaire... La fédération internationale est bien entendue soumise aux règles de la démocratie autogestionnaire.

L'identité de chaque région est géographique, non nationaliste, raciale ou religieuse.

Le cadre fédéraliste émancipe les diverses cultures de la tutelle centralisatrice. Mais elle n'a pas vocation de lui substituer des micro-centralismes. Le socialisme autogestionnaire, en ouvrant des espaces de liberté et d'autonomie à toutes les communautés et à chaque personne, reconnaît l'existence de cultures nationales et de cultures multi ou trans-nationales mais rompt la trilogie Etat-Nation-Patrie, au profit d'une communauté humaine réunifiée dans sa diversité. Les membres de chaque communauté devront être libres et égaux, sur le lieu de vie et de travail de leur choix.

Dès le début du processus révolutionnaire, les peuples des DOM-TOM (dans l'exemple français) pourront exercer leur droit légitime à l'indépendance. Ce sera le seul moyen pour les peuples colonisés de se joindre librement à une extension future de la révolution.

Ainsi les DOM-TOM et autres colonies héritées de la domination capitaliste seront associés, s'ils le désirent et sur un pied réel d'égalité et d'échange, au processus révolutionnaire. Il appartiendra aux peuples libérés du joug colonial de choisir: se fédérer - et non abandonner leur identité ou déléguer leur pouvoir - ou non, à l'ensemble des territoires construisant le socialisme autogestionnaire.

V. LE CONSEIL CENTRAL.

Les élus au conseil central sont choisis parmi les membres du congrès régional.

Nécessaire à la coordination quotidienne de la société dans chaque région, le conseil n'a pas les attributions du gouvernement dans la démocratie parlementaire.

Il est soumis à la direction permanente du congrès régional, dans le cadre des directives générales tranchées par la base de la société : il est donc plus " exécutant " qu' " exécutif ". Il n'a d'autorité, ses consignes ne sont appliquées que si elles respectent le mandat impératif fixé par la base.

Afin de resserer le contrôle populaire, les membres du conseil central sont élus par la base de la société, et non par un système indirect comme dans les syndicats actuels ou dans le régime dit soviétique : ils sont révocables directement par la société, indépendamment d'intrigues politiciennes dont aucun système n'est par ailleurs préservé.

VI. UN CONTRAT AUTOGESTIONNAIRE.

Le droit actuel, à 90 % fondé sur la préservation de la propriété et des privilèges, serait évidemment aboli.

Mais la société nouvelle pourra-t-elle se passer de lois, de règles communes ? Tout aussi évidemment non.

La nouvelle législation répondrait à deux besoins :

- un contrat autogestionnaire.

Il instituerait, stabiliserait la pratique sociale autogestionnaire afin d'en garantir tous les aspects démocratiques; tenus à ce règlement, les délégués et les responsables à tous niveaux seront ainsi encadrés par des règles fixées par la collectivité. Contrat adopté démocratiquement, il oblige chaque collectivité à respecter les règles du jeu. Le contrat autogestionnaire est donc à la fois le garant de la démocratie et de la cohérence de la société.

- l'égalité des droits de tous.

Loin d'une volonté maniaque de codifier la vie des gens, le droit autogestionnaire protège la liberté de chaque personne. Nous ne nous plaçons pas dans un monde paradisiaque, où le racisme, le sexisme, etc... auraient disparu miraculeusement et unanimement. Il faut un respect absolu et une extension de tous les droits de l'homme, un Droit qui protège l'individu de la pression collective ou des malveillances individuelles, afin d'empêcher toutes les discriminations, tous les abus, toutes les violences dont les personnes pourraient être menacées.

On ne peut donc laisser la vie civile libre de toute règle, et chaque individu sans recours face à ses semblables.

Mais l'extraordinaire différence entre le Droit actuel et un Droit autogestionnaire, c'est que le législateur ne serait pas ici l'assemblée parlementaire ou le gouvernement, mais le peuple lui-même. L'objectif du Droit bourgeois est de garantir la propriété et l'accumulation des richesses par une minorité, alors que le " Droit autogestionnaire ", élaboré par le peuple lui-même, pour la défense de ses intérêts, posera des garde-fous pour maintenir une réelle égalité économique et culturelle et pour garantir à chacun, homme, femme, enfant, autonomie et liberté.

VII. QUELLE DEFENSE POUR LA SOCIETE AUTOGESTIONNAIRE ?

Imposer le respect des droits et de la liberté de chacun ne se fera pas uniquement par la promulgation d'un Droit autogestionnaire, d'un "contrat social".

Si la fin des inégalités et la résolution de la crise économique détruiront en grande partie les causes de la délinquance, celle-ci ne disparaîtra pas immédiatement, comme par enchantement, même s'il est probable qu'elle baissera notablement.

De plus une révolution sociale, même la plus pacifique possible, ne s'accomplit pas comme dans un rêve. Elle a des adversaires à l'intérieur, elle ne gagne pas toute la population d'un pas égal. Il y a des résistances, des sabotages, des troubles violents. A l'extérieur elle devra s'imposer à un monde dominé par le capitalisme et par la bureaucratie (nous ne nous plaçons ni à l'époque d'une révolution " achevée ", ni dans l'hypothèse d'une révolution " mondiale " embrasant d'un seul coup la planète entière, mais dans une logique d'internationalisation progressive). La révolution autogestionnaire remettrait directement en cause les intérêts du capitalisme international sur le territoire de la révolution, et menacerait par contagion la stabilité, voire l'existence de tous les régimes de domination.

Il faudra donc, au moins pendant une première période, des structures assurant la défense des individus et l'autodéfense de la communauté autogestionnaire.

Ces structures n'auront aucun rapport, ni de près, ni de loin, avec les institutions répressives, police, armée, justice, que nous connaissons aujourd'hui. Celles-ci sont organisées selon le principe de la soumission à la hiérarchie, et dirigées par des officiers, magistrats et fonctionnaires d'autorité, dont les intérêts sont étroitement liés au maintien d'une société de classe. Ces institutions répressives sont à la fois le soutien principal de toutes les dictatures et le dernier rempart des sociétés " libérales ".

Au contraire, les organismes qui remplaceront police, " justice ", armée,aujourd'hui investies par l'Etat du droit de violence contre la population, émaneront des conseils de travailleurs et seront étroitement contrôlés par eux. Ils fonctionneront suivant les mêmes règles de démocratie autogestionnaire que la société qu'ils devront défendre.

Placés sous le contrôle du peuple, ils devront respecter les directives des conseils et appliquer les lois des travailleurs. Ils ne constitueront donc pas des corps répressifs séparés de la société.

VIII. UNE DEFENSE POPULAIRE.

Problème clef à plus d'un titre.

La nécessité impérieuse de doter la société autogestionnaire d'une défense efficace ne devra pas masquer d'autres considérations essentielles.

Cette défense ne devra pas échapper au contrôle de la démocratie autogestionnaire.

Une extrême lucidité sera nécessaire pour éviter les dérapages : l'officier révolutionnaire Bonaparte a ouvert la voie à l'empire napoléonien, Trotsky militarisait à la fois l'armée rouge et le travail dans les usines...

Ensuite la " défense " de la société autogestionnaire ne pourra pas passer par une prise en otage des peuples voisins. Il s'agira de les gagner à la cause de la révolution et non de créer des " unions sacrées " dans les pays n'ayant pas encore rompu avec le capitalisme.

Pour concilier l'efficacité avec ces autres impératifs absolus, il faudra mettre en place une défense civile populaire, qui évitera le plus grave danger de l'armement pour une démocratie : la coupure entre une armée constituée et une population désarmée. L'ensemble des travailleurs organisés dans le processus autogestionnaire sera armé dans tout le territoire. Ce qui présente l'avantage de rendre un pays difficilement pénétrable.

Dans ce contexte du peuple en armes, la mise en oeuvre des matériels défensifs les plus modernes est inévitable; sans eux tout système de défense serait complètement illusoire. La conscription sera volontaire - l'incorporation forcée d'objecteurs de conscience ou d'opposants au nouveau régime ne pourrait qu'affaiblir la défense. Les unités ainsi constituées seraient organisées en conseils de soldats, avec des responsables élus et révocables assistés de techniciens de l'ancienne armée, gagnés à la révolution, en particulier grâce aux luttes développées dans les casernes. Cette conscription volontaire permettra de former des unités aptes à la mise en oeuvre de ces technologies. Ces unités seront coordonnées par des responsables nommés par les congrès des Unions Territoriales (l'introduction de pratiques autogestionnaires dans le cadre de structures opérationnelles a été expérimentée avec succès par les anarcho-syndicalistes en Espagne en 1936 et par les communistes libertaires en Ukraine en 1917-21).

Ces unités seront partie prenante de la démocratie autogestionnaire, et comme toute autre collectivité, assujetties à respecter les décisions majoritaires.

La nécessité provisoire de s'armer ne fera pas oublier les risques contenus dans le fait militaire même corrigé et contrôlé par une société autogestionnaire. Elle n'oubliera pas les valeurs de l'antimilitarisme et du pacifisme.

La société nouvelle militera pour le désarmement total. Elle ne limitera pas son action à des déclarations ou à des " négociations de Genève ", mais prouvera par des actes concrets sa volonté de désarmer, sans pour autant se priver des moyens de se protéger contre des agressions extérieures.

Elle s'interdira tout armement prenant des peuples en otage, ou laissant supposer une quelconque volonté d'expansionisme militaire.

Dès les premiers jours de la réorganisation sociale les armements nucléaires seront donc démantelés : dans une période de déstabilisation générale, la possession de l'arme nucléaire ne saurait être une garantie de paix, bien au contraire. Dirigées contre les peuples, par définition incontrôlables par une démocratie autogestionnaire, ces armes serviraient de prétexte à un déluge de feu nucléaire sur le territoire révolutionnaire.

IX. UNE LIBERTE ABSOLUE D' EXPRESSION ET D' ORGANISATION.

La libre association, la libre expression sont des fondements de la démocratie autogestionnaire. Toutes les opinions doivent pouvoir s'exprimer sans réserve, y compris celles qui s'opposent au nouveau système. La liberté, c'est d'abord celle de ne n'être pas d'accord et de pouvoir le dire publiquement, sans craindre la censure et la répression.

Liberté absolue de la presse, des médias, des institutions religieuses, des formations politiques ou philosophiques, liberté syndicale...

Les partis politiques (ou autres formations idéologiques) ont donc toute liberté d'expression. Mais les institutions nouvelles ne leur offrent plus d'espaces de pouvoir. Les partis ne présentent plus leurs candidats aux élections. Ce sont les délégués directs des travailleurs qui siègent aux divers conseils et congrès. Certains sont membres de ces formations idéologiques, mais c'est le mandat de leur base et non de leur parti qu'ils respectent.

Dans une société qui n'est pas uniformisée, et qui est dans sa première période confrontée à une opposition de plusieurs catégories de la population, certains partis serviront effectivement d'outils pour enrayer le processus autogestionnaire. Les plus dangereux seront ceux qui joueront le jeu des institutions nouvelles pour favoriser une bureaucratisation ou une déviation, en s'appuyant sur des délégués acquis à leurs

idées.

La société autogestionnaire devra jouer le jeu de la liberté. Car le plus grave des dangers est encore l'interdiction, la répression idéologique, la spirale totalitaire qui finit par assurer le pouvoir à la direction d'un parti unique qui aurait écrasé ses oppositions externes et internes, toutes estampillées " contre-révolutionnaires ".

Modèle du genre, la prise du pouvoir par les bolchéviques, qui commencèrent par dissoudre certains conseils contrôlés par des délégués ouvriers sociaux-démocrates, puis qui ont emprisonné, exécuté, interdit les expressions politiques révolutionnaires (socialistes révolutionnaires, syndicalistes révolutionnaires, communistes libertaires). Et qui finalement pourchassèrent leurs propres opposants à l'intérieur du parti (d'abord l'opposition ouvrière, interdite par Lénine et Trotsky, puis les trotskystes persécutés par les Staliniens). Autres exemples : la Chine, Cuba ou l'Algérie...

La révolution sera le théâtre de batailles idéologiques très vives : un intense moment de politisation. La conviction des militants les plus influents, celle des délégués, celle des membres des conseils, ne sera pas du tout indifférente au cours des choses.

Le succès d'une révolution autogestionnaire dépend donc aussi d'une présence forte d'une grande formation anti-autoritaire implantée dans la société.

Les syndicats seront eux aussi libres d'expression et d'organisation. De nombreux militants se seront engagés dans le processus autogestionnaire. Certains syndicats pourront même y jouer un rôle actif. D'autres s'y opposeront. Une fois la nouvelle société stabilisée, auront-ils encore une raison d'être ? Si la société atteignait le niveau ici décrit, on peut penser qu'ils devraient se dissoudre. A moins qu'ils ne représentent alors des structures défendant les intérêts individuels des travailleurs, ou encore un contre-pouvoir en réserve...

La liberté du culte sera préservée, quoique pour nous toutes les églises représentent des formes d'aliénation sur les individus. On ne combattra pas l'obscurantisme par les persécutions. En revanche on réagira contre toute exploitation contre-révolutionnaire de cette liberté.

X. CITOYENNETE AUTOGESTIONNAIRE.

- Le citoyen-travailleur.

La société nouvelle est fondée sur la socialisation des moyens de production. Elle

est autogérée économiquement et politiquement par toutes celles et ceux qui s'intègrent au processus, travaillent dans les entreprises autogérées, nomment conseils et délégués.

" Travailleurs " ne peut être compris au seul sens d'ouvriers et employés. Techniciens, travailleurs de la culture, artistes, paysans, chercheurs, enseignants, étudiants (travailleurs en formation), tous peuvent autogérer leur travail et trouver leur place dans les institutions nouvelles.

Etre citoyen-travailleur, c'est contribuer par son travail, à quelque niveau et sous quelque forme que ce soit, à la marche de la société, être de ce fait assuré d'un revenu, et participer au pouvoir collectif de la démocratie autogestionnaire.

- L'égalité des droits.

La société nouvelle repose sur une conception spécifique de l'individu dans la société, une citoyenneté fondée sur l'affirmation de l'autonomie personnelle liée à sa responsabilisation dans la société.

Autonome, l'individu détermine le cours de sa vie, ses choix professionnels, il est maître de son travail, de sa formation, il est libre dans sa vie personnelle, dans sa sexualité, dans ses loisirs, dans son mode de vie, dans sa culture. Il peut habiter et travailler où il l'entend dans une société sans frontières et exercer, partout, tous ses droits de citoyen - c'est-à-dire de membre du pouvoir collectif - quels que soient son lieu d'origine, sa culture, ses convictions, et son sexe. Il peut exprimer sans réserve, sans risque de sanctions, toutes ses opinions.

Responsable, il est appelé à participer à l'autogestion de son travail, de la production, de la commune, de la société entière.

XI. UNE SOCIETE LIBERTAIRE.

La conquête de la liberté pour chaque individu passe par la liberté collective de la société, la fin de tous les pouvoirs séparés qui pèsent sur la communauté humaine. **La liberté est un fait social.** La liberté individuelle a besoin, pour se réaliser, de la liberté collective, solidaire, de tous les membres de la société.

Le socialisme anti-autoritaire n'apporte pas la disparition de toutes les contraintes. Les contradictions, les conflits entre l'homme et la nature, l'individu et la société, le particulier et le général, sont inéluctables. La liberté, c'est la liberté de choisir, dans un cadre donné et nécessairement contraignant, entre des projets et des désirs eux-mêmes contradictoires. Cette liberté étouffe dans la société de classe, où l'essentiel des contraintes ne vient pas des nécessités de la vie mais de l'oppression

d'une catégorie limitée et privilégiée s'imposant **contre** ces nécessités.

Exercer des responsabilités, s'exprimer, écouter, être consulté, sont des contraintes spécifiques. Devoir travailler pour accéder à la citoyenneté est une contrainte majeure. Respecter les décisions majoritaires aussi. L'auto-institution d'une société substitue à des contraintes imposées autoritairement, des contraintes choisies, intégrées, contrôlées.

La société autogestionnaire ne permet donc pas d'atteindre une liberté métaphysique; mais dans les conditions historiques réelles où elle est conçue, au regard de la société qu'elle renverse et de la libération concrète qu'elle peut apporter aux travailleurs, à une population aujourd'hui opprimée, elle constitue bien un modèle de société **libertaire**, c'est-à-dire qui fait de la liberté de chacun et de tous sa valeur centrale et sa finalité, et qui bannit toute autorité supérieure et séparée de la société.

XII. UNE CULTURE MULTIFORME.

Toutes les populations du monde présentent aujourd'hui, malgré la tendance du capitalisme à l'uniformisation, une grande diversité de mode de vie et de culture.

Le projet libertaire propose un cadre cohérent à cette diversité, en assurant l'autonomie de chaque individu dans une société solidaire. Il permet l'association par affinité, mais aussi l'échange constant.

Dans la commune autogérée, chaque communauté culturelle pourra s'exprimer librement dans des espaces de liberté, certains propres, certains communs. La rénovation de l'urbanisme sera conçue de manière à ce que puissent cohabiter sans se heurter des modes de vie différents. Nous refusons donc les ghettos qui enferment chaque communauté dans ses spécificités, dressent des barrières, et finalement étouffent et étriquent l'individu, mais nous refusons tout autant l'uniformisation, l'assimilation à un modèle dominant qui nierait autonomie et liberté. Chacun doit pouvoir vivre avec chacun, sans heurts, ni racisme, avec des lieux spécifiques, et des lieux privilégiés de carrefour entre les cultures.

Société nouvelle, nouvelle culture.

En s'interpénétrant, les cultures se modifient et tendent vers de nouveaux modes de vie et de nouvelles expressions. Le système de valeurs propre à la société autogestionnaire, lui-même produit de " l'autre société " portée par les luttes prolétariennes depuis leurs origines, compose le fond d'une **culture nouvelle**, synthétisant et dépassant les apports planétaires, rejetant de nombreux aspects des cultures communautaires d'origine, et inaugurant dans la diversité une ère de renaissance artistique, philosophique, scientifique, mais également quotidienne.

XIII. UNE VIE QUOTIDIENNE TRANSFORMEE.

La finalité du socialisme anti-autoritaire, au-delà de toutes les structures, des rapports de production, des institutions qu'il peut inspirer, se trouve là : former une société où l'individu puisse trouver un cadre solidaire et humain favorisant son épanouissement personnel dans l'autonomie la plus complète possible.

Changer le travail, la citoyenneté, c'est émanciper chaque individu grâce à une conception nouvelle de la vie collective.

Inutile donc de chercher dans un projet comme celui-ci un modèle de vie quotidienne. Le socialisme que nous voulons doit permettre à chacun de se choisir la vie qu'il entend, en s'associant librement avec qui le veut bien, et comme il le choisit, sans préjugés, sans règles institutionnelles codifiant la vie. Nous ne proposons donc pas un " modèle type " de vie communautaire, familial ou individuel, sexuel ou culturel, non que nous nous désintéressions de la question, non qu'elle ne mérite pas de nombreux débats, mais parce que nous ne voulons surtout pas codifier et régenter, mais permettre l'émancipation et l'épanouissement de tous.

Le respect de la liberté et de l'identité de chacune et de chacun, une société solidaire, constituent le fond d'une **éthique libertaire** aux antipodes des codes de bonne moralité inspirés par les diverses religions, ou de l'indifférence et de l'égoïsme secrétés par le capitalisme moderne.

XIV. LA FIN DE L 'ORDRE PATRIARCAL.

Cette transformation émancipatrice de la vie quotidienne remet radicalement en cause un ordre patriarcal multi-millénaire.

Précédant largement le capitalisme, aussi ancien sinon plus que toutes les formes d'oppression de classe, l'ordre patriarcal, l'autoritarisme et l'inégalité pesant sur une moitié de l'humanité, est une des cibles majeures et définitives du combat anti-autoritaire. En plaçant chaque individu quel qu'il soit en situation d'égalité et d'autonomie par rapport à l'ensemble de ses concitoyennes et concitoyens, en abolissant toute forme d'oppression et de hiérarchie, le projet socialiste anti-autoritaire propose un cadre égalitaire et libertaire sans lequel une réelle émancipation des

femmes n'est pas réalisable. Réciproquement, il n'atteindra son but qu'une fois le rapport homme / femme partout et pour toujours remis sur un pied d'égalité.

XV. LA TRANSFORMATION DE L' EDUCATION.

Enfin, une société anti-autoritaire offre à chaque enfant un cadre épanouissant.

L'école est aujourd'hui fondamentalement un moyen de transmission de l'idéologie dominante, et elle assure la reproduction des valeurs et des structures de la société d'exploitation.

Mais elle est aussi la représentation de l'état de cette société dans son évolution, y compris du poids exercé entre autres par les nécessités techniques et par la lutte de classe.

Il ne faut pas la considérer comme un milieu clos et verrouillé une fois pour toutes, mais comme le cadre d'une lutte possible dès aujourd'hui, notamment de la part des enseignants, dans le sens d'une remise en cause des valeurs et des structures de la société.

Une société anti-autoritaire offrirait, elle, à chaque enfant, un cadre épanouissant non seulement par choix idéologique mais par nécessité sociale et politique. La capacité d'analyse, de prise de décision, le développement du sens critique et de la responsabilité, sont des conditions incontournables de l'édification d'un socialisme libertaire. La nécessité d'un apprentissage constant de l'autogestion dès l'enfance, conduit à repenser de fond en comble le système éducatif, sur la base des points suivants :

1- L'apprentissage de la vie collective sur des bases socialistes, conduit à privilégier des pédagogies reposant sur la participation active des enseignés, remettant en cause la domination absolue de l'enseignant sur l'enseigné, et assurant le respect des rythmes et des besoins de l'enfant et de chacun.

2- La lutte contre l'échec scolaire, qui doit se transformer en lutte pour l'accès de tous à l'instruction, s'articule sur trois niveaux :

.-agir sur le milieu d'origine de l'enfant, et ses conditions de vie, ce qui est le but du mouvement révolutionnaire;

-reconnaître à chaque enfant sa spécificité, sa culture, en institutionnalisant la participation des parents à la gestion de l'école, en tant que co-responsables avec le personnel enseignant et les enseignés, en fonction de leurs possibilités;

-supprimer de ce fait une des causes essentielles de l'échec scolaire, l'imposition des normes culturelles et sociales de la bourgeoisie, et leur utilisation comme critère

de sélection.

Seule cette démarche, qui peut conduire à terme à l'éclatement de l'école telle que nous la connaissons au profit, par exemple, d'une formation par cycles dans des structures sociales à vocation plus large (conseils locaux, entreprises autogérées, associations), permettra d'éviter un repli de l'institution sur elle-même, et la résurgence des méthodes autoritaires actuellement en vigueur, qui visent à limiter l'autonomie de l'enfant, et à lui inculquer la soumission à l'autorité, ce qui est antinomique avec une démarche autogestionnaire.

3- La formation des enseignants et le contrôle social : pour appliquer des méthodes d'enseignement dites " actives ", une formation poussée est nécessaire, tant pédagogique que psychologique et politique [14]. Il faudra se battre contre l'inertie et le conformisme qui est la raison d'être de l'école actuelle, et imposer la participation de plein droit de la population au processus éducatif, pour qu'enfin l'école joue un rôle social émancipateur. On évitera ainsi l'impérialisme culturel d'une région, ou d'une couche de la population sur une autre.

4- Une répartition des moyens entre les établissements dans le cadre du Plan. Selon les besoins spécifiques de chaque région, déterminés collectivement, on répartira les moyens financiers et matériels sur la base d'une égalisation des chances.

5- Un réseau d'information sur les problèmes éducatifs complètera le système en apportant les éléments nécessaires à une bonne compréhension par tous des processus éducatifs et de leur mise en application. C'est par ce biais également que seraient diffusés les résultats de la recherche en éducation et des " expériences " novatrices, sous une forme qui permette leur réutilisation par les conseils d'école, et non par les seuls spécialistes de l'éducation.

Mettre la formation des citoyens sous le contrôle direct de la société toute entière, tel est l'enjeu de la transformation du système éducatif.

Enfin la permanence de la formation, intégrée pour tiers de temps au travail de chacun pendant toute sa vie, permettra à chacun de suivre sa voie, à son rythme, de la modifier à sa guise, de rattraper les retards et de compléter en tous sens sa culture, au cours des années, librement.

---

14. *"Politique" s'entend ici dans le sens "civique", c'est à dire la vision claire des buts de l'éducation en fonction de la société qui la génère. Une formation de ce type doit éviter aux professionnels de sombrer dans le pédagogisme apolitique et conformiste, s'appuyant sur des recettes toutes faites, attitude qui va à l'encontre de l'expérimentation libre prônée par les méthode actives, et qui de plus n'offre aucune garantie quant au retour possible de l'autoritarisme.*

Le socialisme anti-autoritaire n'offre donc pas seulement un cadre formel, institutionnel, à l'émancipation de chacun. Il veut en trouver les moyens humains, culturels, matériels.

Le socialisme anti-autoritaire, c'est le collectivisme au service de l'émancipation de chacune et de chacun.

Sans tout traiter, et même en négligeant parfois ce qui n'aurait pas dû l'être, nous avons donc brossé le portrait de ce qui pourrait être une des versions imaginable d'un socialisme autogestionnaire. Bien des précisions, des concrétisations formulées ici ne doivent bien sûr être prises que comme des exemples, des illustrations. Bien d'autres possibilités existent, et dans l'avenir une réorganisation de la société révèlerait des solutions aujourd'hui inconcevables.

A lire ces pages, des questions se posent, et c'est ce que nous recherchons.

La démocratie proposée est-elle réellement possible ?

Nous répondrons que nous nous sommes situés dans une **dynamique**. La réalisation de la société nouvelle, arrivée à l'étape ici décrite, est précédée d'une longue phase de luttes, puis de contre-pouvoir, puis de luttes révolutionnaires, où les travailleurs se sont auto-éduqués à la démocratie autogestionnaire. Ceux qui sont appelés ici à auto-gouverner la société n'en sont donc pas et de loin au niveau de démobilisation et de dépolitisation d'aujourd'hui.

Dynamique encore, par le fait qu'il s'agit nous l'avons dit d'un modèle vers lequel il faudrait tendre, et non du tableau d'une société idéale et figée. On ne peut donc pas juger en terme d'**absolu**. Certes, tous les individus ne maîtriseront pas également les enjeux de la société. Tous sollicités, ils ne s'inscriront pas tous également dans les débats; le suivisme, et donc le leaderisme subsisteront un temps plus ou moins long; selon les thèmes et les moments, des vagues de démobilisation et de désintérêt pourront suivre les élans collectifs.

Il faut donc lire ce projet comme un cadre à l'intérieur duquel se livreraient des conflits entre tendances à la hiérarchisation et à l'autogestion, entre les intérêts particuliers et collectifs, etc... Mais ce cadre, qui ne peut être un garant absolu, offrirait tout de même à la population les moyens de reprendre le contrôle s'il lui échappait, de faire réentendre sa voix si des tendances centralisatrices se reformaient. Les grandes consultations démocratiques, l'élection et le mandatement des délégués offrent, dans le meilleur des cas, la possibilité d'exercer une démocratie authentique depuis la base, et dans le pire celui pour la société de se reconstituer en contre-pouvoir à partir des structures de base et des congrès permanents. Le projet proposé offre donc aux travailleurs la possibilité d'être à la fois pouvoir et contre-pouvoir.

Le **mandat impératif** fixé par la base peut lui aussi poser question. Non, il ne s'agit pas d'enfermer les délégués et les responsables en permanence dans des mandats étroits et détaillés, interdisant toute globalisation à partir de confrontations dans les congrès, et toute initiative pour ceux qui coordonnent. On ne prévoit pas non plus de noyer la base dans une série quotidienne de consultations, jusqu'à saturation complète. Le mandat impératif signifie que les délégués et responsables ne doivent

pas trahir les aspirations de leur base, et doivent appliquer les grandes décisions prises démocratiquement par les travailleurs. Mais dans l'exercice vivant de la démocratie, la confiance, l'initiative doivent pouvoir se marier à l'autogestion. L'essentiel étant que les structures de responsabilités ne s'autonomisent pas par rapport à la base de la société, qu'elles ne se bureaucratisent pas, que les aspirations et les décisions des travailleurs soient respectées.

Quant à la possibilité de faire concrètement fonctionner ces mécanismes autogestionnaires, rappelons simplement - outre le fait que dans le projet, un tiers du temps de travail est attribué aux réunions, à l'information, etc - que nous sommes déjà à l'ère des technologies les plus sophistiquées et performantes de communications et d'information, c'est-à-dire outillés comme jamais pour cela.

Avec des moyens et une volonté politique, oui, on peut techniquement consulter très régulièrement la population.

Les progrès technologiques,loin de rendre l'autogestion caduque, la font chaque jour plus crédible.

Enfin on a fait s'exercer le pouvoir général - les votes pour les " grandes consultations populaires ", la nomination des délégués et responsables régionaux, internationaux - d'abord à partir des lieux de travail, tout en insistant sur l'importance de l'autogestion des communes et sur leur autonomie. C'est **un** des moyens possibles pour assurer le pouvoir des travailleurs dans cette phase de construction d'une société nouvelle. Ce n'est pas forcément le seul, qu'il faudrait appliquer partout, mais il nous paraît important que durant cette période, l'essentiel du pouvoir repose sur un grand secteur autogéré.

Car c'est bien aux travailleurs manuels et intellectuels - et aux jeunes les rejoignant, qu'il appartiendra de rompre avec le capitalisme et de construire une société nouvelle.

Et c'est bien dans leurs luttes qu'ils peuvent préparer dès maintenant cette perspective du futur.

TROISIEME PARTIE

CONSTRUIRE

L' ALTERNATIVE.

Une société alternative, c'est pour le futur. La crise, elle, se conjugue au présent. Crise du capitalisme, certes. Mais aussi crise de l'anti-capitalisme. Et donc scepticisme et laisser-faire, repli sur soi, démobilisation.

Pour chercher une issue favorable, et même une issue décisive, la réflexion sur ce projet de société n'a pas été inutile. Elle a mis en relief les aberrations du monde contemporain. Et elle pourra nous inspirer des objectifs et des formes de luttes immédiates.

Car le reflux des luttes ne sera pas éternel. La base de la société se ressaisira. Aujourd'hui on résiste. Demain - quand, personne ne peut le dire - la remobilisation bouleversera à nouveau toutes les données. Des luttes à venir, nouvelles, différentes : pas un remake des années 68-74. La société et les mentalités ont entre-temps tellement changé que les luttes de demain n'auront ni le même visage ni les mêmes objectifs que celles d'hier. Ce qui veut dire, pour ceux qui se demandent comment contribuer à cette remobilisation, que bien des mots, des pratiques, des recettes hier dominants ne sont et ne seront plus appropriés.

Il existe aujourd'hui des milliers et des milliers de personnes, dans ce pays comme ailleurs, qui peuvent devenir les moteurs d'une Alternative; pour cela il faudra imaginer des réponses appropriées à l'époque où nous vivons, qui tiennent compte de ce qui a déjà changé et de ce qui est encore présent, non pour accepter les nouvelles règles imposées par les classes dirigeantes mais pour peser sur les réalités afin de les transformer.

Les mutations en cours ne sont pas inéluctables, elles ne réussissent à se développer à grande vitesse que grâce à une désertion collective de la base de la société. Un sentiment d'impuissance est devenue la première cause de la démobilisation réelle des travailleurs aujourd'hui. Le prolétariat réagit comme un lutteur démoralisé qui baisse sa garde et encaisse coup sur coup parce qu'il est persuadé à l'avance de son échec. Une perspective manque pour qu'il se ressaisisse.

Pour retourner la situation une Alternative est nécessaire, conçue en termes critiques mais aussi positifs, constructifs, novateurs :

- **une stratégie de remobilisation.** Mais aussi de réorientation des luttes. C'est l'essentiel, la base sans laquelle il ne peut y avoir réelle alternative;
- **le développement d'une perspective politico-sociale parmi les travailleurs**, qui propose, après l'échec du socialisme étatique, un positionnement autonome aux travailleurs, le projet d'une société de solidarité et d'autonomie, et la constitution d'un Contre-pouvoir en alternative à la conquête social-démocrate du pouvoir d'Etat;
- **une recomposition des forces dans le mouvement ouvrier.** Avec de profondes transformations dans les formes d'organisation de masse. Et le développement de forces militantes nouvelles portant l'alternative.

La remobilisation reprendra, bientôt ou dans des années. Il faudra être tenaces, préparer patiemment notre heure. Les efforts menés aujourd'hui ne sont pas vains. Les luttes de résistance protègent les acquis culturels et matériels et ralentissent les mutations capitalistes. C'est déjà très important. Mais on peut faire plus et mieux. Devenir les aiguillons d'un retour des luttes, les éclaireurs, les précurseurs d'une renaissance à venir du mouvement ouvrier.

Réfléchir dans ce sens, c'est ce que nous proposons aux lecteurs et lectrices; ils ne trouveront pas dans ces dernières pages des solutions toutes faites - elles s'inventeront à la base et on ne saurait être trop attentif aux expérimentations de tous ceux qui bougent aujourd'hui. Mais sous forme d'hypothèses et de perspectives, de questions autant que de réponses, une voie est ici proposée, pour construire cette Alternative, rassembler, remobiliser, combattre le chômage, trouver à la crise une issue anti-capitaliste, conquérir notre autonomie et notre liberté dans l'égalité.

CHAPITRE I

LES ENJEUX DE LA CRISE.

Le blocage des mécanismes de l'expansion est si flagrant que personne ne conteste plus la nécessité de profondes transformations pour sortir de la crise. Le problème c'est que les mutations imposées par les classes dirigeantes participent au mal, l'empirent, le pérennisent.

La société mise en chantier apparaît comme une perpétuation et une aggravation organisées de la misère et de la précarité des emplois pour des millions de personnes dans chaque pays : une fausse sortie de la crise, bonne pour quelques uns au prix d'une inégalisation sociale encore plus forte. A ce titre le néo-libéralisme ne représente déjà pas une solution à la crise pour la majeure partie de la population.

Mais sa crédibilité économique même serait à mettre en doute. Derrière le réalisme affiché se cache l'incohérence.

Le système ne maîtrise pas le processus de mutation qu'il a enclenché, ni dans ses conséquences sociales immédiates ni à plus long terme.

Après le reflux des luttes, la combativité se réveillera tôt ou tard. La crise, hélas, se poursuivra encore longtemps et connaîtra de nouveaux développements. Paradoxalement ils offriront aux travailleurs les possibilités d'un retournement de situation.

I. REALISMES ET REALITE.

Pourtant, entend-on de toutes parts, il faut être " réaliste " et tenir compte " des contraintes économiques ". Evidemment oui. Toute la question est de savoir si le " réalisme " qui domine aujourd'hui reflète effectivement les réalités.

Que les travailleurs d'une entreprise en difficulté soient amenés à prendre en compte les contraintes qui pèsent sur elle, et qu'ils doivent, isolés, dans le contexte actuel de démobilisation, chercher des compromis, c'est une évidence. Que

l'implantation de technologies nouvelles entraîne des changements dans l'entreprise; que les modifications dans les structures de la consommation condamnent certains secteurs à baisser leur production; que dans la dynamique, la spirale de la crise, chaque patron pris séparément ne puisse pas forcément tout " payer "; que la concurrence internationale pèse : tout cela est certain. Que les mentalités changent, de même que le tissu social, et que cela joue sur les luttes, aussi. **Mais que les mutations en cours telles qu'elles sont imposées soient inéluctables c'est une toute autre affaire.**

Le néo-libéralisme qui règne à droite mais aussi dans la gauche réformiste et certains secteurs du syndicalisme profite d'une certaine prise de conscience de l'importance de la crise. Si cette prise de conscience est en elle-même positive - elle rompt avec l'illusion du Programme Commun qui prétendait mettre un terme à la crise sans rupture avec la logique capitaliste - elle se fait dans un climat de démoralisation. Aussi le néo-libéralisme distille-t-il dans une atmosphère favorable un certain nombre de fausses vérités au nom du " réalisme ".

Le discours dominant aujourd'hui occulte un aspect essentiel de la réalité : la division de la société en classes sociales aux intérêts divergents.

N'y a-t-il pas des " impératifs économiques " et des limites réelles, dans le système et la situation actuelle ? Evidemment. Mais le " réalisme " moderne fait l'impasse sur deux éléments déterminants : les motivations des restructurations capitalistes, choix de classe renvoyant à tout un système de priorités et de privilèges; et l'incompatibilité des intérêts entre les travailleurs et les capitalistes. Ainsi la lutte contre le chômage ne se heurte pas d'abord à des impératifs " économiques " mais à la résistance des technocrates et de la bourgeoisie aux solutions qui devraient s'imposer, mais qui entameraient leurs privilèges. L'aspiration à un consensus entre les classes pour trouver une issue à la crise est le plus complet des irréalismes. Nous opposons un tout autre réalisme à celui des néo-libéraux. Il est fondé sur cette évidence : la société est le produit des conflits qui la traversent; il n'est pas réaliste de penser que la pression massive de la population ne puisse pas infléchir le cours des choses. Le nombre de chômeurs, le partage des revenus, l'organisation du travail, n'échappent pas au rapport de force. **La plus lourde des contraintes qui pèse sur les travailleurs aujourd'hui, c'est leur propre démobi lisation.**

Nous affirmons qu'un fort mouvement social peut renverser la vapeur, faire reculer le chômage, imposer de nouveaux critères.

L'analyse de la crise ne nous donne pas tort. Nous en avions recherché les causes.

Reste à s'interroger sur ses développements futurs.

II. LA CRISE PREPARE LA CRISE.

Une phase supérieure de la crise est en gestation.

1- **L'accroissement de la précarité et du chômage** permet aux patrons d'abaisser les coûts salariaux directs; la régression de "l'Etat-providence " va dans le sens d'une réduction des " charges sociales " - le salaire collectif. Mais c'est justement grâce au système d'indemnisation et de régulation que la crise reste malgré tout " supportable ". Les projets du libéralisme menacent cette protection du système : une accentuation dans la régression de la protection sociale entraînerait une rupture, une carence du capitalisme incapable de poursuivre l'indemnisation des chômeurs à un niveau minimum de survie, et d'intégrer la jeunesse dans la production.

Alors commencerait une nouvelle période de crises sociales ouvertes.

2- Nous ne vivons aujourd'hui que les premiers pas d'une **révolution technologique** à venir. Dans la logique du capitalisme elle entraînerait un nombre imprévisible de nouvelles restructurations, de licenciements et de mutations technologiques. **Au moment même où le système de protection sociale sera le plus vulnérable.**

3- Le **rétrécissement de la consommation populaire** sera-t-il compensé par les créneaux " porteurs " sur le marché international et une production sélective, haut de gamme ? La restriction du marché étant mondiale on ne peut envisager dans cette logique qu'une relance extrêmement limitée ne concernant que quelques secteurs de pointe.

Et donc la poursuite de la crise.

4- **La modernisation technologique appelle des investissements considérables.** Mais seront-ils rentables ? Que la productivité du travail augmente est une certitude : mais celle du capital engagé ? Dans la jungle dérégulée du marché mondial, des secteurs entiers sont menacés, y compris dans les domaines les plus modernes.

Moderniser tout en respectant le critère capitaliste des profits, ce n'est pas échapper à la crise.

5- **La société à plusieurs vitesses tire un trait sur la possibilité d'un consensus social.** L'offensive idéologique du néo-libéralisme n'y suffira pas, face à une misère persistante et massive. La sophistication et le renforcement de

l'appareil policier et militaire à l'échelle nationale et internationale mettent en place un dispositif de prévention face aux tensions à venir. **C'est aussi l'aveu de faiblesse d'un système promis à une ère de désordres sociaux et d'instabilité politique difficilement compatible avec des institutions dites " démocratiques ".**

6- **Les rapports Nord-Sud obscurcissent l'horizon.** L'endettement auprès des grandes banques occidentales et la tyrannie financière du Fonds Monétaire International (FMI) imposent des politiques d'austérité dans des pays déjà très inégalitaires. L'avenir de ce qui pourrait devenir un nouveau marché mondial est compromis. Les tensions sociales s'accumulent dans le Tiers-Monde. **Toute crise importante éclatant au Sud peut avoir des conséquences considérables sur les équilibres mondiaux : crash mondial, guerres impérialistes, attisant la crise dans les métropoles occidentales.**

7- **Les mini-relances américaines ne démontrent rien** : elles se nourrissent du déséquilibre entre les USA et le reste du monde, de la crise extérieure dans un monde dominé par le dollar; elles s'exercent essentiellement dans le secteur des services alors que l'industrie est menacée et que le déficit budgétaire astronomique de l'Etat fédéral mine le géant américain. L'échec du monétarisme y est flagrant, et l'économie est gérée aux USA comme partout à l'aveuglette, mêlant ou alternant austérité et Keynésisme sans véritable cohérence.

8- **Le capitalisme est donc plus vulnérable qu'il n'y paraît.** La crise du travail n'a pas encore trouvé sa solution. Le développement du chômage appelle pourtant des mesures concrètes. Le progrès technologique peut-il s'inscrire longtemps contre le progrès social ? Peut-on légitimer le sous-emploi des capacités productrices et la destruction de branches entières de l'économie, tout en argumentant sur le manque de moyens pour maintenir dans la pauvreté et le chômage plus de 10 % de la population active ? Un système qui condamne l'avenir de la jeunesse en privilégiant une " élite républicaine " se condamne à voir ces générations neuves se retourner contre lui. La logique du système est en cause.

Allons-nous vers une " crise finale du capitalisme " ? Pas forcément. Le système ne s'effondrera pas de lui-même, automatiquement en quelque sorte. Sans une intervention consciente et massive des travailleurs et des populations, le capitalisme trouverait finalement les moyens d'une nouvelle croissance, dût-il pour cela sacrifier une part importante de l'humanité, Nord et Sud confondus; ou bien, incapable de surmonter cette crise d'une longueur et d'une profondeur sans précédent, s'enfoncerait-il dans une ère de décadence et de régression où il maintiendrait sa domination.

Aussi incertaine que soit l'issue finale, la seule certitude c'est que la crise a encore

de longues années devant elle. Et que, au cours de ces années, une nouvelle vague de lutte pourra se saisir des enjeux nouveaux.

III. LES ENJEUX DE LA CRISE.

Puisque des mutations sont inéluctables face aux blocages du fordisme, il faut imposer de nouvelles règles du jeu cette fois-ci favorables aux travailleurs.

La perpétuation et l'aggravation de la crise sociale ne seront pas supportables à la longue pour la population. Or les seules véritables solutions, les seules mutations en capacité de faire reculer le chômage, bouleverseront l'échelle des valeurs dans cette société en imposant une transformation du travail et une redistribution des revenus.

Loin de s'opposer à la " modernisation " l'enjeu est bien d'imposer devant la faillite du taylorisme la maîtrise collective des travailleurs sur leur travail et sur les technologies, d'impulser un grand mouvement d'innovation tourné vers une harmonisation entre progrès technologique et progrès sociaux.

Il s'agit de devancer les évolutions pour que les travailleurs imposent des mutations porteuses de ruptures avec le système. Cela suppose une maîtrise collective des enjeux, qui ne laissent pas spécialistes et experts élaborer seuls. Avec une remise en cause de la finalité du travail, et un nouveau modèle de développement. C'est la dynamique des luttes qui donnera à ces projets un contenu de transformation sociale.

Le capitalisme cherche, lui, à imposer de nouveaux rapports sociaux, pour la mise en place d'un nouvel ordre capitaliste. Les enjeux de la crise, c'est aussi battre en brèche une offensive idéologique qui, au nom du " modernisme ", cherche à réhabiliter les valeurs capitalistes de l'entreprise en vidant celle-ci de son contenu de classe.

Malgré ses tentative de métamorphose, le capitalisme reste un système d'exploitation et de lutte de classe. Et s'il est aujourd'hui nettement à l'offensive, et marquant des points contre les travailleurs, rien n'est pourtant joué. Les bases de nouveaux affrontements sont toujours présentes.

CHAPITRE II

UNE LOGIQUE ALTERNATIVE.

Pour nous il n'y aura pas de recul du chômage, de l'austérité et de la misère, sans une logique de mutations opposées à celle des profits.

Pour une mobilisation il sera nécessaire :

- de formuler et de propager les projets de quelques-unes de ces mutations;

- d'impulser des pratiques de base nouvelles qui associent et unissent le plus grand nombre;

- de faire grandir les aspirations à une société solidaire;

- de regrouper, de rassembler les énergies pour l'Alternative.

Il ne faudra donc pas esquiver les problèmes contemporains mais au contraire les prendre à bras le corps.

I. NI " PASSEISME " NI " MODERNISME ".

Il pouvait paraître suffisant durant l'expansion de revendiquer, quantitativement, une part plus grande du gâteau, sans remettre en cause la logique d'ensemble. Avec la crise des mécanismes de l'expansion, la défense des intérêts des travailleurs appelle une lutte s'attaquant au modèle de société et imposant des transformations alternatives. La crise explique à la fois les difficultés réelles à obtenir satisfaction sur des revendications limitées et la nécessité de porter les luttes sur le terrain des mutations.

Une alternative dépasserait donc les deux attitudes entre lesquelles les travailleurs et les organisations syndicales sont aujourd'hui tiraillées : " passéisme " et " modernisme ". Il ne s'agit pas d'opposer aux mutations en cours le maintien des choses en l'état, dans des luttes défensives et le plus souvent condamnées. Non que les luttes des travailleurs pour préserver leurs droits, acquis, emplois, ne soient pas légitimes et ne méritent pas à chaque fois tout le soutien nécessaire. Mais parce que les conflits défensifs, éclatant le plus souvent lorsque les gens ont le couteau sous la gorge, et donc dans l'isolement, ne peuvent suffire à enrayer les restructurations. On n'oppose pas l'immobilisme au mouvement. Le fatalisme des travailleurs trouve de quoi s'alimenter dans les échecs répétés. Alors oui, il faut être résolument porteurs de

mutations, mais allant dans le sens de nos intérêts. Car contrairement au " modernisme " l'alternative n'accepterait pas les mutations capitalistes en cours, et ne tablerait pas sur une concertation/collaboration avec les chefs d'entreprises pour accompagner ces mutations d'un volet social.

Le modernisme s'entoure d'une idéologie libérale très nette, où la priorité est mise sur la modernisation de l'appareil productif dans le sens de la revalorisation du capital et non dans celui des intérêts des travailleurs et de la plupart des consommateurs. Les travailleurs menacés par les effets de ces modernisations ne réagissent pas en obéissant, au sens propre, à une idéologie " passéiste ". Ils se trouvent dans la plupart des cas coincés, le dos au mur, et leurs luttes défensives pour préserver leur situation antérieure est légitime. Par contre un certain immobilisme syndical, une certaine incapacité à devancer, prévoir, se préparer aux mutations, à être porteur de perspectives transformatrices, sont bien la marque d'une conception figée de la société et de lutte de classe.

Notons encore qu'un conflit peut, après avoir débuté sur des questions de préservation des acquis et donc en position défensive face au patronat, se transformer au cours de la dynamique de lutte. Une lutte peut, dans le feu de l'action et de son développement, par les débats démocratiques entre travailleurs, transformer ses objectifs et devenir offensive dans ses formes de luttes mais aussi par les perspectives transformatrices dont elle se serait saisie.

Dynamique contre dynamique, l'alternative préconisera des mutations tenant compte de l'usage de technologies nouvelles, mais transformées dans une dynamique de lutte, où les travailleurs maîtriseraient les données, et dans une autre logique, basée non plus sur le profit et les privilèges, mais sur les besoins de l'ensemble de la population. Parler de transformations, ce n'est pas faire de " l'extrêmisme ". Avec le blocage des mécanismes fordistes, elles sont à l'ordre du jour et le capital impose les siennes depuis longtemps.

II. REPONDRE AUX QUESTIONS PRESENTES.

Comment faire avancer un tel mouvement ? Pas en se voilant les yeux, répétant des clichés usés sans s'adapter à la situation actuelle. Mais en comprenant qu'à l'intérieur de cette situation certes difficile, il y a des contradictions avec lesquelles on peut jouer pour la retourner.

Considérons une à une les questions posées :

-Les transformations sociologiques, l'éclatement des statuts, n'interdisent-ils pas le retour à des luttes unificatrices ?

Il est indispensable de ne pas confondre tendance et réalité. Il y a eu double mouvement dans les années précédentes : à la fois, non le recul, mais une fantastique progression du nombre de travailleurs prolétarisés - ouvriers et employés - ayant largement contribué à une homogénéisation de la population active, et, contradictoirement mais sans annuler ce premier facteur, un éclatement des statuts à l'intérieur de cette classe prolétarienne en extension.

Aujourd'hui tous les bastions, aussi menacés qu'ils soient, sont loin d'avoir disparus. Il reste en réserve une armée immense d'ouvriers et d'employés concentrés dans de grandes entreprises. S'ils ne se mobilisent pas c'est, entre autres, faute d'objectifs.

La multiplication des statuts complique certes l'unité. " Fédérer " les réalités les plus diverses, que chacune s'exprime dans sa spécificité, que toutes retrouvent des thèmes communs : ce sont les objectifs à atteindre, pas forcément avec les revendications traditionnelles.

Le problème numéro un reste la diversité des situations face à l'emploi :

- près de 30 % des salariés sont " précarisés " chaque année, dont de très nombreux jeunes;
- les petites entreprises sont épargnées ou touchées par le chômage en ordre dispersé et donc sans luttes collectives;
- les salariés du secteur public demeurent en grande partie protégés non que le nombre d'emplois n'y soit pas touché, mais parce que les travailleurs ne sont pas encore menacés dans leurs devenirs personnels. Cependant la précarité n'épargne pas ces secteurs;
- des pans entiers de l'industrie sont frappés par les licenciements.

Le danger principal pour les travailleurs réside là : que les chômeurs et précaires finissent par se retourner contre les travailleurs en place. Contre les immigrés, le mouvement est déjà en marche. Selon certains sondages, un tiers au moins des ouvriers et employés sont sensibles sur ce sujet à la propagande d'extrême-droite. Contre les fonctionnaires le sentiment " anti-nantis " existe bien, lui aussi. Que ces sentiments populaires prennent corps dans des revendications fratricides auxquelles répondraient des réactions corporatistes : voilà l'écueil à éviter absolument.

On ne le fera pas en se contentant des belles paroles sur " l'unité des travailleurs", mais en martelant des objectifs unificateurs et en proposant des formes de lutte tous ensemble contre le chômage.

-L'individualisme n'entravera-t-il pas un renouveau des luttes collectives ?

L'individualisme actuel est le produit de **plusieurs** causes très différentes :
- le développement des aspirations à l'autonomie personnelle et locale;
- l'état d'esprit de la " société de consommation " produit par la phase d'expansion;
- le choc de la crise, et le sauve-qui-peut qui s'ensuit;
- le reflux des luttes et le dépérissement des projets collectifs antérieurs.

Derrière cet individualisme il y a donc à la fois des éléments positifs - l'affirmation de l'autonomie, le besoin d'émancipation - et des éléments négatifs - repli sur soi, destructuration du tissu social.

A charge pour l'alternative de promouvoir une attitude sociale et politique nouvelle équilibrant la part d'autonomie et la part du collectif en les revalorisant tous deux. **Seule la solidarité collective pourra permettre à l'autonomie individuelle de se réaliser. C'est vrai, il faut le dire, en faire la matrice des revendications, des formes de lutte, et du projet de société.**

- La désyndicalisation ne signifie-t-elle pas la fin prochaine de toute forme de lutte organisée des salariés ?

Non, si on arrive à initier peu à peu une auto-organisation des travailleurs, et si parallèlement des secteurs significatifs du syndicalisme savent se transformer.

La direction de la CFDT préconise elle aussi une transformation... mais vers un syndicalisme/service social en direction des travailleurs et force de proposition / bureau d'étude, en direction des dirigeants d'entreprises, intégrant la logique du système. Cette transformation viderait le syndicalisme de sa raison d'être : ce n'est pas la lutte qu'on adapte pour frapper avec plus de pertinence, c'est l'abdication puis la collaboration. Une institutionnalisation définitive qui ôterait au syndicalisme tout son sens : désintérêt total des salariés, disparition des militants de base, fonctionnarisation achevée des permanents.

Ainsi la CFDT renierait-elle totalement son identité et son projet. Si cette évolution se confirmait, la CFDT représenterait un danger pour les intérêts des travailleurs et un barrage à la remontée des luttes, l'assimilant à une " FO bis ".

La direction de la CGT n'a toujours pas saisi les transformations de la société, et la nécessité d'une pratique de masse à l'écoute réelle de la base.

Dépendant des intérêts de l'appareil du PC, elle ne peut élaborer aucune stratégie autonome de mobilisation des travailleurs. Cependant, pour nombre de travailleurs combatifs, elle reste le seul point de repère face à une désorganisation générale, et dans beaucoup de secteurs à la base c'est encore elle qui impulse les luttes. Face à la

démission de la CFDT elle aurait la possibilité de retrouver un nouvel espace d'intervention et d'enrayer temporairement sa régression (régression qui ne date pas de ces dernières années, mais qui est un phénomène plus ancien). Les débats qui peuvent exister dans la CGT contre la main-mise bureaucratique du PCF et pour un syndicalisme différent sont donc loin d'être négligeables.

FO durant toute cette période a réussi à maintenir ses effectifs en se donnant l'image d'une organisation qui maintient le cap malgré tout; elle a notamment profité des polémiques entre la CGT et la CFDT et a su tirer parti de l'évolution des autres centrales, notamment de militants adhérents ou électeurs déçus. L'arrivée de la gauche au pouvoir lui a de plus donné l'aspect d'une indépendance qui lui a également profité.

Mais dans les faits et dans le fond FO reste une organisation droitière et collaboratrice, confrontée elle aussi aux évolutions; ainsi une partie importante de son appareil est-elle de plus en plus tentée par le modernisme.

La direction de FO, qui tirait sa force de ses liens privilégiés avec le patronat et les structures étatiques, se voit maintenant concurrencée par son homologue cédétiste. Bénéficiant, depuis 81, du rejet du syndicalisme de " gauche ", elle n'a pu pour autant se développer réellement dans les entreprises et n'a d'ailleurs animé aucune lutte significative (les déclarations de Bergeron tenant lieu de mobilisation).

Les orientations des appareils confédéraux menacent donc bien le syndica lisme : elles le conduisent, chacune par une voie différente, à l'impasse.

Pourtant l'espoir existe. Tous les syndicalistes ne suivent pas. Nombreux sont ceux qui cherchent une autre voie, pour un syndicalisme offensif.

Ce sont ces secteurs " oppositionnels " qui pourront faire progresser un syndicalisme combatif, au contact des salariés, démocratique, et animé par une logique anticapitaliste novatrice.

Reste que le syndicalisme sous sa forme actuelle, et même demain partiellement rénové, serait difficilement le support unique d'une Alternative dans les entreprises.

La plus grande écoute est donc aussi requise, en direction de toute expérience d'autogestion des luttes, des initiatives mobilisatrices prises y compris en dehors des boîtes, des regroupements, des syndicats indépendants combatifs.

L'Alternative reposera sur des formes de luttes différentes, syndicales et non syndicales, novatrices ou plus traditionnelles, qu'il s'agira de fédérer.

-Une nouvelle attitude face à l'entreprise ne se développe-t-elle pas actuellement, grèvant sérieusement les chances d'une nouvelle conscience de classe ?

Là aussi le mouvement est plus contradictoire qu'il n'y paraît. Il y a à la fois :
- **une intégration à l'entreprise**. Elle est favorisée par la crise, dans le pri-

vé, où progresse l'opinion que les résultats de l'entreprise confrontée à la concurrence comptent pour les intérêts de ses salariés, et qu'il ne faut donc pas faire " n'importe quoi ". D'autre part dans les grandes firmes l'amovibilité des directeurs généraux et l'anonymat relatif des technocrates et porteurs d'actions rend l'adversaire de classe "diffus ".

- **une exclusion de l'entreprise** : notamment pour les jeunes sans emploi stable, voire sans emploi.

Pour répondre à " l'intégration " il faut aussi examiner les effets pervers d'une perception de l'entreprise où les salariés se sentent partie-prenante sans forcément aduler dirigeants et propriétaires. A termes peuvent se dessiner des nouvelles données de la lutte de classe, où les salariés remettent en cause la gestion patronale et élaborent des conceptions alternatives. Pour que celles-ci se dégagent de la logique de la concurrence, seul bien sûr un mouvement général alternatif peut peser. Isolés, les travailleurs de chaque entreprise entrent en concurrence avec ceux des entreprises adverses.

Quant à la valorisation actuelle des créateurs d'entreprise - " héros modernes " - on peut se demander si une des armes n'est pas d'opposer au modèle d'entreprises capitalistes actuellement promu, un modèle alternatif fondé sur l'utilité sociale et l'autogestion.

-Les échecs de la gauche n'ont-ils pas sonné la fin des modèles et des idéologies ?

Ils rendent plutôt nécessaire l'élaboration d'un projet nouveau qui s'élabore en opposition et en alternative aux modèles en ruine, et en termes concrets.

III. LES AXES D' UNE ALTERNATIVE.

C'est donc en se confrontant aux problèmes d'aujourd'hui que nous proposons une Alternative dont voici, synthétisés, ce que pourraient être les traits les plus généraux.

A charge, pour les chapitres suivants, de les détailler.

1° **Une stratégie de remobilisation** (et de solidarité internationale des travailleurs) comme seul moyen d'imposer les intérêts de la base de la société et des transformations sociales décisives.

2° Contre la crise, des **projets alternatifs** qui seraient élaborés par les travailleurs. Objectif N° 1 : vaincre le chômage. Ces projets seraient opposés à la logique capitaliste mais concrétisables, plus ou moins partiellement, en fonction du rapport

de force. Une logique articulée avec le développement des technologies nouvelles, mais contrôlées et transformées par l'intervention des travailleurs.

3° La remobilisation reposerait sur la combinaison de ces projets alternatifs de transformation; de pratiques visant à une autogestion par les gens de leurs luttes et des divers aspects collectifs de la vie dans et hors de l'entreprise, et d'un projet politico-social.

4° On tiendrait compte des mentalités actuelles, certes pour en combattre les tendances rétrogrades, mais aussi pour en dégager ce qui peut être potentiellement utile à une mobilisation.

L'aspiration à l'autonomie se traduit actuellement par l'individualisme faute de perspectives, et il s'agit bien de formuler une démarche où l'autonomie personnelle trouve sa réalisation grâce au rapport de force collectif. Le " réalisme " entraîne le refus des formules détachées des conditions réelles, et on ne pourra y répondre qu'en étayant concrètement la critique anti-capitaliste et les perspectives proposées. Toutefois, l'appel à **l'imaginaire**, la défense de valeurs humaines et sociales, éclaireront et motiveront la remobilisation tout autant que les argumentations concrètes. Il faut bien saisir que le cynisme ambiant se nourrit de l'effondrement de tous les modèles idéologiques passés, et qu'il se combattra aussi par la réhabilitation de valeurs sociales, culturelles, éthiques, telles que la solidarité ou le respect des différences, qui peuvent activer des mouvements de contestation globale notamment dans la jeunesse.

5° **Face au profond mouvement de réaction** amorcé ces dernières années, dont les deux signes les plus évidents sont la montée du racisme et celle de l'extrême-droite, il est nécessaire de développer un projet de transformation de la vie sociale et culturelle, de la cité et de la citoyenneté.

6° **L'éclatement du tissu social** pose des questions qu'il faut résoudre à plusieurs niveaux. En rebâtissant des collectivités humaines solidaires dans les entreprises et les quartiers, à partir d'une dynamique nouvelle d'autogestion des luttes et de la vie sociale et culturelle. En aidant à l'organisation des travailleurs précaires. En construisant une **unité** entre les travailleurs en place, les précaires, les chômeurs et les jeunes autour de la lutte contre le chômage. En recherchant les termes d'une nouvelle alliance entre ouvriers, employés et une partie des couches moyennes salariées. Et en faisant de la sensibilisation et de la mobilisation de la jeunesse une priorité.

7° **L'autogestion des luttes** permettrait de reconstituer ce tissu offensif sur la base d'une réappropriation par les gens de leur devenir. Il y aurait donc rupture avec le rapport dirigeants/dirigés qui s'est peu à peu constitué entre les travailleurs et les syndicats. Pourtant ces derniers offrent encore la seule structuration nationale permanente de lutte de classe, même dévoyée. Il s'ensuit une démarche non pas anti-

syndicaliste mais de transformation du syndicalisme.

8° **La perspective politico-sociale** vers laquelle tend l'ensemble de ces pratiques est l'édification progressive d'un contre-pouvoir dans la société, c'est-à-dire l'auto-organisation **autonome** des travailleurs et autour d'eux de diverses couches de la population, face aux pouvoirs en place, face aux institutions, face aux dirigeants d'entreprises. Un contre-pouvoir à la fois économique, social, syndical, politique, culturel, construit dans et contre la société capitaliste, préfigurant une société alternative, et permettant à terme une rupture autogestionnaire.

CHAPITRE III

CONTRE LA CRISE

L' EXIGENCE D' UNE SOCIETE SOLIDAIRE.

Préoccupation numéro un : la lutte contre le chômage. Il n'y aura pas de solution sans perspective audacieuse. Pas de mobilisations sans propositions concrètes et motivantes. Economiques ? Oui,mais pas seulement. Ce qui compte d'abord, ce sont les finalités humaines, l'échelle des priorités, les choix de société en fonction desquels on adapte et transforme l'appareil productif et la législation sociale.

Pour s'affronter à la crise il nous paraît donc décisif de mettre en avant, pour les luttes, un ensemble de priorités nouvelles qui indiquent le profil d'une **société solidaire :**

- **Le droit à un revenu décent pour toutes et tous**, et étroitement articulé, **le droit à l'emploi.** Droits qui pourraient bien s'inscrire en toutes lettres parmi ces droits de l'homme et du citoyen que les sociétés dites démocratiques prétendent respecter.

- Concrétisant ces droits, nous avançons une notion nouvelle mais logiquement inscrite dans l'évolution de la société : celle d'un **revenu social minimum garanti**, assuré aux jeunes, aux travailleurs, aux demandeurs d'emploi, aux personnes en incapacité de travailler, aux retraités. C'est donc une conception d'ensemble, solidaire, que nous opposons à la société de l'égoïsme et du chômage. Elle entraîne nécessairement une redistribution des revenus allant dans le sens d'une égalisation, d'une remise en cause de la hiérarchie dans les rapports de travail, dans la société et entre les revenus.

- **La redéfinition du travail** constitue un autre volet décisif de cette société solidaire, et avec elle toute une réflexion sur la finalité de la production, sur l'utilité sociale, et donc aussi sur **le modèle de développement**, ainsi que sur **le rapport aux peuples dominés par l'impérialisme.**

- **Le droit d'expression collective et la consultation des travailleurs** ouvriraient des brèches dans l'arbitraire patronal.

- **Enfin une citoyenneté nouvelle** viendrait compléter l'image de cette " so-

ciété solidaire ", citoyenneté fondée sur l'égalité des droits entre tous, quelles que soient l'origine, l'ethnie, la culture de chacun, citoyenneté liée à une **conception nouvelle de la cité**, fédérant et fusionnant harmonieusement des différences culturelles et personnelles libres et respectées.

Ces thèmes sont anti-capitalistes. Ils remettent en cause non seulement la logique des profits et les valeurs dominantes, mais encore bien concrètement les intérêts matériels des privilégiés. Pourraient-ils être réalisés de A à Z dans une société capitaliste ? Sans doute pas, ou bien dans une phase de double pouvoir quasi révolutionnaire où les possédants seraient dos au mur. Mais la perspective d'une société solidaire peut inspirer des luttes, des revendications suivies de succès plus ou moins partiels, que ce soit à l'échelle de toute la société ou à des niveaux plus locaux. Bien sûr le projet d'un socialisme anti-autoritaire inspire cette société solidaire. Mais ici on se limite volontairement à quelques sujets aujourd'hui sensibles. En effet, dans la période présente, nous ne pensons pas qu'un projet révolutionnaire détaillé et explicite soit le meilleur moyen de mobiliser, directement, immédiatement, la grande masse des travailleurs et de la population. Il a sa valeur auprès des franges les plus combatives et politisées mais ne peut pas, en tous cas pas maintenant, combler le vide politique laissé par l'effondrement des projets sociaux-démocrates et néo-staliniens. Pourtant nous ne croyons pas qu'un simple catalogue de revendications réponde à cette époque de crise : il faut faire réfléchir sur les finalités de la société et agir à ce niveau. Un programme minimum ou transitoire, du genre promesses de politiciens plus à gauche défendant une " autre politique " pour briguer les suffrages des déçus de la gauche tranquille, ne serait pas d'une meilleurs pédagogie : il renverrait les citoyens à leur rôle d'électeurs passifs en indiquant comme seul moyen du changement l'action des élus dans les institutions en place. Alors que les transformations nécessaires ne peuvent avancer sans les luttes directes et massives des travailleurs.

L'exigence d'une société solidaire peut être portée massivement. Avec elle grandirait l'aspiration à prendre collectivement nos affaires en main. La question de la rupture avec le capitalisme n'aurait d'écho à une échelle de masse qu'une fois cette exigence très largement partagée, et les résistances des classes dirigeantes nettement exprimées contre ces mutations indispensables pour sortir du chômage. Nous pensons, nous l'avons déjà dit ici, qu'une marche vers une rupture autogestionnaire ne peut se faire autrement que sur deux jambes. A la plus grande échelle, des pratiques concrètes de masse, avec en perspective cette société solidaire contrastant avec la logique capitaliste. Et à une échelle plus précise, la défense d'un projet de rupture révolutionnaire et de société globalement alternative.

Nous tenterons d'indiquer dans ce chapitre ce que pourrait être le contenu d'une partie de ces projets de transformation sociale inspirés par les valeurs d'une société

solidaire. Ces pages ne prétendent pas épuiser le sujet. Nous ne voulons pas nous substituer aux regroupements beaucoup plus larges, de travailleurs et de jeunes, aux syndicats et associations, auxquels il revient d'élaborer leurs thèmes de lutte et leurs revendications.

I. LE DROIT A UN REVENU MINIMUM ET A L' EMPLOI POUR TOUS.

C'est bien toute l'absurdité du capitalisme en tant que société " démocratique " prétendant assurer subsistance, dignité et liberté qui est ici en cause. La lutte pour une société solidaire veut accorder la producton aux besoins humains :

- une production suffisante pour couvrir les besoins de tous;
- une redistribution du travail entre tous, travailleurs et demandeurs d'emploi, afin de répartir équitablement les tâches : le " revenu social " n'est pas une forme d'assistanat.

Le financement d'un revenu social minimum garanti et de l'emploi pour tous les demandeurs serait nécessairement pris en charge par la société. En effet, on ne peut faire reporter indistinctement sur chaque entreprise l'embauche massive entraînée par ce retour au plein emploi. Il est clair que dans certaines entreprises, où l'apport de nouveaux emplois permettrait pourtant l'allègement des tâches pénibles, les patrons ne peuvent pas " tout " payer **si on reste enfermé dans le cadre de chaque boîte prise isolément.**

Il faut donc que s'opère, pour financer l'emploi, de nouveaux transferts :

- des entreprises à fort taux de profit vers les autres;
- des couches sociales favorisées vers les couches populaires.

Rappelons simplement l'échelle des revenus en France :

- 5 % des ménages les plus favorisés accaparent le quart du revenu total disponible;
- la moitié de la population doit se contenter de 20 % de ce même revenu total.

Oui, " l'argent existe ". Une redistribution est nécessaire, non pour nourrir une population d'assistés, mais bien pour permettre la création de centaines de milliers d'emplois en rectifiant une inégalité proprement odieuse.

La société solidaire que nous défendons exige une lutte des travailleurs sans compromissions afin d'imposer aux 5 % de nantis, composés de patrons, de technocrates, de professions libérales, un repartage des revenus entre classes sociales.

Elle fait donc appel à l'esprit de solidarité, conception qui n'a rien de commun avec les " nouvelles solidarités " chères au gouvernement et à la direction confédérale CFDT qui, eux, préconisent le " partage du travail " en comptant sur le développement du temps partiel (et donc du salaire partiel), ainsi que sur la baisse des revenus

les plus bas, y compris salariaux, en épargnant par contre les plus élevés, notamment ceux des dirigeants d'entreprises, des possesseurs du capital.

C'est bien la lutte de classe, et elle seule, qui concrétisera une redéfinition de la répartition des richesses.

II. UNE TRANSFORMATION DU TRAVAIL.

- **Une réduction massive du temps de travail, les 35 heures et au-delà**, permettrait une redistribution du travail disponible entre tous les travailleurs.

- **Le contrôle par les travailleurs des technologies nouvelles** doit permettre la réduction du temps de travail et la création d'emplois par une autre utilisation des gains de productions dégagés.

- **Une recomposition du travail** serait liée à cette dynamique de redistribution du travail et d'innovations technologiques.

Le temps de travail est aujourd'hui presque exclusivement consacré à l'exécution. Il s'agirait, par cette recomposition, de redistribuer le travail en trois parties conséquentes :

- un temps d'exécution, réduit massivement;
- un temps pour la formation professionnelle mais aussi générale, permanente, intégré au temps de travail pour plusieurs heures hebdomadaires en moyenne;
- un temps pour l'extension des droits d'expression et d'organisation, par l'ouverture d'une à plusieurs heures de réunion libre chaque semaine, sur le temps de travail, dans l'atelier et dans l'entreprise.

Une transformation de la nature du travail donc (puisqu'on n'y est plus seulemnt " exécutant " mis aussi qu'on y étudie et qu'on s'y exprime) liée à une redéfinition des tâches opposées au taylorisme : travail collectif, polyvalent, déhiérarchisé.

Une logique alternative lierait donc progrès technologiques, modification du contenu et de l'organisation du travail, redistribution du travail entre tous. L'effet combiné des gains de productivité et de la réduction de la part de travail d'exécution pour chacun (au-delà des 35 heures revendiquées) permettrait :

- d'embaucher des centaines de milliers de travailleurs;
- d'adapter la forme du travail et la formation des travailleurs à une modernisation contrôlée; la recomposition du temps de travail permettrait de distribuer le temps de formation sur l'année sans toucher à l'amplitude quotidienne ou hebdomadaire de travail, en fonction des besoins de production;
- de développer la productivité et donc le revenu global finançant le plein emploi.

En effet le revenu social garanti et le plein emploi ne s'atteindraient pas seulement par une simple et un peu mécanique redistribution des emplois et des revenus actuels, sans dynamique nouvelle. Sans un modèle de développement alternatif...

III. LE CONTROLE DES TRAVAILLEURS SUR LA MODERNISATION ET LA LUTTE POUR UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT.

C'est la logique des profits qui s'oppose à une modification profonde et nécessaire du travail; **la forme de la modernisation doit devenir un enjeu de la lutte des classes.**

La modernisation de l'appareil productif ne doit pas signifier l'exclusion mais l'association de tous les travailleurs. La formation intégrée au travail est une nécessité évidente. La rupture avec le taylorisme au profit d'un travail plus collectif aussi. **Les intérêts des travailleurs ne sont pas opposés à la modernisation en soi, mais à la modernisation telle qu'elle est imposée par le patronat.**

Ces luttes pour une modernisation contrôlée de l'appareil productif chercherait à tisser des liens avec des mouvements de protection du cadre de vie et de la nature pour éviter des choix dommageables pour l'environnement, afin d'assurer un développement qui n'hypothèque pas l'avenir du monde en détruisant la nature.

Un modèle de développement alternatif implique un changement dans la finalité de la production opposant **l'utilité sociale** , le respect du cadre de vie et de la nature, aux critères de rentabilité financière. Il s'ensuit une lutte pour que des pans entiers de la production tendent à être dégagés des règles de la concurrence et du marché, que les produits et services y soient conçus pour le bien collectif de la population, indépendamment non des contraintes propres à toute production, mais des critères de rentabilité et de profit capitalistes.

Il y aurait à la fois luttes sur la finalité du travail dans tous les secteurs et luttes pour le développement d'un **secteur social authentique** détaché du circuit capitaliste et placé sous le contrôle voire l'autogestion des travailleurs :

- **un secteur alternatif de coopératives et d'associations autogérées;**
- **la sauvegarde des entreprises menacées,** en tant que collectifs de travailleurs, par l'adaptation de leur production aux besoins de la population - c'est-à-

dire le maintien des produits justifiés par leur utilité sociale, et l'abandon des autres activités au profit de reconversion sur place, sans licenciements, et maîtrisée par les travailleurs en tenant compte de leur savoir-faire;

- des services publics rendus à la destination annoncée.

L'alternative place donc la bataille pour le plein emploi dans une logique de transformation qualitative de la production avec l'embauche de nombreux travailleurs dans les secteurs actuels, **et la création de secteurs nouveaux** échappant aux impératifs du marché et protégés par la pression populaire. C'est une nouvelle croissance **qualitativement** différente qui permettrait le plein emploi et donc des revenus satisfaisants pour chacun. Inversant les priorités productivistes de la croissance d'après-guerre, il s'agirait de faire du bien de tous, à la fois producteurs et consommateurs, le critère principal.

Les travailleurs, les sans-travail, les retraités, les pensionnés sont aussi exploités et dominés en tant **que consommateurs, usagers, locataires.**

Dès aujourd'hui, l'action des associations de consommateurs et d'usagers, des unions de locataires, peut s'insérer dans une stratégie de contre-pouvoir. Il importe d'être présents dans ces activités en favorisant l'unification de ces luttes avec celles menées dans les entreprises.

Enfin les liens de solidarité entre travailleurs urbains et travailleurs de la terre sont nécessaires pour défendre un modèle alternatif. Modèle où les échanges directs entre producteurs et consommateurs seraient développés, et où les travailleurs-paysans trouveraient un appui plus fort contre ceux qui les dominent et les exploitent, des grands propriétaires aux banques en passant par l'industrie alimentaire.

IV. UN SECTEUR ALTERNATIF AUTOGERE.

Les coopératives doivent être autonomes et un nouveau développement n'est pas concevable hors d'un mouvement de luttes sociales où elles s'intègreraient. Elles ont identifié, aux premiers temps du mouvement ouvrier, la volonté d'imposer au capitalisme des lieux différents, permettant une propagande concrète auprès des travailleurs en faveur de la gestion ouvrière. Mais elles ont aussi été porteuses d'une illusion : celle de grignoter le capitalisme de l'intérieur, en sous-estimant la domination de celui-ci sur le marché et sur la société. Cette domination n'a fait que s'approfondir, et le mouvement coopératif et mutuelliste s'est considérablement vidé de son contenu subversif initial. De nombreuses coopératives ont intégré les formes et les critères de gestion capitaliste.

Pourtant le développement d'un système coopératif et associatif nouveau et authentiquement alternatif pourrait retrouver une valeur subversive. Nous défendons un modèle autogestionnaire de coopérative et d'association nettement et clairement opposé aux critères capitalistes, dans une stratégie générale de Contre-pouvoir et de luttes de classes, où ce secteur alternatif serait un atout, s'il y avait conscientisation de ceux qui s'y emploient, en lien avec les luttes de classe plus générales. Intégration à un mouvement social de masse qui offrirait un milieu favorable faisant barrage à la force d'intégration du capitalisme. Sans cette articulation très forte avec les luttes menées par les travailleurs et la population, il serait illusoire de penser que le développement d'une " contre-société " alternative pourrait tenir tête au marché capitaliste et à l'Etat.

Il va sans dire que cette logique s'oppose au mouvement souhaité par le système, où les coopératives s'intègrent à l'idéologie de l'entreprise, pour renforcer un tissu économique nécessaire dans un contexte de vieillissement des patrons des PME et PMI.

V. LES SERVICES PUBLICS : UN DES ENJEUX DE LA LUTTE ANTI-CAPITALISTE ET ANTI-ETATIQUE.

" Secteur social alternatif" ne signifie en rien nationalisations nouvelles. L'appareil d'Etat est pour nous d'abord le garant du système capitaliste.

Face au débat piégé et usé imposé par les affrontements entre étatistes et libéraux, nous défendons une conception alternative, à la fois résolument anti-étatique et résolument sociale.

Nous ne défendons pas la nationalisation de nouveaux secteurs. Inversement nous nous opposons à la " dénationalisation " des services publics actuels, la privatisation, qui s'intègre dans le projet libéral de dégradation pour les travailleurs, et de négation de toute logique d'utilité sociale en faveur de celle des profits.

Mais dans les services publics et assimilés, nous défendons un modèle différent. Nous proposons :

- de lutter sur la nature des services rendus, d'en faire un enjeu de luttes des salariés, de combattre pour des consultations démocratiques des usagers, pour la satisfaction des intérêts des couches populaires;
- d'affirmer des conceptions autogestionnaires opposées aux formes étatiques et bureaucratiques de gestion.

La dynamique étant bien, dans la perspective d'une société solidaire, de faire grandir parmi les travailleurs des secteurs publics et assimilés, mais aussi dans les couches populaires, des aspirations à des services publics tournés vers les intérêts de la

population et donc aux finalités en rupture avec celles que leur impose le capitalisme. Ce secteur alternatif se détachant de la tutelle de l'Etat non pour se noyer dans les impératifs du marché capitaliste, mais en se plaçant au plus près de la population et sous l'autogestion des travailleurs.

A la fois anti-étatique et anti-capitaliste, notre point de vue tourne donc résolument le dos au libéralisme. Les questions de fiscalisation et de droit du travail sont à ce titre parfaitement illustratives :

- sur le droit du travail, nous savons pertinemment qu'il est un moyen d'imposer une péréquation des droits entre travailleurs. Le droit est dominé par le capital, mais il est aussi un enjeu des luttes ouvrières.

- sur la fiscalisation, loin d'emboîter le pas au " moins d'Etat / moins d'impôts " du libéralisme, nous sommes, nous, pour des prélèvements supplémentaires sur les revenus des classes sociales privilégiées, tant pour étendre la protection sociale que pour lutter contre le chômage: rassembler des fonds consacrés aux intérêts des travailleurs et des couches populaires, et sous leur contrôle...

Lutter contre l'Etat tout en s'opposant au " moins d'Etat " des libéraux ? Le paradoxe apparent, pour une lutte anti-étatique, n'est qu'une conséquence de la nature contradictoire de l'Etat moderne, qui prétend représenter et défendre l'intérêt général, tout en servant les intérêts très particuliers des classes minoritaires et privilégiées. Les luttes peuvent peser sur cette contradiction, tout en préparant les bases d'une rupture anti-étatique[15].

VI. L' EXTENSION DES DROITS DES TRAVAILLEURS.

Les batailles pour de nouveaux espaces de liberté n'ont rien à voir avec les cercles de qualité étroitement encadrés par l'entreprise, ou autres formes sophistiquées employées par les patrons pour enrayer la démotivation et tenter d'intégrer les travailleurs à l'idéologie de l'entreprise. Ce sont bien des espaces de liberté qu'il faut conquérir, des lieux d'expression autonome et de Contre-pouvoir, qui ne sauraient remettre en cause tout l'arsenal de la lutte des travailleurs (assemblées générales, grèves, etc...)

Loin de revendiquer une intégration des salariés, il s'agit bien d'imposer des droits démocratiques et la possibilité concrète d'expression et d'organisation autonome. La modification du travail et le contrôle des travailleurs sur les technologies appellent une extension des droits des travailleurs :

15.*Nous reviendrons, au chapitre suivant, sur cette lutte anti-étatique...et anti-libérale.*

- par l'ouverture d'espaces de liberté et d'expression à l'intérieur du travail. Un temps consacré à l'expression collective et autonome des travailleurs, avec la possibilité concrète de se réunir par atelier et dans toute l'entreprise, avec l'expression libre de tous, organisations syndicales comprises;

- par le développement du contrôle des travailleurs. L'accès libre à toutes les informations, l'introduction du droit de veto sur les licenciements, le contrôle sur l'organisation du travail et l'implantation des technologies. Tous moyens favorisant le contre-pouvoir.

- par l'ouverture de droits nouveaux pour les travailleurs des petites et moyennes entreprises. Les mutations en cours donnent de plus en plus d'importance numérique aux PME. Aujourd'hui les travailleurs des PME sont en passe de représenter 50 % des salariés. Et les prospectives parlent de 60 % dans quelques années. C'est dire l'importance d'imposer des droits démocratiques et la possibilité réelle d'expression et d'organisation autonome pour ces salariés. Il faudra dépasser la situation aujourd'hui caractérisée par la peur et la soumission des salariés face aux patrons de choc des PME, et la dispersion en petites unités de travail.

Pour cela, la solidarité interprofessionnelle devra être développée, avec, comme premier objectif, un soutien réel contre les répressions dans les PME. Ensuite, plus que pour les autres secteurs, les salariés des PME ont besoin pour agir que se dégagent des mobilisations unifiantes. Sans elles, aucune dynamique suivie ne peut s'en dégager.

Enfin, pour s'organiser, ces travailleurs devront obtenir un droit de représentation inter-entreprises, par site, par secteur professionnel, permettant de poser les problèmes au niveau où ces salariés seront capables de peser ensemble.

CHAPITRE IV

CHANGER LA SOCIETE

Les " projets alternatifs ", la " société solidaire " qu'ils peuvent suggérer appellent donc une transformation du travail, et plus largement de la production...

Est-ce à dire que leurs mises en oeuvre serait réservée à des mouvements menés à l'intérieur des entreprises ? Au contraire. Nous verrons plus loin que le combat nécessite l'intervention active de la grande masse des jeunes et des sans emplois placés justement aujourd'hui hors des murs des lieux de travail.

Ce n'est pas tout.

La lutte pour une société solidaire s'exerce aussi contre des leviers du pouvoir capitaliste qui dépassent les entreprises, à commencer bien sûr par l'Etat. Elle aborde aussi des aspects décisifs de l'existence de tous et de toutes : le racisme, le sexisme, par exemple, qui sévissent à l'intérieur comme à l'extérieur des entreprises.

Les pages suivantes ne pourront évoquer que quelques uns de ces " fronts " de la lutte anti-capitaliste. Ici aussi le projet d'une société autogestionnaire a pu servir de base pour rechercher des propositions immédiates[16].

I. DEMOCRATIE AUTOGESTIONNAIRE CONTRE DEMOCRATIE BOURGEOISE.

Le sens anti-étatique de notre combat ne s'exprime pas seulement dans une lutte "du dedans et du dehors " pour dégager les services publics de la tutelle de l'appareil d'Etat et du marché capitaliste.

16.*On trouvera dans une partie précédente de ce Projet un point de vue sur la pédagogie et l'éducation qui vaut aussi pour la lutte menée aujourd'hui sur ce terrain.(p.182)*

En développant le thème d'une société solidaire nous touchons aussi aux questions du pouvoir dans la société et de la forme de représentation politique.

Nous opposons un modèle de démocratie **alternative** et nous le lions à une stratégie de Contre-pouvoir et non de conquête des pouvoirs institutionnels communaux, régionaux ou gouvernementaux.

Pour faire partager ce modèle il sera nécessaire que se développent des sensibilisations des masses exprimant la volonté de décider depuis la base. Une dynamique opposée à celle de la démocratie bourgeoise où les élus décident à la place des intéressés. Dynamique à intégrer dans un combat de classe bien sûr, pour éviter que s'y expriment les pulsions réactionnaires et racistes avivées par la crise.

Un modèle alternatif de décentralisation.

Les décentralisations menées par les gouvernements successifs prétendent corriger l'aspect trop centralisateur de l'Etat. La régionalisation du Parti Socialiste s'est voulue un temps fort de cette décentralisation, mais elle vise en fait à satisfaire des besoins bien peu démocratiques :

- celui de dégager l'appareil d'Etat de nombreuses tâches accumulées au cours des années d'expansion, afin de démembrer une grande partie des activités dites de " l'Etat providence ", et de permettre une concentration des activités étatiques sur des fronts jugés prioritaires pour les intérêts capitalistes;
- et celui d'offrir aux notables politiques mais aussi aux couches moyennes et à la bourgeoisie locale des espaces de pouvoir nouveau, corrigeant les effets déstabilisateurs d'une trop forte concentration des pouvoirs aux seules mains d'un grand capital financier (" l'effet Giscard " entre 1974 et 1981). En trouvant ainsi les bases d'un consensus nouveau entre le grand capital, l'Etat, la bourgeoisie moyenne, et une partie des nouvelles couches moyennes salariées.

Cette déconcentration des pouvoirs étatiques ne va pas dans le sens d'une démocratisation de la société. Elle permet au contraire de renforcer les privilèges et les pouvoirs qui pèsent sur les travailleurs, sans entamer l'essentiel du pouvoir d'Etat.

La conception de la décentralisation autogestionnaire que nous inscrivons dans le projet d'une société solidaire se situe aux antipodes des décentralisations trompeuses menées par les politiciens. Elle renoue avec les aspirations authentiques des populations à se défaire des centralismes qui les oppriment.

C'est en s'appuyant sur une dynamique de luttes et de mobilisations notamment sur l'emploi, organisées à partir des localités et des régions, qu'on peut espérer promouvoir une conception autogestionnaire :

- un modèle reposant sur la mise en valeur économique et culturelle de chaque région, sur la création d'emplois dans chaque bassin régional, etc...
- un modèle de démocratie autogestionnaire opposée aux pouvoirs des notables et

de la bourgeoisie locale.

Une logique autogestionnaire de décentralisation n'implique pas un repli sur les réalités locales et régionales. L'internationalisation du capital a en effet multiplié les contraintes sur chaque économie, tandis que les possibilités de contrôle des populations sur la production s'estompent.

Une dynamique alternative ne peut en aucun cas s'enfermer dans les localismes, ni défendre un quelconque modèle d'autarcie. Elle préconise à la fois le développement de chaque économie régionale, et une solidarité internationale autour des objectifs de transformation sociale.

II. POUR UN MONDE DEMILITARISE.

L'affrontement entre une conception autogestionnaire de la démocratie et l'appareil d'Etat bourgeois passe aussi par la lutte quotidienne contre **un régime policier et une justice inégalitaire**, contre **le système carcéral**, et plus largement contre toute une logique de quadrillage et de répression sur la population, de menaces permanentes contre les libertés, de flicage de ceux qui 'opposent à l'ordre établi, logique qui cimente l'autorité de l'Etat et des classes dominantes sans résoudre des problèmes justement exacerbés par le système social et par la crise.

Pièce maîtresse de cet appareil répressif : l'armée et plus largement une politqiue militariste qui pèse tant sur la population en France que hors des frontières.

Il est nécessaire d'affirmer notre solidarité avec les peuples des autres pays, en luttant contre les dangers que les stratégies militaristes font peser sur toute la planète : menaces de guerre nucléaire, mais aussi conflits " localisés " où les impérialismes s'affrontent par peuples interposés.

Par ailleurs le " complexe militaro-industriel " est un obstacle de taille à l'émergence d'une société solidaire. Ainsi, en France :

- **L'industrie d'armement** pénètre la quasi-totalité des secteurs industriels, subventionne et oriente une part toujours plus importante de la recherche scientifique et technologique (près de la moitié des budgets de recherche ont des objectifs directement militaires). Une part importante de l'économie se place ainsi sous le contrôle de la bureaucratie d'Etat.

- **La militarisation** c'est aussi l'appareil " anti-crise sociale " qui a été élaboré depuis les années 60 : l'affectation de défense des travailleurs permet, en cas de crise, d'affecter militairement à leur poste les travailleurs des secteurs vitaux de la production, des communications, de l'administration. Dans ce cas ceux-ci sont assimilés à des militaires et leurs grèves à de la désertion. La Défense Opérationnelle du Territoire (DOT) permet de placer sous administration militaire le territoire national en cas de troubles. En dehors de cette éventualité, elle constitue un instrument de quadrillage du territoire et de contrôle de la population. La gendarmerie (75 000 hommes répartis en 4 500 unités) en constitue le pivot central.

- **Les interventions militaires dans le Tiers-Monde**, dès que les intérêts occidentaux sont menacés, permettent à la France de jouer le rôle du gendarme, en particulier en Afrique.

- **Les "DOM-TOM"** (Kanaky, Martinique, Guadeloupe, Polynésie, Réunion...) sont maintenus sous domination française, le plus souvent pour leurs positions stratégiques ou leur utilisation militaire, essais nucléaires, bases militaires, centre spatial..

Enfin c'est **l'armée** proprement dite, dont l'idéologie (soumission à la hiérarchie, " démerde individuelle ", sexisme, racisme), la structuration, l'armement et les stratégies n'ont de sens et d'efficacité que pour défendre une société inégalitaire dans un monde déchiré.

L'ensemble de l'institution militaire est à remettre en cause, tout le système de défense des intérêts d'une classe sociale minoritaire et de défense des intérêts des "pays développés " contre le développement du Tiers-Monde.

Mais l'essentiel d'un combat contre le militarisme ne saurait se limiter à une dénonciation idéologique de l'armée. Au contraire, c'est à travers le développement de luttes concrètes de résistance au militarisme que l'institution militaire sera remise en cause et peu à peu affaiblie. Dans cette logique se situent les diverses structures de résistance collective face au service militaire (objecteurs, luttes des soldats, insoumis).

Contre le militarisme, on retrouve notamment en Europe des mouvements pacifistes qui se veulent indépendants tant des USA et de l'Alliance atlantique que des intérêts de l'URSS et de ses satellites. Avec eux on peut lutter, pour le démantèlement général des armes nucléaires partout dans le monde, et donc aussi en France.

De même une lutte contre le militarisme implique la dénonciation de tous les impérialismes de l'Est comme de l'Ouest et l'opposition aux diverses interventions militaires dans le Tiers-Monde.

III. SOLIDAIRES : SANS FRONTIERES.

Malgré la désagrégation des empires coloniaux, les relations entre le Tiers-Monde et les pays développés sont toujours inégalitaires, soumises aux lois de la domination et de la dépendance. L'injustice, la misère, la répression la plus brutale forment

trop souvent le quotidien des peuples dominés. Tôt ou tard, ces peuples se révoltent et se mobilisent contre la puissance impérialiste et les couches sociales qui font alliance avec elle.

Ces luttes revêtent des caractères très divers selon les classes sociales qui s'y investissent, les formes de luttes qui sont adoptées et les objectifs recherchés (cf. partie 1, chapitre V). Et si l'aspiration d'un peuple à l'autonomie, à plus de justice, est toujours respectable, le soutien ne peut pas être toujours au même niveau.

Un mouvement de libération dirigé par une organisation s'opposant au développement de pratiques autogestionnaires, ou ne remettant pas en question les inégalités au sein de la société dominée, peut être néfaste voire dangereux. Il débouchera probablement soit sur le retour à une semi-féodalité, soit sur la création d'un Etat contrôlé par des notables ou une bureaucratie locale.

Le soutien aux luttes légitimes d'un peuple pour son autonomie et sa dignité est nécessaire, notamment quand ces luttes développent des pratiques autogestionnaires, qu'elles contiennent des éléments du combat contre les formes de domination de classe et qu'elles ne sont pas subordonnées aux impératifs stratégiques d'un camp impérialiste.

En dehors de ces cas, un soutien critique pourra être modulé en fonction des particularités de ces luttes : déviations possibles qui iraient dans le sens d'une prise de pouvoir par une bourgeoisie locale, ou alignement sur l'un des deux blocs.

Quoi qu'il en soit, la nécessité de combattre l'impérialisme ou le colonialisme ne peut se contester. Et tout particulièrement quand il s'agit de celui de son propre Etat. En France, l'accent est à mettre sur le soutien au mouvement de libération des "DOM-TOM", même si nous ne partageons pas toujours les orientations des divers fronts de libération.

IV. "DOM-TOM" : POUR UNE RUPTURE AVEC L' ORDRE COLONIAL.

Les "Départements et Territoires d'Outre-Mer" sont les derniers vestiges d'un vaste empire, vivant encore à l'heure d'un ordre révolu, profitant sur place à des minorités de colons, et maintenus à toute force par l'Etat français parce qu'il y trouve les bases géo-politiques de ses ambitions de petite puissance impérialiste.

Il faut se situer en alternative à cet ordre social.

En se prononçant résolument pour le droit à l'indépendance, librement et démocratiquement décidée **par les peuples colonisés eux-mêmes.**

Se battre pour une société solidaire c'est ici agir pour que grandisse une solidarité réelle entre la population et les travailleurs de la métropole, et ceux de ces pays encore colonisés, en favorisant notamment des liens plus étroits entre le mouvement ouvrier ici et les travailleurs des "DOM-TOM". Et c'est pour peser ensemble, des

deux côtés des océans, pour faire reculer l'ordre colonial, la répression et la surexploitation qui y règnent.

Une alternative à l'ordre colonial se forme à partir des expériences menées par les peuples eux-mêmes et elle peut se nourrir de leurs propres cultures. Ainsi en est-il en **Kanaky**, où se construit une contre-société, avec son école, ses coopératives, sa réappropriation collective des terres, ses traditions propres; avec l'expérience complémentaire des luttes pour l'indépendance, et de la lutte syndicale où se retrouvent ensemble Kanaks et travailleurs exploités de toutes origines. De même en **Guadeloupe**, en **Martinique**, et dans les autres pays dominés, se forge tout un capital d'expériences à travers les luttes populaires et ouvrières. Mais ce sont aussi les expériences hélas souvent négatives, des décolonisations antérieures, et celles du mouvement ouvrier et des luttes paysannes dans le monde, qui sont à mettre à contribution.

Qui dit alternative implique bien le refus, après l'Indépendance, de la mise en place d'un néo-colonialisme profitant à une nouvelle bourgeoisie et bureaucratie locale en cheville avec l'ancienne métropole. De même la mise en place d'un ordre étatique et donc bureaucratique comme en Algérie ferait barrage à l'émancipation réelle des peuples décolonisés.

Une alternative à l'ordre colonial passe par une rupture radicale avec l'ordre capitaliste et étatique mis en place par la métropole. Elle dépasse donc la seule lutte de libération nationale pour affirmer la lutte de classe des opprimés, ouvriers et paysans. Leur émancipation, après l'indépendance, implique un projet de société autogestionnaire, démocratique, adapté aux spécificités de chaque pays, et un projet de rapports nouveaux avec le reste du monde, et donc aussi avec l'ancienne métropole, fondé sur le refus de toutes les tutelles d'où qu'elles viennent.

V. SOCIETE SOLIDAIRE, SOCIETE MULTICULTURELLE.

Bouc émissaire de la crise : l'immigration. Au-delà de la propagande de l'extrême-droite, ce sont toutes les forces politiques " classiques " de gauche ou de droite qui cherchent à mettre en avant la réduction de la proportion d'immigrés comme solution au chômage (fermeture des frontières, chasse aux clandestins, expulsions, limitations au regroupement familial, " aide au retour ", assimilation " immigration et insécurité ", barrières dans l'acquisition de la nationalité française, etc...)

Il faut prendre le sujet à bras le corps et trouver des réponses de société à une question de société. Question complexe, car si elle inclut la lutte contre le racisme à proprement parler, on ne peut ignorer que le sujet soit beaucoup plus vaste. La place des travailleurs immigrés dans la société française est po-

sée. La conception même de la société est en jeu, de sa citoyenneté, de son ordre, de ses cultures, de son ouverture, et de son sens de l'égalité. De plus les générations issues de l'immigration constituent un phénomène de masse nouveau. Véritable "plaque sensible " de la société, elles forment une cible privilégiée de la crise : le racisme et le chômage, la misère, l'avenir obstrué frappent de plein fouet une partie importante de la jeunesse.

Une alternative est nécessaire pour contrer le racisme, mais aussi les rapports institués entre travailleurs immigrés et société française, et les politiques qui, de droite comme de gauche, ciblent les immigrés sous prétexte de lutte contre le chômage et contre l'insécurité.

Une " société solidaire " serait fondée sur une **nouvelle citoyenneté.** A la trilogie Etat/Patrie/Nation il s'agit bien de substituer une autre conception fondée sur **l'égalité des droits politiques et sociaux** pour tous ceux qui vivent en France quelle que soit leur nationalité d'origine. Cette nouvelle citoyenneté n'implique pas une uniformisation, une assimilation des diverses cultures dans un moule unique. Il ne s'agit pas non plus de juxtaposer les différences sans favoriser les échanges. Une société multiculturelle est une société tournée vers l'avenir : en se nourrissant d'apports multiples, elle entraîne aussi une évolution des modes de vie, une interpénétration des valeurs, et finalement, dans ce processus libre, **la formation d'une nouvelle culture populaire** plus riche et vigoureuse. La conception même d'une société à la fois multiple et unifiée exprime une valeur sociale nouvelle opposée à celles qui dominent partout dans le monde.

Cette perspective a sa place dans un mouvement en profondeur pour que s'établissent des rapports nouveaux au sein de la population. Mouvement auquel participent déjà de nombreuses associations créées par des jeunes, des habitants, des militants dans les cités et quartiers.

La transformation de la cité est une des perspectives de cette lutte. Avec la création de nouveaux rapports d'échange interculturel et de solidarité, d'expression libre des multiples spécificités. Mais aussi concrètement avec **l'intervention sur l'urbanisme**, la transformation du cadre de vie, l'ouverture d'espace de liberté et de lieux de contacts, avec les moyens à conquérir pour que puissent vivre ensemble harmonieusement des modes de vie différents.

Cette lutte, on le voit, touche à certaines racines du racisme, mais ne se limite pas là. Pour " changer la cité ", elle appelle la participation de toute la base de la société, toutes cultures confondues. Elle offre ainsi une réelle alternative au repli sur soi, au chacun pour soi, à la défiance mutuelle et à la destruction des solidarités collectives sur lesquels le racisme et l'idéologie sécuritaire fondent aujourd'hui leurs succès.

VI. LA NATURE, UN ENJEU.

Dans leur recherche à tout prix de rentabilité, les Etats,les multinationales imposent leurs choix technologiques au détriment des équilibres technologiques.

Pour réduire leurs coûts de production, les entreprises rejettent leurs déchets industriels ou agricoles dans les rivières, la mer, l'atmosphère, ou les stockent en grandes quantités dans des décharges qui finissent toujours par fuir.

La pollution est un problème grave . Quelques exemples permettent de mettre en évidence les conséquences de ces attitudes totalement irresponsables :

- partout dans le monde, les forêts assurent le renouvellement de l'oxygène. Mais aujourd'hui les zones forestières sont détruites en grand nombre : surexploitées dans le Tiers-Monde pour exporter du bois vers les pays développés, et malades en Europe à cause de la pollution de l'air et des pluies acides;
- conséquence de l'utilisation abusive d'engrais chimiques, la concentration en nitrate dans les nappes phréatiques - les " réserves d'eau potable " - s'élève de façon dangereuse et dépasse dans de nombreuses régions la dose maximum admissible préconisée par l'OMS;
- le développement de l'industrie nucléaire conduit à une pollution radio-active diffuse, mais se concentrant dans la " chaîne alimentaire ". Les risques les plus immédiats pour l'humanité sont la multiplication des cancers et des malformations chez les nouveaux-nés;
- les grands cycles naturels de la planète sont perturbés par l'activité industrielle sans contrôle. Ainsi en est-il pour le cycle du carbone, fondamental pour l'équilibre thermique de la planète. La proportion moyenne de gaz carbonique dans l'atmosphère ne cesse d'augmenter. Elle a été multiplié par 1,3 depuis le début du siècle.

C'est pourquoi les luttes écologiques sont des enjeux considérables. Aujourd'hui, des mobilisations massives sont nécessaires pour combattre les projets portant atteinte à l'environnement, pour obliger les entreprises et l'Etat à mettre en place une politique de dépollution.

Mais limiter les dégâts ne peut être suffisant. Un autre type de développement est nécessaire. A travers les luttes écologiques, c'est toute une réorganisation de la production qui est à imposer :

- une réorientation de la recherche au profit des énergies " douces " ou " renouvelables ", un développement des techniques " anti-pollution " et des techniques non polluantes;
- une politique énergétique favorisant les économies d'énergie, le solaire, et les uatres énergies renouvelables;
- la promotion d'une agriculture abandonnant progressivement l'utilisation des

pesticides et des engrais chimiques en développant les techniques de culture dites biologiques;

Une telle réorganisation est nécessaire pour l'avenir de l'humanité. Mais elle peut aussi préfigurer une nouvelle société, décentralisée, maîtrisée par les hommes et favorisant une nouvelle sociabilité.

VII. RETRAITES : UNE QUESTION DE SOCIETE.

Les retraités et pré-retraités constituent une catégorie sociale dont le poids va en augmentant du fait de l'allongement de la durée de la vie. L'existence de cette catégorie nombreuse pose des problèmes de société : la collectivité pourra-t-elle continuer à assurer une vie décente à un nombre croissant de retraités dans le cadre du système actuel de retraites ? Sans aucun doute la retraite est un salaire social différé et alimenté au cours de l'existence professionnelle des individus. Mais plus encore que pour les travailleurs en activité se pose avec acuité la question de l'égalisation des revenus.

Sur le plan de la qualité de la vie, les retraités sont souvent, malgré de gros progrès réalisés même au sein de la société capitaliste (foyers, logements plus agréables, activités de loisirs variées, universités du troisième âge, etc.) des êtres diminués qui se sentent ou sont mis en marge. Il est indispensable de considérer que la retraite ne doit pas empêcher la participation - pour un nombre d'heures choisi bien entendu - à des activités unissant les retraités aux travailleurs en activité et aux jeunes, notamment dans le cadre des activités de loisirs et des activités culturelles dans les quartiers des villes et les villages, voire des activités de recherche ou de formation dans les domaines artistiques, historiques, archéologiques, etc... L'enjeu est important aussi au point de vue du rapport de force dans la société, et il faut le plus possible intégrer dans les luttes la masse importante des ex-travailleurs, en particulier en reprenant leurs revendications.

VIII. SOCIETE SOLIDAIRE : FEMMES LIBRES.

Solidaire, la société que nous voulons le sera aussi vis à vis de... la moitié de la population : les femmes ! La lutte des mouvements de femmes, et la pratique des femmes elles-même, ont imposé, au cours des années, de profondes transformations dans les modes de vie. Elles ont fait reculer des conceptions patriarcales et machistes dominantes depuis des millénaires. Ici, **grâce à la lutte**, la vie a réellement changé.

Mais cette situation reste très fragile. Les signes sont bien là, d'un retour à un "ordre moral "que l'on croyait dépassé. Le sexisme est toujours resté présent, toujours dominant dans de nombreux aspects de la vie, malgré les progrès conquis.

Imposer aux femmes le retour au foyer : voilà bien une tentative " classique " d'aménagement de la crise recherché par les gouvernants.

Préparée par divers textes (ordonnance de mars 82 sur le temps partiel, loi de janvier 85 dit " plan famille ") la situation mûrit, pour la mise en oeuvre d'une politique cherchant à faire peser sur les femmes une part importante de l'austérité :

- licenciement " préférentiel " des femmes en cas de menace de faillite;
- travail à temps partiel imposé, importance du travail précaire féminin;
- politique nataliste, sans développement des équipements collectifs.

C'est pourquoi il nous faut aujourd'hui défendre les acquis des luttes des femmes mais aussi redévelopper un travail d'information sur la double exploitation qu'impose aux femmes la société patriarcale :

- se battre pour l'indépendance économique des femmes, conditionnant leur autonomie personnelle;
- dénoncer l'idée que les femmes constituent une réserve de main-d'oeuvre aux revenus accessoires;
- maintenir et étendre le droit à l'information sexuelle, à la contraception et à l'avortement, y compris pour les mineures et les immigrées;
- dénoncer le sexisme, qui veut cantonner les femmes dans l'unique rôle de mère et d'épouse, et impose à celles qui travaillent une double exploitation; dénoncer les violences sexistes et le harcèlement sexuel au travail.

IX. LES ENFANTS DE LA CRISE.

La jeunesse des années 80 ne perçoit plus tout à fait le monde comme la génération précédente. Ainsi les grands mouvements de solidarité internationale ont changé de contenu et d'aspects : à l'internationalisme militant de la jeunesse combative des années 60-70, de soutien aux mouvements révolutionnaires, a succédé un " humanisme " se voulant plus pragmatique, moins politisé et plus détaché des idéologies.

En effet, les ferments de révolte existent toujours dans la jeunesse mais sous une autre forme. Le refus de la guerre notamment nucléaire, la lutte contre le racisme, la défense des droits de l'homme, les actions contre la faim et de solidarité avec le Tiers-Monde, le refus du chômage : autant d'éléments qui perpétuent des secteurs combatifs

et dynamiques. Une différence - notable - au-delà des colorations " humanistes " ou humanitaires : ces aspects de la révolte ne sont pas conduits par un espoir de changement global de la société; ils n'impliquent pas nécessairement une critique globale du système - ils la combattent parfois même. Certains de ces aspects de la révolte contredisent l'individualisme ambiant mais ils se nourrissent parfois tout autant de comportements individualistes.

Touchée par les échecs des années précédentes, échecs des mouvements sociaux et ouvriers, du gauchisme, de l'écroulement des " modèles " du " socialisme " d'Etat et tiers-mondiste, la jeunesse a été peu à peu atteinte par le scepticisme. Pour beacoup de jeunes, le capitalisme occidental, s'il n'est pas un modèle de paradis sur terre, apparaît pourtant comme un système du " moindre mal " au vu des sociétés repoussantes que constituent les pays de l'Est.

Un autre élément important a modifié les comportements de la jeunesse populaire : l'aggravation considérable du chômage, la fin avouée du plein emploi. Devant l'inexistence de mouvements sociaux d'ampleur et en liaison avec ce phénomène, on constate une certaine indifférence de la jeunesse pour qui les luttes des années 60-70 sont au mieux de simples acquis, sinon de " vieilles choses ".... Pour beaucoup, il ne s'agit plus de lutter collectivement pour changer la société, mais de mieux s'intégrer dans celle-ci. Les mutations du capitalisme font qu'il y a bien coupure entre la jeunesse et le mouvement ouvrier traditionnel.

Les aspirations à l'autonomie, à l'indépendance existent toujours, même si l'insécurité du chômage et l'éclatement des valeurs dû à la crise amènent de nombreux jeunes à se réfugier dans la famille. Il n'y a pas là un simple " retour en arrière " mais une situation contradictoire : aux acquis des comportements hérités de 68 (sexualité plus libre, plus d'égalité dans le couple, aspiration à plus de temps libre, etc.) vient se percuter la recherche de cadres sécurisants.

La crise de l'anticapitalisme amène le rejet du militantisme traditionnel, quel qu'il soit. Pourtant, mais le paradoxe n'est qu'apparent, les secteurs combatifs de la jeunesse populaire sont toujours sensibles à l'aspiration au changement social et même si l'identification à une classe sociale s'est pour beaucoup estompée, des réflexes de classe continuent à se manifester implicitement : aspirations à l'autonomie des jeunes des cités par exemple. Et ce même si le changement social n'est pas toujours pensé dans la perspective d'une rupture révolutionnaire mais plutôt comme contrepoids immédiat, plus ou moins radical. Les différents moments de la lutte antiraciste et pour l'égalité des droits depuis 1983 sont un des aspects de cette réalité.

Agir, au sein de la jeunesse, pour son auto-organisation et son expression propre, est un des objectifs prioritaires dans la construction d'une alternative à ce système. Basé - entre autres - sur le refus du racisme et du fascisme, sur le refus du retour à l'ordre moral et policier, sur le combat contre le chômage aux côtés des travailleurs, la voie est libre pour un nouveau mouvement de la jeunesse.

CHAPITRE V

LA REMOBILISATION

L' AUTOGESTION DES LUTTES.

C'est dans le cadre d'une remobilisation des luttes que nous situons une issue anti-capitaliste à la crise.

Toute revendication, tout projet, aussi audacieux et révolutionnaires qu'ils puissent paraître, ne peuvent avoir de portée sans l'action consciente des travailleurs et des jeunes. Sans elle, tout peut être récupéré par un système habile à détourner et à intégrer des aspirations initialement dirigées contre lui.

Les grands thèmes d'une " société solidaire " n'ont d'autre sens que de pouvoir aider à une remobilisation en suggérant de nouvelles perspectives.

Rappelons les difficultés : une classe éclatée, des bastions déstructurés ou essouflés, un syndicalisme en crise, une démoralisation importante. Pour remobiliser on ne trouvera pas de formules miracles. Un travail patient est nécessaire : propager des idées nouvelles et des perspectives, impulser des pratiques différentes, retrouver les termes d'une unité des travailleurs. Il nous faut comprendre les réalités contemporaines et non revenir à des clichés dépassés.

I. FEDERER LES SPECIFICITES.

L'éclatement du tissu social est maintenant un fait incontournable. Il faut saisir cette réalité à bras le corps. Objectif : partir de chaque spécificité, y faire s'exprimer les révoltes latentes, et tisser des liens entre les diverses composantes sociales pour faire naître un nouveau front de classe, fédérant et donc aussi respectant les diversités tout en les unifiant.

Il y a donc nécessité de luttes locales et professionnelles, et de grandes luttes unifiantes. Opposer les unes aux autres, soit au nom de la diversité, soit contre les "

égoïsmes corporatistes " reviendrait à détruire toute chance d'action (la direction confédérale de la CFDT a ainsi joué avec le feu en maniant alternativement chaque argument).

Les bastions ouvriers traditionnels et les grandes concentrations dans la fonction publique et assimilés (SNCF, PTT...) ont longtemps tenu le rôle de locomotives et donc de fédérateurs. Premiers frappés par la crise, le peuvent-ils encore ? En constatant leur affaiblissement, certains le leur dénient. Opinion trop rapide. Il existe toujours de fortes concentrations dans l'industrie, l'administration et le secteur tertiaire, des unités rassemblant plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de salariés. Tous n'ont pas été brisés, loin de là. **Dans la perspective d'une remobilisation ces secteurs peuvent jouer à nouveau un grand rôle**, même si les bastions durs ne seront pas forcément ceux d'hier, ni surtout animés par les forces syndicales et politiques d'hier.

Mais la remobilisation ne peut s'arrêter à ces seuls bastions. Elle passe par la revitalisation des luttes dans tous les secteurs, et par l'association avec les jeunes, premiers touchés par le chômage. Elle ne prendra toute sa dimension sans des luttes interprofessionnelles sur des thèmes unifiants.

A commencer par la lutte pour l'emploi:

1- La solidarité des travailleurs en place avec les travailleurs précaires, les chômeurs et les jeunes, contre le chômage.

La combativité des travailleurs a besoin de supports matériels, de structures sociales communes. Il faut appartenir à des collectifs de masse auxquels on peut s'identifier.

Ces collectifs de lutte sont plus évidents dans les grandes et moyennes entreprises où le lieu même du travail en fournit le cadre.

C'est à l'échelle des toutes petites entreprises et pour les chômeurs et les précaires que l'identification à un collectif est plus difficile. Seul un certain volontarisme recréant le collectif à l'échelle de la localité peut y suppléer. On peut imaginer une entraide face aux petits patrons. Mais surtout une **cause commune** est nécessaire.

La lutte contre le chômage doit devenir le lien essentiel permettant l'unité entre toutes les catégories du prolétariat. C'est avec elle que se construira un tissu social offensif. Nous n'en ferons pas la seule lutte, ce serait négliger la multitude de spécificités locales, les luttes sur les revenus et les prestations sociales, les luttes de société, entre autres contre le racisme... Mais l'emploi est le thème majeur de l'époque, et une division entre travailleurs assurés d'un emploi et travailleurs précaires un des plus grands dangers.

Pour organiser une telle solidarité, plusieurs voies peuvent être suggérées, partant des réalités diverses pour converger entre elles :

-A partir des entreprises :

- L'élaboration par les travailleurs de projets alternatifs d'embauche, articulés avec la réduction du temps de travail, la redéfinition et la réorganisation des tâches, la chasse aux véritables privilèges, la remise en cause des heures supplémentaires, le refus des statuts précaires, etc...
- L'association directe des chômeurs et précaires aux luttes des travailleurs de l'entreprise, pour peser à l'embauche. Les travailleurs de certaines boîtes pourraient ainsi parraîner des collectifs de chômeurs...

-A partir des localités, communes, départements, régions :

Des mobilisations interprofessionnelles et avec les travailleurs précaires, les chômeurs et la jeunesse, autour de projets alternatifs pour l'emploi qui associeraient la population. Des collectifs locaux contre le chômage, où travailleurs, chômeurs, syndicalistes, jeunes, pourraient préparer de telles mobilisations.

-Sur la base de l'auto-organisation des travailleurs précaires.

Auto-organisation qui permettrait d'exercer une pression sur le patronat et de retrouver un cadre collectif avec une référence matérielle commune : la localité.

Ces regroupements mais aussi les mobilisations unitaires offriraient à des jeunes , aujourd'hui sans attaches dans le monde du travail, le lieu d'une communauté prolétarienne en reconstitution. La convergence avec les travailleurs en place permettrait de prendre conscience de l'appartenance à une même classe sociale. Les bourses du travail du début du siècle, animées par les syndicalistes révolutionnaires, peuvent servir d'expérience historique.

La solidarité interprofessionnelle exprimée dans les départements, les régions, et nationalement, est seule en mesure de rompre avec l'isolement et le repli sur soi. Des formes d'expression, de vie et de luttes nouvelles sont à inventer et expérimenter pour permettre la renaissance d'une **solidarité ouvrière.**

C'est au travers de la lutte pour l'emploi que pourrait se recomposer une mobilisation :

- une redynamisation de l'action dans les entreprises, avec à la base la reconstitution de collectifs démocratiques, d'assemblées de travailleurs, une autogestion des luttes mais aussi des divers aspects sociaux et culturels de la vie commune;
- la lutte contre le chômage et la précarité, organisée dans chaque " bassin de l'emploi ", qui se transformerait ainsi en " bassin de lutte pour l'emploi " permettant à des salariés, à des chômeurs et à des jeunes aujourd'hui sans repères de trouver un cadre de référence sur lequel s'appuyer. La solidarité avec les travailleurs en place pro-

longerait cette reconstruction matérielle mais aussi idéologique en permettant une conscience collective de classe au-delà des ruptures imposées par le capitalisme.

2- Une nouvelle alliance avec les couches moyennes salariées.

Autre pièce d'un tissu social offensif : le lien avec la base la plus dominée de ces couches dont nous avons dit qu'elles constituent pour les travailleurs manuels à la fois des alliés indispensables, et le danger de voir la lutte détournée.

Dans un projet de remobilisation, il faut imaginer une place spécifique à ces couches. Certes elles s'associeraient aux mouvements populaires contre le chômage. Mais cela ne suffit pas. Il faut leur proposer un intérêt spécifique à s'associer à la lutte des ouvriers, des employés et des chômeurs. Or cet intérêt tient manifestement à leurs propres fonctions de travailleurs plus ou moins intellectuels mais soumis à la domination du capitalisme. Il faut penser de quelle manière faire appel aux réelles compétences de ces couches, sans s'offrir comme masses de manoeuvre soumises au pouvoir du savoir.

Les techniciens, une partie des cadres, des chercheurs, les enseignants, peuvent être d'une grande utilité dans l'élaboration de contre-projets. Aux travailleurs manuels de faire respecter une collaboration égalitaire.

Sur cette base d'indépendance réciproque mais aussi de collaboration contre l'ordre capitaliste, le mouvement ouvrier a de même besoin de tisser des liens nouveaux avec scientifiques, créateurs culturels, chercheurs, intellectuels.

3- De grandes mobilisations générales.

Une mobilisation part à la fois du niveau micro-économique et micro-social : l'entreprise, la localité, et du niveau général de la solidarité ouvrière.

Le retour à de grandes mobilisations associant tous ensemble les travailleurs et les chômeurs est nécessaire :

- Les décisions macro-économiques du patronat et du gouvernement, les négociations nationales à froid confédérations/patronat, ont une incidence évidente sur la vie quotidienne des travailleurs. La fédération des spécificités n'a de sens que si elle conjugue les forces pour les faire peser aux niveaux où se prennent les décisions.
- Les réponses au chômage appellent pour se concrétiser des mesures macro-économiques. L'alternative se nourrirait d'une prise de conscience à la base et de la formation de bassins de lutte régionaux, mais elle ne peut s'affermir sans hisser la lutte au stade général.

- L'identité retrouvée des travailleurs passe par l'affirmation en tant que classe pesant à l'échelle de toute la société.

Les grandes mobilisations permettent une solidarité supérieure, où les actions des secteurs les plus organisés et les plus combatifs profitent aux secteurs les plus démunis. Elles seraient indispensables pour imposer un coup d'arrêt aux politiques d'austérité et de chômage.

Reste à savoir qui les contrôlerait...

II. L' AUTOGESTION DES LUTTES.

1- Diriger collectivement nos luttes.

La perspective de la mobilisation repose sur un appel à la responsabilisation des gens, qui commencerait entre autres par une élaboration et un réexamen des revendications par les travailleurs eux-mêmes, des débats collectifs, et l'adoption démocratique de chartes revendicatives de la base.

Nous avons détaillé dans notre projet de société ce que pourrait être une démocratie autogestionnaire.

L'autogestion des luttes est à la fois une pratique autogestionnaire locale immédiatement praticable, et un projet de réorganisation générale des luttes à plus long terme. Où les salariés, organisés en assemblées générales souveraines, en conseils, avec des assises ou des congrès de délégués coordonnant les luttes, décideraient collectivement de leur programme revendicatif, où ils coordonneraient démocratiquement leurs luttes, et où ils contrôleraient leurs négociateurs. Utopie ? En Italie dans les années 70 les ouvriers ont imposé à leurs directions syndicales et au patronat une réorganisation du syndicalisme fondée sur des conseils de travailleurs unitaires à la base.

Cet aspect de l'autogestion des luttes - leur auto-organisation permanente - n'est pas une recette à appliquer sans peine, mais une perspective future, dans le cadre d'une remobilisation d'ensemble qu'il reste à impulser.

L'essentiel passe aujourd'hui par la pratique d'assemblées générales vraiment représentatives. des assemblées qui doivent apprendre à devenir démocratiques et souveraines. Il y a pour cela des batailles à mener face à la passivité et au désengagement des gens, batailles qui appellent une pratique de masse incisive des militants.

Se rassembler par atelier, bureaux, et dans toute l'entreprise, constituer des communautés humaines collectives et solidaires, dépasser les divisions, et permettre l'expression de toutes les opinions, puis savoir prendre des décisions, organiser des

votes démocratiques: c'est le B.A BA de la démocratie autogestionnaire, l'étape nécessaire précédant tout " comité de grève " ou " conseil d'atelier " aussi justes soient-ils dans l'absolu.

Il y a donc un projet futur, et des pratiques immédiates : le mouvement de remobilisation autogestionnaire doit tenir compte de la situation présente, et passer par des voies accessibles.

2- Une dynamique de contre-pouvoirs.

Auto-organisés et unifiés, les travailleurs pourront exercer une pression décuplée.

Cette pression permettra d'imposer dès l'atelier et le bureau un contre-pouvoir des travailleurs intervenant sur tous les aspects du travail.

Ce contre-pouvoir de la base opposé à la hiérarchie, opposé aux dirigeants d'entreprises, prendra toute sa valeur lorsque les diverses catégories d'employés, d'ouvriers, de techniciens et ceux des cadres qui se joindront à eux, élaboreront leurs propres projets alternatifs, opposés à la logique des chefs d'entreprises. Alors ce sera réellement le pouvoir de ceux-ci qui sera mis à mal, et finalement toute la conception de l'entreprise remise en cause.

Cette dynamique pourra tout aussi bien s'exercer hors de l'entreprise, prendre appui sur de nombreux problèmes, associer divers secteurs de la population.

Le projet de remobilisation que nous proposons s'appuie sur la multiplication d'espaces locaux de contre-pouvoir. Divers mouvements sociaux, contre le chômage, le racisme, ou pour changer la cité, pourront ainsi modifier peu à peu le climat social et politique, en partant des réalités vécues sur le terrain.

En dépassant ce stade local, partiel, en se coordonnant, ces diverses expériences ouvriront la voie à l'édification d'un authentique contre-pouvoir dans toute la société.

III. CHANGER LE SYNDICALISME.

La perspective d'une auto-organisation future des travailleurs est en rupture avec le contrôle traditionnel des syndicats sur les luttes. Le syndicalisme ne serait plus le seul lieu d'élaboration des revendications, la seule forme d'organisation permanente. Une remobilistion s'appuierait sur des formes parallèles plus représentatives comme les assemblées générales de travailleurs, et sur des pôles militants qui pourraient associer syndiqués et non syndiqués.

Pourtant le syndicalisme n'est pas une force contournable. Il demeurera peut-être encore longtemps la seule structure de lutte organisée dans les entreprises à l'échelle nationale et en capacité légale de négocier avec le patronat. De plus il regroupe des centaines de milliers de travailleurs combatifs sans lesquels une remobilisation est proprement impensable. L'anti-syndicalisme ne peut servir que le patronat.

Dans le développement de l'autogestion des luttes et d'un contre-pouvoir, certains secteurs du syndicalisme peuvent jouer un rôle considérable :

- de nombreuses sections et syndicats peuvent, en s'inscrivant dans cette voie, participer à la mobilisation et finalement y trouver des remèdes à la crise du syndicalisme;
- dans le cadre d'une autogestion des luttes pour laquelle certains d'entre eux auraient pu avoir un rôle moteur, chaque syndicat conserverait son activité d'animation et de proposition. Mais la démocratie assembléiste assure au-delà des divergences l'unité supérieure des collectivités de travailleurs. Elle refuse la division syndicale qui a finalement achevé le grand mouvement de lutte des années 70. L'unité tient dans cette démocratie directe où les syndicats ne sont plus les dirigeants concurrents imposant leurs batailles à des travailleurs passifs.

Des oppositions dans le syndicalisme.

Malgré la bureaucratie et les orientations catastrophiques des directions confédérales actuelles, des oppositions existent dans la CGT, la CFDT, la FEN, voire FO. Elles peuvent élaborer une alternative syndicale autogestionnaire. Que le combat soit dur et connaisse échecs et succès n'enlève rien à sa valeur et à son utilité.

Les socialistes anti-autoritaires préconisent un syndicalisme révolutionnaire :

- impulsant un combat de masse et de classe, et l'autogestion des luttes;
- autonome par rapport aux pouvoirs institutionnels et patronaux, indépendant de tous les partis politiques;
- revalorisant l'action interprofessionnelle;
- internationaliste et anti-impérialiste;
- anti-bureaucratique, fédéraliste, autogéré depuis la base;
- avec pour finalité la rupture avec le capitalisme et un socialisme autogestionnaire.

Aujourd'hui, les communistes libertaires participent prioritairement à la CGT et à la CFDT, vu la place de ces organisations parmi les travailleurs en France. Mais nous ne pratiquons pas un sectarisme stérile envers d'autres structures.

Ainsi, dans ces temps de crise du syndicalisme, nous ne négligeons pas l'apparition de scissions locales se détachant des confédérations, la formation de groupes de travailleurs et de syndicats indépendants. Leur multiplication dans l'avenir

n'est pas une hypothèse gratuite.

Certains se condamnent à la marginalisation, d'autres mènent une réelle pratique de masse dans leurs entreprises, mais avec des difficultés de coordination au-delà.

L'essentiel est la pratique de masse, la mobilisation de tous les travailleurs, et pour cela nous sommes pour l'unité entre les syndiqués combatifs et les travailleurs écoeurés par les syndicats tels qu'ils sont devenus, mais qui veulent toujours se battre.

Au cours de son histoire, le syndicalisme a connu en France plusieurs recompositions importantes. Il n'est donc pas exclu que dans les années à venir et dans ce contexte de crise, une profonde recomposition s'inscrive à l'ordre du jour, avec des scissions massives, des offensives très dures des bureaucraties, etc... Si nous ne sommes pas partisans aujourd'hui d'une fragmentation du mouvement syndical, il va sans dire que les syndicalistes révolutionnaires devront savoir prendre leurs responsabilités si nécessaire et si les données se transformaient, afin de pouvoir continuer à opposer au système un syndicalisme combatif.

IV. UNE STRATEGIE DE LUTTE INTERNATIONALE.

Les grands objectifs de transformation sociale et de luttes contre la crise suggérés plus haut n'auraient guère de chance de pouvoir se réaliser si le combat restait circonscrit dans le cadre d'un pays comme la France. La lutte pour le plein emploi, un autre type de développement ne pourraient aboutir que si un processus similaire touche une partie significative de l'économie mondiale, au minimum à l'échelle européenne.

C'est au niveau international que les luttes pour le plein emploi pourraient aboutir. Les inter-actions entre les différentes économies sont trop fortes pour que l'on puisse en faire abstraction aujourd'hui. Tant que le contre-poids des travailleurs dans la société ne sera pas devenu dominant, une pression très forte des luttes dans un seul pays amènerait les multinationales à casser l'outil de production dans ce pays, à rapatrier les capitaux et à investir ailleurs... La seule réponse est l'action coordonnée au niveau international.

En terme de projet, la définition d'un modèle de développement alternatif, prônant un développement auto-centré, n'a de sens que dans le cadre de cette coordination internationale des luttes. Une économie régionale " auto-centrée " ne sera jamais une économie autarcique et ne disposera pas sur place de toutes les ressources nécessaires. La dynamique d'un tel type de développement nécessitera obligatoirement des échanges égaux et une péréquation des richesses entre régions.

Il n'en reste pas moins évident qu'une convergence internationale des luttes ne

pourra se bâtir qu'à partir de mobilisations souvent construites au départ dans des cadres nationaux. Les pesanteurs historiques et culturelles qui divisent les travailleurs ne permettront pas forcément l'émergence spontanée des luttes par-delà les frontières.

Mais dès aujourd'hui il est nécessaire et possible de poser des jalons pour une internationalisation des luttes.

Cette internationalisation a été un souci trop épisodique.

Les structures syndicales internationales en sont le reflet bureaucratisé. La coordination européenne dans la lutte contre les euromissiles en apporte une version plus vivante, mais plus ponctuelle.

Rechercher une réelle dimension internationale pour les luttes, cela signifie partir des réalités et des nécessités. Dans les multinationales, les luttes des travailleurs sont confrontés à des stratégies patronales élaborées au niveau international. Ainsi, pour s'opposer aux modernisations sur le dos des travailleurs, pour imposer des mutations allant dans le sens des intérêts des salariés, il est absurde de s'en tenir à une attitude uniquement défensive, qui oppose les intérêts des travailleurs en France à ceux des autres pays et s'enferme ainsi dans une lutte perdue d'avance.

Au contraire c'est la coordination de tous les travailleurs employés par une multinationale, coordination des débats, élaboration commune des perspectives et des actions, qui donnera l'avantage aux travailleurs.

De même pour lutter contre les pluies acides en Europe,s'enfermer dans des luttes nationales serait une erreur dramatique. Parce que le problème ne peut se résoudre dans un seul pays. Et parce que les gouvernements ont alors beau jeu de se renvoyer la balle.

Nous ne nous cachons pas les yeux face aux difficultés de cette internationalisation des luttes. Mais il s'agit d'une nécessité absolue. C'est à partir d'elle que de grandes transformations sociales deviendront vraiment crédibles auprès des travailleurs et des peuples.

CHAPITRE VI

LE CONTRE-POUVOIR.

La remobilisation et l'autogestion des luttes, la perspective d'une " société solidaire " s'inscrivent dans un projet. Prolongement de pratiques autogestionnaires et d'une remobilisation axées sur une autre logique, le Contre-Pouvoir, c'est l'alternative qui grandit dans le système et contre lui.

Dans un monde où le pouvoir est séparé de la société, le pouvoir d'Etat mais aussi et tout autant le pouvoir des dirigeants d'entreprises, le contre-pouvoir c'est l'auto-organisation autonome de la société contre les pouvoirs en place. **Une perspective aussi politique que sociale et économique, opposée aux projets politiciens en vigueur :**

- **Face au pseudo anti-étatisme du libéralisme**, elle affirme une démarche libertaire qui désolidarise la " société civile " prolétarisée des chefs d'entreprise et des couches sociales qui leur sont liées. Loin d'épargner l'Etat sous prétexte de refuser son " recours ", elle fait constamment pression pour imposer des mesures locales mais aussi des mesures générales, y compris législatives, en faveur des travailleurs et de la population.

- **Face à l'étatisme social-démocrate** (ou ses variantes post-staliniennes) le Contre-Pouvoir est une orientation alternative proposée au mouvement ouvrier.

I. UNE ALTERNATIVE FACE AU REFORMISME.

Le projet électoraliste de la gauche réformiste repose sur plusieurs erreurs, illusions et duperies, que l'exercice du pouvoir a démasqué sans appel :

1- La croyance en la possibilité de " retourner "l'appareil d'Etat au profit des travailleurs; Etat compris comme une institution neutre ou neutralisable. Le parti socialiste mais aussi le parti communiste défendent ainsi la légalité et les institutions progressivement mises en place par la bourgeoisie républicaine.

2- La supposition que les capitalistes se laisseraient pacifiquement dépecer par un pouvoir de gauche, pour peu que les transformations se fassent dans le respect de la légalité.

3- L'incompréhension et l'occultation de la nature réelle du capitalisme, où le rapport de classe ne s'exprime pas seulement dans la propriété privée des moyens de production, mais d'abord dans les rapports de pouvoir sur la production.

Les nationalisations, si longtemps crédo de la gauche, étaient ainsi comprises comme l'expropriation légale du capitalisme, là où il n'y a en fait qu'une transformation du rapport juridique, et une centralisation étatique d'un système d'exploitation toujours capitaliste.

4- La délégation de pouvoir, enfin, reste la méthode par excellence des réformistes pour opérer les transformations. La démocratie bourgeoise repose sur elle : les électeurs ont la possibilité de nommer ceux qui vont les diriger, et non de décider de ce que doivent faire leurs élus. C'est le " chèque en blanc ", mais aussi la passivité de la base de la société, le rapport dirigeant/dirigé admis et valorisé par la gauche réformiste.

L'Alternative anti-autoritaire, le Contre-Pouvoir, appelle les travailleurs à un changement radical de perspectives.

II. UN CHANGEMENT DE PERSPECTIVE.

1- Les vraies transformations sociales seront arrachées par les luttes menées par les gens eux-mêmes.

L'Alternative ne réside pas dans un autre programme de gouvernement plus " à gauche " ou plus " ouvrier ". Les intérêts des travailleurs et ceux des capitalistes sont opposés, et aucune politique gouvernementale favorable aux travailleurs ne peut être menée de façon délibérée.

Non que l'équipe au gouvernement soit indifférente : il n'y a pas une seule façon de diriger, et les nuances peuvent compter lourd pour la population. Mais du fait même du rôle concret de l'Etat, des changements importants opposés à la logique du capitalisme ne peuvent intervenir sans la pression exercée sur lui, comme sur le patronat, directement, par la base de la société.

2- Il faut déplacer les enjeux du pouvoir, les re-situer à la base de la société.

L'enjeu du pouvoir y compris central ne passe pas, pour les travailleurs, par la conquête de l'appareil d'Etat bourgeois.

Déplacer les enjeux de pouvoir, c'est affirmer que les énergies ouvrières ne doivent plus se diriger dans cette direction. Les re-situer à la base, c'est expliquer que le pouvoir des travailleurs ne se construira valablement qu'à partir des lieux de travail et d'habitat.

Nous n'opposons pas le niveau local au niveau général, national et international. Ce que nous opposons, c'est la structure capitaliste du pouvoir, l'Etat, centralisant les intérêts des couches sociales dirigeantes, à la construction d'une structure de Contre-pouvoir rassemblant les couches sociales dirigées, auto-organisées à tout niveau depuis la base.

3- Contre-pouvoir et démocratie bourgeoise.

Notre démarche est donc anti-électoraliste.

Nous n'assimilons cependant pas tous les régimes capitalistes indistinctement, depuis les systèmes parlementaires jusqu'aux dictatures militaires et aux bureaucraties militarisées dites " socialistes ". S'il y a communauté entre tous ces régimes : l'exploitation des travailleurs, la forme de domination diffère évidemment très sensiblement. Dans les régimes parlementaires les travailleurs ont incontestablement des espaces de liberté plus grands, même sous contrôle et récupérés, et de plus grandes possibilités d'exercer leur pression.

Nous ne sommes donc pas des anti-électoralistes aveugles, nous savons la légitimité des revendications à tous les droits démocratiques dans le cadre parlementaire : contre l'apartheid en Afrique du Sud, pour le droit de vote des Immigrés en France, contre les dictatures de tous bords. De même nous ne sommes pas des abstentionnistes, nous n'appelons pas systématiquement à l'abstention face aux échéances électorales, nous ne nous abstenons pas systématiquement de prendre position lors des élections.

Mais nous affirmons avec force que les démocraties parlementaires bourgeoises sont le pendant du libéralisme économique dans les pays occidentaux.

Le capitalisme moderne nécessite objectivement l'intégration des travailleurs au consensus social, au jeu démocratique. C'est une des raisons pour lesquelles la haute finance mondiale, du moins ses secteurs les plus " avancés " préfèrent, au maintien de dictatures encombrantes, la mise en place de régimes démocratiques, à condition que ceux-ci puissent offrir des garanties de stabilité, un rapport de forces favorable à

la bourgeoisie locale (Philippines). Ce qui ne contredit nullement la possibilité qu'à tout moment une solution fascisante soit toujours envisageable, s'il s'avère que la situation devient menaçante pour l'ordre établi.

Mais la démocratie bourgeoise permet également, par la liberté d'expression et d'association, de créer de véritables espaces d'autonomie, même si ceux-ci sont relativisés par la pénétration de l'idéologie dominante. Tout en dénonçant la nature du système démocratique bourgeois, forme politique nécessaire au capitalisme moderne, perpétuant la délégation de pouvoir, la dépolitisation de la société, la " spécialisation " du Politique comme chose de l'Etat, tout en dénonçant les illusions qui entourent l'acte électoral, nous ne luttons pas pour que la démocratie parlementaire disparaisse tant qu'on reste dans le système d'exploitation; elle préserve, ou en tous cas permet, au moins juridiquement, de se battre pour la préservation de libertés qui n'ont rien de " formelles " (droit de grève, d'association, de publications, etc... droits le plus souvent conquis par de violents rapports de forces).La démocratie parlementaire bourgeoise n'est qu'une des formes juridiques du système de domination et d'exploitation capitaliste. C'est celui-ci et non celle-là que nous combattons avant tout, directement...

Ce combat est aux antipodes d'un respect borné de la légalité bourgeoise : il l'utilise, comme d'éventuels acquis, il la force, par la contrainte des luttes, à se modifier et à évoluer dans le sens de plus de justice sociale.

C'est en alternative que nous nous situons, opposant aux illusions électoralistes une autre voie pour imposer de véritables changements, et au modèle parlementaire, un modèle de démocratie autogestionnaire.

III. VERS LA RUPTURE AVEC LE CAPITALISME.

Le Contre-pouvoir est un projet de réorganisation et de repositionnement des forces sociales, une stratégie socio-politique. C'est donc aussi un combat sur le terrain idéologique et culturel s'opposant à l'idéologie dominante.

La première étape peut être mise en oeuvre dès aujourd'hui. Ce sont les pratiques partielles et locales de contre-pouvoir, mais aussi la défense d'idées, de projets, de perspectives alternatives.

La seconde étape constitue l'extension de ces pratiques à l'échelle de secteurs entiers de la production, des " bassins régionaux de lutte pour l'emploi " etc... Le Contre-Pouvoir devient alors un fait politique et social majeur. Les transformations sociales et la rupture deviennent des objectifs d'actualité, le rapport de force se retour-

nant en la faveur des travailleurs.

Dans cette deuxième phase, un second pouvoir se construit face aux institutions et au patronat, avec ses structures démocratiques, ses projets alternatifs et ses armes, les luttes de masse. Le développement du mouvements Solidarnosc en Pologne en 1980-1981 est un exemple récent, historique et concret de ce que peut être une dynamique de contre-pouvoir.

La stratégie de Contre-Pouvoir n'est donc pas un repli " apolitique ", " négligeant l'appareil d'Etat ". Il s'agit au contraire d'une politique ouvrière, alternative à la politique bourgeoise, et qui, loin d'ignorer le corps central du pouvoir capitaliste, l'Etat, indique au contraire comment l'affronter.

La troisième étape du projet pose la question du pouvoir dans la société, et ouvre la voie de la rupture avec le capitalisme.

Tel est le sens du projet que nous proposons : faire grandir l'Alternative concrète au capitalisme au cours d'un long combat révolutionnaire que l'on peut engager dès maintenant.

CHAPITRE VII

PROJET POUR L' ALTERNATIVE

1 UN GRAND MOUVEMENT ANTI-AUTORITAIRE.

Pour qu'une perspective se développe dans la société, encore faudrait-il que des hommes et des femmes se rassemblent et pèsent ensemble sur les évènements.

Durant les mois et les années à venir le libéralisme poursuivra son offensive, l'extrême-droite dans son sillage. La gauche,la gauche réformiste qui porte une responsabilité écrasante dans la démobilisation tentera d'occuper les ruines. Le PC voudra se faire passer pour la seule force qui appuie les luttes, même si il a été la première et la mieux placée pour les saboter quinze ans durant et même si, dans son zèle pseudo-révolutionnaire, à contre-sens, à contre-temps, au mépris de la base, il poursuit encore les travaux de démolition. Et le PS se présentera comme la seule gauche réaliste et utile, traduisez : épousant les thèses néo-libérales, et donc utile avant tout au patronat et à certaines couches moyennes privilégiées.

Contre ce concert politicien il faudra faire entendre une autre voix.

Pas une voix groupusculaire.

Un mouvement qui reflète l'opinion de secteurs importants de la société, qui y soit écouté et suivi.

Nous conclurons ce document avec cette pièce maîtresse de notre projet politique : la constitution progressive d'une grande formation sociale et politique, internationale dans ses luttes et dans ses liens, d'orientation autogestionnaire et anti-autoritaire.

C'est elle qui, d'abord sous la forme d'un pôle alternatif très diversifié, puis d'un grand mouvement autogéré, appuiera l'essor de luttes de classes nouvelles, proposera aux travailleurs et à la population un projet de transformation de la société, et pèsera dans le sens d'un Contre-pouvoir, d'une rupture avec le capitalisme, et d'une société autogestionnaire.

Nous ne disons donc pas : " hors de nos murs, point de salut ". Les communistes libertaires peuvent et veulent jouer un rôle important dans la construction d'une Al-

I. UNE FORMATION POUR LE SOCIALISME ANTI-AUTORITAIRE ET LE CONTRE-POUVOIR.

Une recomposition du Mouvement ouvrier s'inscrirait dans un double mouvement :

- Elle renouerait avec les traditions les plus profondes du mouvement ouvrier. Une rupture avec le socialisme étatique social-démocrate, stalinien, léniniste, pour retrouver les racines occultées de " l'autre société " fondée par les luttes spontanées des travailleurs tout au long de l'histoire, et relayées par les grands courants du mouvement ouvrier anti-autoritaires et syndicalistes révolutionnaires. Ce retour aux sources est nécessaire pour retrouver l'identité d'une classe ouvrière aujourd'hui déstructurée et déboussolée. Pourtant il serait vain de singer à un siècle de distance les années fondatrices mais archaïques du mouvement ouvrier.

- La recomposition reposerait tout autant sur la volonté d'un socialisme novateur, pleinement intégré aux données les plus contemporaines de la lutte de classe, et avide de les transformer en s'armant de projets révolutionnaires. Dans ce sens le socialisme anti-autoritaire à venir, rompant avec les courants aujourd'hui dominants, puisant aux sources, cherchera les synthèses et les innovations idéologiques nécessaires pour dépasser l'ensemble des courants qui l'ont précédé.

L'appareil militant qui se constituerait pour rechercher et développer cette alternative aurait bien pour projet de devenir une grande formation, à vocation majoritaire dans le mouvement ouvrier et dans la population, mais une formation originale, différente des partis dont l'ambition demeure la conquête du pouvoir pour eux-mêmes, différente des syndicats, qu'il ne s'agit pas de concurrencer dans ce qui devrait être leur rôle d'organisation de masse et de rassemblement au-delà des divergences idéologiques. Une formation socio-politique, implantée dans les entreprises et les localités, avec pour volonté essentielle d'aider les gens à s'auto-organiser, et pour finalité un socialisme autogestionnaire.

Cette organisation reposerait sur plusieurs principes importants :

- La démocratie autogestionnaire et le fédéralisme, comme forme d'organisation et de fonctionnement. Le maximum d'autonomie donc pour ses membres et structures de base, et une solidarité, des décisions prises et appliquées collectivement, une ligne, des projets adoptés avec la participation de tous. En clair, une organisation autogérée.

- Un rapport non-dirigiste aux travailleurs, à la population, aux divers mouvements de lutte. Vraie pour chaque militant comme pour toute l'organisation, une pratique nouvelle, anti-autoritaire, d'animation des luttes.

- Une logique programmatique mais ouverte. C'est-à-dire l'élaboration

commune d'une ligne et de projets donnant cohérence à l'organisation et permettant la propagation d'un combat crédible. Mais avec le réexamen permanent, le non-dogmatisme et le droit d'expression aux minorités.

- Une implantation notamment parmi les ouvriers, les employés, les chômeurs, la base prolétarienne de la société. Mais ne négligeant ni la jeunesse ni aucun des secteurs de la population appelés à s'intégrer dans un mouvement de renversement de la société.

L'activité essentielle de cette formation révolutionnaire ne serait pas de disputer les voix des électeurs aux partis et aux politiciens, mais bien d'appuyer le développement de luttes anti-capitalistes et auto-organisées, vers un contre-pouvoir, par sa politique et sa propagande, par sa réflexion collective, par la formation, l'aide qu'elle apporte, son rôle de guide collectif, par l'action convergente et coordonnée de ses membres.

La construction de l'Alternative anti-autoritaire s'inscrirait dans une dynamique de convergences et de synthèses progressives, liée à un développement parallèle des luttes :

- synthèse dans ses références et ses projets;

- convergence dans les forces militantes qui s'y intègreraient peu à peu.

II. LES RACINES HISTORIQUES.

L'Alternative proposée ne naîtrait pas de l'air du temps. L'attitude adoptée face à l'histoire, où elle puiserait les racines de son identité, permettrait de préciser un projet fait à la fois de **ressourcement et de dépassement.**

La source principale est constituée nous l'avons dit **des expériences concrètes et spontanées des travailleurs.** C'est en partant du contenu de ces réalisations, base d'une société nouvelle, que se constituerait un socialisme autogestionnaire et anti-autoritaire, l'un et l'autre de ces termes pris ici dans un sens non idéologique mais spontané et concret.

Les acquis passent aussi par l'expérience des divers courants du mouvement ouvrier qui se sont situés dans le prolongement de ce socialisme spontané des travailleurs. Face à ces courants historiques, il conviendrait d'adopter un comportement sans dogmatisme, lucide, soucieux de s'approprier toute la richesse d'une culture politique mais aussi de ne faire aucune concession, de ne sombrer dans aucune adulation, de ne s'aliéner à aucune idéologie préexistante.

Le socialisme ou collectivisme anti-autoritaire qui s'est notamment illustré dans la première Internationale et au travers de la Commune de Paris présente les premières tentatives de formuler un socialisme autogestionnaire. Prise dans toute sa diversité, fondateurs du syndicalisme, du mutuellisme, des coopératives ouvrières, proudhoniens, collectivistes bakouniniens, partisans d'un rapprochement entre les thèses marxistes et libertaires, militants ouvriers sans sectarisme et sans dogme, cette aile anti-autoritaire peut être une première référence pour un mouvement qui se voudrait lui aussi sans dogme.

Les expériences historiques menées depuis et la modification de la société conduisent bien sûr à dépasser les projets de société autogestionnaire élaborés alors. Confrontés aux réalités contemporaines, ils apparaissent trop éclatés, trop communalistes, ils arment trop peu sur la question du pouvoir central, de l'autogestion globale de la société. Le souci d'un socialisme dans la liberté reste le même, les formes proposées diffèrent naturellement.

Le syndicalisme révolutionnaire.

Il a profondément marqué le mouvement ouvrier. Le fédéralisme, l'action directe de masse, la démocratie ouvrière directe, les bourses du travail, un syndicalisme de masse et de classe, le refus de la domination des partis politiques, la finalité autogestionnaire composent un héritage riche et toujours d'actualité. Le syndicalisme révolutionnaire représente déjà la volonté de construire un Contre-pouvoir ouvrier, et celle de mener la lutte révolutionnaire à partir des conditions d'existence immédiates des travailleurs, à partir de la lutte revendicative quotidienne. Aussi l'Alternative intègrerait-elle le syndicalisme révolutionnaire pour en devenir, entre autres, **une forme contemporaine.**

Toutefois, elle le dépasserait sur plusieurs points. Elle ne prétendrait pas faire du syndicat la **seule** structure par laquelle faire passer toutes les activités des travailleurs. Les assemblées générales et les conseils de travailleurs intègrent le syndicalisme de classe et le fédéralisme mais permettent l'auto-organisation de **tous** les travailleurs au-delà des seuls syndiqués. L'organisation politique anti-autoritaire à construire serait une structure différente des syndicats. Elle ne reproduirait pas la division social-démocrate du travail entre le parti, qui fait la politique, et le syndicat qui s'occupe des intérêts immédiats des travailleurs; mais l'organisation syndicale a pour vocation de faire l'unité entre les différents courants du mouvement ouvrier, tandis que l'organisation anti-autoritaire identifierait un de ces courants.

La référence à un syndicalisme révolutionnaire ne s'arrêterait pas aux courants historiques les plus anciens mais embrasserait aussi la composante " lutte de classe " du syndicalisme autogestionnaire dans la CFDT et certains secteurs de la CGT, le syndicalisme des conseils italiens, le syndicalisme révolutionnaire de la CNT espagnole, et de multiples autres expériences dans le monde, présentes et passées.

Le conseillisme.

Il a connu un immense écho en Europe dans les années 1917-1920, et même s'il a perdu toute réalité militante de masse, il demeure une référence toujours vivante, sous toutes ses formes, depuis Rosa Luxembourg et les Spartakistes de la gauche allemande jusqu'au mouvement des conseils italiens. Le conseillisme représente une tentative de fonder un mouvement de formation marxiste mais pénétré du socialisme spontané des travailleurs, et donc en rupture avec la social-démocratie et le léninisme. Une alternative peut y trouver un enseignement d'une grande richesse et affirmer par ce canal sa volonté d'intégrer l'apport positif de Marx. Mais ici aussi il y a dépassement et critique. L'ultra-gauchisme d'une grande partie du conseillisme l'a rendu incapable de poursuivre la lutte de classe dans une période non-révolutionnaire.

L' économisme mécaniste contenu chez Marx inspirait ces courants. Or s'il faut intégrer Marx - ou tout du moins une partie d'une oeuvre qui a aussi fondé le socialisme étatique - il faut le dépasser vers une conception de l'histoire et des sociétés et vers une méthode d'investigation nouvelle et plus ouverte.

III. APRES LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE, UNE NOUVELLE SYNTHESE HISTORIQUE.

La formation que nous proposons de construire ne serait pas " neutre ". Il ne s'agirait pas d'une vague addition de militants de toutes opinions réunis par un strict minimum, quelques slogans, quelques revendications. Nous ne pensons pas que l'outil nécessaire à l'alternative puisse survivre sans une réelle cohérence.

Certes il y aurait une large convergence. Et une fois formé, le mouvement serait nécessairement ouvert aux différences. Mais dans le sens d'une orientation commune, socialiste anti-autoritaire, c'est-à-dire en rupture avec le socialisme d'Etat et alliant aux valeurs collectives l'autonomie personnelle et locale.

C'est à dessein que nous disons anti-autoritaire et non communiste libertaire ou même simplement libertaire.

L'édification d'un mouvement politique de masse ne peut se concevoir comme une opération purement idéologique et linéaire, où un tout petit noyau initial armé d'une théorie achevée finirait par convaincre des dizaines de milliers de militants dans chaque pays de la validité de tous les points de son programme. Ce rêve de secte religieuse n'est pas applicable à un mouvement de masse qui appelle à la réflexion autonome et à l'évolution permanente de sa ligne.

Le grand mouvement projeté ne s'inscrirait pas dans une continuité idéologique

aux multiples facettes et ramifications, " anarchiste " ou " libertaire ", mais ferait suite à des mouvements étroitements liés à des formes d'organisations et de luttes de masse: anti-autoritaires, syndicalistes révolutionnaires, conseillistes.

Les libertaires - ceux qui le choisiront - peuvent jouer un rôle important dans le mouvement anti-autoritaire à venir. Mais ils n'y seront pas seuls. De nombreux militants d'origines, de " sensibilité " différentes aujourd'hui, s'y retrouveraient avec eux. Pour cela ils auraient rompu avec un certain nombre d'illusions qui ont conduit finalement le mouvement ouvrier à son échec. Ils auraient rompu avec le socialisme d'Etat et rejoint sous une forme pratique et non idéologisée ce socialisme anti-autoritaire à réinventer.

De même le courant libertaire ouvrier (communiste libertaire compris) en s'inscrivant dans une démarche de ce type devrait nécessairement se débarrasser d'un certain nombre de points de vue erronés ou dépassés.

A ce prix les idées-forces de ce courant pourraient fortement imprégner l'Alternative de masse. Le syndicalisme révolutionnaire du début du siècle a pareillement procédé d'une synthèse vivante, opérée dans le feu de l'action ouvrière, entre certaines conceptions libertaires et le mouvement naissant des organisations ouvrières. Notre ambition est bien là : produire une synthèse nouvelle entre une conception libertaire contemporaine et un mouvement large pour l'Alternative.

CHAPITRE VIII

PROJET POUR L' ALTERNATIVE

2-CONSTRUIRE UN POLE ALTERNATIF.

Le mouvement que nous proposons serait donc le produit d'une synthèse historique entre divers apports et divers courants, synthèse attractive, faite pour gagner de nombreux travailleurs et de nombreux jeunes à son combat.

Les éléments existent réellement aujourd'hui, des dizaines de milliers de personnes, actuellement sans projet, peuvent en se rassemblant devenir une force :

- des secteurs syndicalistes oppositionnels, qui sont souvent déjà, qu'ils s'en réclament explicitement ou non, dans la continuité du syndicalisme révolutionnaire;
-des camarades issus du ou plutôt des courants et pratiques contestataires et révolutionnaires des années 68-70, et dont nous pensons que les aspirations sont essentiellement anti-autoritaires, même si faute de mieux ou d'information, nombre de militants sont passés ou sont parfois encore dans des organisations léninistes;
- des militants se détachant du PC et du PS, et des orientations des directions confédérales CGT, CFDT, FEN, voire FO;
-des camarades du courant libertaire ouvrier (syndicalistes révolutionnaires, communistes libertaires);
- des camarades animant des luttes locales, ponctuelles (indépendance kanake ...) ou de " fronts " (antimilitarisme...) et qui ressentent la nécessité d'un combat de classe et anti-bureaucratique;
- et des jeunes, notamment aujourd'hui mobilisés contre le racisme, et demain aussi nous le souhaitons contre le chômage.

I. UNE STRATEGIE POUR L' ALTERNATIVE.

Pour que l'alliage réussisse on ne peut concevoir un processus précipité. Progressivement, trois activités pourraient se combiner :

1- Le développement réel des luttes de la base de la société, sans lequel on ne peut construire aucune alternative.

Pour nous l'alternative se construira dans les luttes. Le support de masse se trouve là, l'Alternative affirmera ses perspectives politiques non à partir des affronte-

ments politiciens mais des luttes directes et des motivations de la population. Sans ces luttes, dont l'impulsion et l'appui seraient son premier souci, elle ne pourrait pas prendre une dimension de masse. Il faut une dynamique sociale, un ressaisissement notamment contre le chômage, lutte où les forces rassemblées pour l'alternative trouveraient une cause locomotive.

2- Le développement d'une unité militante.

- Par la multiplication de groupes larges pour l'Alternative[17] dans les quartiers, les communes, dans les entreprises, parmi les jeunes. Groupes qui se consacreraient à la fois à la remobilisation à l'auto-organisation des travailleurs et de la population, et à la réflexion collective.
- Par le développement et l'unification des oppositions syndicales, indépendamment de toute autre structure, mais dans ce contexte dynamique, élaborant une ligne novatrice alternative à celles des directions confédérales, et impulsant des pratiques nouvelles avec les travailleurs.
- Par l'organisation du débat, la tenue d'assises régulières, etc... Tous ceux qui luttent doivent pouvoir confronter leurs opinions, sans sectarisme. Il faut un creuset collectif, un lieu où des composantes différentes, des expériences différentes puissent échanger et réfléchir ensemble sans perdre leur identité ni leur autonomie.

3- Le développement d'une tendance libertaire nouvelle, qui soit un fer de lance et un élément fédérateur pour l'Alternative, une garantie de l'unité et de la démocratie.

Mais qui soit aussi en capacité, dans ce mouvement en constitution, de mener un combat positif pour une orientation de type autogestionnaire et anti-autoritaire. Car il y a bien un combat à mener : contre les vestiges du socialisme étatique, la formation léguée à des militants aujourd'hui en recherche, mais n'ayant pas forcément opéré une rupture totale avec le léninisme ou la social-démocratie, contre la tentation à s'institutionnaliser en construisant une fausse alternative à partir des joutes électorales et non à partir des luttes sociales.

Les " mécanismes de l'Alternative " entraîneraient le processus dans une spirale ascendante. Les rassemblements de base, le renforcement d'un syndicalisme rénové, constitueraient sous des formes très diversifiées une sorte de front autogestionnaire des luttes de classe, front militant non formalisé, creuset de réflexion, mais aussi outil pour la mobilisation : **un pôle pour l'Alternative.**

17.*Qui pourraient se donner (et se donnent déjà, pour ceux qui existent) les formes et les noms les plus divers. Nous ne visons pas le "gadget", nous appelons à former de véritables rassemblements, ouverts, unitaires, démocratiques, au plus près des réalités.*

Cette intervention, renforcée par l'unité, serait un des facteurs d'une remobilisation des luttes qui offriraient réciproquement à l'alternative la base nécessaire à sa croissance. Une composante libertaire serait partie prenante de ce pôle pour l'alternative, mais elle aurait aussi son intervention autonome, apporterait ses propositions, tant pour la lutte que pour les perspectives, en pesant pour une évolution vers une grande formation anti-autoritaire.

Cette première phase - la constitution d'un pôle alternatif multiforme - met donc en présence des composantes très diverses sans nier les spécificités de départ. Elle permet de peser ensemble et donc de contribuer à modifier le climat social et politique ambiant. Elle amorce une dynamique de rassemblement. Cette dynamique pourra prendre des années avant d'aboutir à la constitution d'un grand mouvement autogestionnaire. Et la nature de ce mouvement sera l'objet de batailles peut-être très vives.

Agir de façon précipitée, ficeler des alliances bidons sans réalité de base serait préjudiciable. Toutefois des rassemblements pourront se constituer préalablement, sous des formes intermédiaires, partielles, transitoires... où les communistes libertaires seront présents et actifs.

II. L' ALTERNATIVE SE CONSTRUIRA DANS LES LUTTES.

En partant des " pôles pour l'Alternative " nécessairement multiformes et fragmentés, comment avancer vers un mouvement de masse authentique ?

Les grands mouvements anti-autoritaires auxquels nous nous référons peuvent nous servir d'exemple. Ils ont un point commun : le lien entre un projet, plus ou moins défini, et une pratique d'organisation de masse de la lutte de classe.

Le grand mouvement autogestionnaire que nous proposons de mettre en chantier ne se construira pas autrement.

L'Alternative ne peut se concevoir seulement comme un creuset de réflexion où des camarades, militant par ailleurs, viendraient échanger des idées sans agir ensemble. Le creuset est indispensable. Il ne suffira pas.

Pour faire vivre de véritables rassemblements, puis pour avancer, dépasser ce premier stade, peser réellement dans la société, les regroupements alternatifs devront nécessairement agir, rassembler, impulser des luttes. Ce sera le seul moyen de permettre l'unité dans l'action d'éléments au départ disparates. Et surtout de trouver les forces vives, de gagner de nouveaux militants à la lutte révolutionnaire.

Dans l'histoire, les courants conseillistes ont pris leur essor dans les années 20

en s'appuyant sur le développement spontané des conseils ouvriers mais aussi en les impulsant. Les conseils, c'était l'organisation de tous les travailleurs. Le conseillisme, un courant militant lié à cette organisation. Le syndicalisme révolutionnaire lui aussi inspira les projets et les pratiques d'un courant étroitement impliqué dans le développement des organisations ouvrières. De même l'alternative autgestionnaire que nous proposons est un courant de masse politique dont le développement sera étroitement lié à celui des formes d'auto-organisation, de syndicalisme combatif, de luttes offensives et de pratiques de contre-pouvoir qu'il aura été en capacité d'appuyer.

Notre conception contraste donc notablement, cela soit dit sans sectarisme, avec celle de certains courants se réclamant eux aussi d'une Alternative. Nous constatons souvent chez eux un sens restrictif et détourné de celle-ci, avec une priorité dans les faits à la participation aux joutes électorales.

Ainsi l'Alternative ne serait finalement plus qu'une " autre politique " définie dans le cadre institutionnel traditionnel, et non pas une alternative à ce cadre politicien. S'ajoute pour certains éléments une autre limitation très grave : la survalorisation d'expériences dites alternatives menées à l'échelle micro-économique, liée à l'abandon d'une perspective de rupture avec le capitalisme. Si nous intégrons ces expériences comme des éléments pouvant contribuer à leur mesure à une transformation des données de la société, nous avons de l'Alternative une vision autrement plus large et ambitieuse, nettement articulée avec la lutte de classe et la perspective d'une autre société, alternative au capitalisme.

Si l'UTCL trouve chez certains militants de la FGA, des Verts, dans divers regroupements alternatifs, des interlocuteurs privilégiés, on ne peut qu'opposer à des visions parfois parcellaires et institutionnelles, à l'addition disparate des reculs et des doutes, une version offensive, de classe, reposant sur une étroite fusion entre l'action et le débat d'idées.

III. UNE ALTERNATIVE ANTI-AUTORITAIRE.

Les communistes libertaires proposent le projet d'un vaste mouvement alternatif.

Mais ils ne se proposent pas de s'y diluer et d'y disparaître. Notre projet installe un rapport entre deux pièces distinctes : ce mouvement, et le développement organisé d'un courant communiste libertaire nouveau.

L'objectif final est bien une recomposition du mouvement ouvrier dans le sens d'une rupture avec le socialisme d'Etat, le mouvement autogestionnaire y devenant dominant. Le contenu de l'Alternative est donc de la première importance. Une organisation libertaire nouvelle (et aujourd'hui l'UTCL) travaille en éclaireur pour l'élaboration d'un projet de socialisme anti-étatique.

L'organisation large de demain reprendra-t-elle de A à Z ce programme ? Nous ne le pensons pas. Mais elle pourra tendre vers une orientation de caractère libertaire. En recherchant une dialectique entre organisation libertaire et mouvement alternatif, nous voulons donc agir clairement pour que celui-ci reprenne finalement à son compte une large part des propositions autogestionnaires anti-étatiques, mais dans une dynamique de débat démocratique et de prise de conscience autonome, sans marche forcée, sans magouilles ni manipulations.

Notre perspective est bien une rupture de masse consciente avec l'étatisme. D'où l'adjectif " anti-autoritaire " volontairement accolé à celui d'autogestionnaire dans notre projet. " Autogestionnaire" , a hélas aussi recouvert des interprétations très douteuses. " Anti-autoritaire " signifie, lui, par référence à l'aile de la première Internationale et au syndicalisme révolutionnaire, mais sans filiation idéologique nécessaire, une redéfinition de classe et non étatiste. Avec une telle orientation le grand mouvement alternatif réaliserait cette synthèse entre mouvement de masse et thèses anti-autoritaires ouvrières qui est notre ambition pour l'avenir.

Pour l'atteindre le combat d'idées est nécessaire. Et donc aussi l'organisation spécifique autour de nos propres thèses. Nous aurons à mener au sein des pôles pour l'Alternative ce combat. En France, il est évident qu'il nous faudra nous confronter, parmi les forces susceptibles d'agir pour une Alternative, avec des groupes dont les finalités sont opposées aux nôtres sur certains points centraux. Nous acceptons la confrontation, sans sectarisme, mais sans passer nos positions sous la table.

Il n'y aura pas pour nous concurrence entre mouvement large et organisation spécifique communiste libertaire, mais complémentarité, dans l'indépendance réciproque. L'organisation spécifique pourra servir au contraire de catalyseur. Nous pouvons être dès aujourd'hui une force qui rassemble et oeuvre pour l'unité. Nous serons dans les confrontations d'idées ceux qui pèseront vers une orientation anti-autoritaire. L'organisation spécifique sera donc un outil nécessaire à la réalisation de nos objectifs. Réciproquement le développement à large échelle d'une force alternative ne pourra que renforcer celui de l'organisation spécifique.

Celle-ci n'aura pas pour finalité de faire adopter tout son programme par le mouvement large puis de s'y dissoudre. Nous pensons qu'il subsistera toujours des conceptions différentes dans un mouvement par définition pluraliste, et que cela est souhaitable. Imposer l'ensemble de nos idées au détriment soit de l'élargissement de la dynamique soit de sa démocratie serait contraire à notre démarche. Appauvrir notre message pour le rendre conforme à un consensus minimum ne servirait pas le débat. Aussi l'organisation spécifique ne se proposera-t-elle pas de se dissoudre, continuera-t-elle à s'exprimer, et ce même si une grande partie de ses thèses étaient reprises. L'exemple du syndicalisme révolutionnaire nous éclaire : fondu dans le syndicalisme, un temps majoritaire, il n'a pas réussi, désorganisé, à faire face au stalinisme et à la social-démocratie.

Les pages précédentes ont déjà donné d'amples indications sur le contenu de notre combat; il ne nous reste plus qu'à apporter quelques précisions sur l'organisation spécifique que nous nous proposons de développer, et sur son identité.

IV. UN COURANT COMMUNISTE LIBERTAIRE NOUVEAU.

L'Union des Travailleurs Communistes Libertaires (UTCL) s'inscrit dans une filiation historique qui remonte aux origines du mouvement ouvrier : nous nous intégrons pleinement dans la continuité des mouvements anti-autoritaires maintes fois cités ici. Nous nous situons dans une dynamique de synthèse et de dépassement qui dessine une approche particulière du combat social et politique.

Des références sans dogmatisme.

Notre rapport à l'histoire du mouvement ouvrier et à nos propres racines diffère grandement de celui de la plupart des autres courants révolutionnaires : nous ne voulons ni maîtres à penser, ni doctrines préétablies auxquelles nous soumettre.

Notre ressourcement ne peut se comprendre comme la soumission aux concepts forgés il y a des décennies, ou comme une adulation sans critiques des courants qui ont précédés le nôtre.

Les courants socialistes étatiques, même les plus ouverts, s'enferment encore dans le cadre de l'interprétation des oeuvres des grands anciens; au mieux on actualise, on développe, on rectifie; mais on continue à se blottir sous l'aile protectrice d'une vérité quasi révélée, en reproduisant des formes de pensée plus ou moins religieuses : dogmes et vérités éternelles, églises et sectes, prêtres et pontifs.

Ce rapport à une pensée révélée est aussi fort sinon plus dans certains courants se réclamant de l'anarchisme, et nous en sommes autant éloignés. La croyance en une " doctrine anarchiste " figée n'a aucune espèce de fondement. Pourtant certains sectateurs s'imaginent investis de cette " vérité " et masquent l'incohérence et l'inefficience de leurs raisonnements derrière un système d'a priori, d'interdits, de négations et de généralités fumeuses. Les courants libertaires ouvriers auxquels nous nous référons, vivants, diversifiés (avec évidemment l'inévitable lot d'erreurs parfois très graves, et de carences que nous ne voulons ni ignorer ni maquiller) ne retrouvent dans l'anarchisme traditionaliste qu'une version fossilisée, sectaire, coupée des réalités.

C'est hélas sous ce visage défiguré que les travailleurs et la jeunesse connaissent souvent le combat libertaire, et on comprend qu'ils s'en détournent vite.

L'UTCL n'est pas " en rupture " avec certaines formes de pensée doctrinaires et confusionnistes se réclamant de l'anarchisme. Elle leur est totalement étrangère et toute assimilation tiendrait du quiproquo.

Il y a de notre part ressourcement aux époques vives du mouvement ouvrier et pas plus de rapports entre notre combat et celui d'un certain folklore étiqueté lui aussi libertaire, qu'il n'y en a entre le courant soit-disant communiste et le communisme libre que nous préconisons, entre le socialisme que nous voulons et celui de F. Mitterrand.

Synthèse et dépassement.

La spécificité des courants historiques anti-autoritaires a été de s'être situés dans la lutte de classe en s'appuyant essentiellement sur " l'autre société " préfigurée dans les expériences autogestionnaires spontanées des travailleurs, et d'avoir mené sur cette base la recherche d'un socialisme anti-étatique.

Leur développement soumis aux flux et reflux des luttes sociales s'est exprimé dans des ramifications parfois contradictoires. On ne saurait les réduire à quelques schémas simplificateurs.

Aux côtés des formes spécifiquement ouvrières et en lien avec les luttes de masse s'est développé sous l'impulsion de militants libertaires une contestation anticipant dès la deuxième moitié du XIXème siècle sur les mouvements d'émancipation contemporains : luttes des femmes, libération sexuelle, contrôle des naissances, pédagogie libertaire, culture ouvrière. La richesse du mouvement anti-autoritaire est justement d'avoir su intégrer ces apports dans un combat ouvrier.

Mais sa faiblesse résida dans une grande difficulté à présenter une synthèse au-delà de cette diversité, à élaborer un projet de société concrétisable, à penser son intervention en termes politiques en tenant compte des contradictions de l'époque où elle s'inscrit, à se donner, au-delà des schémas négatifs, une conception claire de la prise et de la transformation du pouvoir, à organiser et à unifier pensée et action.

Cette prédominance chronique des forces centrifuges exerça ses ravages notamment lors des périodes de reculs des luttes du mouvement ouvrier. Alors le confusionnisme l'emporta, le repli dans des considérations stériles aussi.

Or depuis plus de cinquante annnées le mouvement ouvrier international connaît un déclin sous la domination du stalinisme et de la social-démocratie. Le recul des courants libertaires ouvriers s'est manifesté de plus en plus nettement :

- effondrement du syndicalisme révolutionnaire;
- développement d'un anarchisme dit " de synthèse " qui identifie un courant se fossilisant.

Se ressourcer c'est donc, sans dogmatisme, retrouver le fil des luttes anti-autoritaires originelles:

1- Aux premiers anti-autoritaires, ceux de l'AIT au XIXème siècle, nous devons la première tentative de fonder un socialisme autogestionnaire et non étatiste. Mais nous leur devons aussi une approche du débat d'idées exemplaire par son ouverture.S'ils se sont affrontés à Marx et à ses partisans, ce ne fut pas en rejetant la totalité de son travail comme on a par la suite tenté de le faire croire.

Bien sûr, nous ne pouvons reprendre aujourd'hui la totalité des idées de l'époque, dont nous avons déjà souligné les faiblesses.

2- Aux syndicalistes révolutionnaires, nous sommes redevables, comme tout le mouvement ouvrier, d'un apport considérable. Nous sommes à notre tour, et sans aucune réticence, des syndicalistes révolutionnaires. Mais pas seulement. Ici se marque la différence avec un certain syndicalisme révolutionnaire étroit, qui ne représente d'ailleurs qu'une des facettes d'un mouvement sans doctrine : le " syndicalisme pur " rejetant toute forme d'organisation différente. Pour nous le syndicalisme n'est qu'une des formes d'organisation de masse des travailleurs. Et d'autre part le combat révolutionnaire passe aussi par l'organisation spécifique en dehors du syndicat.

De même l'anarcho-syndicalisme, c'est-à-dire la fusion explicitée et revendiquée comme telle d'une idéologie spécifique et de l'organisation syndicale nous interroge, car nous sommes pour l'indépendance du syndicalisme face à tous les courants, et partant pour l'organisation séparée du courant libertaire ouvrier, ce qui ne nie pas le débat d'idées dans le syndicat et l'adoption par lui, démocratiquement, d'une finalité socialiste autogestionnaire, mais garantit son autonomie et son unité. L'absence d'une organisation libertaire spécifique cohérente offrant aux syndicalistes révolutionnaires un creuset de réflexion et d'action, a permis le succès des autres courants du mouvement ouvrier. L'histoire a révélé sans pitié cette faiblesse politique. Face à la guerre de 1914, le courant s'est (certes comme tous les autres courants du mouvement ouvrier) éclaté entre résistants à la guerre et partisans de la " Sainte Alliance " contre les Allemands; face à la montée de la social-démocratie puis du bolchévisme, il a été incapable d'opposer une alternative de masse, si ce n'est en Espagne. Et là aussi les anarcho-syndicalistes n'ont pas réussi, bien qu'ils aient acquis des pans entiers de la classe ouvrière à la révolution autogestionnaire, à dépasser un certain confusionnisme notamment sur la question du pouvoir.

On ne peut tenter de dresser un bilan sans s'arrêter sur un moment où les libertaires ont, à l'échelle de tout un pays (l'Espagne 36-39), bénéficié d'une indiscutable importance et à l'échelle d'une région développée (la Catalogne) d'une incontestable suprématie.

Certes, tout ce que nous disons plus haut de l'immaturité et du confusionnisme des milieux anarchistes, même à base ouvrière, explique en partie l'échec de la révo-

lution en Espagne. Mais même le courant le plus critique et le plus éclairé, celui des " Amis de Durruti ", n'a pu aller au fond des choses et n'aura été qu'une des nombreuses tentatives de mise au clair des insuffisances, des naïvetés et du goût de la phrase du mouvement anarchiste du XIXème siècle.

Il y a plus grave : la chute de trop de militants anarchistes connus dans l' Union sacrée en 1914, la désorganisation faisant figure de déroute au début de la seconde guerre mondiale, n'ont, pas plus que les occasions manquées de 36-39 en Espagne, été l'objet d'une analyse suffisante. On s'est contenté chez les ultra-gauchistes de jeter l'anathème et chez les libertaires de tirer un voile pudique.

Nous reprenons donc à notre compte l'immense acquis du syndicalisme révolutionnaire. Mais nous critiquons sans concessions les carences et erreurs qui ont fait régresser l'influence d'un courant révolutionnaire naguère dominant.

3- Avec le conseillisme, nous partageons la conception d'un socialisme fondé sur l'auto-organisation de la classe des travailleurs, le refus du rôle dirigeant du parti mais aussi de toute autre structure politique ou syndicale, la reconnaissance de la capacité révolutionnaire spontanée des travailleurs, ainsi que la référence aux aspects positifs de Marx.

Par contre nous critiquons un spontanéisme sans recul, une vision mécaniste de l'histoire, et finalement, après le reflux des luttes ouvrières, l'ultragauchisme et l'anti-syndicalisme stériles.

4-Le courant communiste libertaire dont nous sommes directement issus s'est développé en s'inscrivant dans cette continuité historique tout en désignant du doigt les faiblesses des courants anti-autoritaires.

Né sous sa forme moderne à l'impulsion des anarcho-communistes russes et ukrainiens condamnés à l'exil par la répression bolchévique après avoir activement participé à la révolution, le communisme libertaire a été le premier mouvement dissident, opposant, aux côtés des syndicalistes révolutionnaires, un socialisme autogestionnaire au capitalisme d'Etat.

Issu de " l'autre Octobre ", il préconisa le développement d'un combat libertaire nouveau, rompant avec la désorganisation et l'immaturité des mouvements libertaires. Les communistes libertaires renouaient avec l'aile anti-autoritaire de la première Internationale, et pensaient proposer un prolongement politique au syndicalisme révolutionnaire. Ils représentaient aussi une volonté de reprendre en compte certains aspects positifs du marxisme, mais sans s'y aliéner.

Ici aussi nous voulons porter un regard clair et sans concessions. Certes le courant communiste libertaire s'est développé alors que le mouvement ouvrier amorçait un lent déclin. Mais cela n'explique pas entièrement le fait que le " plateformisme " n'ait pas trouvé grand écho et nombre de partisans parmi les syndicalistes révolutionnaires. La "plate-forme communiste libertaire " que Makhno, Archinoff, Ida Mett et

les autres exilés proposaient dès 1926 était évidemment marquée par l'expérience historique ukrainienne : une révolution dominée par les nécessités de la guerre civile permanente; un terrain d'expérimentation essentiellement rural; la confrontation à un adversaire bolchevique hyper-centralisé.

Nous sommes d'accord avec les plateformistes lorqu'ils affirment la nécessité de s'organiser pour le combat libertaire ouvrier, de se doter d'une ligne programmatique commune, de faire converger l'action des militants. Ce qui ne signifie pas, loin de là, que nous reprenions à notre compte tous les points de la plate-forme de 1926.

Depuis, les diverses tentatives de création d'organisations communistes libertaires par scission d'avec les " synthésistes " se sont succédées sans aucune continuité, mais à partir du désir compréhensible de militants ouvriers de se plonger à corps perdu dans les luttes d'une manière cohérente. Cela a été le cas aussi bien pour la FCL en 1953, l'UGAC en 1964, l'ORA en 1967 notamment[18]. Ces ruptures, autour de faibles noyaux militants, n'ont pas été suffisantes pour élaborer un projet politique et construire un organisation. Mais en fin de compte le courant communiste libertaire, à travers ses avatars, a réussi à maintenir un fil conducteur, et ce non dans les bibliothèques mais dans les mobilisations. La création de l'UTCL, dans une phase de reflux des luttes pourtant, a été une avancée en regroupant des militants de différentes origines (ORA, première OCL, Coordination anarchiste).

Construire un courant nouveau.

Le positionnement que nous avons adopté, théorique et, étroitement lié, pratique, dessine les contours d'un combat nouveau.

En reprenant à notre compte ce que nous pensons le meilleur des antiautoritaires, des syndicalistes révolutionnaires, des conseillistes et des communistes libertaires plate-formistes, nous identifions déjà un courant nouveau qui est à la fois la synthèse de ces apports historiques et, du fait de notre volonté de répondre aux problèmes contemporains et à venir, leur dépassement vers un courant politique nouveau.

L'avenir du courant communiste libertaire dépendra évidemment du développement réel des luttes et de l'émergence d'un mouvement alternatif de masse. Les militants de l'UTCL, pour leur part, sont prêts à engager un débat réel et à rechercher l'unité maximum dans la pratique avec les militants regroupés dans d'autres organisations ou inorganisés.

---

18. *F.C.L: Fédération Communiste Libertaire*
U.G.A.C: Union des Groupes Anarchistes-Communistes
O.R.A : Organisation Révolutionnaire Anarchiste

De nombreux camarades convergent dans cette direction. Une organisation pour le communisme libertaire de plus grande ampleur, plus large que l'actuelle UTCL, est donc à édifier avec ces camarades. Une organisation autogérée, expérimentant donc cette conception de la démocratie autogestionnaire décrite dans le projet d'une société anti-autoritaire, où l'autonomie des individus et des groupes s'équilibre avec la convergence des pratiques et des prises de positions communes. Une organisation cohérente, avec projet et plate-forme. Une organisation implantée dans tous les secteurs de la population dominés par le capitalisme et prioritairement parmi les ouvriers, les employés et les chômeurs.

V. L' ALTERNATIVE : UN ENJEU INTERNATIONAL.

La réalisation de l'Alternative, mouvement large autant que courant spécifique pour le communisme libertaire, n'aura de sens que si elle se donne une dimension internationale.

En effet, le but n'est pas de s'inscrire dans le jeu politique institutionnel de chaque Etat mais d'impulser une remobilisation et une réorientation des luttes susceptibles de faire contre-poids puis contre-pouvoir face au capitalisme, et donc dans le sens d'une coordination internationale des luttes.

Prudence et pragmatisme sont nécessaires dans l'énoncé de la marche à suivre. La multitude des situations interdit la défense de recettes toutes faites " à appliquer partout " au mépris des diverses réalités nationales. Ce qui nous semble pouvoir converger, c'est la dynamique générale. Dans sa concrétisation les moyens diffèreront.

Partout le processus de construction de l'Alternative serait large et ouvert, et articulé avec les luttes sociales.

Mais d'un pays à l'autre le choix des partenaires, les formules du rassemblement pourront varier, ici peut-être plus syndicales (comme en Espagne), là peut-être parmi les Verts et les Alternatifs (Allemagne), même si partout l'Alternative ne pourra finalement grandir sans une implantation parmi les travailleurs.

Nous oeuvrerons de même à la **constitution d'une Internationale d'orientation communiste libertaire**. Selon les situations nationales, les communistes libertaires se maintiendront en organisation autonome ou interviendront en courants dans un mouvement alternatif plus large. Dans ce cas, en effet, celui-ci n'aura pas repris l'intégralité de notre programme, il sera donc nécessaire de continuer une intervention spécifique.

L'intervention des sections pourra donc être diversifiée, mais dans un cadre général convergent, défini démocratiquement.

Enfin construire l'Alternative ce sera prendre des initiatives internationales, tisser des liens entre les luttes des différents pays, appuyer des confrontations, organiser des mobilisations internationales contre le chômage, le racisme, la faim, le militarisme et les impérialismes.

L'Alternative n'a pas de frontières. Et elle luttera aussi pour abolir celles qui séparent les hommes.

Nous sommes dans une période de recul du mouvement ouvrier : ce n'est ni la première, ni la plus sombre crise de son histoire. Il a connu ainsi, après les grèves de 1920-21, une crise aigüe, jusqu'à la remobilisation puis la grève générale et les occupations de Mai-Juin 1936: une période d'effondrement des effectifs syndicaux, de baisse très sensible du nombre de conflits, de recul des traditions de lutte. Ainsi également avant l'explosion de 1968, nombre de commentateurs parlaient " de l'embourgeoisement de la classe ouvrière ", si profond disaient-ils que c'en était fini des grandes luttes sociales...

Demain le mouvement de balancier de l'Histoire nous placera à nouveau dans une période de grandes mobilisations. Des combats importants sont devant nous. Dans ces combats, il est indispensable qu'une voie nouvelle soit proposée. Une voie pour nous anti-capitaliste, autogestionnaire, anti-autoritaire. Il faut la préparer.

Ce projet communiste libertaire, malgré ses insuffisances et ses oublis, n'aura pas manqué son but s'il peut être une des contributions utiles à l'élaboration de cette Alternative.

Que la lectrice, le lecteur, qu'ils partagent finalement ou non nos idées, aient pu y trouver des éléments pour leur propre réflexion : c'est ce que nous souhaitons.

Car nous nous retrouverons ensemble dans les mouvements à venir.

Ensemble pour que demain, enfin, nous appartienne !

UNION DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES LIBERTAIRES (UTCL)

IV° CONGRES 29, 30 ET 31 MARS 1986, NANTES.

Bibliographie

. "A la recherche d'un Communisme Libertaire"
Daniel Guérin-Editions Spartacus-

. "Manifeste du Communisme Libertaire"
Fédération Communiste Libertaire-1953
-Editions Le Fil du Temps-

Sur l'UTCL :

."Une organisation ouvrière pour le Communisme Libertaire"
UTCL 1978 -Editions Le Fil du Temps".

. L'UTCL publie le journal "LUTTER !"
Abonnement annuel 150 F (pli fermé 170 F)
Adresse : "Le Fil du Temps"
BP.602
75530 PARIS cedex 11

SOMMAIRE

Préface à la seconde édition 5
Introduction 11

Première partie : " Une planète en crise " 15

Chapitre I Une organisation sociale en perpétuelle transformation 17
II Avant la crise, l'expansion 22
III La crise... ou quand les mécanismes de l'expansion se sont bloqués 30
IV A l'Est, la crise aussi 42
V Un monde déchiré par les impérialismes 47
VI Les mutations de la société ou le projet néo-libéral 59
VII Grandeurs et reflux des luttes sociales en France 68
VIII Le mouvement ouvrier en crise 82

Deuxième partie : " Le socialisme anti-autoritaire " 93

Chapitre I L'autre société 97
II Un socialisme autogestionnaire 102
III Les bases d'un socialisme anti-autoritaire 106
IV Rupture et contre-pouvoir 116
V La prise de conscience révolutionnaire 124
VI Projet de société anti-autoritaire 139
- Les grandes structures 144
- La production autogérée 146
- La démocratie autogestionnaire 167

Troisième partie : " Construire l'Alternative " 189

Chapitre I Les enjeux de la crise 192
II Une logique alternative 197
III Contre la crise, l'exigence d'une société solidaire 205
IV Changer la société 214
V La remobilisation, l'autogestion des luttes 225
VI Le contre-pouvoir 234
VII Projet pour l'Alternative 239
1 un grand mouvement anti-autoritaire
VIII Projet pour l'Alternative 245
2 construire un pôle alternatif

LE FIL DU TEMPS

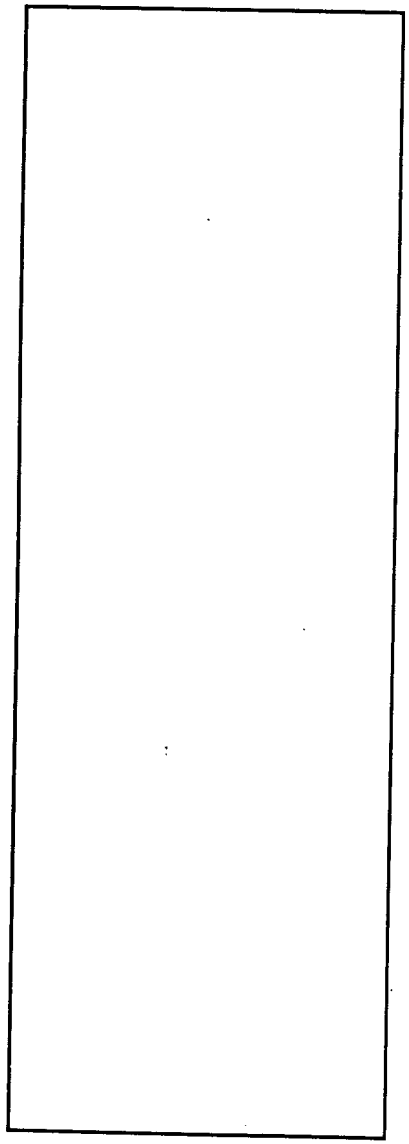
Il court entre les anti-autoritaires de la Première Internationale et les communistes libertaires d'aujourd'hui. Pour nous, il s'agit de relier les acquis historiques de ce courant, ceux du mouvement ouvrier, dans une statégie crédible, cohérente, adaptée à notre époque. Cette série de brochures veut y contribuer.

Déja paru

LE FIL DU TEMPS N°1
LE MESSAGE REVOLUTIONNAIRE
DES AMIS DE DURRUTI
(Espagne 1937) (25 F)

LE FIL DU TEMPS N°2
LE MANIFESTE
COMMUNISTE LIBERTAIRE
(Réédition commentée) (25 F)

LE FIL DU TEMPS N°3
IL Y A 50 ANS, LE FRONT POPULAIRE
(5 F)



LUTTER!

Abonnements : **150F**

Commande, correspondance, contacts :
Adresse : «LE FIL DU TEMPS»
BP 602
75530 Paris Cedex 11

Chèques à l'ordre de : "Le Fil du Temps"